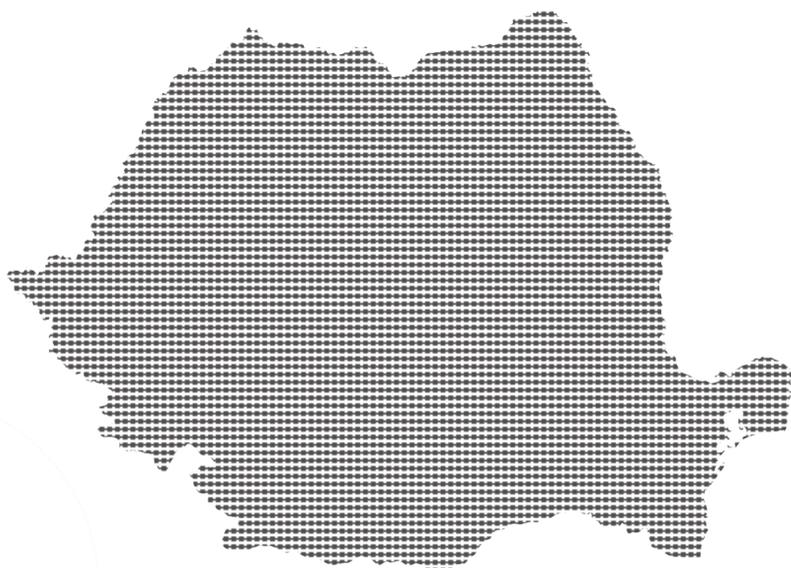


Synergies Roumanie

Revue du GERFLINT

Discours sur la mémoire de l'histoire européenne : silences et dissonances

Coordonné par Adrian-Gabriel Corpădean
et Robert Belot



Synergies Roumanie

Numéro 15 / Année 2020

Discours sur la mémoire de l'histoire européenne :
silences et dissonances

**Coordonné par Adrian-Gabriel Corpădean
et Robert Belot**



REVUE DU GERFLINT
2020

POLITIQUE EDITORIALE

Synergies Roumanie est une revue francophone de recherche en sciences humaines, particulièrement ouverte aux sciences du langage et de la communication, à la philosophie et à l'histoire, aux littératures francophones, à la didactique du français, des langues et des cultures.

Sa vocation est de mettre en œuvre, en Roumanie, le Programme Mondial de Diffusion Scientifique Francophone en Réseau du GERFLINT, Groupe d'Études et de Recherches pour le Français Langue Internationale. C'est pourquoi elle publie des articles dans cette langue, mais sans exclusive linguistique et accueille, de façon majoritaire, les travaux issus de la pensée scientifique des chercheurs francophones de son espace géographique dont le français n'est pas la langue première. Comme toutes les revues du GERFLINT, elle poursuit les objectifs suivants: défense de la recherche scientifique francophone dans l'ensemble des sciences humaines, promotion du dialogue entre les disciplines, les langues et les cultures, ouverture sur l'ensemble de la communauté scientifique, adoption d'une large couverture disciplinaire, aide aux jeunes chercheurs, formation à l'écriture scientifique francophone, veille sur la qualité scientifique des travaux.

Libre Accès et Copyright : © **Synergies Roumanie** est une revue française éditée par le GERFLINT qui se situe dans le cadre du libre accès à l'information scientifique et technique. Sa commercialisation est interdite. Sa politique éditoriale et ses articles peuvent être directement consultés et étudiés dans leur intégralité en ligne. Le mode de citation doit être conforme au Code français de la Propriété Intellectuelle. La Rédaction de **Synergies Roumanie**, partenaire de coopération scientifique du GERFLINT, travaille selon les dispositions de la Charte éthique, éditoriale et de confidentialité du Groupe et de ses normes les plus strictes. Les propos tenus dans ses articles sont conformes au débat scientifique et n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Conformément aux règles déontologiques et éthiques du domaine de la Recherche, toute fraude scientifique (plagiat, auto-plagiat, retrait inopiné de proposition d'article sans en informer dûment la Rédaction) sera communiquée à l'entourage universitaire et professionnel du signataire de la proposition d'article. Toute procédure irrégulière entraîne refus systématique du texte et annulation de la collaboration.

Périodicité : Annuelle

ISSN 1841-8333 / ISSN en ligne 2261-3463

Directeur de publication

Jacques Cortès, Professeur émérite, Université de Rouen Normandie, France

Présidents d'Honneur

Chantal Delsol, Université de Marne la Vallée, France

Andrei Pleșu, Université de Bucarest, Roumanie

Rédacteur en chef

Adrian-Gabriel Corpădean, Université « Babeș-Bolyai », Doyen de la Faculté d'études européennes, Cluj-Napoca, Roumanie

Rédactrice en chef adjointe

Delia Flanja, Université « Babeș-Bolyai », Faculté d'études européennes, Cluj-Napoca, Roumanie

Titulaire et Éditeur : GERFLINT

Siège en France

GERFLINT

17, rue de la Ronde mare

Le Buisson Chevalier

27240 Sylvains-les-Moulins - France

www.gerflint.fr

gerflint.edition@gmail.com

synergies.roumanie.gerflint@gmail.com

Siège de la Rédaction en Roumanie

Université Babeș-Bolyai, Cluj-Napoca

8, rue M. Kogalniceanu, 400084, Cluj-Napoca, Roumanie.

Fax: (+40) 264 598343

Contact de la Rédaction :

synergies.roumanie.redaction@gmail.com

Comité scientifique

Rodica Baconski (Université Babeș-Bolyai, Roumanie); Lavinia Betea (Université Vasile Goldiș, Arad, Roumanie); Pierre Chalvidan (Université Paris XII, France); Georgeta Cîslaru (Université Paris III, France) ; Chantal Claudel (Université Paris VIII, France); Mioara Codleanu (Université Ovidius de Constanța, Roumanie) ; Nicolae Edroiu (Académie Roumaine), Aleksandra Ljaljkova (Université de Tallinn, Estonie); Alina Pamfil (Université « Babeș-Bolyai », Roumanie); Ioan Aurel Pop (Académie Roumaine), Ion Pop (Université « Babeș-Bolyai », Roumanie); Malgorzata Pamula (Université Pédagogique de Cracovie, Pologne) ; Mihai Șandru (Académie Roumaine); Sorina Soare (Université Libre de Bruxelles); Sorin Purec (Université « Constantin Râncuși », Târgu-Jiu, Roumanie) ; Gisèle Vanhese (Université de Calabre, Italie).

Comité de lecture

Mélanie Gazaryan (Université Linguistique d'État « V. Briousov » d'Érévan, Arménie) ; Simona-Aida Manolache (Université "Stefan cel Mare" de Suceava, Roumanie) ; Anamaria Marc (Université « Babeș-Bolyai » de Cluj-Napoca); Liana Pop, (Université « Babeș-Bolyai » de Cluj-Napoca, Roumanie) ; Jocelyne Sourisseau (Université Toulouse 1 Capitole, Laboratoire Lairdil, France) ; Cristiana-Nicola Teodorescu (Université de Craiova, Roumanie) ; Mira Trajkova (Université « Sts. Cyrille et Méthode » de Skopje, Macédoine).

Patronages et partenariats

Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris (Pôle Recherche & prospective), Sciences Po Lyon (Partenariat institutionnel pour Mir@bel), EBSCO Publishing, ProQuest

Numéro financé par le GERFLINT.

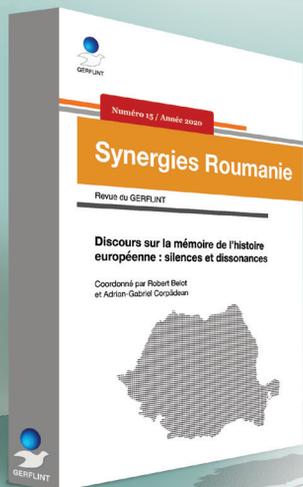
PROGRAMME MONDIAL DE DIFFUSION SCIENTIFIQUE FRANCOPHONE EN RÉSEAU

Synergies Roumanie n° 15 / 2020
<https://gerflint.fr/synergies-roumanie>



Indexations et références

ABES (SUDOC)
CNCIS categoria B+
Data.bnf.fr
DOAJ
EBSCOhost : Communication Source
Ent'revues
ERIHPlus
Héloïse
Index Copernicus, ICI Journals Master List
Index Islamicus
ISSN Portal / ROAD
JournalSeek
Ajouter :
LISEO ((France Education International)
MIAR
Mir@bel
MLA (Directory of Periodicals)
ProQuest Central (Linguistics data base)
SHERPA-RoMEO
Ulrichsweb
ZDB



Disciplines couvertes par la revue

- Ensemble des Sciences Humaines et Sociales
- Culture et communication internationales
- Sciences du langage
- Littératures francophones
- Didactologie-didactique de la langue-culture française et des langues-cultures
- Éthique et théorie de la complexité

Discours sur la mémoire de l'histoire européenne : silences et dissonances

Coordonné par Adrian-Gabriel Corpădean et Robert Belot

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Robert Belot, Adrian-Gabriel Corpădean | 7 |
| Les silences et les dissonances de la mémoire européenne aujourd'hui. Introduction | |
| Gabriella Battaini-Dragoni | 11 |
| Message de la secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe | |
| Massimo Baioni | 15 |
| Le Fascisme italien entre histoire et mémoire. Le problème du musée à Predappio | |
| Robert Belot | 23 |
| Biais historiques et délégitimation du projet européen : une analyse du contre-récit nationaliste | |
| Nora Berend | 41 |
| L'enjeu du passé : la réécriture autoritaire de l'histoire de la Shoah en Hongrie | |
| Adrian-Gabriel Corpădean | 55 |
| Quelques réflexions sur les persistance du passé communiste en Roumanie | |
| Lourenzo Fernández Prieto | 69 |
| Idéologie de la réconciliation et mémoire sans histoire. La dictature franquiste dans l'Espagne d'aujourd'hui | |
| Aziza Gril-Mariotte | 83 |
| Histoire d'un lieu de mémoire du refuge européen : Le Chambon-sur-Lignon | |
| Claire Kaiser | 95 |
| Quelle place pour le mémorial des Stolpersteine en Allemagne à l'heure de la montée de l'extrême droite ? | |

| | |
|--|------------|
| Audrey Kichelewski | 107 |
| Les entreprises de relecture de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans la Pologne actuelle (2015-2019) | |
| Antoanela-Paula Mureşan | 119 |
| Manifestations de l'héritage totalitaire de droite dans la Roumanie actuelle | |
| Anthony Sfez | 133 |
| D'un décret à l'autre : la mémoire de la Guerre Civile espagnole au travers du Valle de Los Caídos | |
| Varia | |
| Radu Albu-Comănescu | 145 |
| La diversité transylvaine entre mémoire culturelle et métamorphose politique | |
| Anca Stângaciu | 157 |
| Mémoire de l'esprit protestataire en Europe. L'année 1968 en Italie | |
| Annexes | |
| Profils des contributeurs | 181 |
| Projet pour le n° 16 - Année 2021..... | 185 |
| Consignes aux auteurs | 187 |
| Publications du GERFLINT..... | 191 |



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Synergies Roumanie n° 15 - 2020 p. 7-10

Les silences et les dissonances de la mémoire européenne aujourd'hui. Introduction

Robert Belot

Université Jean-Monnet, Saint-Etienne, France

Adrian-Gabriel Corpădean

Université Babeş-Bolyai, Roumanie

À l'origine de ce volume, il y a le constat d'une grave carence historiographique sur l'Europe et son histoire, et par conséquent un « déficit d'historisation et donc de nomination » (Denis Crouzet) qui a entretenu l'oubli de ce que le grand historien Alphonse Dupront appelait la « matrice d'unité » européenne. D'où un déficit de connaissance de soi, de conscience de soi, et finalement, peut-être, d'estime et de maîtrise de soi.

Or, c'est par l'histoire que l'on peut tenter d'arriver à une meilleure compréhension de ce qu'est l'Europe : non pas un produit de la Providence ou du déterminisme biologique, géographique ou ethnique, mais « un fait historique » (Lucien Febvre) ou une « grammaire culturelle » (Fernand Braudel).

Et si les déviances mémorielles actuelles, fleurissant sur le terreau vénénéux des peurs instrumentalisées, pouvaient être analysées comme un effet pervers de cette difficulté à comprendre et à connaître l'histoire de l'Europe, à appréhender l'Europe comme une création historique, prise entre ses « génies radieux » et ses « démons », comme l'écrivait l'écrivain allemand Jacob Wassermann en 1930, « toute lumière trouvant son équivalent dans d'égales ténèbres » ?

Se joue actuellement, à l'échelle de l'Europe, le rapport complexe et souvent antagonique qu'entretiennent la mémoire et l'histoire. Ces contributions voudraient être une première étape sur le chemin d'une recherche des cadres du patrimoine historique européen.

Il est coutume de dire qu'à l'Europe du pire, celle du fascisme, du nazisme, des dictatures et du communisme, a succédé l'Europe du meilleur, de la paix, de la démocratie, de la fraternité.

L'Europe « des Six » a permis la réintégration des deux pays « vaincus », l'Allemagne et de l'Italie, dans le concert européen. La Communauté Economique Européenne a favorisé le mouvement d'extension de la démocratie en Europe

(Espagne, Portugal). L'Union Européenne, quant à elle, a joué un rôle fondamental, après l'effondrement du bloc soviétique, dans le processus de réinscription des destins des peuples de l'Est dans le paysage culturel européen. Après la bipolarisation du monde liée à la Guerre froide, l'Europe est redevenue européenne et l'Union Européenne a accédé au rang d'acteur géopolitique à part entière.

Est-ce à dire que l'histoire a fait son œuvre et que l'Europe s'est réconciliée avec son passé et avec elle-même ? Autrement dit, les *mémoires européennes* ont-elles réussi à s'unir sur ce qui, dans le passé, négativement ou positivement, devait constituer un *Patrimoine inaliénable et incontestable* et servir de ligne d'horizon éthique et politique ? L'Europe d'aujourd'hui est-elle définitivement préservée contre le retour des « ténèbres » ? Tel est le point de départ de notre réflexion.

L'identité de l'Europe est liée à son patrimoine historique car l'Europe est d'abord le produit de l'histoire. C'est pourquoi le rapport à l'histoire et à ce qu'il met en jeu métapolitiquement est essentiel pour comprendre l'évolution du sentiment européen aujourd'hui, dans un contexte politique tendu et inattendu où progresse une tendance à remettre en cause le consensus « idéologique » qui a permis à l'Europe d'être ce qu'elle est.

Les fantômes de l'histoire du pire planent encore sur les mémoires européennes. Des pans entiers de cette histoire résistent au travail de l'historien et au « devoir de mémoire ». La mémoire « noire » de l'Europe n'a pas toujours réussi à *faire patrimoine*, c'est-à-dire à devenir une référence partagée, vigilante et édifiante, participant à la construction de cette Europe des valeurs tant proclamée.

Dès l'origine, c'est le Conseil de l'Europe, la plus ancienne des organisations européennes à but politique créées à la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui se positionne sur ce terrain, avec la création, en 1959, de la Cour européenne des droits de l'Homme, son « institution phare ». Si l'Union Européenne se définit très peu elle-même, l'élément cardinal qu'elle met en avant comme condition d'adhésion et comme paradigme axiologique est la référence aux « valeurs » (visées à l'article 2 du TUE) que tout membre doit respecter et promouvoir (dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, État de droit, respect des droits de l'homme), valeurs actées dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000).

En 2007, un pas décisif a été franchi pour tenter de définir ce qui constitue « l'identité européenne ». Le Conseil européen de Lisbonne a tenté une définition, tout en affirmant qu'une définition univoque et invariante était impossible. Cette définition fait état de la dimension *historique* du fait européen : « Le terme *européen* associe des éléments géographiques, historiques, et culturels qui, tous, contribuent à l'identité européenne. Un tel partage d'idées, de valeurs et de liens historiques ne peut être condensé en une formule définitive. »

Ainsi donc, il y aurait une relation nécessaire entre le *vécu historique* de l'Europe et un *devoir-être éthique* (au sens tant aristotélien que kantien) qui seraient le noyau dur de l'ontologie européenne. De fait, l'histoire de l'Europe, dans ce qu'elle a eu de remarquable et de détestable, constituerait ce patrimoine immatériel qui est la condition même de son avènement comme entité politique.

L'Europe d'après-guerre s'est en effet construite sur le rejet et le dépassement d'une histoire traumatique qui avait conduit au reniement de ses valeurs humanistes et à son affaiblissement moral et politique.

La mémoire de cette histoire douloureuse devait prémunir contre les risques du retour aux nationalismes et à la xénophobie ; elle devait être le liant grâce auquel le sentiment européen allait se développer pour forger une citoyenneté européenne.

Or, l'actualité nous donne à penser que l'Europe de la mémoire, insensiblement, à travers des politiques, des symboles et des déclarations, tend à se diviser. Une crispation identitariste et révisionniste fracture le paysage mémoriel européen. Un tropisme europhobe porte en lui la remise en cause de ce patrimoine historique et axiologique que l'on croyait hors d'atteinte.

À l'Ouest, des dénis, des refoulements, des accommodements (Portugal, Espagne, Italie, Allemagne, France) ne permettent pas de libérer l'Europe de sa noire mémoire, qu'il s'agisse de la période du fascisme et de la guerre ou de celle des dictatures post-guerre. Les projets de musées ou de lieux de mémoire sur ces pages sombres provoquent moins la réconciliation que le *dissensus* et la concurrence des victimes.

À l'Est, des figures de compromission sont mémorialisées, des historiens sont éloignés des projets de musée, des États entendent interdire une libre expression sur le passé, la distinction honorifique de « Justes parmi les nations » est instrumentalisée à des fins d'exonération morale, des politiques soutenant le révisionnisme historique sont à l'œuvre ouvertement, le passé communiste se vit souvent sur le mode de l'évitement, la mémoire de la guerre en ex-Yougoslavie n'a pas encore trouvé le chemin de la patrimonialisation et de la réconciliation.

Les textes qui vont suivre constituent les actes d'un colloque international qui a eu lieu à l'université Jean Monnet (Saint-Etienne/Lyon, France) les 19-20 décembre 2018, à quelques mois des élections européennes (mai 2019). C'est pourquoi les étudiants du master *Histoire, Civilisation & Patrimoine* (labellisé IDEX/Lyon) de l'université Jean Monnet ont été impliqués dans son organisation, ont participé aux séances et sont intervenus pour nous livrer leurs perceptions et leurs analyses.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la Chaire Européenne Jean Monnet (Patrimoine Culturel & Politiques européennes du Patrimoine) portée par le professeur Robert Belot. Elle a reçu également le soutien de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (projet COOPERA Patrimoine & Conflits) et le parrainage du Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Elle a été conçue et organisée par le Département des Études sur les Patrimoines et les Paysages culturels de l'Université Jean Monnet/Université de Lyon.



Message de la Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe

**pour le séminaire académique
organisé par le Professeur Belot,
Saint-Étienne, décembre 2018**

Excellences, Mesdames et Messieurs,
Cher Professeur Belot,
Chers étudiants,

Le thème de votre séminaire académique « Les silences et les dissonances de la mémoire européenne aujourd'hui » présente un grand intérêt pour le Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe, qui a vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est, de fait, une « création historique » ; il incarne le principe du « Plus jamais ça » et la volonté de « réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et de favoriser leur progrès économique et social ». Le Statut de notre Organisation mentionne aussi, un peu plus loin, « une action commune dans les domaines économique, social, culturel, scientifique, juridique et administratif, ainsi que [...] la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Ce texte date de 1949, mais il conserve toute sa pertinence.

Au vu des diverses menaces qui continuent de peser sur les droits de l'homme, la démocratie et la paix, je suis convaincue que l'action du Conseil de l'Europe, à l'aube de son 70^e anniversaire, est plus nécessaire que jamais. Le Conseil a toujours été tourné vers l'avenir ; il élabore des normes et répond en pionnier aux défis qui surgissent. De nouvelles menaces sont apparues et, pour les contrer, les Européens n'ont aujourd'hui pas d'autre solution que de travailler main dans la main. Ainsi, nous travaillons en ce moment sur des thèmes d'actualité, tels que la protection des droits de l'homme en ligne, la lutte contre la cybercriminalité et l'impact de l'intelligence artificielle sur les droits de l'homme. Mais nous œuvrons

aussi pour construire des sociétés inclusives et des cités interculturelles ou pour renforcer la protection des enfants migrants et réfugiés sur le territoire de nos 47 Etats membres.

Face à ces défis, la question de *l'identité européenne* reprend une importance cruciale. Selon nous, il s'agit d'une identité fondée sur les idéaux et principes qui composent notre patrimoine commun et nos valeurs fondamentales : les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ; elle est en soi une manifestation de la citoyenneté européenne en devenir, axée sur *la reconnaissance des différences*, tout en étant fermement attachée à nos valeurs communes.

Ainsi, le Conseil de l'Europe s'efforce d'assurer *le respect et la protection de la diversité culturelle* de notre continent, qu'il s'agisse des langues minoritaires, des populations, des lieux et de leur histoire, des biens ou des récits. Pas moins de cinq conventions dans les domaines de la culture et du patrimoine témoignent de ces efforts, à quoi s'ajoutent un centre européen pour les langues vivantes, un institut européen pour les arts et la culture roms, une approche réputée de l'enseignement de l'histoire qui promeut l'adoption de perspectives multiples, un projet de recherche-action sur les cités interculturelles et de nombreuses publications sur la « diversité des diversités » qui caractérise l'Europe.

Car, aussi importantes que soient les institutions, les lois et les processus démocratiques, et notamment les élections, ces acquis ne sauraient, à eux seuls, garantir la démocratie. La démocratie est une question moins d'institutions que d'attitudes. Les institutions, lois et processus électoraux sont certes nécessaires, mais ils ne peuvent garantir la démocratie que s'ils sont ancrés dans ce qu'il est convenu d'appeler une « culture de la démocratie », c'est-à-dire l'ensemble des attitudes, valeurs et comportements qui permettent à la démocratie de fonctionner concrètement. Pratiquer une culture de la démocratie, c'est valoriser la diversité, croire que l'on peut apprendre les uns des autres, respecter la règle de la majorité tout en reconnaissant que les minorités ont des droits inaliénables, et défendre l'idée que les conflits doivent être résolus par le dialogue plutôt que par la force. Cette culture doit se transmettre de génération en génération, chacune s'efforçant de la maintenir et de la développer. Aussi l'éducation joue-t-elle un rôle déterminant pour la démocratie. C'est d'ailleurs pourquoi le Conseil de l'Europe a élaboré et lancé un peu plus tôt cette année un *Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie*, qui définit 20 compétences fondamentales relatives aux valeurs, aux attitudes, aux aptitudes, aux connaissances et à la compréhension critique que nos écoles et universités doivent transmettre aux apprenants. La connaissance et la compréhension critique de notre histoire, de notre patrimoine et de notre mémoire font assurément partie intégrante des compétences dont nous

avons besoin pour rendre nos sociétés pleinement démocratiques.

À cet égard, en 2007, le Conseil de l'Europe a conçu une petite publication qui présente une réflexion sur les questions de démocratie, d'identité et de diversité tout en promouvant les appartenances culturelles multiples en tant que réalité européenne. Il y est indiqué que « la volonté » des habitants de l'Europe de partager un avenir commun n'est pas compatible avec une amnésie collective synonyme d'ignorance historique ou de négation des crimes commis dans le passé. Connaître sa propre histoire passe par la rencontre de l'histoire de l'Autre et l'inclusion de cette histoire dans la sienne propre, sans esprit de revanche... » et que « la culture européenne, née de l'échange, se doit d'être ouverte aux autres cultures et aux peuples du monde. Si elle s'enferme dans une citadelle, l'Europe risque de perdre son âme. » (*Manifeste européen pour la multiple appartenance culturelle*, Conseil de l'Europe, 2007).

Si petit soit-il, notre continent est confronté à de grands défis. À mon sens, la construction de l'Europe n'est pas la source de ces difficultés, mais bien la solution capable de les résoudre, même s'il reste encore beaucoup à faire en la matière. Je suis convaincue que vos débats et réflexions sur l'identité européenne contribueront à faire avancer le projet européen, comme vision à long terme et comme réalité concrète. Je vous souhaite un séminaire aussi fructueux que possible à Saint-Étienne.

Gabriella Battaini-Dragoni



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Le Fascisme italien entre histoire et mémoire. Le problème du musée à Predappio

Massimo Baioni

Département d'études historiques, Université de Milan, Italie

massimo.baioni@unimi.it

<https://orcid.org/0000-0002-7635-3289>

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-010-2020

Résumé

Cette contribution apporte des réflexions d'ordre général sur la présence du fascisme dans la mémoire publique de l'Italie républicaine. Les résultats obtenus dans le domaine scientifique, notamment à partir des années 1970, n'ont pas atteint l'opinion publique italienne où est encore largement répandue une vision édulcorée et dédramatisée du fascisme. Récemment, la proposition de fonder un musée historique du fascisme à Predappio, village natal de Benito Mussolini, a remis sur le devant de la scène la problématique des discours persistants sur le fascisme dans le champ de l'usage public de l'histoire.

Mots-clés : fascisme, Italie républicaine, mémoire publique, musées, usage public de l'histoire

Fascismul italian între istorie și memorie.

Problema întemeierii unui muzeu de istorie la Predappio

Rezumat

Articolul prezintă o serie de reflecții asupra prezenței fascismului în memoria publică privind Italia Republicană. Rezultatele dezbaterii academice îndeosebi din anii '70 nu au influențat opinia publică italiană, unde imaginea moderată a fascismului și cea a „poporului italian mărinimos” rămân răspândite. Recent, propunerea de a întemeia un muzeu de istorie la Predappio, locul nașterii lui Benito Mussolini, a readus în discuție persistența discursului privind poziția ocupată încă de fascism în interpretarea publică a istoriei.

Cuvinte-cheie: fascism, Republica Italiană, memorie publică, muzee, interpretarea publică a istoriei

Italian Fascism between History and Memory. The issue of a Historical Museum in Predappio

Abstract

This article develops some general reflections on the presence of Fascism in the public memory of Republican Italy. The results of the scholarly debate, notably from the 1970s, did not influence Italian public opinion, where a moderate image of Fascism and that of « good-hearted Italian people » are still widespread. Recently, the proposal to establish a historical museum in Predappio, the birthplace of Benito Mussolini, brought back into focus discussion of the persistent discourse over the place Fascism still occupies in the field of public history.

Keywords: Fascism, Italian Republic, public memory, museums, public use of history

1. Les saisons de la mémoire publique du fascisme

Le fascisme italien en tant qu'expérience historique s'est effondré en avril 1945, avec la mort de Benito Mussolini, la fin de la République sociale italienne (ou République de Salò) et le retour de l'Italie à la démocratie. Mais sa présence dans la société italienne est restée forte et a profondément influencé le développement de la nation, sa vie politique et culturelle et la construction même de la citoyenneté démocratique. Avant de parler de la mémoire du fascisme dans l'Italie républicaine, il faut d'abord définir le problème et délimiter sa périodisation. En effet, il existe plusieurs genres et niveaux de mémoire- historiographique, politique, individuelle, publique - qui ont pu soit se rencontrer soit suivre des trajectoires distinctes. Nous nous limiterons ici au cas de *la mémoire publique*. Il s'agit d'une narration du passé sélective, construite sur les grands moments de l'histoire nationale jugés dignes d'être conservés puis transférés au corps de la société, au moyen d'une vaste gamme d'instruments éducatifs et médiatiques (école, cinéma, télévision, musées, monuments etc.) (De Luna, 2011 : 13). De fait, la mémoire du fascisme et son usage public sont étroitement liés à la mémoire et à l'usage public de la Résistance, dans le sens où ils sont tous les deux le reflet des principales étapes de l'histoire républicaine, des conflits politiques, des transformations sociales et culturelles advenus au cours de ces soixante-quinze dernières années.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale et de la naissance de la République italienne (2 juin 1946), la construction d'une mémoire publique du fascisme était confrontée à deux exigences fondamentales. Ainsi, si d'un côté les jeunes institutions républicaines et les partis politiques antifascistes étaient à la recherche d'une légitimation forte, il était urgemment nécessaire, de l'autre, d'élaborer une pédagogie démocratique de masse apte à former le nouveau citoyen républicain. L'héritage de ce passé récent était lourd, même sur le plan symbolique. Pendant

plus de vingt ans, de 1922 à 1943, le fascisme avait fait preuve d'une politique monumentale et commémorative intense, part intégrante de l'objectif totalitaire visant à créer un « homme nouveau » (Gentile, 1993). Que doit-on faire désormais de cette imposante présence mémorielle ? Comment se libérer de ces monuments, des maisons du faisceau, des édifices *littoriali*, des plaques qui exaltaient les « martyrs » du fascisme comme autant d'exemples d'une Italie puissante, virile et impériale ? (Baioni, 2020).

Au lendemain du 25 juillet 1943, le jour de la chute de Mussolini et du régime fasciste « historique », la *damnatio memoriae* se déchargea surtout sur les icônes de Duce et sur les manifestations les plus visibles de l'occupation fasciste sur les places urbaines. Après le 25 avril 1945, la Libération et la fin de la guerre, plusieurs réalisations publiques mises en place par le régime fasciste furent sauvées de la destruction en raison de leurs usages fonctionnels et civils (écoles, tribunaux, gares ferroviaires, installations sportives etc.). Ils étaient bien souvent le fruit du modernisme architectural du régime. Les grandes œuvres monumentales créées à la mémoire de la Grande guerre, que le fascisme avait intégrées dans son propre récit national (on pense à l'imposant cimetière militaire de Redipuglia), furent également re-consacrées en termes de patriotisme démocratique et de célébration de la Résistance.

Depuis sa fondation en 1946, l'Italie républicaine a généralement entretenu une relation controversée avec la mémoire du fascisme. Pendant longtemps, c'est une lecture absolutrice qui a prévalu, donnant naissance à une dérive et une banalisation du fascisme dans le discours public (Baldassini, 2008 ; Gundle, 2013). Tandis que les études scientifiques se développaient, dans les années 1970, la société italienne continuait à se montrer très hésitante à faire les comptes avec son passé fasciste. Cette observation est d'autant plus vraie au début de la Guerre froide, lorsque l'opposition idéologique à l'intérieur du pays porta finalement à la substitution du paradigme antifasciste par le paradigme anticommuniste (Bosworth, Dogliani, 1999). Un même processus a pu être identifié dans le rapport souvenir/oubli face au nazisme dans l'Allemagne fédérale et face à Vichy en France.

L'interprétation du fascisme comme « parenthèse » de l'histoire nationale, soutenue par la voix influente de Benedetto Croce, a facilité un long déplacement collectif qui a retardé « l'examen de conscience » des Italiens par rapport au fascisme et l'examen des motifs d'adhésion au régime (la question du consensus) (Zunino, 2003 ; La Rovere, 2008). On a également préféré exagérer l'image de la Résistance comme guerre patriotique de « libération », aussi appelée « second Risorgimento », souligner la participation des masses à la guerre partisane et supprimer les rappels à la guerre civile de 1943-45 (Cooke, 2015).

2. Historiographie et mémoire publique

Ce n'est que dans les années 1970 et 1980 que les études scientifiques sur le fascisme connaissent un véritable développement. Elles explorent alors la nature et les dimensions du consensus (on pense notamment aux vifs débats suscités par les volumes de Renzo De Felice sur Mussolini), les relations entre le régime et la société de masse, son idéologie, sa culture, sa politique culturelle dans le contexte d'une modernisation autoritaire.

Toutefois, sauf dans de rares exceptions, *l'historiographie et la mémoire publique ne se sont pas croisées*. Leurs parcours ne se rencontrent pas en raison, notamment, des conflits politiques, des mémoires plurielles et divisées et de la difficulté d'établir une relation vertueuse entre les résultats de la recherche et leur vulgarisation médiatique avec, pour conséquence, une modification profonde de l'attitude des Italiens envers leur passé. Plusieurs nœuds cruciaux de l'époque fasciste sont longtemps restés dans l'ombre : les lois raciales et la persécution des Juifs, les crimes coloniaux et ceux perpétrés pendant l'occupation de guerre. Ils ont souvent laissé la place au stéréotype rassurant du « bon Italien » et à une mémoire édulcorée du *Ventennio*, comme on surnomme la période des vingt années du régime (Fogu, 2006 ; Focardi, 2013). En même temps, la narration statique et commémorative de la Résistance a commencé à s'essouffler et à perdre ses racines au sein d'une société en prise à de nombreux changements (Peli, 2015).

Les contradictions ont explosé de manière éclatante au début des années 1990. La fin de la Guerre froide, la crise de la soi-disant Première République et de ses valeurs fondatrices, la nouvelle géographie politique à l'intérieur du pays : tout ceci a eu des répercussions inévitables dans le champ de tension des mémoriaux politiques, en Italie comme dans l'Europe entière. Les propositions de révision des textes scolaires, la banalisation et la relativisation du passé fasciste se sont entrelacées aux polémiques provoquées par l'invitation à la réconciliation et à l'égalisation des mémoires sous la catégorie de *l'antitotalitarisme*. Dans ce domaine, les lois approuvées par le Parlement italien sont particulièrement significatives. Elles ont, en effet, rapproché la Journée de la mémoire de la Shoah (le 27 janvier) de celle des Italiens décédés dans les *foibe* suite aux violences perpétrées par les communistes yougoslaves à la frontière orientale (le 10 février). On retrouve la même insistance marquée pour les victimes et l'accentuation du « présentisme » dans les pays de l'Europe centrale et orientale, après la chute de l'URSS et la fin du communisme. Il y a donc des analogies singulières de la mémoire publique pour l'Italie et ces pays, provoquées par le vide politique et culturel engendré par la crise des paradigmes traditionnels, à la fois politiques et historiographiques (Focardi, Groppo, 2013).

3. Un musée à Predappio ?

Dans ce contexte, au cours de ces deux dernières années, le débat public controversé sur la mémoire du fascisme a été considérablement relancé à la suite des polémiques liées à la proposition de fonder un Musée historique à Predappio, le bourg natal de Mussolini. Les polémiques démontrent la difficulté à métaboliser l'expérience du fascisme, à faire les comptes en profondeur avec une page cruciale de l'histoire italienne (et européenne) : un événement qui semble encore peser de façon considérable sur l'identité et la conscience civile du pays (Héry, Pane, Pirisino, 2019).

En effet, la tombe de Mussolini à Predappio est un lieu de la mémoire fasciste qui a assumé une importante fonction politique et idéologique. Pendant le *Ventennio*, Predappio était exaltée comme une sorte de « Bethléem » de la nouvelle religion politique fasciste. Par la suite, sa fonction s'est bien évidemment modifiée dans l'Italie républicaine. À partir de 1957, lorsque le corps de Mussolini fut rendu à sa famille et enterré dans le cimetière du pays (Luzzatto, 1998), la crypte est devenue la destination d'une minorité bruyante, celle des nostalgiques du régime et des néofascistes militants qui ne se reconnaissaient pas dans les valeurs de l'Italie démocratique (Baioni, 2017). Le pèlerinage à Predappio - aux jours de naissance et de mort de Mussolini, soit le 29 juillet et le 28 avril, ainsi qu'au jour de l'anniversaire de la marche sur Rome, le 28 octobre -, permettait ainsi à ces « exilés en patrie » de revendiquer le lien avec le passé et de maintenir en vie une identité antagonique. Au cours de ces dernières années, profitant de la crise des valeurs de l'antifascisme, ces rassemblements à Predappio ont trouvé une nouvelle visibilité grâce à un contexte culturel plus réceptif et tolérant (Serenelli, 2013).

La construction d'un musée historique à Predappio (conçu par le conseil municipal de centre-gauche) est aussi une tentative de canaliser et freiner cette dérive culturelle. Les promoteurs du musée veulent à la fois faciliter un récit du passé fondé sur des bases scientifiques solides et utiliser l'histoire comme instrument d'éducation à la démocratie. Ce projet se présente alors comme un observatoire intéressant des caractéristiques de la révision du rapport au passé de l'Italie, une problématique au centre de la longue transition de son système politique et de son identité nationale depuis la fin de la Guerre froide. L'incertitude politique et la désorientation culturelle de cette récente phase de transition prolongée ne semblent pas insignifiantes face aux nombreuses perplexités soulevées au sujet du musée à Predappio. Tout en reconnaissant les bonnes intentions des promoteurs, certains craignent que le musée puisse contribuer à relativiser le jugement historique sur Mussolini et sur le fascisme et à réduire la force d'un sentiment antifasciste dans le discours public, déjà très affaibli par les attaques reçues ces dernières décennies. Ces inquiétudes

ne sont pas injustifiées à la lumière de la confusion qui accompagne l'évolution de l'idée et de la pratique de la démocratie et des régurgitations d'intolérance qui baignent la société italienne. Par ailleurs, il s'agit aussi de comprendre si les considérations légitimes de nature éthique et politique sont en soi suffisantes à combattre un projet qui veut baser le rôle civique du musée sur des fondations scientifiques robustes. Le musée se présente comme une métaphore sociale, c'est-à-dire un instrument au travers duquel la société représente son rapport avec sa propre histoire et avec celle d'autres cultures.

4. Les fantômes du passé et les inquiétudes du présent

En effet, le programme scientifique qui accompagne le musée à Predappio reflète l'état d'avancement des études qu'il se propose de traduire dans une muséographie représentant les moments les plus remarquables de la société italienne pendant le *Ventennio* fasciste. Certaines voix se sont élevées pour faire remarquer des manquements considérables dans cette présentation, comme les événements de la frontière de la haute Adriatique et ses relatives politiques de dénationalisation, l'antislavisme, le corporatisme, la République sociale de 1943-45. Il est souhaitable que ces absences puissent être réparées en phase de révision de la préparation du musée. Mais dans l'ensemble, il est évident qu'on ne souhaite pas fonder à Predappio un « musée » du fascisme, comme il a parfois été dit au début de la polémique. De même, la peur que le musée puisse relancer une lecture « personaliste » du régime, en termes de « mussolinisme » plus que de fascisme, semble peu convaincante. Nous savons désormais que dans les murs de l'ancienne Maison du faisceau de Predappio se développera un itinéraire qui entend photographier l'Italie de l'entre-deux-guerres, en illustrer les procédés de transformation soumis à l'ambition totalitaire du régime, enregistrer ses résultats et ses limites, jusqu'à son effondrement tragique dans les années de la Seconde guerre mondiale.

Cela étant dit, il apparaît clairement à tous que le nœud du problème est Predappio même. La ville - authentique *nomen-omen* - absorbe et incorpore pour métonymie le nom de Mussolini, les fantômes du passé et les inquiétudes du présent. Les objections vis-à-vis de l'opportunité de placer un musée à Predappio doivent être regardées avec attention, parce que personne ne peut ignorer ce que Predappio a signifié dans le discours public national et ce que son nom évoque encore aujourd'hui dans la perception des Italiens. Il faut donc plutôt tenter de comprendre si un musée historique a les moyens de contribuer à modifier cette « destinée ». Le choix de faire de Predappio un lieu de connaissance critique se nourrit évidemment d'une stratégie « agressive » visant à frapper le mythe dans le cœur même des lieux urbanistiques-architecturaux voulus par le régime fasciste.

Ce projet s'appuie aussi, bien évidemment, sur le support de parcours didactiques nécessaires, préparés par un personnel compétent et spécialisé en histoire de l'Italie contemporaine et de récit muséal.

Il s'agit d'un pari difficile, qui sera constamment mis à l'épreuve par les effets provoqués dans son interaction avec la société. Mais il s'agit également d'un défi qui nous concerne tous, Italiens et Européens. Les nombreux phénomènes inquiétants d'intolérance, la violence et le racisme que l'actualité nous renvoie ne devraient pas être un frein à la construction de catégories analytiques plus fines. L'historiographie ne peut pas renoncer à son rôle. Les études des dernières décennies ont mis en évidence la nature violente et antidémocratique des fascismes ; mais elles ont aussi mis en évidence ses dynamiques modernes, le mariage de violence, de modernisation et de mobilisation sociale qui marque la nouveauté de la dictature totalitaire.

Conclusion

On ne sait pas ce qu'il adviendra du musée : le nouveau conseil municipal de Predappio (de centre-droit) semble vouloir bloquer le projet. En tout état de cause, la discussion jusqu'à aujourd'hui a été le reflet de la relation incertaine entre les Italiens et leur passé, le symptôme d'une polarisation dans le discours public sur le fascisme qui est influencé par les tensions politiques toujours changeantes du présent. La capacité d'un pays à affronter de façon critique son propre passé se mesure aussi par sa disponibilité, et par son courage, son choix de nourrir de compréhension historique les tensions éthiques et politiques de son présent. Si un musée historique à Predappio se montre capable de prendre cette direction, avec les langages et les compétences nécessaires au soutien d'un projet si ambitieux (Porciani, 2017), son rôle pourrait se révéler important à la fois sur le plan de la narration muséale de l'histoire nationale et sur celui de la construction d'une culture démocratique fondée sur la connaissance critique du passé. Et cette problématique s'adresse à toute l'Europe.

Bibliographie

- Baioni, M. 2017. *Un luogo del destino? Usi di Predappio dal fascismo alla Repubblica*. In : Baioni, M., *Le patrie degli italiani. Percorsi nel Novecento*. Pisa : Pacini, p. 133-142.
- Baioni, M. 2020. « Demolire il littorio. Tragitti della simbologia fascista nell'Italia repubblicana ». *Memoria e Ricerca*, n° 63, p. 181-194.
- Baldassini, C. 2008. *L'ombra di Mussolini. L'Italia moderata e la memoria del fascismo (1945-1960)*. Soveria Mannelli: Rubbettino.
- Bosworth, R.J., Dogliani, P. (eds) 1999. *Italian Fascism. History, Memory and Representation*. London : MacMillan.

- Cooke, P. 2015. *L'eredità della Resistenza. Storia, cultura, politiche dal dopoguerra a oggi*. Roma : Viella.
- De Luna, G. 2011. *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa*. Milano : Feltrinelli.
- Focardi, F. 2013. *Il cattivo tedesco e il bravo italiano. La rimozione delle colpe della seconda guerra mondiale*. Roma-Bari : Laterza.
- Focardi, F., Groppo, B. (dir.) 2013, *L'Europa e le sue memorie. Politiche e culture del ricordo dopo il 1989*. Roma : Viella.
- Fogu, C. 2006. Italiani brava gente : The Legacy of Fascist Historical Culture on Italian Politics of Memory. In : R.N. Lebow, R.N., Kansteiner, W., Fogu, C. (dir.), *The Politics of Memory in Postwar Europe*. Durham and London : Duke University Press, p. 147-176.
- Gentile, E. 1993. *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*. Roma-Bari, Laterza, 1993.
- Gundle, S. 2013. The Aftermath of the Mussolini Cult: History, Nostalgia and Popular culture. In : *The Cult of the Duce : Mussolini and the Italians*, Gundle, S., Duggan, C. and Pieri, G. (dir.), Manchester : Manchester University Press, p. 241-256.
- Héry, E., Pane, C., Pirisino C., (dir.) 2019, *Mémoires du Ventennio. Représentations et enjeux mémoriels du régime fasciste de 1945 à aujourd'hui. Cinéma, Théâtre, Arts plastiques*. Neuville sur Saone : Éditions Chemins Tr@verse.
- La Rovere, L. 2008. *L'eredità del fascismo. Gli intellettuali, i giovani e la transizione al postfascismo (1943-1948)*. Torino: Bollati Boringhieri.
- Luzzatto, S. 1998. *Il corpo del duce. Un cadavere tra immaginazione, storia e memoria*. Torino: Einaudi.
- Peli, S. 2015. *Storia della Resistenza in Italia*. Torino: Einaudi.
- Porciani, I. 2017. « What can Public History do for Museums, what can Museums do for Public History? ». *Memoria e Ricerca*, n° 54, p. 21-40.
- Serenelli, S. 2013. « "It was like something that you have at home wich becomes so familiar that you don't even you pay attention to it": memories of Mussolini and Fascism in Predappio, 1922-2010 ». *Modern Italy* », n° 2, p. 157-175.
- Zunino, P.G. 2003. *La Repubblica e il suo passato. Il fascismo dopo il fascismo, il comunismo, la democrazia: le origini dell'Italia contemporanea*. Bologna : Il Mulino.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Biais historiques et délégitimation du projet européen : une analyse du contre-récit nationaliste

Robert Belot

Faculté des Sciences humaines et sociales, Université Jean-Monnet,
Saint-Etienne, France
robert.belot@univ-st-etienne.fr

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 09-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

L'Europe vit une crise conscience et de connaissance qui opacifient les avancées du projet européen et obscurcit son horizon métapolitique. Les facteurs exogènes et conjoncturels expliquent en partie le développement du national-populisme identitariste, dont le Brexit est le signe plus visible. Mais une analyse plus approfondie du discours antieuropéen nous permet de repérer un renouvellement des sources et des topics de ce discours qui tente d'accéder à une apparence de profondeur en recourant à la référence historique par le biais de l'analogie fautive et du mythe du complot.

Mots-clés : discours anti-européen, national-populisme, mythe du complot, biais cognitifs, histoire européenne

Părtinire istorică și delegitimarea proiectului european: o analiză a contra-narațiunii naționaliste

Rezumat

Europa traversează o criză a conștiinței și a cunoașterii, care umbresc progresele proiectului european și îi estompează orizontul metapolitic. Factorii exogeni și conjuncturali explică parțial dezvoltarea populismului naționalist, al cărui semn pregnant îl reprezintă Brexit-ul. Însă, o analiză mai aprofundată a discursului antieuropean ne permite să reperăm o reinventare a surselor și a subiectelor acestui discurs, care încearcă să adopte o aparență a profunzimii recurgând la referințele istorice prilejuite de falsa analogie și de mitul complotului.

Cuvinte-cheie: discurs antieuropean, populism naționalist, mitul complotului, părtinire cognitivă, istorie europeană

Historical bias and delegitimization of the European project: an analysis of the nationalist counter-narrative

Abstract

Europe is experiencing a consciousness and knowledge crisis which obscures the progress of the European project and overshadows its metapolitical horizon. Exogenous and conjunctural factors partly explain the development of national-populism, of which Brexit is the most visible sign. But a more in-depth analysis of anti-European discourse leads to identify a renewal of the sources and topics of this discourse which attempts to access an appearance of depth by resorting to historical reference through the faulty analogy and the myth of conspiracy.

Keywords: anti-European discourse, national-populism, conspiracy myth, cognitive biases, European history

Introduction

Le long, laborieux et extraordinaire processus de ce qu'on a appelé la « construction européenne », c'est-à-dire la mise en place d'une entité géopolitique nouvelle conjoignant des pays et des peuples dont l'histoire a été marquée des souffrances et des antagonismes violents et séculaires, semble au point mort. Ce ne sont pas seulement les acquis concrets et tangibles de cette « construction » qui sont en cause (l'euro, l'intégration des pays ex-communistes, la pacification de l'ex-Yougoslavie, les politiques communes...). C'est aussi une histoire. C'est aussi un consensus autour des valeurs qui ont longtemps légitimé la volonté de faire l'Europe, ce que le Conseil de l'Europe appelle un « patrimoine commun ».

Le projet européen, tout particulièrement à partir de 1945, a cherché une profondeur et une légitimité à travers les « leçons de l'histoire ». La crispation anti-européenne d'aujourd'hui s'inscrit dans un mouvement de révisionnisme historique qui prend son essor dans les années 1990, suite au traité de Maastricht et au projet de constitution européenne. On assiste à un phénomène de déconstruction de la narration historique du projet européen et de réécriture de l'histoire qui revalorise et magnifie le fait national, oubliant qu'il fut à la fois une libération et une malédiction. Il est nécessaire, et peut-être salutaire, de tenter de décrypter le contre-récit nationaliste qui, pour des raisons idéologiques, s'inscrit dans des mécanismes de révisionnisme historique marqués par la méconnaissance et le mésusage de l'histoire de l'historien.

1. Les mythes du contre-récit nationaliste de l'histoire de l'Europe

1.1. L'Europe, « patrie des gens cultivés »

Un des caractères du mythe est de ramener à la simplicité et à l'imaginaire une réalité complexe. Or, c'est la complexité même de l'Europe en tant que phénomène historique qui est la source de la difficulté de l'Europe à construire un récit collectif et intégratif qui puisse identifier, constituer et valoriser un patrimoine commun porteur d'identité partagée. Le grand historien Lucien Febvre, dans son cours au Collège de France en 1945, avait bien souligné le fait que l'Europe ne peut pas être enfermée dans une vision essentialiste car elle est une construction (culturelle, politique, économique) engagée dans « toute la complexité croissante des intérêts universels » (Febvre, 1999 : 304). Contrairement aux Etats-Unis d'Amérique, par exemple, nés à une date précise, par suite d'un événement précis, une naissance fixée dès l'origine par un texte. Cherchant à définir ce qui a fait la « civilisation européenne », Lucien Febvre convenait que l'Europe n'est pas « une chose simple » ; et elle « ne surgit pas toute, homogène, d'un néant » : « Chacune des parties de l'Europe a derrière elle, au contraire, une terrible histoire, et ce n'est pas la même pour toutes » (Febvre, 1999 : 208). Si l'Europe est d'abord le produit d'un processus qui lui confère une « unité historique », cette unité « s'est faite de diversités, de morceaux, de débris arrachés à des unités historiques antérieures elles-mêmes faites de morceaux, de débris, de fragments d'unités antérieures » (Febvre, 1999 : 37).

Cette nature polygénique du phénomène est précisément constitutive de sa complexité, et cette complexité est l'ontologie de l'Europe. C'est « l'Unitas multiplex », dont parle Edgar Morin, qui fait, d'ailleurs, que le projet européen a toujours eu du mal à susciter l'adhésion « populaire » et la mobilisation des opinions. Pour Morin, le cœur de « l'identité culturelle européenne » est justement « la dialogique tourbillonnaire » : « Le génie européen n'est pas seulement dans la pluralité et le changement, il est dans le dialogue des pluralités qui produit le changement » (Morin, 1987 : 149). C'est pourquoi la notion de « culture européenne » est difficilement appréhendable : « elle ne peut pas être définie par une essence mais par des conflits multiples » (Morin, 1988 : 244). On ira jusqu'à parler de l'Europe comme lieu des « alteridentités » (Khan, Lévy, 2019 : 86). Cette complexité ontologique va à rebours du discours anti-européen qui très souvent joue sur le registre facile et facilement disséminable (grâce aux nouveaux médias sociaux) du complotisme qui se nourrit de la peur de la complexité et du mépris de la connaissance. Ce complotisme peut prendre des formes savantes à travers, notamment, le « mythe élitaire » du « despotisme éclairé évitant la lumière » (Joly, 2017 : 105), l'illusion de l'origine absolue et fondatrice ou le fantasme de l'acteur démiurgique doté d'un

super pouvoir et du pionnier (Duchêne, F. 1994), en l'espèce Jean Monnet.

Le légendaire national produit une sorte d'effet de réassurance identitaire (illusoire) face au changement. Il homogénéise la réalité pour valoriser une communauté d'appartenance imaginaire. Le populisme tribunitien est réfractaire au multiple et à la diversité de la société. La réflexion sur l'Europe gagnera à se réapproprier le temps long, le temps de l'histoire qui permet de mieux appréhender la richesse que cette complexité exprime et qui doit se transformer en « valeur ».

À cette complexité difficilement lisible et accessible, le discours antieuropéen oppose la familiarité de la nation qui a un véritable pouvoir d'incarnation et d'identification populaire. La nation est populaire, alors que l'Europe est « la patrie des gens cultivés » (Morin, 1987 : 236). Cette popularité se fonde sur un oubli de l'histoire du phénomène national : l'oubli que les Etats nationaux eux aussi « ont eu beaucoup de mal à se constituer » (Febvre, 1999 : 142) et l'oubli que « nations », « nationalités » et « mysticisme national » ont été dans l'histoire « des produits dangereux, des produits explosifs » (Febvre, 1999 : 278). Les nations ont elles aussi une histoire, comme le disait Ernest Renan en 1884, dans sa célèbre conférence « Qu'est-ce que la Nation ? » : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. »

Les antieuropéens valorisent la nation comme cadre de protection et d'expression du « peuple » et de garantie de cohésion sociale face aux méfaits de la mondialisation. Mais c'est aussi son efficacité économique et politique qui est mise en avant. Le mythe de l'efficacité nationale supposément supérieure à celle de l'Europe d'après 1945 se construit sur un autre mythe, négatif celui-là : le déclin de l'Europe.

1.2. L'obsession du « déclinisme »

Pour disqualifier l'Europe actuelle et relégitimer le stato-national, le contre-discours nationaliste utilise massivement la doxa décliniste et, en creux, le « mythe de l'âge d'or » (Kahn, Lévy : 2019 :128). Le « déclin » de l'Europe n'est jamais démontré rationnellement (il est difficile de démontrer que les Européens vivent plus mal qu'en 1933 ou qu'en 1958 ; il est difficile d'expliquer que le triplement du PNB de la Pologne depuis son intégration européenne est un échec). Il est posé comme une évidence indiscutable.

La remise en cause de la « légitimité par les résultats » est un axe majeur du contre-récit nationaliste qui se développe plus particulièrement dans l'ouest-européen. En effet, l'est-européen, qui a bénéficié matériellement de l'Europe de Maastricht pour sortir de l'ère soviétique et qui a pu, par exemple dans le cas yougoslave, sortir de l'enfer de la guerre ethnique pour accéder à la démocratie européenne, a tendance à éviter d'aborder ce thème qui ne peut que perturber le discours nationaliste anti-européen. On comprend pourquoi, même contre raison objective, le mythe « décliniste » constitue la toile de fond de l'imaginaire anti-européen. C'est la « thèse » que développe, par exemple, un professeur d'histoire romaine de l'université libre de Bruxelles. Dans un livre fondé sur une « analogie » historique improbable (*Le Déclin. La crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine*), il proclame : « On ne le sait que trop : l'Union européenne est en crise, crise économique mais aussi crise identitaire. (...) Trouver des solutions à la crise d'identité européenne sera la clef de notre avenir. Il s'agira de décider si le continent peut redevenir, après 65 ans d'agonie politique, un acteur important, ou s'il reste une simple zone de libre-échange en pleine décrépitude se transformant peu à peu en musée de sa propre histoire » (Engels, 2012 : 13,16). On voit clairement comment le discours pseudo-académique peut être contaminé par des postulats qui relèvent du préjugé, de la subjectivité et de la polémique.

Le mot « agonie » revient sous de nombreuses plumes eurosceptiques ou europhobes. Sous celle de Jean-Pierre Chevènement, par exemple, souverainiste de gauche : « Une certaine idée de l'Europe conçue par Jean Monnet au lendemain de la Seconde Guerre mondiale se débat aujourd'hui dans les convulsions de l'agonie. Ce n'est pas l'idée européenne qui est en train de mourir, mais l'idée qu'on pouvait faire l'Europe en dehors des nations, voire contre elles, pour la mettre au service d'une hégémonie extérieure » (Chevènement, 2014 : 34). L'ancien ministre de François Mitterrand apporte une composante supplémentaire à la disqualification par le déclin : le complot impérialiste. L'homme du complot : Jean Monnet. Jean Monnet est présenté comme l'homme qui a voulu briser le fait national et désintégrer la France dans une Europe fédérale. Continueur des projets d'union douanière de Julius von Eckardt et de Stresemann à travers l'idée d'« un marché commun paneuropéen », il est « l'homme des Américains » dont la mission secrète était de contribuer à installer durablement l'influence américaine en Europe. Monnet n'aurait pas voulu les *Etats-Unis d'Europe*, comme de prophétisa Victor Hugo, mais *l'Europe des Etats-Unis* (Archives du CERES, 2010). A cette fin, il aurait parachevé la dégradation géopolitique de la France, mais aussi de l'Europe. Notons un jeu de légitimation mutuelle entre politiques et chercheurs : Chevènement se place sous la caution d'universitaires (comme Annie Lacroix-Riz) et des universitaires sollicitent

son onction (Joly, M. 2001).

Les historiens ont démontré que Jean Monnet, quand il s'est retrouvé à Alger, en 1943, désigné par le général de Gaulle pour être membre du Comité français de la Libération nationale et négocier avec les Américains l'aide à l'effort de guerre. Les détracteurs de Monnet ignorent de nombreux témoignages, comme celui de Robert Murphy, représentant du gouvernement américain en Afrique du Nord. Murphy raconte que Monnet lui faisait comprendre vertement qu'il « n'avait pas à nous renseigner sur des questions de politique intérieure française », pour conclure que « son habileté diplomatique a bien servi sa patrie durant un demi-siècle mais jamais de manière aussi efficace qu'à Alger » (Murphy, 1965 : 102). Les détracteurs oublient sa note fondamentale du 5 août 1943 où Jean Monnet explique que l'Europe libérée doit « mais aussi et opportunité pour la France de redevenir « la première puissance continentale ». Sachant que son ambition ultime est de permettre l'instauration d'un ordre économique stable devant favoriser l'avènement « du régime démocratique » et « rendre la guerre impossible » (Roussel, 1996 : 392). J.-P. Chevènement (comme presque tout le monde) méconnaît que le parti communiste en 1946 (lorsqu'il était dans sa phase patriotique) était très favorable à l'action de Jean Monnet comme Commissaire général du Plan (Soria, 1948 : 41-44). Si l'on se tourne du côté de la littérature britannique eurosceptique, Jean Monnet apparaît sous un jour différent, comme le défenseur des intérêts français. D'où ce paradoxe mémoriel : les anti-européens britanniques considèrent que Jean Monnet a servi les intérêts français alors que les anti-européens français sont persuadés que Jean Monnet a servi les intérêts des Anglo-Américains (Booker, North, 2003-2016 : 53) ! La CECA (Communauté économique du charbon et de l'acier) illustre le point de vue des Britanniques : elle a permis à la France d'échapper au déclin énergétique et d'ouvrir la voie à la réconciliation franco-allemande. Les Anglais ont refusé d'y participer, ce qui ruine la thèse de ceux qui rangent Monnet dans la catégorie des suppôts du capitalisme anglo-américain.

Jean Monnet était un pragmatique. En faire un idéologue de l'extinction du stato-national est totalement contraire à sa pensée, à ses intentions et à ses actes. D'ailleurs, il avait des réticences très nettes à l'égard des frénétiques du fédéralisme européen qui venaient souvent de la Résistance et de la gauche. Comme l'universitaire André Philip, président du comité exécutif international du Mouvement démocratique et socialiste pour les États-Unis d'Europe, ou Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat, deuxième président de l'Union européenne des fédéralistes. Frenay, héros de la Résistance, qui a développé ses thèses sur la nécessité du dépassement du dogme de la souveraineté nationale dès la fin de l'année 1941 (Belot, 2003). La plupart des études théoriques (sociologiques notamment) font

l'impasse sur l'histoire de cette renaissance de l'idée européenne dans l'ombre des prisons et de l'action clandestine où le pire était risqué tous les jours.

1.3. Le « complot libéral »

Le mythe du « complot libéral » (Coleman, 1989) a de nombreux adeptes, y compris chez les Anglo-Saxons. Selon cette thèse, l'Europe n'aurait été qu'un instrument dans la main des Américains pour leur permettre d'hégémoniser le monde non-communiste ; pour arriver à cette fin, il fallait « débarrasser l'Europe des Etats-nations » (Salais, 2013 : 75).

Ce mythe de « l'impérialisme américain » alimente le discours anti-européen depuis le début de la Guerre froide, et il lui a survécu. Ce fut le grand *topos* de la propagande soviétique en Europe de l'Ouest. Il stigmatise les États-Unis en tant que « seule puissance pour qui la guerre ait été une source d'enrichissement », grâce à quoi ils ont pu devenir les seuls créanciers du monde. Puisque les USA ne peuvent pas (ou ont peur de) faire la guerre à l'Union soviétique (qui selon lui a acquis « un immense prestige militaire »), ils n'ont d'autre choix que de dominer l'Europe de l'Ouest, de « ronger par le dedans l'indépendance économique et politique de l'Europe occidentale, et singulièrement la France et l'Italie » ; le plan Marshall est donc « un plan de guerre » » (Soria, 1948 : 201). Les partis communistes occidentaux vont « sauver » leur pays en opérant « le regroupement des forces nationales pour défendre l'indépendance menacée » (Soria, 1948 : 201). Il est évident qu'une stratégie de contre-propagande sera mise en place par le gouvernement américain à destination des opinions (Stonor Saunders, 2003) pour les valeurs de « l'ordre néo-libéral » (Mélendri, 1980 : 165, 179).

Ce *topos* fait toujours recette chez les anti-européens, de gauche comme de droite, et il resurgit régulièrement à l'occasion des élections européennes ou, par exemple, en février 2008, lors que la Constitution française a été révisée en vue de la ratification du traité de Lisbonne. À cette occasion, on a une nouvelle fois accusé « l'idéologie européenne » de procéder au « démantèlement de la capacité de résistance des peuples face à la domination du capitalisme mondialisé », et présenté l'Union européenne comme un acteur régional de la *pax americana* qui prive les peuples européens de la démocratie (Landais *et al.*, 2008).

La logique conspirationniste du discours anti-européen ou eurosceptique conduit à stigmatiser le sur-pouvoir d'une élite restreinte de « technocrates apatrides qui ne rendent de comptes à personne » et qui ont fait de l'Union « la négation même de la démocratie pour laquelle les peuples européens se sont tant battus »

(Quatremer, 2017 : 103). Vieille antienne : le général de Gaulle, dans son discours du 9 septembre 1965, déjà brocardait l'organisation européenne et son « aéropage technocratique, apatride et irresponsable ». C'est le mythe de « l'eurocratie » agissant en sous-main pour l'ordre germano-américain. Les reconstructions historiques des adeptes du « complot libéral » aboutissent systématiquement à l'homme qui serait à l'origine du mal : Jean Monnet. Prenons le cas du livre *Cet étrange Monsieur Monnet*. L'auteur dit partir à la « recherche des racines profondes du projet de Jean Monnet », au *fiat lux* qui nous aurait été dissimulé, et il est tombé sur un « totem » regardé à tort, selon lui, comme « une statue indéboulonnable ». Peu importe qu'aucun document nouveau ne soit à l'origine de la démarche : il s'agit de trouver « les secrets d'un projet qui en cache peut-être un autre ». Jean Monnet ne serait pas le « démiurge » de l'Europe ; il serait au contraire « l'expert de sa déconstruction » (Riondel, 2017 : 6). En fait, ce secret qui nous aurait « dupés depuis plus d'un demi-siècle » et que cet auteur entend nous révéler est divulgué depuis 1948. Monnet n'a pas fait l'Europe pour faire la paix : il l'a faite pour la mettre au service du « Grand marché transatlantique » et des intérêts américains. La vérité cachée, c'est que Jean Monnet serait adepte de « l'utopie mondialiste » dont la vocation est de mettre un terme à « un ordre naturel » remontant aux « temps immémoriaux ».

La thèse du « grand mensonge », connexe de celle du « complot », a été réactivée bruyamment en 2019 par l'ancien secrétaire d'Etat à la Culture français, Philippe De Villiers (de Villiers, 2019). Il est piquant, notons-le au passage, que cet homme de droite qui avait démissionné quand François Mitterrand était arrivé au pouvoir recycle des théories qui ont été élaborées naguère par la gauche communiste. Ce livre a suscité une vive émotion parce qu'il sortait juste avant les élections européennes de 2019. L'éditeur parisien, qui fut naguère une référence en matière de livres historiques, annonce en 2019, en prenant parti pour son auteur : « Une enquête haletante livre des révélations sur le grand Mensonge qui préside à la construction européenne. C'est la fin d'un mythe. » Sur un ton militant, l'éditeur poursuit : « Tout y passe : les Mémoires apocryphes, les dollars, la CIA, les agents, le passé qu'on efface, les allégeances qu'on dissimule, les hautes trahisons. Le récit est parfois glaçant. Mené au rythme d'une enquête haletante, il se lit comme un polar. On n'en ressort pas indemne. C'est la fin d'un mythe : ils travaillaient pour d'autres et savaient ce qu'ils faisaient, ils voulaient une Europe sans corps, sans tête et sans racines. Elle est sous nos yeux. » Philippe de Villiers soutient avoir fait un « travail d'historien » et recherché « la vérité » à travers des sources archivistiques nouvelles, alors qu'il s'agit d'une compilation qui ne répond à aucune

règle de la démarche scientifique.

À l'initiative des historiens Robert Frank et Gérard Bossuat, un collectif d'universitaires européens, spécialistes en histoire contemporaines, ont réagi en publiant une tribune dans le journal *Le Monde* (28 mars 2019) déniait toute crédibilité historique à un texte qui est « un tissu de faux-semblants propre aux théories du complot ». Les historiens ont facilement établi que les Américains, entre 1945 et 1947, n'ont aucune intention de s'installer durablement en Europe : ils « espéraient sérieusement se dégager d'Europe dès que possible » (Judt, 2007 : 138). Jean Monnet le dit clairement dans ses Mémoires : « Ce n'est pas que les Américains en voulaient à notre indépendance. Ils souhaitaient, au contraire, que nous sachions nous passer au plus tôt de leur assistance » (Monnet, 1976 : 295). Ce sont les Européens qui ont demandé l'aide américaine pour des raisons économiques.

Les Français, dont l'anti-américanisme est une deuxième nature, n'ont pas voulu reconnaître l'importance et la générosité du plan Marshall dans la reconstruction de la France, déplore dans ses Mémoires Georges Bidault, successeur de Jean Moulin au Conseil national de la Résistance, et ministre des Affaires étrangères de janvier 1947 à juillet 1948 (Bidault, 1965 : 153). L'intellectuel et homme politique roumain Grégoire Gafenco, fédéraliste exilé, a bien résumé la problématique psycho-politique dans son journal intime, en 1954 : « C'est la raison probablement pour laquelle ceux qui aident semblent encore plus insupportables que ceux qui menacent : on leur en veut d'être tombé sous leur dépendance, et d'avoir eu à leur sacrifier le bien le plus apprécié de tous : une pleine et entière souveraineté » (Belot, 2018 : 128-143).

2. Le mythe des sources « impures » de l'Europe

Une sous-littérature (qui parfois touche à la marge le monde académique) instrumentalise l'histoire, ou plutôt joue sur des références historiques biaisées et falsifiées pour délégitimer cette justification de l'Europe par les valeurs, le patrimoine et l'histoire. L'objectif principal est de détruire la pierre d'angle sur laquelle l'Europe de 1945 a été pensée, voulue et édifiée : le rejet philosophique et politique de l'Europe belliciste et totalitaire et le projet d'une Europe du respect de la personne humaine et de la liberté. Par des analogies historiques contraires à toute raison et à toute science, on tend à faire accroire que l'Europe d'aujourd'hui serait finalement un projet totalitaire de basse intensité qui s'inspirerait des expériences anti-démocratiques que l'Europe a connu au 19^e siècle et au 20^e siècle.

2.1. L'Europe « germanocentrée »

La décennie 1990 crée un contexte nouveau pour le projet européen : la fin de la Guerre froide qui entraîne la réunification allemande. C'est le « retour de l'Allemagne » (Schwarz, 1994) sur la scène internationale et le réveil de la peur des vieux démons du germanisme (Gougeon, 2009 : 33-47).

L'analogie (ou la métaphore) historique qui revient de manière récurrente dans le discours « extrem eurosceptic » est la comparaison avec Saint-Empire romain germanique, l'empire austro-hongrois ou l'Allemagne hitlérienne, sur fond d'anti-germanisme plus ou moins déclaré mais profond. La peur de la domination allemande est explicite et assumée chez Jean-Pierre Chevènement. En 2000, alors qu'il est ministre du gouvernement de Lionel Jospin, il lâche lors d'une émission de télévision (22 mai 2000) : « Nous sommes en présence d'une tendance de l'Allemagne à imaginer pour l'Europe une structure fédérale qui correspond à son modèle. Au fond, elle rêve toujours du Saint Empire romain germanique. Elle ne s'est pas encore guérie du déraillement qu'a été le nazisme dans son histoire. » Et de suggérer que la France aide ce pays à s'approprier enfin « une autre idée de la nation, l'idée de la nation citoyenne ».

Selon lui, François Mitterrand, qui a vécu physiquement la domination allemande (quand il était prisonnier de guerre), aurait accepté la réunification allemande, en 1989, et favorisé l'union monétaire pour mettre à bas la puissance du mark allemand, ce qui devait provoquer la normalisation de l'Allemagne et la fin du *Sonderweg*. Chevènement lui reproche de ne pas avoir vu que l'Allemagne ne faisait l'Europe que pour « habiller » sa puissance. Le souverainiste français, puisant ses références dans l'histoire, a toujours peur que l'Allemagne ne puisse pas « maîtriser sa force » (Chevènement, 2011 : 128). Il est persuadé que l'Europe d'aujourd'hui, est hégémonisée par l'Allemagne, ce qui aurait engendré « une rétrogradation de la France dans les relations internationales » (Chevènement, 2011 : 69). L'idée selon laquelle l'Europe serait le « nouvel Empire allemand » est diffusé depuis longtemps, outre-Atlantique notamment. Dès 1980, Edwin Hartrich avait lancé la formule dans son livre *The fourth and richest Reich*, dont le sous-titre est tout un programme : *How the Germans Conquered the Postwar World* (Hartrich, 1980).

Ce présupposé de dominance germanique est au cœur de beaucoup d'ouvrages construits sur des rapprochements historiques hétérodoxes. Jean-Louis Harouel, professeur de droit à Paris, appelle de ses vœux le retour « à la nation » face à « l'Europe de Merkel » qu'il regarde comme « la revanche du Saint-Empire romain germanique ». L'Europe serait « la négation de l'idée de France » : « Celle-ci, reniant son histoire et sa culture, devient un insipide Hexagoland à la dérive, noyé

dans une calamiteuse Union européenne qui n'aime pas les Européens et ne veut pour identité collective qu'une ouverture inconditionnelle à l'autre ». Pour lui, « la réalité du fait national est indiscutable », mais aussi (ce qui est extrêmement discutable) l'assimilation de l'universalisme au nazisme et au soviétisme (Harouel, 2014). Comme si le Troisième Reich n'avait pas été un hypernationalisme d'exclusion et de conquête.

Un historien académique a développé des recherches reconnues sur l'histoire de l'Empire austro-hongrois. Il s'agit du Britannique Alan Sked. Il est intéressant de rapprocher deux de ses livres, écrits à quelques années de distance, marqués par l'obsession décliniste : *Britain's Decline* (Sked, 1987), et *The Decline and Fall of the Habsburg Empire* (Sked, 2001). Une métaphore apparaît en filigrane : l'empire d'Autriche-Hongrie (préfiguration de l'Union européenne) se serait effondré pour n'avoir pas réussi à éliminer les cultures nationales ou à gérer la complexité d'une réalité multinationale et multiculturelle. Il y a une relation évidente entre sa recherche et son engagement politique. Alan Sked, à l'époque thatchérien, s'est engagé dans l'Anti-Federalist League, fondée en novembre 1991, et il est le fondateur du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP, UK Independence Party, 1993), europhobe, anti-Maastricht et anti-immigrationniste (Mischi, 2006 : 79-101). Il est intéressant de noter que son maître est l'historien Alen John P. Taylor, figure de la *London School of Economics* de Londres, lui aussi spécialiste de l'histoire austro-hongroise et du monde germanique. En 1944, il publie un essai qui détonne : *The Course of German History*, où il dit : « Dans les affaires internationales, il n'y a rien à reprocher à Hitler, si ce n'est qu'il est allemand » (Kershaw, 2020 : 253-254). Pour lui, le phénomène nazi n'est pas né d'un « grand dessein » et il ne pouvait surgir qu'en Allemagne, compte tenu de son histoire et de la psychologie allemande ; Bismarck aurait joué un rôle fondamental dans le développement d'une culture de guerre et d'annexion. Dans son livre *Origins of the Second World War* (1961), il met en cause les « appeasers » anglais qui auraient laissé faire Hitler. Or, Taylor, dès la naissance de la CEE, en 1957, manifeste son hostilité au processus européen par crainte de l'hégémonisme allemand.

Cette relecture idéologique de l'histoire des deux Empires vise à dénoncer le principe de fédéralité qui les régissait. On peut lui opposer des travaux d'historiens qui ont montré que ces expériences ont réussi à conjoindre des entités nationales souveraines sans les nier. On a même pu avancer l'hypothèse selon laquelle le maintien de l'Empire d'Autriche-Hongrie aurait peut-être pu éviter le surgissement du nazisme (Jejtö, 1988). Cette relecture trouve peu de contradicteurs dans la mesure où l'historiographie est-européenne a été largement dominée par la narration nationale (Zahra, T. 2010).

2.2. L'Europe nazie et l'Union européenne

Certains auteurs ont poussé très loin, et au-delà du raisonnable et de l'acceptable, la logique de l'assimilation du projet européen à la domination germanique en établissant des correspondances historiques incongrues. Les Britanniques sont en pointe dans ce domaine. La thèse s'est d'abord diffusée sur le mode romanesque, avec le livre d'Andrew Roberts : *The Aachen Memorandum*, en 1995 (Roberts, 1995). Récit futuriste et dystopique, qui décrit la Grande-Bretagne de 2045 comme « une satrapie périphérique d'un nouveau Reich germano-européen totalitaire, où l'histoire est réécrite (panthéonisation des « grands unificateurs » dont Hitler et oubli des luttes passées contre les « partenaires européens »), et la littérature censurée... » (Bruneteau, 2018 : 168-169). Il imagine un mouvement de résistance britannique contre le nouveau régime nazi que l'UE aurait récréé ! Il y a bien sûr quelque chose de choquant, pour un historien, à ces comparaisons sans raison, qui confondent la démocratie avec le nazisme, aboutissant, finalement, à relativiser l'horreur absolue qu'a été le nazisme et la Shoah au cœur de l'Europe.

Le journaliste Rodney Atkinson développe la métaphore incongrue dans le pamphlet : *Fascit Europe Rising* (Atkinson, 2001). Il annonce tout simplement que « tout ce que les Nazis ont projeté, c'est ce que les Allemands "démocrates" ont accompli sur le dos des peuples libres d'Europe occidentale » (Bruneteau, 2018 : 168). On ne sera pas surpris d'apprendre qu'il évolue dans la sphère UKIP, et qu'il ira jusqu'à taxer les pro-UE de « fascistes ». Cela ne semble pas scandaliser outre-Manche. On assiste en Grande-Bretagne à une véritable banalisation de cette assimilation, au point que le futur Premier ministre de Sa Majesté, Boris Johnson, le 15 mai 2016, a pu déclarer dans le *Sunday Telegraph* : « The UE wants a superstate, just as Hitler did ». Cette assimilation historique hérétique a été déployée, sous des apparences théoriques, par un autre auteur anglais, parti à la recherche des racines anti-démocratiques du projet européen (car le caractère anti-démocratique de l'UE est considéré comme « indiscutable »). John Laughland, attaque les fondements de la légitimité historique et axiologique du processus européen à travers le mythe des « sources impures » (Laughlan, 1997). Au cœur de l'argumentaire du contre-récit, il y a l'idée que l'Allemagne a pu s'imposer en raison de son absence de culture stato-nationale, contrairement à la France ou à l'Angleterre. C'est pourquoi les Etats allemands auraient été historiquement orientés vers un projet transnational et des aspirations universelles, de Charlemagne au *Lebensraum* d'Hitler en passant par le projet de *Mitteleuropa* du Kaiser.

Ses « thèses » ont réapparu au moment du Brexit et ont connu une diffusion très large, grâce aux nouveaux médias sociaux. Dans un blog, John Laughland explique que le Brexit, dont il se félicite, est « un événement d'une portée historique

majeure », qui serait « comparable » à la chute du mur de Berlin : « Dans les deux cas, les peuples, par un mouvement paisible et naturel, ont infligé le coup de grâce à un système politique moribond. A terme, l'Union européenne s'effondrera tout comme le Pacte de Varsovie auquel elle ressemble » (Laughland, 2016). Voici un nouveau biais analogique puisé dans l'histoire : il s'agit de mettre sur le même plan le système soviétique et l'Union européenne, et d'accréditer l'idée d'une Europe à la fois déclinante et non-démocratique vouée à la chute. Comme les autres europhobes britanniques, il alimente le comparatisme avec la catastrophe nazie : « Mais cette même idéologie européenne était au cœur de la pensée économique et politique fasciste et nazie de 1930 à 1940 et, *comme l'idéologie européenne actuelle*, elle préparait déjà la dissolution des États-nations et de l'ordre libéral... au nom de la "modernité" » (Laughland, 2001). Le Brexit apparaît donc comme une « libération » et un acte de « résistance ». Un blog favorable à Laughland, assimilant l'Union européenne à un système totalitaire, approuve le fait que « certains ont comparé cet acte britannique du *Brexit* à la résistance héroïque de l'Angleterre contre l'Allemagne en 1940-1942 ».

Cette logique révisionniste aboutit, sans que personne ne semble s'en émouvoir, à une sorte de profanation de l'idéal qu'a représenté la Résistance antinazie et antifasciste ; elle est un mépris à l'égard de ceux qui ont combattu, au péril de leur vie, pour cet idéal. C'est aussi une manière d'amoindrir l'événement majeur qu'a été la victoire des Alliés, c'est-à-dire du combat pour la reconquête de la démocratie et de la liberté en Europe. Aussi passe-t-on de la relativisation au révisionnisme par la mise en cause des acquis de ce combat inouï contre l'horreur et le pire. Ce discours tend à mettre en équivalence l'horreur nazie de « la catastrophe déstructurante que fut l'investissement de l'Europe pour les USA et la dynamique vers l'UE », comme on peut le lire dans le blog *dedensa.org* à la date du 27 juin 2016.

La thèse des sources « impures », c'est-à-dire anti-démocratiques, du projet d'Union européenne ne circule pas seulement dans les blogs confidentiels et des ouvrages publiés par des éditeurs engagés. Elle est exposée dans le titre même d'un livre récent : *De Vichy à la coopération européenne* (Cohen, 2012). Son auteur : Antonin Cohen, professeur de science politique à l'université Paris Nanterre. Adepte de l'idée d'un *continuum* entre le régime d'exception de Vichy et la République qui lui succède, il fait accroire l'idée, fautive, que les sources de la vision de Monnet d'une Europe de type technocratique et communautaire se trouveraient dans une tradition de rejet du parlementarisme et d'une forme de représentation politique, dont Vichy a été la manifestation la plus dramatique. Ce discours, fondé sur des amalgames anachroniques et analogiques de contextes historiques totalement différents, *témoigne d'un usage non-respectueux de la déontologie historique, usage*

qui se développe dans tous les milieux. Finalement, la référence historique est instrumentalisée pour servir (explicitement ou non) des objectifs qui relèvent de l'idéologie, de l'irrationnel ou de la méconnaissance. Mais ces objectifs sont révélateurs du retour en grâce de la nation et de la recherche du « manteau rassurant » (Elias, N. 2016 : 171) des mystifications auxquelles elle a donné lieu.

2.3. Des figures impies

Ce discours révisionniste d'assimilation de l'UE à l'Europe nazie a besoin de figures de la construction européenne à déboulonner. Il faut montrer que ceux qui ont imaginé l'Europe d'après 1945 ont partie liée à l'Europe du pire. Ici, la « dé-connaissance » rejoint souvent le soupçon diffamatoire.

Dans *Le Grand mensonge*, Philippe de Villiers cible trois personnages pour atteindre leur rôle dans l'histoire, mais aussi leur honorabilité. Premier personnage : Robert Schuman. Il a été ministre de Vichy, ce qui démontrerait les origines non-démocratiques de l'Europe. En fait, il a été nommé le 21 mars 1939 secrétaire d'État pour les Réfugiés dans le gouvernement Paul Reynaud (avec le général de Gaulle) et maintenu dans le gouvernement Pétain pour une courte durée (16 juin-août 1940). Schuman rentre à Metz où il est arrêté le 14 septembre 1940, et mis en résidence surveillée à Neustadt, d'où il s'évade le 1^{er} août 1942, puis entre en clandestinité. C'est en prison qu'il rêve d'une Europe unie et démocratique (Lejeune, 1988 : 107). En faire un « vichyste » est une extrapolation malhonnête. Cet auteur n'a fait que reprendre ce qui circule depuis plusieurs années dans les cercles anti-européens. Dès 1997, à la recherche des « racines fascistes de l'idéologie européenne », Laughland mentionne que Robert Schuman « a été ministre en 1940 au sein du gouvernement Vichy de Pétain » (Stephenson, 2016). Un partisan du « Frexit », François Asselineau, fondateur de l'Union Populaire Républicaine, candidat à la présidence de la République française en 2017, reprendra à son compte cette contre-vérité, notamment dans document intitulé : *De Pétain à la CIA : la face cachée de Robert Schuman* (Asselineau, 2013). Bien sûr, l'action résistante de Schuman et son internement sont passés sous silence.

Le deuxième personnage est Walter Hallstein. Membre du Mouvement Européen, cofondé par Churchill, il a été secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Adenauer (1952-1967), et c'est le premier président de la Commission de la CEE (1958 à 1967). On le montre en uniforme d'officier de réserve de la Wehrmacht en le présentant comme un « activiste nazi », afin d'accréditer la thèse d'un lien idéologique entre l'Allemagne nazie et l'Europe du traité de Rome. Hallstein, juriste, qui a été recteur de l'université de Francfort, est considéré comme « le Jean

Monnet allemand » (Rieben, 1987 : 148). Profondément humaniste et européen, il a participé au Congrès de La Haye, il a été démontré qu'il n'a jamais fait partie du parti nazi. Le troisième personnage est Paul-Henri Spaak. On explique que « l'idée de grands blocs économiques intégrés est restée populaire chez les fondateurs du projet européen après la guerre, tels que Paul-Henri Spaak, qui écrivait favorablement sur l'Allemagne de Hitler dans les années 30 » (De Becker, 1987). On oublie que Spaak, d'éducation socialiste, européiste dès l'origine, et peut-être pour cela peu lucidement neutraliste à la fin des années 1930, a rencontré Monnet dès 1941, aux Etats-Unis. Monnet, très engagé dans la lettre contre le nazisme, avait été envoyé à Washington par Churchill pour obtenir le soutien de Roosevelt (« Victory Program »). Déjà engagés contre le nazisme, comme exilés, tous deux imaginaient à quoi pourrait ressembler une Europe libre et démocratique (Spaak, 1979). Jean Monnet lui aussi a été atteint par ce soupçon d'accommodement à l'ordre impie. Parce qu'il a conseillé le général Giraud en Afrique française du Nord au début de l'année 1943, avant l'arrivée du général de Gaulle (qu'il va ensuite rallier) (Kaspi, 1971), on va le classer dans la catégorie des anti-gaullistes, des « vichysto-américains » ou des « vichysto-résistants » (Lacroix-Riz, 2016), ce que les historiens sérieux se refusent de faire (Vergez-Chaignon, 2008 : 303-305).

Conclusion

On assiste aujourd'hui à la généralisation de la réécriture de l'histoire de l'Europe et à la mise en place d'un contre-récit nationaliste. Cette réécriture procède de trois *biais* qui la privent de crédibilité : l'usage abusif et fautif de l'analogie historique, la doxa conspirationniste qui prospère avec la culture des nouveaux médias sociaux, et enfin l'*argumentum ad personam* qui se déploie sur le mode de la diffamation rétrospectif afin de « déboulonner » les Pères de l'Europe.

Le contre-récit nationaliste, sans même le savoir, présuppose la *substantialité* (forcément inaltérable) de la nation pour l'opposer à l'*artificialité* de l'Europe afin de délégitimer le projet européen. Il s'agit de réifier et de déifier la nation pour nier la réalité de l'Europe et de son histoire et la réduire à une abstraction. Mais le contre-récit nationaliste ignore que l'histoire à laquelle il se réfère et qu'il manipule est elle-même une fabrication de l'histoire de l'histoire, et en l'espèce une histoire *mystifiante* qui a nationalisé le passé et le récit historique. Ce processus a été lancé par la France, comme Pierre Nora l'a montré, et se met en place à partir de la Révolution française (Nora, 2011 : 100). La nation devient un « absolu » et une « arme politique » (Hartog, 2012 : 179-192). La prétendue substance invariante que serait la nation devient elle aussi une *persona ficta*, voire un « roman » (Citron, 1987-2017). La réalité supposée fondatrice de l'identité nationale est rattrapée par

« l'essentialisme ». Il n'y a donc pas d'échappatoire : les identités collectives sont « fabriquées » et « on peut décrire le processus historique de leur fabrication » (Descombes, 2013 : 174-175).

L'analyse des vices méthodologiques et cognitifs de ce discours envahissant nous permet d'accéder à un questionnement plus vaste sur les raisons profondes du *revival* nationaliste : et s'il était le signe plus profond d'un défaut d'historicité de l'Europe et d'un déficit historiographique ou, plus largement, d'une trop faible prise en compte de l'objet Europe dans les sciences sociales (Vauchez A. 2015) ? Car le contre-récit nationaliste procède d'une mise en cause de l'importance et l'intérêt de l'Europe dans l'histoire (y compris dans le moment présent), mais aussi de l'importance de l'histoire dans le processus de construction de l'Europe et de sa signification historique. La crise de la conscience européenne est aussi une crise de la conscience et de connaissance historique de l'Europe. Il faudrait penser à redécouvrir Lucien Febvre, l'un des rares historiens qui a voulu appréhender l'Europe « non pas comme un épiphénomène, mais comme le palier d'une anthropologie humaniste de l'universalité » et qui a permis de « réactualiser par l'histoire la figure d'espérance et de liberté de l'esprit que porte l'Europe en elle dans sa longue durée » (Crouzet, 2017). Le conseil qu'avait donné naguère l'historien Jacques Le Goff, appelant l'Europe à « se débarrasser des manipulations et des falsifications de l'histoire et du poids paralysant d'une certaine référence à l'histoire », est toujours valable : si « la mémoire doit combattre l'oubli des erreurs et des crimes du passé », elle doit en même temps « laisser à une historiographie scientifique et objective le soin de construire sur le respect de l'histoire de chacun la commune histoire de l'Europe » (Le Goff, 1994 : 63).

Bibliographie

Asselineau, F. 2013. « *De Pétain à la CIA : la face cachée de Robert Schuman* ». Union Populaire Républicaine. [En ligne] : <https://www.printfriendly.com/p/g/MH5KEu> [consulté le 20 mai 2020].

Archives du CERES, 2010. *Europe, Etats-Unis d'Europe, Europe des Etats-Unis ou indépendance*, Centre d'études, de

recherches et d'éducation socialiste, Bruno Leprince éditeur.

Artkinson, R. 2001. *Fascist Europe Rising, The Repression and Resurgence of Democratic Nationhood*, Compuprint Publishing.

Belot, R. 2003. *Henri Frenay, de la Résistance à l'Europe*, Paris, Seuil.

Belot, R. 2018. « Grégoire Gafenco ou le rêve brisé d'une Europe unie, d'après son journal inédit », *Affinités latines. La culture, élément des relations franco-roumaines*, Ana-Maria Gîrleanu-Guichard et Jean-Noël Grandhomme (dir.), Université de Lorraine, Publications Historiques de l'Est.

Bidault, G. 1965. *D'une résistance à l'autre*. Les Presses du Siècle.

Bruneteau, B. 2018. *Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen*, Perrin.

- Booker, C., North, R. 2003-2016. *La Grande dissimulation. L'histoire secrète de l'UE révélée par les Anglais*, Paris, L'Artilleur, trad.
- Bruneteau, B. 2018. *Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen*, Perrin.
- Chevènement, J-P. 2011. *La France est-elle finie ?*, Fayard.
- Chevènement, J-P. 2014. *1914-2014. L'Europe sortie de l'Histoire ?*, Fayard.
- Citron, S. 1987-2017. *Le Mythe national. L'histoire de France revisitée*, éditions de l'Atelier.
- Cohen, A. 2012. *De Vichy à la coopération européenne*, Presses universitaires de France.
- Coleman, P. 1989. *The Liberal Conspiracy: The Congress for Cultural Freedom and The Struggle for The Mind of Europe*, New York: The Free Press.
- Crouzet, D. 2017 (dir.). *Historiens d'Europe, historiens de l'Europe*, Seyssel : Champ Vallon.
- De Becker, R. 1970. « La collaboration en Belgique (1940-1944) ou une révolution avortée », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1970/32 (n° 497-498), p. 1-70.
- Descombes, V. 2013. *Les Embarras de l'identité*. Paris : Gallimard.
- de Villiers, Ph. 2019. *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu*, Paris : Fayard.
- Duchêne, F. 1994. *Jean Monnet. The First Statesman of Interdependance*, New York/London: W.W. Norton and Company.
- Elias, N. 2016. *Humana conditio*, EHESS, coll. « Audiographie », traduit de l'allemand par Laurent Cantagrel, présenté par Falk Bretschneider.
- Engels, D. 2012. *Le Déclin. La crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine*, Paris, éd. du Toucan.
- Jejtö, F. 1988. *Requiem pour un Empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*. Paris : Lieu Commun.
- Judt, T. 2007. *Après-Guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*. Paris : Armand Colin.
- Kaspi, A. 1971. *La mission de Jean Monnet à Alger mars-octobre 1943*. Paris : Publications de la Sorbonne.
- Kershaw, I. 2020. *L'Âge global. L'Europe de 1950 à nos jours*. Paris : Seuil.
- Laughland, J. 2001. *La liberté des nations. Essai sur les fondements de la société politique et sur leur destruction par l'Europe*, François-Xavier de Guibert.
- Lejeune, R. 1988. *Robert Schuman*. Paris : Desclée de Brower.
- Febvre, L. 1999. *L'Europe. Genèse d'une civilisation. Cours professé au Collège de France en 1944-1945*. Perrin.
- Gougeon, J.-P. 2009. « L'Allemagne puissance », *Revue internationale et stratégique*, vol. 74, n° 2.
- Harouel, J.-L. 2014. *Revenir à la nation*. Paris : Editions Jean-Cyrille Godefroy.
- Hartog, F. 2012. *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris : Seuil.
- Hartrich, E. 1980. *The Fourth and Richest Reich: How the Germans Conquered the Postwar World*, New York: Macmillan.
- Joly, M. 2001. *Le souverainisme pour comprendre l'impasse européenne* : F.-X. de Guibert (postface de J.-P. Chevènement).
- Joly, M. 2007-2017. *L'Europe de Jean Monnet. Eléments pour une sociologie historique de la construction européenne* : CNRS éditions/Bilbis.
- Kahn, S., Lévy J. 2019. *Le Pays des Européens*. Paris : Odile Jacob.
- Lacroix-Riz, A. 2016. *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris : Armand Colin.
- Landais, B., Monville, A., Yaghlekdjian, P. 2008. *L'idéologie européenne*, Aden-Bruxelles.
- Laughlan, J. 1997. *Tainted source: undemocratic origins of the European idea*, London: Little Brown.

- Laughlan, J. 2016. « L'effondrement de l'Union européenne est désormais inévitable » *RT France* [En ligne] : <https://francais.rt.com/opinions/22699-effondrement-union-europeenne> [consulté le 20 mai 2020].
- Le Goff, J. 1994. *La vieille Europe et la nôtre*. Paris : Seuil.
- Mélandri, P. 1980. *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe. 1945-1954*, Paris : Editions A. Pédone, Publications de la Sorbonne.
- Mischi, J. 2006. « Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique ? », *Critique internationale*, vol. n° 32, no. 3.
- Monnet, J. 1976. *Mémoires*. Paris : Fayard.
- Morin, E. 1987-1990. *Penser l'Europe*. Paris : Gallimard.
- Morin, E. 1988. « De la difficulté de définir une "identité" culturelle européenne », *Europe sans ravage. De l'identité culturelle européenne*, Symposium international, Paris, janvier 1988, Albin Michel.
- Murphy, R. 1965. *Un diplomate parmi les guerriers*. Paris : Robert Laffont.
- Nora, P. 2011. *Présent, nation, mémoire*. Paris : Gallimard.
- Rieben, H. 1987. *Des guerres européennes à l'Union européenne*. Lausanne : Centre de recherches européennes.
- Riondel, B. 2017. *Cet étrange Monsieur Monnet*, L'Artilleur.
- Roberts, A. 1995. *The Aachen Memorandum*, London: Weidenfeld & Nicolson.
- Schwarz, H-P. 1994. *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*, Berlin, Siedler.
- Spaak, P-H. 1969. *Combats inachevés... T.2. De l'espoir aux déceptions*, Fayard.
- Quatremar, J. 2017. *Les Salauds de l'Europe. Guide à l'usage des eurosceptiques*, Calmann Lévy.
- Salais, R. 2013. *Le Viol de l'Europe. Enquête sur la disparition d'une idée*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Sked, A. 1987. *Britain's Decline: problems and perspectives*, Basil Blackwell.
- Sked, A. 2001. *The Decline and Fall of the Habsburg Empire: 1815-1918*, Longman.
- Soria, G. 1948. *La France va-t-elle devenir une colonie américaine ?* Paris : Éd. du Pavillon.
- Stephenson, R. 2016. « Review of *The Tainted Source* », Jun 3, *Independence Daily*.
- Stonor Saunders, F. 2003. *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*. Paris : Denoël.
- Roussel, E. 1996. *Jean Monnet*. Paris : Fayard.
- Vauchez, A., « "Les études européennes, quel ennui !" Quelques mots sur une illusion bien fondée... », *Politique européenne*, n° 50, 2015, p. 160-169.
- Vergez-Chaignon, B. 2008. *Les Vichysto-résistants de 1940 à nos jours*. Paris : Perrin.
- Zahra, T. 2010. "Imagined Noncommunities: National Indifference as a Category of Analysis". *Slavic Review*, 69(1), 93-119. Doi: <https://doi.org/10.1017/S0037677900016715>.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

L'enjeu du passé : la réécriture autoritaire de l'histoire de la Shoah en Hongrie

Nora Berend

University of Cambridge, UK

nb213@cam.ac.uk

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Le gouvernement hongrois depuis des années s'est lancé dans un processus de réécriture de l'histoire de la Shoah en Hongrie. La version dominante vise à présenter la Hongrie en tant que victime et à obscurcir le rôle du gouvernement hongrois de l'époque en insistant sur la responsabilité allemande dans l'anéantissement des Juifs dans les camps de concentration. Ainsi, la participation hongroise dans le déroulement de la déportation et la privation des Juifs des droits humains sont passées sous silence. On assiste à la mise en place d'un nouveau patrimoine (monuments, médias gouvernementaux, livres d'école...) s'inscrivant dans un nouvel antisémitisme politique.

Mots-clés : Shoah, Holocauste, Hongrie, gouvernement hongrois, antisémitisme politique

Provocarea trecutului:

rescrierea autoritară a istoriei Holocaustului în Ungaria

Rezumat

Guvernul maghiar își promovează de mai mulți ani agenda privind rescrierea istoriei Holocaustului în Ungaria. Versiunea acestuia plasează Ungaria în postura de victimă și diminuează rolul jucat de guvernul maghiar în exterminarea evreilor în lagărele de concentrare. Astfel, participarea maghiarilor la deportarea evreilor și la privarea acestora de drepturile lor fundamentale a fost diminuată. Asistăm la conturarea unui nou patrimoniu (monumente, mass media guvernamentală, manuale școlare etc.) care se înscrie într-un nou antisemitism politic.

Cuvinte-cheie: Shoah, Holocaust, Ungaria, guvernul maghiar, antisemitism politic

The challenge of the past: the authoritarian rewriting of the history of the Holocaust in Hungary

Abstract

The Hungarian government has been propagating its agenda to rewrite the history of the Holocaust in Hungary for many years. Their version presents Hungary as a victim and obscures the Hungarian Government's role in depriving Jews of their human rights and deporting them, by focusing on the responsibility of the Nazis and the murder of Jews in the concentration camps. Statues, governmental media and schoolbooks all serve this political antisemitism.

Keywords: Shoah, Holocaust, Hungary, Hungarian government, political antisemitism

Introduction

Le gouvernement hongrois depuis longtemps s'est lancé dans la réécriture de l'histoire de la Shoah hongroise. Ce gouvernement a nommé 2014 « l'année de la commémoration de la Shoah hongroise ». Mais au lieu de commémorer les victimes, les politiciens ont utilisé le prétexte de l'année commémorative pour imposer de nouvelles thèses avec pour objectif une relecture du passé qui vise à exonérer la Hongrie de ses responsabilités dans ce drame européen. Selon la vision gouvernementale, qui apparaît maintenant non seulement dans les monuments et les médias gouvernementaux, mais aussi dans des livres d'école, la responsabilité de la Shoah est rejetée totalement sur les nazis allemands, coupables à la fois de la déportation et l'anéantissement des juifs hongrois, mais aussi, plus généralement, de l'occupation de la Hongrie à partir du 19 mars 1944 qui s'est traduite par la mort de nombreux Hongrois non-juifs. Il s'agit d'une véritable entreprise de déculpabilisation collective des Hongrois transformant le statut des Hongrois en victimes et non plus en auteurs de violence.

1. Le mythe de la « créance » historique, source de dédouanement

C'est une variation d'un thème cher aux nationalistes : l'interprétation de l'histoire d'un point de vue de victimisation (Assmann, Conrad, 2010). Ce *topos* traverse les interprétations de l'histoire hongroise depuis longtemps, comme le démontre l'hymne hongrois daté de 1823 :

Donne à qui fut longtemps broyé
Des jours paisibles et sans peines ;
Ce peuple a déjà payé
Pour les temps passés ou qui viennent.

L'idée que les Hongrois ont une sorte de créance historique, c'est à dire qu'ils ont payé à l'avance pour les crimes qu'ils peuvent encore commettre, peut être compris comme une justification donnant carte-blanc pour n'importe quel comportement. Cette justification qui permet tous les dédouanements a été beaucoup utilisé depuis 1823.

Les promoteurs les plus fidèles de cette thèse viennent de l'extrême droite. La « créance » historique qui fait que les Hongrois sont victimes de l'Histoire depuis plus longtemps que les Juifs a pour origine le traité de paix de Trianon (juin 1920), au lendemain de la Grande Guerre, traité présenté comme un « Holocaust hongrois » (444.hu/2017/06/09/ ; 444.hu/2019/03/12/ ; Friss, 2015). Refusant de reconnaître la moindre part de responsabilité dans l'histoire de la monarchie Austro-Hongroise, les Hongrois sont présentés comme des victimes du démembrement de leur pays qui a causé la perte d'une minorité importante de la population. Le traité de Trianon est considéré comme la racine de tous les problèmes du 20^e siècle, et en même temps explique - et justifie - tout ce que les gouvernements successifs ont fait. La période communiste d'après-guerre est interprétée à l'aune de ce paradigme : elle est présentée comme un effet de la « vengeance juive ». Cette « revanche » aurait provoqué un niveau de crimes qui dépasserait largement le niveau des crimes commis par des Hongrois contre les Juifs pendant la guerre. On a donc une grille de lecture officielle de l'histoire hongroise bâtie sur ce principe d'exonération collective et sur une base profonde d'antisémitisme, où la période qui précède et qui succède à la Seconde Guerre mondiale fait apparaître les Hongrois comme victimes d'une violence internationale qui dépasserait la violence que les Hongrois ont fait subir aux Juifs, voire qui justifierait cette violence. Et cette violence antisémite est systématiquement relativisée puisqu'elle est imputée largement à l'occupant allemand pendant le Second Conflit mondial.

Cette manière de voir les choses tend à faire oublier que les gouvernements hongrois du régime Miklós Horthy, qui était chef de « l'armée nationale » et Régent entre mars 1920 et octobre 1944, sont à l'origine de plusieurs lois antisémites avant et pendant la deuxième guerre mondiale : restriction de l'accès des juifs à l'éducation supérieure (1920) et, entre 1938-1942, tout une série de lois et décrets gouvernementaux qui ont progressivement dépouillé les juifs de tous leurs droits. À partir de 1939, le gouvernement hongrois a aussi organisé un service de travaux forcés pour les hommes juifs adultes, soit pour l'armée (mais sans armes), soit dans les mines et pour d'autres corvées, dans des conditions terribles. En 1941, tous ceux qui avaient deux grands-parents juifs étaient définis comme Juifs, et le mariage entre Juifs et Chrétiens étaient interdit. En plus, de sa propre initiative, le gouvernement a expulsé près de 18 000 Juifs « non-citoyens » à Kamianets-Podilskyi

(Ukraine) en 1941. Beaucoup d'entre eux, en fait, étaient des citoyens depuis toujours de la Ruthénie subcarpatique (en Ukraine), territoires qui appartenaient à la Hongrie avant les accords du Trianon et qui ont été récupérés grâce à l'alliance avec Hitler. Les autorités hongroises déportaient les Juifs à l'autre côté de la frontière en l'Ukraine, à l'époque sous contrôle nazi, où la plupart d'entre eux étaient tués. À Novi Sad (Voïvodine, Serbie), en janvier 1942, c'est l'armée et les gendarmes hongrois eux-mêmes qui ont massacré des Serbes et des Juifs sur les territoires récemment occupés par la Hongrie dans la même vague de revendications territoriales (Berend, 2014b).

Le 19 mars 1944, à la suite des négociations hongroises avec les Alliés, pour empêcher la conclusion d'un armistice, l'armée allemande a occupé la Hongrie. Cela a été, pourtant, une occupation sans grande résistance. Le régent Horthy a conservé le pouvoir et a nommé un nouveau gouvernement. Ce gouvernement a ensuite organisé le déplacement forcé des Juifs dans des ghettos, puis leur déportation. En 57 jours à partir de 14 mai 1944, 437 000 Juifs étaient déportés, la plupart à Auschwitz. Bien que la destination fût un camp d'extermination nazi, ce n'était pas le commando nazi qui a véritablement effectué cette déportation. Des gendarmes hongrois ont dirigé les Juifs dans les ghettos, les ont placés de force dans les wagons à bestiaux. Il existe des récits de déportation insupportables. Comme celui qui raconte qu'un gendarme a transpercé le nouveau-né d'une jeune femme qui lui a imploré de l'épargner à la baïonnette avant de le jeter dans le wagon. Des Hongrois ont frappé et torturé des Juifs pour découvrir leurs objets de valeur cachés. Des sages-femmes hongroises ont effectué des fouilles intrusives des femmes avant la déportation. Ce chiffre, 437 000, dont environ 380 000 furent tués, est d'autant plus effroyable que la perte entière de la Hongrie pendant la guerre était entre 830 000 à 950 000 (environ 6, 5% de la population hongroise), dont entre 340 000 à 360, 000 soldats. Donc, presque la moitié des morts est représentée par les Juifs déportés (Braham, 2016 ; Kádár, Csósz, Vági, 2013).

De manière tactique et opportuniste, Horthy a ensuite (le 6 Juillet) arrêté la déportation des Juifs de Budapest (qui étaient concentrés dans des maisons marquées d'une étoile jaune à partir de 21 Juin 1944). Il l'a fait sous pression internationale, pour garder la possibilité de négocier un armistice, quand il était clair que Hitler et ses alliés allaient perdre la guerre. En même temps, cela démontre clairement que sans son accord, les déportations n'auraient pas eu lieu, et que donc la responsabilité des autorités hongroises est pleinement engagée dans le processus de la destruction des Juifs hongrois.

À la suite de la défection de la Roumanie aux côtés de l'Union soviétique, suivant l'exemple roumain, Horthy a déclaré l'armistice. Cette fois, 15 octobre 1944, les

Allemands ont soutenu un coup d'Etat des Croix-fléchées, le parti nazifasciste hongrois. Les meurtres commis par ces derniers, y compris les massacres des Juifs par balle au bord du Danube, illustraient l'initiative active des Croix-fléchées hongroises et démentaient le mythe d'une soumission des autorités aux instructions allemandes. On peut également mentionner que la population locale a été aussi bénéficiaire du butin : les gens ont pillé les biens des Juifs, ou ont légalement « redistribué » ces biens (Kádár & Vági, 2005). Les Églises n'ont pas aidé non plus au sauvetage des victimes juives, à l'exception de quelques individus. L'Église catholique, par exemple, a insisté sur les 6 mois de préparation pour le baptême, envoyant des instructions de ne pas accélérer le processus, dans un contexte où beaucoup ont espéré sauver leur vie par la conversion (Szenes, 1986 : 203-204, 236). La fin de la guerre n'a pas mis fin à la violence antijuive. Après la fin de l'occupation nazie, entre 1945-1948, des Hongrois ont délibérément déclenché des pogroms, dans lesquels quelques Juifs, survivant la Shoah, étaient massacrés (Szócs). Le cas n'est malheureusement pas unique en Europe de l'Est.

2. Un passé recomposé pour rendre acceptable l'intolérable

Comment écrire un passé plus tolérable, plus acceptable ? Pour imposer un passé reconstruit, le gouvernement a conçu plusieurs projets. La tendance gouvernementale actuelle met l'accent sur le sauvetage des Juifs par les Hongrois. Cela participe d'un mouvement, qui se développe dans toute l'Europe, de mise en valeur des « Justes parmi les nations », une distinction du Yad Vashem (Jérusalem). Ainsi, on a nommé les quais au bord du Danube d'après ceux qui ont « sauvé » des Juifs, mais comprenant des individus qui, en fait n'ont rien fait. *Le nombre de ceux, en fait peu nombreux, parmi la population hongroise qui se sont activement engagés dans le sauvetage de leurs compatriotes juifs est couramment exagéré, propagé entre autres par une émission de radio qui prétendait que, pendant l'été 1944, à Budapest, il avait fallu nourrir, vêtir et cacher près de 300 000 juifs, qu'une action sociale sans précédent avait aidé ces gens à survivre, mais beaucoup de ces derniers auraient ensuite fait preuve d'ingratitude. L'histoire officielle et popularisée se tait sur les milliers de dénonciations contre les Juifs cachés pendant l'occupation nazie* (Berend, N. 2014b).

La version gouvernementale admet la culpabilité des Croix-fléchées, mais suggère une continuité entre ces derniers et les communistes d'après-guerre, au nom de l'équivalence des horreurs du nazisme et du communisme et de l'antitotalitarisme. Un symbole éclatant de cette version est le musée de *La Maison de la Terreur* à Budapest. Ce musée, qui fonctionne depuis des années pour pervertir l'histoire, minimise la Shoah, nie la responsabilité hongroise, et en même temps souligne les

crimes du communisme (Ungváry, 2002), toujours dans la perspective implicite d'un dédouanement collectif. Pareillement, le site officiel du gouvernement sur la Shoah en Hongrie commence par les événements du 19 mars 1944, comme si la discrimination contre les Juifs avait commencé à cette date. C'est oublier tout un pan du passé antisémite de la Hongrie. Le site donne l'impression que les déportations déroulaient uniquement sous pression nazie, et avec la participation active d'une très petite minorité de Hongrois : le gouvernement de Sztójay et les Croix-fléchées de Szálasi étaient les seuls à être mentionnés (holokausztemleke2014).

Le gouvernement a créé son propre Institut de Recherches Historiques, appelé *Veritas*, dont le directeur Sándor Szakály a été nommé directement par le secrétaire d'État au cabinet du Premier ministre. Son financement est fourni directement du cabinet du Premier ministre. L'institut est chargé de réécrire l'histoire de la nation. L'objectif n'est pas la « vérité ». Il s'agit de « Renforcer les liens d'appartenance nationale » en créant une « conscience historique nationale » (net.jogtar.hu). Pour ce faire, par exemple, Szakály a appelé les déportations vers Kamianets-Pod'olskyi en 1941 une « mesure de police » contre les étrangers en situation irrégulière (Berend, 2014a). La version officielle de cette histoire est toujours orientée autour de l'idée que la situation des Juifs de la Hongrie n'a empiré qu'après le 19 mars 1944. On utilise systématiquement la terminologie du régime de Horthy, en minimisant les atrocités et en les justifiant. Le gouvernement actuel rend impossible le travail des institutions existant qui sont gardiens d'une vérité historique. Après avoir déstabilisé le Centre Mémorial de l'Holocauste en le privant de financement, le gouvernement a voulu mettre la main plus directement sur sa direction, et a créé une situation confuse : le mandat du directeur reste précaire depuis des années.

Le 31 décembre 2013, une décision gouvernementale a décrété la construction d'une statue commémorative de l'occupation allemande de la Hongrie (19 mars 1944). Le projet était déclaré prioritaire pour l'économie nationale hongroise ; autrement dit, nul effort ni argent n'était épargné pour sa réalisation. Sous prétexte de manque de temps, le sculpteur a été nommé par le gouvernement, sans concours. La statue aurait dû être dévoilée le jour anniversaire de l'occupation, mais à cause de la critique qui s'est manifestée contre le projet, la date en a été repoussée à la fin du mois de mai 2014, après les élections. Mais quand le parti *FIDESZ* a gagné de nouveau en avril, on a commencé de bâtir le monument deux jours après les élections. À la suite de nouvelles protestations, l'installation de la statue a été repoussée une nouvelle fois, pour être finalement érigée durant la nuit du samedi 19 au dimanche 20 juillet 2014, en présence d'une importante force de police, sans annonce préalable et sans cérémonie d'inauguration, mais sous bonne garde policière. L'inauguration n'a jamais eu lieu (Berend, 2014b).

Le haut-relief du monument porte l'inscription suivante : « Monument aux victimes de l'occupation allemande ». Le bas-relief est constitué d'une pierre gravée successivement en anglais, en hébreu, en allemand et en russe, déclarant plus succinctement : « À la mémoire des victimes ». L'inscription polyglotte contenait des erreurs dans les traductions. Beaucoup plus grave, la syntaxe du texte hébreu inversait la phrase à sa moitié, attestant au moins l'ignorance du sens de la lecture en hébreu (de droite à gauche). La traduction de « à la mémoire des victimes » devrait littéralement être *LeZichram shel HaKorbanot* (לְזִכְרוֹן לְשׁוֹמְרֵי הַקֹּרְבָּנוֹת) ; mais, inversée, on a mis : *HaKorbanot LeZichram shel*. Après un scandale public, cette erreur fut corrigée.

La statue représente l'archange Gabriel attaqué par un aigle impérial, à une échelle monumentale de 7 mètres. Gabriel symbolise la Hongrie, et l'aigle, l'Allemagne Nazie. C'est la dernière insulte dans une longue série initiée par le gouvernement hongrois contre les victimes de la Shoah au moment du 70^e anniversaire de l'anéantissement d'une grande partie des communautés juives de la Hongrie. La statue propose un message simple et mensonger : la responsabilité des atrocités de la seconde guerre mondiale en Hongrie ne repose que sur les nazis allemands, tandis que les Hongrois étaient tous des victimes. La spécificité et l'unicité de la Shoah est évacuée. De même que la politique antijuive des gouvernements hongrois depuis les années 1920.

Après les critiques par les représentants de la communauté juive, des intellectuels et des historiens, le Premier ministre lui-même a écrit une défense personnelle de la statue, en justifiant le symbolisme (Orbán, 2014). « Gabriel exprime la douleur et rude épreuve, que la nation hongroise a senti et souffert à cause de la perte de sa liberté. La perte de l'indépendance de notre patrie avait des conséquences tragiques. Elle a demandé la vie des centaines de milliers de gens. » L'archange Gabriel symbolise « toutes les victimes du Nazisme », un choix approprié, car le « destructeur maléfique » au fond était l'antichristianisme. Les nazis ont détruit des valeurs chrétiennes, donc toutes les victimes « s'ils étaient de la foi de l'Ancien Testament, Chrétiens ou athées, étaient des victimes d'une dictature qui était la manifestation de la tendance anti-Chrétienne ». Finalement, en admettant la collaboration hongroise, le Premier ministre Viktor Orbán en diminue l'importance, en écrivant que partout en Europe, la collaboration avec les nazis était aussi répandue et que, donc, la Hongrie n'est pas une exception. Il s'ensuit que la Hongrie ne peut pas assumer une responsabilité qui n'est pas la sienne : « Il n'y aurait pas eu de déportation sans l'occupation allemande » : « Si on ne l'admet pas, on peut difficilement imaginer une coexistence future sincère, basée sur la confiance. Notre génération est devenue favorable aux politiques radicales anti-communistes, car

nous en avons assez d'une vie mensongère basée sur la méfiance ». Tout se passe comme si le Premier ministre formulait une menace envers la communauté juive existante, avec laquelle une coexistence future deviendrait difficile s'il n'y a pas l'acceptation de la non-responsabilité de la société hongroise à l'égard de la Shoah.

Un autre exemple de cette stratégie de recomposition mémorielle peut être évoqué : le projet pour un nouveau musée, *la Maison des Destins*. La volonté de créer un nouveau musée de la Shoah est surprenante dans la mesure où il existe déjà un tel musée : le Centre Mémorial de l'Holocauste, qui ressemble au Mémorial de la Shoah à Paris. Depuis des années, ce musée est privé d'argent, et des hommes politiques ont attaqué verbalement son exposition permanente parce qu'elle démontre la complicité gouvernementale et d'une partie de la société hongroise. *La Maison des Destins*, en revanche, devait soutenir l'idéologie gouvernementale actuelle, en soulignant que beaucoup de Hongrois ont sauvé des juifs. Le musée voulait se concentrer sur les survivants, surtout les enfants, en négligeant le processus qui a mené aux meurtres de masse et la responsabilité de la société hongroise. Il devait ressembler à un parc à thèmes, avec des survivants racontant leurs souvenirs. Ce projet a été placé sous la direction de Mária Schmidt, qui est également la directrice du musée de la Maison de la Terreur. On comprend pourquoi. Le gouvernement a essayé d'obtenir l'accord des institutions internationales après les protestations (venant des associations juives) auxquelles ce projet a donné lieu. Les experts sollicités (Yad Vashem, United States Holocaust Memorial Museum, European Holocaust Research Infrastructure, International Holocaust Remembrance Alliance) ont tous rejeté le concept et ont rompu les relations professionnelles avec Mária Schmidt (Braham, 2014). Des bâtiments, déjà construits, sont restés vides pendant des années. Récemment, le gouvernement a obtenu la coopération d'une organisation juive nouvelle, EMIH (Egységes Magyarországi Izraelita Hitközség), fondée en 2004, et a annoncé l'ouverture prochaine du musée (Guaquelin, 2019). Gergely Gulyás, le secrétaire du Cabinet du Premier ministre, a estimé que le fait de considérer que les déportations des Juifs étaient accomplies par les nazis allemands n'équivaut pas à démentir la responsabilité hongroise et à faire oublier que « le gouvernement n'a pas protégé ses citoyens » (Windisch, 2018). Bien évidemment cette façon de parler est elle-même un démenti : le gouvernement hongrois a fait bien plus que ne pas protéger les Juifs hongrois.

Le gouvernement contrôle aussi l'éducation, en octroyant des livres d'écoles écrits par ses acolytes. Un livre d'école en histoire écrit en 2016 déclare que les dirigeants ecclésiastiques ont protesté contre la troisième loi contre les Juifs, la loi qui a défini « Juif » en tant qu'une race, et a interdit le mariage mixte. Le livre omet de mentionner que ces ecclésiastiques ont protesté non pas contre la loi, qu'ils

ont approuvée, mais contre le manque de protection pour des convertis anciens à la Chrétienté. Le livre attribue les déportations aux nazis, sans mentionner le rôle des gendarmes et d'autres personnel hongrois. A l'inverse, on accorde une place très importante à ceux qui ont essayé de sauver les Juifs, ce qui tend à marginaliser ceux, beaucoup plus nombreux, qui ont participé à leur anéantissement (Borhegyi, 2016 : 185-186, 188).

3. Les enjeux contemporains de la réécriture du passé hongrois

Une question mérite d'être posée : pourquoi cette insistance sur la réécriture de la Shoah ? Comment se fait-il que la Shoah hongroise soit un enjeu aussi important pour la Hongrie d'aujourd'hui ?

Évidemment, une partie de la réponse est la volonté de peindre un passé sans tâche, un passé honorable de la nation. Il s'agit de construire une mémoire, même contre l'histoire (l'histoire des historiens), dont la finalité n'est pas la vérité mais la cohésion sociale. Mais cela ne constitue pas l'explication complète. La raison sous-jacente, et je pense déterminante, plus importante que le mythe d'un passé irréprochable construit sur des mensonges, est la fonction de l'antisémitisme dans la politique hongroise. Le gouvernement est désireux de représenter la période d'entre-deux-guerres et le régime de cette époque comme un passé acceptable, car les membres du gouvernement actuel entendent se légitimer politiquement et historiquement en se présentant comme les héritiers du régime de Miklós Horthy. Une réhabilitation progressive de ce régime est en train de se produire depuis des années. Le gouvernement n'interdit pas l'érection des statues de Horthy (il y en a maintenant plusieurs) ; les places publiques sont remodelées pour être des copies de leur état en 1944 ; les rues sont renommées pour restituer les noms d'avant 1945. Le préambule de la nouvelle Constitution, passée en force en janvier 2012, déclare que la Hongrie a perdu sa souveraineté le 19 mars 1944, et ne l'a regagné qu'avec les premières élections post-communistes, le 2 mai 1990. Cela signale que le gouvernement se voit en tant que continuateur du régime d'entre-deux-guerres.

Il convient de rappeler que le régime d'entre-deux-guerres, marqué par l'amiral Horthy, se définissait en tant que « chrétien-national ». Cette étiquette, en fait, voulait dire antisémite (Hanebrink, 2009). L'antisémitisme était un des fondements de la politique du régime. Il semble que cette caractéristique attire toujours une partie de la population, comme si l'imprégnation antisémite de la société hongroise était toujours active. Donc, jouer la carte antisémite est important pour conserver le soutien populaire. Évidemment, ce gouvernement n'aura jamais le soutien de gauche. Il lui faut donc utiliser tous les moyens pour rivaliser avec l'extrême-droite

et attirer les votes. Il y a donc aussi une dimension politicienne à cette instrumentalisation du passé.

Après beaucoup de scandales, le gouvernement a compris que l'antisémitisme ouvert n'est pas admissible en Europe. Mais il a toujours besoin d'un antisémitisme qui soit voilé pour le monde extérieur, mais clairement compréhensible en Hongrie. C'est pourquoi on peut détecter un double discours dans l'utilisation et la terminologie de l'antisémitisme, qui diffère vers l'étranger et à l'intérieur de la Hongrie.

Dans le discours officiel destiné à l'international, la reconnaissance de la responsabilité hongroise pour la Shoah est de mise. Le vice-premier ministre et ministre de l'Administration publique et de la Justice, Tibor Navracsics, a déclaré à une conférence organisée par l'Institut Tom Lantos, à Budapest, en octobre 2013 que l'Etat hongrois était aussi responsable de la Shoah. À la même conférence, le ministre des Affaires étrangères János Martonyi, déclarait : « Nous acceptons la responsabilité ». En janvier 2014 à New York, Csaba Kőrösi, ambassadeur de la Hongrie à l'ONU, a même demandé pardon aux victimes de la Shoah au nom de l'Etat, qui « était coupable... de ne pas avoir défendu ses citoyens, et d'avoir aidé et financé le génocide. Les institutions de l'Etat hongrois de l'époque étaient responsables pour la Shoah. Les excuses de l'Etat hongrois actuel doivent devenir partie intégrante de la mémoire nationale et de l'identité ». Une vraie et complète repentance était donc offerte à l'ONU.

En revanche, à Budapest en janvier 2014, le jour international de la commémoration de la Shoah, János Lázár, le secrétaire du Cabinet du Premier ministre, a parlé de la culpabilité hongroise d'une autre façon. Si on prête attention à son discours, on mesure comment il essayait de manœuvrer entre la nécessité d'admettre la culpabilité proclamée lors d'un forum international, et la volonté de suivre l'idéologie gouvernementale : il a notamment parlé de la responsabilité « de certains dirigeants » pour les déportations mais aussi d'une « tragédie nationale » (vienna.io.gov.hu). Le même János Lázár a utilisé un ton bien différent dans le discours vers le public hongrois. Comme responsable de l'organisation des événements de l'année commémorative de la Shoah, il a assuré le public que le Premier ministre Orbán souhaitait répondre « à tous nos compatriotes hongrois et co-citoyens juifs » sur la controverse de la statue commémorative de l'occupation allemande. Plus tard, il a accusé la Fédération des communautés juives hongroises (MAZSIHISZ) de « sabotage » quand la fédération a déclaré le boycottage des célébrations gouvernementales de l'année commémorative. Il a déclaré que « l'ultimatum [de l'association juive] inquiète de nombreuses personnes et n'influence pas dans la bonne direction la coexistence juive-hongroise qui a été un succès pendant de nombreux siècles dans le bassin des Carpates ».

Les discours du premier ministre Viktor Orbán, malgré une volonté affichée de se montrer ami des Juifs, emploie la terminologie des co-citoyens juifs, c'est-à-dire qu'il valide la distinction entre « eux » (Juifs) et « nous » (Hongrois). Orbán a expliqué l'antisémitisme comme « le résultat d'un complexe d'infériorité... beaucoup de gens pensent que les Juifs sont plus forts qu'eux et veulent leur faire du mal. Ils n'ont aucune intention de nous faire du mal. Je leur explique qu'il nous est interdit de voir les Juifs en tant que danger ; au lieu de cela, nous devons les voir comme le don de Dieu » (Orbán, 2013).

Orbán a noué des bonnes relations avec Netanyahu, son homologue israélien. Leur programme de droite les rapproche, et Orbán peut protester de son innocence par rapport à l'antisémitisme. En même temps, le gouvernement a trouvé un autre moyen d'exprimer l'antisémitisme sans faire mention du mot « Juif » dans les campagnes anti-Soros (Thorpe, 2017 ; Rankin, 2019). George Soros, d'origine juive hongroise, est présenté comme coupable de vouloir infliger des immigrants à l'Europe afin de détruire la civilisation chrétienne européenne. On explique qu'il veut détruire les clôtures de barbelés autour de la Hongrie et qu'il est derrière les politiciens de l'opposition, à la fois de gauche et de droite. Il serait derrière tout groupe de citoyens qui s'opposent au gouvernement, derrière toute ONG qui lutte contre l'injustice, pour la transparence, contre la corruption. Les affiches contre Soros ont recouvert le pays en 2017. Aucune mention du mot « Juif », et toujours des protestations d'innocence contre la charge d'antisémitisme, bien qu'un des affiches est directement tiré d'un modèle nazi. Mais il est clair que la population comprend tout à fait le vrai message, comme le démontrent les inscriptions et graffiti ajoutés sur des affiches : « Juif puant », avec l'étoile de David. Le gouvernement visait aussi l'université de l'Europe Centrale, que le gouvernement dans ses médias appelle « l'université Soros », pour rendre impossible son existence continue en Hongrie. En Soros, le gouvernement pense avoir retrouvé le bouc émissaire parfait. Des manifestations en Hongrie contre une nouvelle loi, surnommé loi d'esclavage, qui permet 400 heures supplémentaires de travail, ont suscité la réaction suivante d'un politicien du parti gouvernant, Balázs Hídvégi : « Les événements des deux derniers jours montrent clairement que le réseau de Soros soutenant les immigrants organise des manifestations violentes à Budapest... Rien n'est sacré pour eux, rien n'est honoré. Ils ont délibérément provoqué de manière agressive la police. » Selon lui, les mêmes 1 000 à 1 500 personnes se présenteraient aux manifestations dans le cadre des événements politiques du « Réseau Soros » : les mêmes gens avaient auparavant organisé des manifestations à « l'université de Soros » ; « des mercenaires étrangers appartenant au groupe Soros soient également présents dans les rues ». Les manifestants « cherchaient un prétexte pour présenter la Hongrie sous un mauvais jour » (Népszava, 2018).

Conclusion

Dans les cinq dernières années, la réécriture de la Shoah, disculpant les Hongrois actifs dans la persécution, a été couplée à l'antisémitisme politique qui a une tradition riche en Hongrie, et qui vise à gagner le soutien populaire d'une partie des Hongrois. On ne peut pas comprendre l'importance de cette instrumentalisation pour le gouvernement sans la placer dans cette perspective politique du présent.

Bibliographie

- Assmann, A., Conrad, S., éd. 2010. *Memory in a Global Age: Discourses, Practices, Trajectories*. New York: Palgrave Macmillan.
- Berend, N. 2014a. « Magyar myth-makers ». *History Today*, n° 64/3, p. 3-4.
- Berend, N. 2014b. « Hongrie: Le travestissement gouvernemental de la mémoire de la Shoah ». [En ligne] : <http://usagespublicsdupasse.ehess.fr/961/> [consulté le 20 mai 2020].
- Borhegyi, P., ed. 2016. *Történelem Tankönyv 7*. Budapest: Oktatáskutató és Fejlesztő Intézet.
- Braham, R.L. 2014. *Hungary: The Assault on the Historical Memory of the Holocaust*. [En ligne] : <https://www.ushmm.org/m/pdfs/20140318-Holocaust-in-Hungary-Braham-Assault-on-Historical-Memory.pdf>, [consulté le 8 décembre 2019].
- Braham, R.L. 2016. *The Politics of Genocide: The Holocaust in Hungary*, 3rd rev. ed. New York: Columbia University Press.
- Friss, R. 2015. « Holokauszt vs. Trianon ». [En ligne] : https://nepszava.hu/1056513_holokauszt-vs-trianon, [consulté le 3 décembre 2019].
- Guaquelin, B. 2019. « Hongrie : Le projet du musée de l'Holocauste divise la communauté juive », *Le Monde* 19 Février. [En ligne] : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/19/hongrie-le-projet-de-musee-de-l-holocauste-divise-la-communaute-juive_5425429_3210.html [consulté le 8 Décembre 2019].
- Hanebrink, P. A. 2009. *In Defense of Christian Hungary: Religion, Nationalism and Antisemitism, 1890-1944*. Ithaca, NY: Cornell University Press. [En ligne] : <http://holokausztemleke.v2014.kormany.hu/a-magyarorszag-holokauszt> [consulté le 01 Juillet 2014]. <https://net.jogtar.hu/jogszabaly?docid=A1300373.KOR&searchUrl=/gyorskereso%3Fkeyword%3Dveritas>.
- Kádár, G., Vági, Z. 2005. *Hullarablás: A magyar zsidók gazdasági megsemmisítése*. Budapest: Jaffa Kiadó.
- Kádár, G., Csősz, L., Vági, Z. 2013. *The Holocaust in Hungary: Evolution of a Genocide*. Lanham, Md, Washington D.C.: Altamira Press and United States Holocaust Memorial Museum. <http://vienna.io.gov.hu/lazar-janos-a-magyar-allam-egyes-vezetoit-szemelyes-felelosseget-terhelte> [consulté le 2 décembre 2019].
- Népszava* 14 Décembre 2018, https://nepszava.hu/3018612_fidesz-a-tuntetok-nem-tisztelik-a-magyar-emberek-donteset [consulté le 8 Décembre 2019].
- Orbán, V. 2013. <https://2010-2014.kormany.hu/en/prime-minister-s-office/the-prime-ministers-speeches/interview-with-prime-minister-viktor-orban-in-yediioth-ahronoth> [consulté le 1 décembre 2019].
- Orbán, V. 2014. <http://www.origo.hu/attached/20140430davidk.pdf> [consulté le 8 décembre 2019].
- Rankin, J. 2019. « Brussels accuses Orbán of peddling conspiracy theory with Juncker poster », *The Guardian* 19 Février, <https://www.theguardian.com/world/2019/feb/19/brussels-orban-jean-claude-juncker-poster-george-soros-hungary> [consulté le 8 décembre 2019].
- Szenes, S. 1986. *Befejezetlen múlt : Keresztények és zsidók, sorsok*. Budapest: Szenes Sándor.

Szócs, L. *Antiszemita zavargások, pogromok és vérvádak 1945-1948*, http://konfliktuskutato.hu/index.php?option=com_content&view=article&id=140:antiszemita-zavargások-pogromok-es-vervadak-1945-1948&catid=16:esetek [consulté le 8 Décembre 2019].

Thorpe, N. 2017. « Hungary vilifies financier Soros with crude poster campaign » 10 July, <https://www.bbc.co.uk/news/world-europe-40554844> [consulté le 8 décembre 2019].

Ungváry, K. 2002. « A káosz háza », *Magyar Narancs*, n° 10, <https://magyarnarancs.hu/konyv/a-kaosz-haza-59381> [consulté le 3 février 2014].

Windisch, J. 2018. « Holokauszt látványpark ? A Sorsok Háza a tűzzel játszik, ha a gyors borzongásra épít », *HVG* 2 Octobre, https://hvg.hu/itthon/20181002_sorsok_haza_schmidt_maria_koves_slomo_mazsihisz_jad_vasem_holokauszt, [consulté le 3 décembre 2019].
<https://444.hu/2017/06/09/kiakadt-a-roman-kulugy-lazar-trianonrol-szolo-beszede-miatt> [consulté le 7 novembre 2018].

<https://444.hu/2019/03/12/a-kormany-baberkoszorut-nyujtott-at-az-ironak-aki-szerint-a-zsidotorvenyek-a-zsidok-erdekeit-szolgaltak> [consulté le 3 décembre 2019].



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Quelques réflexions sur les persistances du passé communiste en Roumanie

Adrian-Gabriel Corpădean

Faculté d'études européennes, Université Babeş-Bolyai, Roumanie

adi_corpadean@yahoo.com

<https://orcid.org/0000-0003-4507-2836>

Reçu le 21-05-2020 / Évalué le 03-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Bien que la période communiste reste, en quelque sorte, un sujet tabou pour une partie des Roumains, dans un pays réformé, membre de l'Union européenne, il est intéressant de déceler les éléments qui ont été hérités de ce demi-siècle et qui se manifestent toujours dans plusieurs secteurs de la vie de Roumanie. Certes, le communisme roumain a eu plusieurs périodes et la nostalgie, telle qu'elle existe, aussi bien que les aspects non-affectifs que l'on observe dans la société, proviennent notamment du régime de Ceaușescu. Or, la transition s'est avérée particulièrement sinieuse dans ce pays, engendrant des paradoxes et des continuités anormales, ce qui rend incertaines même ses limites temporelles. Quelles sont les persistances auxquelles on s'est référé et comment apparaissent-elles dans le comportement et même le vocabulaire des Roumains? Quelles sont les contradictions qui résultent de la superposition de ces éléments et de l'attachement des Roumains pour l'intégration européenne ? Ce sont quelques-unes des questions de cette recherche, placées dans le contexte actuel, d'un pays caractérisé par ses clivages, mais qui a pris une option ferme pour le franchissement de ce chapitre de son histoire.

Mots-clés : communisme roumain, transition, nostalgie, intégration européenne, clivages

Reflecții asupra persistențelor trecutului comunist al României

Rezumat

În pofida faptului că perioada comunistă rămâne, într-o anumită măsură, un subiect tabu pentru o parte importantă a românilor, într-o țară reformată, membră a Uniunii Europene, este interesant să observăm elementele moștenite din acea jumătate de veac, care se manifestă în mod recurent în diferite sectoare ale vieții din România. Desigur, comunismul român a cunoscut mai multe perioade, iar nostalgia care se manifestă acum, precum și aspectele neafective ce se regăsesc în societate izvorăsc cu precădere din regimul Ceaușescu. Cu certitudine, tranziția s-a dovedit a fi deosebit de sinuoasă în țară și a dat naștere la continuități paradoxale și anormale, care îi estompează limitele temporale. Care sunt aceste persistențe și cum se manifestă ele în comportamentul și chiar în vocabularul românilor? Care sunt contradicțiile ce rezultă din suprapunerea acestor elemente cu atașamentul

românilor față de integrarea europeană? Iată câteva dintre întrebările acestei cercetări, plasate în contextul actual, cel al unei țări marcate de clivajele sale, dar care își afirmă angajamentul ferm față de voința de a depăși acest capitol al istoriei.

Cuvinte-cheie: comunismul în România, tranziție, nostalgie, integrare europeană, clivaje

Some reflections on the remnants of Romania's communist past

Abstract

Albeit the communist period remains, to some extent, a taboo subject for a large part of Romanians, in a reformed country, member of the European Union, it is interesting to spot the elements that have been inherited from that half a century, which keep manifesting themselves in various sectors of life in Romania. Of course, Romanian communism had multiple periods and the nostalgia that exists, as well as the non-affective aspects that are noticeable in society, chiefly stem from Ceaușescu's regime. Indeed, transition proved to be particularly sinuous in this country, creating paradoxes and abnormal continuities, which renders even the time frame thereof uncertain. What are these remnants we have mentioned and how do they occur in Romanians' behaviour and even vocabulary? What are the contradictions that result from overlapping such elements and Romanians' attachment towards European integration? Here are just some of the questions in this research, placed in the current context, that of a country marked by its cleavages, but which has taken a firm commitment in order to overcome this chapter in its history.

Keywords : Romanian communism, transition, nostalgia, European integration, cleavages

Introduction

Les persistances du communisme en Roumanie, treize ans après son intégration à l'Union européenne et suite à la fin de la soi-disant période de transition, restent un sujet quasi-tabou autant pour la classe politique actuelle que pour la majorité de la population. Une trentaine d'années se sont écoulées depuis la Révolution de 1989, elle-même toujours controversée et avec des plaies encore ouvertes, ce qui rend la Roumanie une démocratie assez jeune, qui se permet trop souvent d'enregistrer ses dérapages, certains impardonnables, mais qui reste un cas particulier dans cette « nouvelle Europe ». Pourquoi l'est-elle? Certaines prémisses doivent être énoncées afin de faciliter la compréhension des persistances du communisme dans ce pays, dont la plupart gravitent autour du dualisme exhibé par le comportement socio-politique qui caractérise les Roumains à présent. Ce dualisme révèle un pays qui a toujours beaucoup de peine à saisir le sens de l'intégration

européenne, certainement encore inachevée, mais qui se livre à l'idolâtrie de ce sauveur, ce véritable « prince étranger », jadis un leitmotiv des demandes modernisatrices, qui sert de contrepoids aux institutions nationales, souvent perçues comme corrompues et inefficaces. Il suffit de consulter Eurostat pour apprendre que les Roumains ont environ deux fois plus de confiance en les institutions de l'UE, qu'ils connaissent trop peu, par rapport au parlement et au gouvernement nationaux (Eurobaromètres, 2019). C'est, d'ailleurs, une attitude qui perdure depuis même avant le traité d'adhésion. La conséquence en est que toute tentative audacieuse de blâmer l'UE pour les insuccès qui se répercutent sur le plan national, comme il arrive tellement souvent dans d'autres pays membres de la région, est politiquement invalide et n'apporte pas de capital. L'euroscepticisme, en tant que courant politique, ne fleurit pas en Roumanie et n'a pas été adopté comme doctrine d'aucun parti politique qui aurait des chances d'y jouer un rôle sérieux.

D'autre part, le visage de la Roumanie a énormément changé depuis qu'elle s'est embarquée sur sa voie européenne : un bilan indiscutablement positif des ressources impliquées dans les relations avec Bruxelles (Lupitu, 2019), un rejet du nationalisme et de la xénophobie, ou bien un certain esprit qui se sent de plus en plus en se promenant dans les rues des grandes villes roumaines. D'autre part, le pays reste en quelque sorte divisé, entre un monde urbain avec des centres de développement spectaculaires et une zone rurale qui a encore de la peine à tenir le coup, mais aussi entre des régions comme Bucarest-Ilfov (la région de la capitale), avec un PIB/habitant situé à 144% de la moyenne européenne, et le Nord-Est, où la valeur atteint à peine 39% (Country Report Romania 2020).

C'est dans un tel contexte qu'il faut juger les perceptions des Roumains à propos de la période communiste, c'est-à-dire d'un système exogène introduit par la force en 1945, presque sans soutien populaire, par une culture très différente sur le plan linguistique et historique, mais qui a marqué les vies de plusieurs générations durant un règne indigne de presque un demi-siècle.

Un bref regard sur la période communiste

Un retour à l'histoire facilitera, à notre avis, la compréhension des attitudes actuelles en Roumanie à l'égard de ce qu'a été le régime communiste, suite aux regards comparatifs inévitables. Il y a eu beaucoup de tentatives de séparer les périodes du régime en fonction de l'amplitude de la terreur, ou bien de l'approche des dirigeants envers Moscou, ou des deux. Nous considérons que, suite à l'acte d'abdication forcée du Roi Michel, du 30 décembre 1947, suivi par la proclamation de la République populaire roumaine, une telle classification doit tenir compte du

rythme dicté par le Kremlin, au moins pour l'instant. Ainsi, pendant la période bien connue des purges, qui sont intervenues dans la plupart du bloc nouvellement-créé avec le Rideau de fer, la Roumanie a été dirigée par une faction moscovite, avec de tels noms que Petru Groza, Ana Pauker et Teohari Georgescu à la tête de l'appareil d'État (Herța, 2016, pp. 117-143; Buzatu et Chirițoiu, 1998, p. 56). C'est une période lointaine et marquée par les dégâts de la guerre, dont la Roumanie s'est sortie avec des pertes majeures et un assujettissement de son économie par l'URSS, donc ce n'est absolument pas un intervalle qui aurait pu engendrer des mémoires collectives positives, sauf pour une faction sélecte et éphémère du Parti communiste.

Il en va de même pour ce que nous appellerons la seconde période du communisme en Roumanie, dominée nettement par la personnalité de Gheorghe Gheorghiu-Dej (1952-1965). Retrouvé à la tête d'un régime stalinien, opposé à la ligne de Moscou inaugurée par Nikita Khrouchtchev, Gheorghiu-Dej marque l'une des périodes les plus sombres du régime, caractérisée par les persécutions violentes commises par l'infâme Securitate (Stere, 2002, p. 236). Malgré un faible détachement de la ligne soviétique, le régime se heurte aux difficultés de la reconstruction économique suite à la Seconde Guerre mondiale et ne laisse pas de traces de nostalgie, non pas en raison du temps qui a passé, mais des troubles qui l'ont marqué.

C'est la troisième période du communisme roumain qui nous intéresse plutôt, celle de Nicolae Ceaușescu. L'« époque d'or », dans l'auto-caractérisation, le régime qui a laissé une empreinte tellement profonde sur la nation roumaine (1965-1989) a connu des constantes et des touches particulières, si l'on compare aux autres du bloc communiste. Parmi ces premières, on note la collectivisation de l'agriculture, qui a changé pour toujours le visage du village roumain, l'industrialisation forcée, un dossier socio-économique encore sanglant, et la nationalisation des biens privés (Turnock, 1986, p. 183). C'était, *grosso modo*, un communisme nationaliste, souvent très loin de la ligne moscovite (Mureșan, 2016, p. 48), avec une police politique active et censée être omnisciente, et une dissidence concentrée plutôt au-delà des frontières de l'État, dans des centres tels Paris et Londres. La profondeur des livres et des études qui ont été écrits sur le régime de Ceaușescu et ses persécutions est bien connue, mais ce n'est pas notre dessein d'offrir une description détaillée de cette époque. En revanche, nous nous contenterons de souligner la présence d'une nomenclatura privilégiée, formée pour et par l'appareil du Parti communiste, et les nombreux dommages infligés par ce régime : la corruption institutionnalisée, la destruction des partis politiques traditionnels, la politique économique désastreuse, le culte de la personnalité et la mégalomanie, l'invasion de la vie privée et, certes, les pénuries et les drames collectifs des années '80 (Dobrințu, Tismăneanu et Vasile, 2006 : 442-446).

La transition titubante

Comment peut-on éprouver de la nostalgie pour une telle époque? Voilà une question juste si l'on examine le communisme roumain du confort des bibliothèques et, nous l'admettons, d'un œil critique, d'un esprit qui se souvient et d'un regard qui se livre à la comparaison. Cependant, après la Révolution de décembre 1989 et la chute (théoriquement) du communisme roumain, ce n'est que l'analyse très lucide de la soi-disant « transition » qui pourra servir d'appui pour commencer à comprendre le phénomène de la nostalgie du communisme.

La transition même peut être divisée en plusieurs périodes, ce que nous ferons notamment en fonction de l'engagement des autorités pour la démarche d'intégration européenne. C'est le seul repère qui nous semble crédible, maintenant que nous avons la chance de regarder en arrière avec le sens d'accomplissement et de confiance offert par l'appartenance à l'UE. En dépit du sentiment largement partagé de soulagement naïf engendré par le moment spectaculaire de décembre 1989, il ne fait qu'ouvrir une période de doute et de confusion, alimentés assidument par le gouvernement du Front de salut national. Le régime de Ion Iliescu apporte une vague de concepts accablants pour une population qui souffre d'endoctrinement. Économie de marché, privatisation, démocratisation et, certes, transition - voilà les concepts qui envahissent la conscience publique, sous la pression des médias et des messages émanant du nouveau pouvoir politique (Stan, 1995). Le changement n'implique pas seulement de nouvelles formes d'organisation politique et économique, mais aussi le remplacement ou la modification de certaines mentalités et coutumes sociales à travers les nouveaux droits et obligations appliqués dans le régime d'après 1989. (Rusu, 2017 :148) Les concepts sont saugrenus pour certains, dont le monde incluait auparavant un métier simple, un poste sûr dans l'une des usines décrépite, un appartement dans un immeuble au style brutaliste et une Dacia 1300 ou 1100. Cependant, ces termes sont valides, voire européens, du point de vue économique, et ils entrent dans la logique postrévolutionnaire qui prenait des contours en Europe centrale-orientale. Le problème est qu'en Roumanie, ils ont été accompagnés d'une rhétorique particulière, à l'air néo-communiste, promouvant des slogans tels que « nous ne vendons pas notre pays », pour freiner la privatisation et l'accès du capital étranger, et « vous n'avez pas mangé de salami de soja », pour combattre les intellectuels de la diaspora qui revenaient en Roumanie pour revigorer les partis politiques authentiques (Oprea, 2005 : 159).

L'idée et la capacité de pervertir une révolution ne sont pas nouvelles. Pourtant, cette première transition en Roumanie, de 1990 à 1995, a connu des moments tragiques, de recul de toute tentative de démocratiser le pays. Il s'agit surtout des « minériades », dont quatre (des six) arriveraient durant l'intervalle visé - des

mouvements violents orchestrés par l'administration centrale contre les protestataires exigeant des réformes démocratiques réelles (Rus, 2007). Il est à rappeler qu'en mars 1990, à Timișoara, les intellectuels avaient proposé, par la fameuse Proclamation y rédigée, une loi sur la lustration, qui aurait empêché l'accès de l'ancienne nomenklatura à la direction du pays. Or, c'est la violence qui a été préférée au dialogue par le nouveau régime de Bucarest, ouvrant des dossiers qui n'ont plus jamais été résolus. Néanmoins, c'est au bout de cette période que la Déclaration de Snagov a été signée, le 21 juin 1995, sous la forme d'un accord conclu entre toutes les forces politiques importantes du pays dans le but de soutenir la candidature à l'obtention de la qualité de membre de l'Union européenne. Il était déjà bien imprégné dans la stratégie en matière de politique étrangère que la Roumanie se dirigerait à la fois vers l'intégration à l'OTAN et à l'UE, cette dernière faisant l'objet dudit document, suivi par la candidature officielle, le lendemain (Corpădean, 2017 : 25-36).

C'est ce qui marque l'ouverture de la seconde étape de transition, puisque, malgré le parcours chancelant des réformes politiques, les indicateurs macroéconomiques instables et la confusion d'une partie de la population visant les démarches qu'il fallait entreprendre pour atteindre cet objectif majeur, il est vrai que le cours officiel de tout gouvernement roumain a été en conformité aux engagements assumés à Snagov. Cette étape, que nous plaçons entre 1995 et 2006, est généralement caractérisée par une alternance au pouvoir, qui a apporté les réformes politiques dont la Roumanie avait besoin pour remplir les critères d'adhésion, bien qu'avec un coût économique énorme, suivies par une période de croissance économique importante, qui a finalement rendu la convergence un sujet pertinent dans les débats publics. L'ouverture des archives communistes et la création du Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate (en roumain, CNSAS) a été, plus qu'un outil de recherche, un rappel d'une période où le régime avait compromis la moralité et avait permis à des cadres dépravés du Parti unique de violer les droits fondamentaux des Roumains. C'est dans ce climat que le président Traian Băsescu a proclamé la condamnation officielle du communisme roumain devant le Parlement, en décembre 2006, juste avant le moment solennel de l'adhésion à l'UE. Fondé sur une recherche menée par la Commission Tismăneanu, le président a jugé le régime communiste d'« illégitime et meurtrier », avec des arguments visant la cruauté de la Securitate et des mentions concrètes de plusieurs artisans de ce régime-là (Dobrințu, Tismăneanu et Vasile, 2006). Tel est un possible moment de fin de la transition en Roumanie, au moins sur le plan symbolique, de détachement du passé totalitaire, mais nous considérons que la transition a inclus également des critères économiques et administratifs, essentiels pour une véritable intégration européenne.

Persistances du communisme après 2007

Une société soumise à une métamorphose tellement profonde et souvent difficile à comprendre par une génération, ou plusieurs, qui n'avaient pas expérimenté un autre régime que le communisme, est vouée à connaître des dérapages sur la voie vers la démocratisation. C'est la raison pour laquelle nous ne nous proposons pas de présenter tout une pléthore de sondages d'opinion qui montrent des degrés très variés de nostalgie, en fonction de la situation momentanée de la Roumanie. Ces perceptions sont trop souvent dépendantes des fluctuations du pouvoir d'achat, ou bien des changements inévitables d'un marché du travail qui se modernise et qui a besoin de gens flexibles, connaisseurs de la technologie moderne. La rhétorique fatigante et imprécise qui accuse le régime capitaliste d'être sauvage et impitoyable, par rapport à l'ancien régime, qui offrait un appartement et un lieu de travail à tous, est un résidu des sociétés postcommunistes. Donc, nous optons plutôt pour une approche pragmatique, en essayant de faire la lumière sur les éléments qui sont objectivement présents dans la société roumaine après l'intégration du pays à l'UE, que pour la présentation des perceptions fluctuantes, reflétant souvent un clivage majeur entre les générations. Il est clair, toutefois, que l'âge et le niveau d'éducation ont une influence majeure sur ce genre de perceptions et que les exigences professionnelles s'y ajoutent notamment en raison de l'essor technologique fulminant de la Roumanie contemporaine.

D'autre part, et pour renforcer notre thèse antérieure qui décrivait la société roumaine comme dualiste dans ses attitudes (Gherasim, 2015 : 172-174), il reste important que plus de la moitié des Roumains se déclarent optimistes envers l'avenir de l'UE, malgré les tendances régionales, voire occidentales, à ce propos. C'est avec de l'objectivité que l'on observe que l'attachement des Roumains à l'UE est à 64% (Eurobarometru Standard, 2019 : 7), puisque les données financières et les preuves empiriques soutiennent la véracité d'une telle attitude.

À la différence d'autres pays de la région, la Roumanie « européenne » n'a pas témoigné d'une tentative de revigorer un véritable parti de gauche et d'autant moins qui se revendique d'extrême-gauche. Si le Parti social-démocrate, le plus grand du pays, est en quelque sorte le continuateur du PCR et du FSN, son orientation déclarée est de centre-gauche et ses politiques macroéconomiques pendant la dernière décennie réfutent toute proximité des préceptes (euro-) communistes. D'ailleurs, aucun parti politique important, malgré les changements doctrinaires parfois radicaux entrepris par quelques-unes de ces formations dans le passé récent, n'a osé se doter d'un label clair « de gauche ».

Ce qui est intéressant, pourtant, c'est la persistance de quelques clichés communistes dans le vocabulaire des Roumains, et parfois même des jeunes, par *mimesis*. En raison de l'absence d'une compétition capitaliste entre les marques de produits et de services pendant le régime communiste, un phénomène linguistique étrange (mais non pas confiné aux pays communistes) est arrivé, celui d'associer la marque avec le nom commun. Voilà pourquoi il persiste dans la langue roumaine contemporaine l'habitude d'appeler tous les détergents « Dero », toutes les photocopieuses « Xerox », tous les baskets « Adidas », tous les SUV « Jeep » et, plus rarement, les station-essence « Peco ». Certes, ceci varie en fonction des générations et la tendance est d'en diminuer l'usage, mais ces dénominations seraient inconcevables dans certaines langues. Nous pourrions y ajouter la valeur ironique des mots ou syntagmes tels « tovarăș, tovarășă; Casa Poporului; oamenii muncii » et d'autres, eux-mêmes plus rares que dans les années '90, mais qui sont associés avec l'humour et non pas avec leur origine « prolétaire ».

Les tentatives d'exploiter les motifs communistes par la presse, ou bien par les publicitaires roumains sont des exceptions, sans doute ambitieuses, dans les médias nationaux. Cependant, la campagne diffusée à l'échelle nationale pour le chocolat « Rom » représente l'une des rares stratégies de ce type qui ont eu un résultat positif surprenant. Sans vouloir insister sur les éléments de marketing de ces réclames, nous soulignons, toutefois, que la combinaison des couleurs (le rouge et le doré), la couverture en peluche, le type d'écriture et la mention « depuis 1964 » témoignent de l'audace des artisans qui se trouvent derrière ce rarissime exemple de campagne de publicité qui exploite le passé communiste.

Du reste, on remarque une absence quasi-totale des symboles communistes dans la vie quotidienne de Roumanie, ce qui est bien différent des autres pays européens, où des mouvements de jeunes ou des groupes politiques tels que les néo-marxistes laissent des graffiti ou des inscriptions dans les rues, par exemple. Il y a des explications pour la situation particulière de Roumanie, où, comme nous l'avons déjà montré dans les pages antérieures, le système communiste d'origine russe s'est installé en 1945 dans le contexte d'un clash identitaire avec la culture roumaine, marquée très profondément par son héritage latin. La perception négative de la population à l'égard de la Russie est une constante du paysage post-révolutionnaire de Roumanie, en opposition évidente avec le « sauveur » représenté par l'Union européenne et les relations euro-atlantiques (Chiciudean, Corbu, 2015). Dans le contexte d'un occident souvent idéalisé, aussi bien que d'un bilan nettement favorable de l'intégration européenne, l'attraction du communisme dans la perception des Roumains est presque nulle. Il ne faut pas oublier que c'est le pays qui, depuis son intégration, a ratifié le Traité de Lisbonne avec une quasi-unanimité

(Corpădean, 2011 : 45), a demandé constamment qu'il y ait « plus d'Europe » dans la réforme des institutions communautaires et a soutenu même les politiques européennes les plus controversées pendant ce tournant, comme l'élargissement.

Ceci dit, en l'absence d'un soutien notable pour le système communiste, sa présence en Roumanie reste visible du point de vue négatif dans une myriade d'aspects de la vie quotidienne. Nous en mentionnerons seulement quelques-unes, mais leur profondeur ne doit pas être ignorée, ni leurs conséquences sur le niveau de développement de la Roumanie (Gherasim, 2012 :124-126).

Le système de gestion hérité de la période d'avant 1989 a été maintes fois marqué par son inefficacité et pas les taches qu'on associe souvent avec cet espace, comme le népotisme et la corruption. Des blessures ouvertes visant des dossiers comme celui de l'Église gréco-catholique, dont les possessions ont été confisquées illégalement par l'État communiste en 1948 (Romocea, 2011 : 151-152), affectent la cohésion spirituelle du peuple roumain, notamment en Transylvanie, puisque les rétrocessions n'ont pas été entièrement résolues par la justice roumaine ni même à présent. Or, cela ne fait qu'amplifier la persistance d'un sens d'injustice qui évoque l'indigne héritage du passé¹.

Les réminiscences du système totalitaire sont visibles aussi dans des comportements en quelque sorte spécifiques à cette partie de l'Europe, comme la tendance presque pathologique d'accumuler. Les carences du passé, comme la pénurie d'aliments, une réalité pendant les années 1980 pour une grande partie de la population, ont affecté le comportement de toute une génération et ont laissé des empreintes dans la configuration de la vie économique. Il en va de même pour la difficulté avec laquelle les Roumains ont regagné leur confiance en le système bancaire et les investisseurs étrangers. Ce genre de réticences ont des conséquences visibles sur la manière dont la population dépense son argent et sur son esprit entrepreneurial.

Dans le langage courant, si pour un Français il semble tout à fait naturel de se référer à son pays et à ses institutions par le terme « la République », cela est très loin des formules homologues itérées par les Roumains. Quoique le mode de fonctionnement de l'État roumain et ses principes constitutionnels soient clairement inspirés de la Cinquième République française, en Roumanie, la population ne se réfère jamais au pays avec la désignation « la République ». D'ailleurs, le nom officiel du pays est simplement « Roumanie », et non pas « République roumaine », à l'instar de beaucoup de pays membres de l'UE avec une forme de gouvernement républicaine. Pourquoi? La réponse est assez simple : parce que cela évoquerait dans la conscience publique la mémoire de la République socialiste de Roumanie, ce qui est traumatisant pour une grande partie des citoyens. C'est aussi la raison

pourquoi, en anglais, le mot « Ukraine » est préféré au syntagme, auparavant utilisé, « The Ukraine », l'article défini évoquant l'ancienne dénomination « The Ukrainian Soviet Socialist Republic ».

Toutefois, beaucoup d'éléments politiques, voire constitutionnels, de la période répudiée se sont faufilés dans le cadre légal de la Roumanie contemporaine, ce qui est de nouveau difficile à comprendre². Son centralisme reste problématique dans une Union européenne où la région est l'unité vouée à absorber les ressources des politiques communes. Or, en Roumanie, la politique régionale est précaire : une séparation de la carte d'un pays de taille moyenne qui ne tient pas compte des régions historiques, avec un riche héritage et un potentiel de collaboration indéniable. Un véritable tabou de la politique roumaine, la régionalisation est un sujet plutôt évité par tout gouvernement après 2007, alors qu'elle est attendue, avec des solutions pour les clivages qui noircissent la cohésion socio-économique dans le pays.

Le comportement électoral après la Révolution, avec ses inconsistances et son absentéisme, est un autre dossier dont l'insuccès est dû à la moquerie qu'étaient les élections pendant le système du parti unique. Même dans les élections euro-parlementaires, le taux de participation après un long effort d'adhésion à l'UE a été modeste (32,44% en 2014), mais avec une tendance de croissance extraordinaire (51,2% en 2019), qui montre un changement de perception de l'électorat roumain, surtout des jeunes et de la diaspora, contrairement à la tendance régionale (Parlement européen, 2019). Voilà donc un exemple de cicatrice communiste qui peut être franchie, avec la croissance de la maturité et de l'esprit civique des Roumains. Le problème, pourtant, des débats électoraux est que les sujets restent éminemment nationaux, eux-mêmes conservateurs et encore trop peu synchronisés aux grands thèmes débattus à l'Occident. Un exemple que nous pourrions donner est la duplicité autour de l'avortement et ceci permet de mieux comprendre combien lourd est l'héritage communiste même à présent. On est dans un pays où 95% de la population se déclare croyante (Religious Belief and National Belonging in Central and Eastern Europe, 2017, p. 23), nettement au-dessus de la moyenne européenne, mais où le conservatisme ne couvre pas de tels sujets que l'avortement. Accepté en Roumanie, il évoque une période extrêmement douloureuse dans l'histoire du pays, puisqu'en 1966, l'infâme Décret 770 de Ceaușescu prohibait pratiquement les avortements (Kligman, 1995). La souffrance provoquée par cette mesure semble peser plus que n'importe quel attachement aux valeurs chrétiennes des Roumains, vu que le sujet, bien que très présent dans les débats politiques de plusieurs pays occidentaux, est complètement absent en Roumanie.

En guise de conclusion

L'héritage totalitaire de la Roumanie, marqué par les mouvements d'extrême-droite et, ensuite, par presque un demi-siècle de communisme, reste accablant même après plus d'une décennie d'appartenance à l'Union européenne. Quoique du point de vue historique, la démocratie roumaine soit assez jeune, nous parlons d'un pays qui a subi des changements majeurs et qui éprouve un engagement très encourageant pour un avenir sûr. La persistance des extrêmes est, heureusement, très mince en profondeur et ne s'exprime pas dans des mouvements politiques qui ont des chances réelles d'influencer la vie du pays. Cependant, les traces qui persistent de manière quasi-involontaire et non pas toujours perceptible dans la société roumaine représentent des obstacles que seulement les nouvelles générations ont une chance de franchir décisivement. Des changements d'attitude dans le comportement électoral, dans la lutte contre les taches des anciens régimes, comme la corruption, donnent des espoirs à une Roumanie qui se veut et se voit européenne. Or, vu le rythme des changements, l'optimisme semble justifié, mais l'engagement du pays pour les réformes véritables qui restent et qui garantiront que les systèmes totalitaires restent confinés à l'histoire est obligatoire. Certes, il y a eu des dérapages, même récents, mais l'adoption de la solution de l'unité européenne par un peuple qui fait preuve d'une mobilité extraordinaire et qui s'est avéré capable de contrôler son propre destin ces dernières années reste une réalité qui nous encourage.

L'histoire du totalitarisme doit être apprise et les réformes du curriculum au lycée et au niveau universitaire en Roumanie permet aux jeunes générations de connaître les effets destructifs que les régimes extrémistes ont eus sur le progrès du pays. Le rejet de la xénophobie, le respect pour les minorités nationales et l'ouverture vers l'unité européenne sont trois facteurs sur lesquels il y a du potentiel de bâtir un projet d'avenir pour un pays qui garde ses duplicités, mais qui témoigne d'une détermination longuement attendue.

Bibliographie

- Buzatu, Gh., Chirițoiu, M. 1998. *Agresiunea comunismului în România*, Paideia.
- Chiciudean, I., Corbu, N. 2015. « Saved by the Union: Romanians' Attitudes toward the European Union », *Romanian Journal of Communication and Public Relations*, 17 (3), p. 71-83.
- Corpădean, A. 2011. « The Lisbon Treaty: A Sinuous Ratification », *Centre for European Studies Working Papers Series*, vol. III, éd. 1, p. 31-48.
- Corpădean, A. 2017. « Un rappel de la déclaration de Snagov une décennie après l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne », *Synergies Roumanie*, n°12, p. 25-36. [En ligne] : <https://gerflint.fr/Base/Roumanie12/corpadean.pdf> [consulté le 20 mai 2020].

- Country Report Romania. 2020. Commission européenne, SWD (2020) 522 final, Bruxelles, 26 février, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020SC0522&from=EN>, [consulté le 20 avril 2020].
- Eurobaromètre Standard 91. 2019. Commission européenne, <https://ec.europa.eu/comfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/general/doChangeLocale/locale/fr/curEvent/survey.getsurveydetail/instruments/standard/surveyky/2253/>, [consulté le 20 avril 2020].
- Eurobarometru Standard 92. 2019. Commission européenne, https://ec.europa.eu/romania/sites/romania/files/docs/st92_report_repro.pdf, [consulté le 20 avril 2020].
- Gherasim, G.C. 2012. « The Betrayal of Intellectuals? Reflections on the Civic Alliance Project in Romania after December 1989 », *Studia Europaea*, no. 4, pp. 119-138.
- Gherasim, G.C. 2015. « The Cognitive Dissonance of Romanian Anti-Americanism: Ambivalence and/or `Slough of Resentful Despond` », *Studia Europaea*, no. 1, p. 171-185.
- Herța, L.M. 2016. *Construcția amenințării titoiste și impunerea modelului sovietic. Conflictul româno-iugoslav prin lentila socio-constructivistă (1948-1954)*, Cluj-Napoca: Presa Universitară Clujeană.
- Kligman, G. 1995. « Political Demography : the Banning of Abortion in Ceausescu's Romania », in Ginsburg, F. et Rapp. R. 1995. *Conceiving the New World Order. The Global Politics of Reproduction*, Berkeley et Los Angeles : University of California Press, p. 234-255.
- Lupitu, R. 2019. « Cifre oficiale: La 13 ani de la aderare, România a primit 54,43 miliarde de euro de la Uniunea Europeană, cu 35 de miliarde mai mult decât a contribuit », *Calea Europeană*, 31 décembre, <https://www.caleaeuropeana.ro/cifre-oficiale-la-13-ani-de-la-aderare-romania-a-primit-5443-miliarde-de-euro-de-la-uniunea-europeana-cu-35-de-miliarde-mai-mult-decat-a-contribuit/>, [consulté le 20 avril 2020].
- Mureșan, A.P. 2016. « Les relations franco-roumaines en 1968. Analyse de discours », *Synergies Roumanie*, n° 11, p. 47-54. [En ligne] : <http://gerflint.fr/Base/Roumanie11/muresan.pdf> [consulté le 20 mai 2020].
- Oprea, M. 2005. « The fifth power. Transition of the Romanian Securitate from communism to NATO », *New Europe College Yearbook 2003-2004*, Bucarest : New Europe College.
- Opreșcu, M. A., Opreșcu, M. M. 2012. « Îndreptățirea la reconstituirea dreptului de proprietate cu privire la un teren cu vegetație forestieră, solicitat în baza dispozițiilor Legii nr. 247/2005. Dovadă drept pretins. Reconstituirea dreptului de proprietate cu privire la același teren în baza dispozițiilor legilor anterioare de fond funciar » (Le droit à la reconstitution du droit de propriété visant un terrain à végétation forestière, sollicité en vertu des dispositions de la Loi no. 247/2005. Preuve du droit prétendu. Reconstitution du droit de propriété sur le même terrain, en vertu des dispositions des lois antérieures du fonds foncier), Tribunal de Maramureș, section 1^{ère} civile, Décision civile no. 24 du 12.01.2012, avec une note critique de M. A. Opreșcu), *Pandectele săptămânale*, no. 31, p. 5-10.
- Opreșcu, M. A., Opreșcu, M. M. 2015. *Noul cod civil comentat și adnotat*, Bucarest : Rosetti.
- Religious Belief and National Belonging in Central and Eastern Europe. 2017. Pew Research Center, 10 mai, <http://assets.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/11/2017/05/15120244/CEUP-FULL-REPORT.pdf>, [consulté le 20 avril 2020].
- Résultats des élections européennes. 2019. Parlement européen, <https://europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/roumanie/2014-2019/session-constitutive/>, [consulté le 20 avril 2020].
- Romocea, C. 2011. *Church and State: Religious Nationalism and State Identification in Post-Communist Romania*, Londres: Bloomsbury Publishing.
- Rus, A. 2007. *The minerriads : between political manipulation and workers' solidarity*, Bucarest : Curtea Veche.
- Rusu, E. 2017. « La transition démocratique et les investissements étrangers en Roumanie », *Synergies Roumanie*, n° 12, p. [En ligne] : <http://gerflint.fr/Base/Roumanie12/rusu.pdf> [consulté le 20 mai 2020].

Stan, L. 1995. « Romanian privatization: Assessment of the First Five Years », *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 28, No. 4, p. 427-435.

Stere, M. 2002. *Arhivele Securității*, volume 2, Éd. Enciclopedică.

Turnock, D. 1986. *The Romanian Economy in the Twentieth Century*, Taylor & Francis.

Notes

1. L'adoption, à partir de 1991, des lois réparatrices de restitution des immeubles, des terrains et des constructions saisis par l'État pendant le régime communiste ont engendré une jurisprudence abondante en Roumanie, suite à laquelle une partie importante des anciens propriétaires ne se trouvent ni même à présent en possession des immeubles dont ils ont été dépossédés de manière abusive. Pour un exemple pertinent, voir : M. A. Oprescu et M. M. Oprescu. 2012. « Îndreptățirea la reconstituirea dreptului de proprietate cu privire la un teren cu vegetație forestieră, solicitat în baza dispozițiilor Legii nr. 247/2005. Dovadă drept pretins. Reconstituirea dreptului de proprietate cu privire la același teren în baza dispozițiilor legilor anterioare de fond funciar » (Le droit à la reconstitution du droit de propriété visant un terrain à végétation forestière, sollicité en vertu des dispositions de la Loi no. 247/2005. Preuve du droit prétendu. Reconstitution du droit de propriété sur le même terrain, en vertu des dispositions des lois antérieures du fonds foncier), Tribunal de Maramureș, section I^{ère} civile, Décision civile no. 24 du 12.01.2012, avec une note critique de M. A. Oprescu), *Pandectele săptămânale*, no. 31, p. 5-10.

2. Par exemple, après la chute du régime communiste, les dispositions du Code de la famille de 1954, un acte normatif d'influence soviétique, ont gardé leur applicabilité jusqu'en 2011, lorsque le nouveau Code civil roumain est entré en vigueur, par lequel on a remis le droit de la famille dans sa place naturelle, au sein du droit civil. Pour des détails sur les effets de l'enlèvement du régime communiste au niveau du droit de la famille, voir M. A. Oprescu et M. M. Oprescu. 2015. *Noul cod civil comentat și adnotat*, Bucarest : Rosetti.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Idéologie de la réconciliation et mémoire sans histoire. La dictature franquiste dans l'Espagne d'aujourd'hui

Luorenzo Fernández Prieto

HISTAGRA. Département d'Histoire.

Université de Saint-Jacques-de-Compostelle, Galicia, Espagne

lourenzo.fernandez@usc.es

<https://orcid.org/0000-0003-3206-2428>

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

La mémoire de la dictature franquiste en Espagne émerge aujourd'hui de façon inespérée. Non pas sous la forme d'une revendication politique de la dictature mais à la faveur d'une interprétation de la transition qui remet en perspective un passé marqué par un coup d'État, une guerre civile et une dictature et qui a subi la domination de la mémoire du franquisme qui a figé cette page d'histoire. L'après-franquisme n'a pas permis au discours historique de saisir l'opportunité de la transition démocratique, car l'absence d'une réconciliation fondée sur un travail de vérité historique a produit un phénomène de dissimulation sur lequel ont pesé les héritiers du franquisme. Tout cela a débouché sur une mémoire sans histoire. Le temps de l'histoire est arrivé.

Mots-clés : transition politique, mémoire historique, Mémoire franquiste, réconciliation, recherche historique

Ideologia reconcilierii și memoria fără istorie. Dictatura franchistă în Spania de azi

Rezumat

Memoria dictaturii lui Franco în Spania revine în prezent în moduri neașteptate. Nu este vorba despre o revendicare politică a dictaturii, ci despre o interpretare a tranziției care readuce la lumină un trecut marcat de o lovitură de stat, un război civil și o dictatură, și care a fost supus memoriei franchismului ce a marcat această pagină a istoriei. Perioada de după franchism nu i-a permis discursului istoric să profite de oportunitatea tranziției democratice, deoarece absența unei reconcilierii bazate pe efortul de a găsi adevărul istoric a generat un fenomen de disimulare, de care s-au folosit moștenitorii franchismului. Acest lucru a condus la o memorie fără istorie. Aici regăsim sarcina istoricilor.

Cuvinte-cheie: tranziție politică, memorie istorică, memoria franchistă, reconciliere, cercetare istorică

**The Ideology of reconciliation and the memory without history.
The Franco dictatorship in Spain today memory of the Franco dictatorship in
Spain today**

Abstract

The memory of the Franco dictatorship in Spain is emerging today in unexpected ways. Not in the form of a political demand for dictatorship. It emerges from an interpretation of the Transition which gives meaning to the past of coup d'état, war and dictatorship in favor of the ultimate version of the executioners. A speech that inherits the memory of Francoism never changed or challenged. The absence of a reconciliation that includes the truth derived in simulation and concealment of their immediate heirs. All of this resulted in a memory without history. That is the task of historians.

Keywords: political transition, historical memory, Francoist memory, reconciliation, historical research

Introduction

L'Espagne post-franquiste a été atteinte par une volonté d'oubli du passé qui a accompagné la sortie de la transition politique et qui, sous le nom de *Pacte d'oubli*, a donné lieu à un long débat historiographique et médiatique qui reste ouvert. La perspective politologique a été traitée par Paloma Aguilar Fernández (1996), et perspective historique par Pérez Ledesma (2000 : 34-39), Alberto Reig Tapia (2000) et Francisco Sevillano Calero (2003 :297-319) et la perspective mémorielle par Morgade Valcárcel (2018). Si l'on se penche sur les cinq dernières années, il convient, pour appréhender la question de la mémoire de la dictature franquiste dans l'Espagne actuelle, de traiter deux problèmes : 1) Y a-t-il eu, pendant la transition, réconciliation ou uniquement un simulacre politique de résilience ? Ou en d'autres termes, la dissimulation a-t-elle pris le dessus sur la réconciliation au moment de la transition et, par conséquent, jusqu'à l'époque actuelle ? 2) Pourquoi la réconciliation a-t-elle été associée à l'oubli du passé et à l'absence d'Histoire ? Pour tenter de comprendre pleinement la mémoire de la dictature franquiste aujourd'hui en Espagne, il nous faut examiner les effets d'une mémoire sans Histoire aussi bien de la dictature franquiste que de la transition vers la démocratie.

1. Les enjeux politiques et mémoriels du mythe de la réconciliation

Le 20 novembre 2018, 43^e anniversaire de la mort de Franco, avec les collègues d'EUROM -Observatorio Europeo de Memorias- nous nous sommes rendus au lieu-dit de la Ponte do Vicedo, un lieu de mémoire de victimes du franquisme situé sur la

côte nord galicienne à la limite des provinces de Lugo et de La Corogne. Un grand nombre de personnes y furent assassinées et jetées à la mer dans cette *ría* en 1936. Le modeste monolithe érigé à leur mémoire était orné de fleurs et de souvenirs et nous avons été reçus par des proches de victimes et des riverains regroupés au sein d'une association de mémoire historique baptisée *Nordés Faladora*. Le même jour, nous avons visité à Ferrol la maison natale de Franco, dont la façade n'arborait aucune fleur ni aucun type d'hommage ou de souvenir public. Ces deux expériences ne sont en rien anodines. Le 20 novembre 2019, date-anniversaire de la mort du dictateur et près d'un mois après le transfert de sa dépouille vers une tombe privée, peu de choses ont changé. La presse fait état de la célébration de 16 messes dans tout l'État espagnol, des messes convoquées par la Fundación Francisco Franco et par la famille.

Dans l'État espagnol, depuis la défaite aux élections législatives de 1982 de l'unique député de *Fuerza Nueva*, seul parti héritier déclaré du franquisme, personne ne défendait en public le régime de Franco ni ne le revendiquait politiquement. Plus de trente ans se sont écoulés depuis. Le site du *Valle de los Caídos* est toutefois resté un monument national et un lieu de mémoire, à savoir la tombe du dictateur Francisco Franco et non le camp de concentration dans lequel ont séjourné des milliers de prisonniers républicains entre 1940 et 1959. Il n'y a eu aucune remise en question non plus à l'égard de tous les biens qui ont changé de mains après le triomphe, en 1939, des auteurs du coup d'État, et les statues du Porche de la gloire, qui font actuellement l'objet d'un procès entre la municipalité de Saint-Jacques et les petits-enfants de Franco, l'illustrent parfaitement. Une juge se prononce (le 9 février 2019) en faveur de la famille Franco et contre la municipalité de Saint-Jacques-de-Compostelle dans le procès portant sur la propriété de deux statues provenant du Porche de la gloire de la cathédrale de cette ville (joyau de l'art roman européen), en se fondant sur des motifs historiques dérivés de sa propre mémoire (familiale) et en ne tenant aucunement compte des expertises historiographiques. Ces deux sculptures datant du XII^e siècle ont appartenu à la municipalité de Saint-Jacques-de-Compostelle dans les années 1940 et on sait qu'elles sont, anormalement et sans titre de propriété, en possession des petits-enfants de Franco depuis les années 1960. Sont affirmées dans le jugement, entre autres singularités historiques, que la démocratie a commencé en Espagne en 1975 à la mort du dictateur ou encore que le régime de Franco était un système comparable à n'importe quelle démocratie et conforme à « l'époque ». On observe la difficulté à reconnaître ce pillage commis par le dictateur lui-même et sa famille ; la démocratie actuelle est incapable de corriger ou y parvient difficilement. Ni les juges ni les experts en médecine légale en Espagne ne prennent de mesures chaque

fois que, dans leur juridiction, l'ouverture d'une fosse met au jour l'un des crânes percés par balles des milliers de personnes assassinées après le coup d'État de 1936. Et nous pourrions poursuivre jusqu'aux jeunes fusillés le 27 septembre 1975.

L'amnésie se conjugue avec l'amnistie. Le gouvernement de la « transition » présidé par Adolfo Suárez accorde une première amnistie le 30 juillet 1976 pour les délits « d'intentionnalité politique ». Il n'y a aucune référence aux crimes du franquisme. Les victimes de la dictature peuvent y voir une victoire. La loi du 15 octobre 1977 renforce la loi de 1976 en étendant l'amnistie aux prisonniers de l'ETA et aux auteurs d'actes terroristes. Il convient de mentionner que cette loi est votée par le Parlement qui suit les premières élections sous un gouvernement de l'UCD (*Unión de Centro Democrático* ou Union du centre démocratique) formé en majorité par les héritiers politiques du franquisme. Un fils du général de Brigade de la région militaire de Galice, assassiné par les auteurs du coup d'État à La Corogne en 1936, réclame et obtient l'application de la loi d'amnistie de 1976. Rogelio Caridad Pita, général de Brigade et deuxième autorité militaire de la VIII^e région militaire (dont le siège était La Corogne), a été arrêté et destitué de son commandement en juillet, jugé en octobre et fusillé par les militaires du coup d'État en novembre 1936 avec son supérieur, le général de Division Enrique Salcedo Molinuevo, qui sera remplacé par le colonel Martín Alonso. La Loi d'amnistie qui est appliquée à Caridad Pita, approuvée en juillet 1976 par le gouvernement Suárez, a été la première de la transition et elle comprenait un volet spécifique relatif aux militaires condamnés pour des délits de rébellion, de sédition ou d'autres motifs semblables perpétrés avant le 1^{er} avril 1939. Quelques années plus tard, en 1981, le fils de Caridad Pita présente une autre demande en application de la loi de septembre 1979 qui octroyait aux veuves et aux membres de la famille d'individus décédés pendant la guerre civile le droit de percevoir une pension et de bénéficier d'une assistance médicale et pharmaceutique (Fernández Prieto, Miguez Macho, 2018a). Pour que ce processus de réconciliation se mette en place, il fallait que les enfants des victimes de 1936 demandent pardon aux auteurs des tueries (ou à leurs héritiers) pour que ceux-ci concèdent le pardon aux victimes. Situation très singulière de cette phase de transition mémorielle. En effet, la demande de pardon de la part des descendants des victimes révèle un renversement des valeurs (Fernández Prieto et al., 2012 ; Babiano et al., 2018 ; Aguilar, Payne, 2018).

On voit que les politiques accordent plus d'importance au mythe de la *Réconciliation des deux Espagne de 1936* (Baby, 2018 ; Gallego, 2008) qu'à la recherche de la vérité historique. Pour être efficace et pouvoir triompher, ce mythe de la Réconciliation est obligé d'exclure l'Histoire, entendue comme investigation et connaissance du passé en construction, révision et débat permanents, et guidée

par des principes professionnels et d'impartialité. La réconciliation relève d'abord d'un puissant récit politique. Ainsi, le terrible passé fait de coup d'État, d'assassinats, de persécutions, de révolution, de guerre totale et de dictature longue de quarante années se voit annulé par une narration positive et consensuelle qui doit démontrer le succès de la transition vers la démocratie. Même les discours du parti néo-phalangiste s'engagent dans ce processus, célébrant la transition qui aurait permis à « nos grands-pères de se pardonner et de se donner l'accolade pour se réconcilier ».

Les exigences de la démocratisation et de la résilience nationale semblent incompatibles avec la démarche lucide de l'histoire des historiens, mais aussi avec tout simplement l'éthique et la justice. L'idéologie de la réconciliation conduit au nivellement, à l'indistinction, met sur le même niveau coupables et victimes, fascistes et républicains. L'histoire est méprisée et reléguée au rang de « souvenirs » cantonnés à la sphère personnelle ou familiale. C'est l'organisation assumée de l'oubli. Ce qui est beaucoup moins connu, c'est que cette politique a été amorcée en Espagne par l'opposition antifranquiste vingt ans avant la mort de Franco, à l'initiative du PCE (Parti communiste d'Espagne). En témoigne sa déclaration officielle en 1956 :

« En l'état actuel des choses, et à la veille du XX^e anniversaire du début de la guerre civile, le Parti communiste d'Espagne déclare solennellement être disposé à contribuer sans réserve à la réconciliation nationale des Espagnols, à mettre fin à la division ouverte par la guerre civile et entretenue par le général Franco. En dehors de la réconciliation nationale, il n'y a pas d'autre chemin que celui de la violence ».

Le PCE formule alors cette politique comme proposition d'avenir et alternative à sa politique de lutte armée contre le fascisme enclenchée en 1941 et à laquelle il avait mis fin en 1953, dans un contexte de revirement géostratégique qui touche l'URSS (déstalinisation) et l'Espagne de Franco qui s'apprête à rejoindre l'ONU en 1955 (Wareham, 2008 ; Sánchez González, 2015 ; Juliá, 2017 : 205-250). Dans les années 1960, le régime s'emploie à adapter lentement son discours sur le passé autour de nouveaux thèmes fédérateurs (« guerre entre frères », « lutte fratricide », « folie collective » ...).

Le PCE a su tirer parti de l'idéologie de la réconciliation car elle a préparé son entrée dans le système politique. En 1977, il présente le plus grand nombre de candidats associés et identifiés avec la guerre civile. Et cela n'est pas le fait du franquisme sortant et encore moins du PSOE, mais précisément du PCE. Une circonstance qu'expliquent les propres décisions du parti et sa structure interne de pouvoir, mais qui a dû influencer fortement la manière dont le parti a négocié les

conditions de sa légalisation, avec en contrepartie l'acceptation de la monarchie et de ses symboles. Une façon de clore symboliquement la guerre sans doute, sans que la réconciliation soit pour autant garantie d'un point de vue social, comme on a pu le voir au fil du temps. Dans tous les cas, le PCE n'a pas eu l'exclusivité des démarches symboliques, qui ont d'ailleurs été nombreuses, comme la photo où le Roi pose avec la veuve de Manuel Azaña (le dernier président de la République) lors de sa visite au Mexique en 1978 et tant d'autres.

Les racines de la politique de réconciliation et d'oubli du passé sont politiques. Pour cela, il faut évoquer le contexte du milieu des années 1970, au moment du gouvernement Suárez (septembre 1976-juin 1977) qui a lancé l'idée d'un référendum (décembre 1976). Des élections législatives sont convoquées pour le 15 juin 1977. Le parti du régime et ses structures syndicales sont dissous avant la tenue de celles-ci. Des « nostalgiques » s'opposent à cette évolution réformiste. La résistance à une issue démocratique comptait des groupes paramilitaires comme les *Guerrilleros de Cristo Rey*, qui jouissaient de protection et étaient liés au régime mourant, mais vivant. Il faut attendre les premières élections pour mesurer leur très faible force électorale (ils n'obtiennent pas un seul député). Curieusement, la droite ultra avait à l'époque moins de force, en termes de représentation parlementaire et de soutien électoral, que le néo-franquisme n'en a aujourd'hui. Le résultat des premières élections est surprenant. Ce 15 juin 1977, on assiste à ce à quoi le franquisme ne s'attendait pas. Les 16 millions de voix favorables à l'issue du référendum de réforme politique tenu six mois plus tôt, que le franquisme sortant considérait comme acquises, sont divisés par deux, mais à l'avantage des antifranquistes. La gauche antifranquiste obtient 7, 9 millions de voix, auxquelles s'ajoute le 1, 1 million de voix du nationalisme basque et catalan et du républicanisme antifranquiste, contre 7, 9 millions de voix pour l'UCD (l'UCD (*Unión de Centro Democrático* ou Union du centre démocratique) et l'AP (Alliance populaire). Ces résultats surprenants obligent l'UCD, parti vainqueur à redéfinir certains de ses projets et à prendre en compte de l'opposition. On invente alors le « consensus ». L'idée d'une Constitution est acceptée. Le principe de l'amnistie est acté. Il convient donc d'admettre que ni le consensus, ni l'accord constitutionnel auquel celui-ci donne lieu, ni l'amnistie ne sont une concession ou une brillante idée de Suárez, mais les conséquences d'un rapport de force électoral. Il s'agit d'une stratégie politique.

2. Les effets inhibiteurs durables de l'idéologie de la réconciliation

L'idée de réconciliation forgée comme politique depuis 1956 s'est fait idéologie fondatrice de la démocratie. Cela se traduit, dans la pratique, par un manque

d'intérêt vis-à-vis du passé, puis son oubli. Le récit du passé difficile était confiné au domaine cinématographique ou littéraire, tout en restant dominé par l'idée du triomphe de la réconciliation et par un récit politique et journalistique très convenu sur le succès de la transition et de la monarchie (Prego, 1995). L'idéologie de la réconciliation a longtemps constitué le cadre de l'historiographie et du processus de récupération de la mémoire historique. Si des critiques ont pu être formulées à l'égard de la transition en tant que processus, voire de son résultat (régime de 1978), elles ne sont pas parvenues à dépasser les limites fixées par l'idéologie de la réconciliation. Le cadre de la réconciliation n'est toujours pas considéré comme un élément du passé, bien qu'il le soit puisque la réconciliation a été un moment ou une étape, au cours duquel ou de laquelle les dirigeants politiques ont explicitement renoncé à leur lutte du passé, en raison du contexte, parce qu'ils se sont rejoints sur une certaine idée du passé. Tout s'est déroulé comme s'il y avait eu un « match nul » - comme allait le démontrer le résultat électoral de 1977 - entre le franquisme et l'antifranquisme. Les acteurs de cette époque ont ainsi pu brandir la réconciliation comme idéal et le consensus comme méthode. Ni vainqueurs ni vaincus, ou tous vainqueurs. Cette idéologie et ses conséquences sur la société et le récit historique sont toujours actives.

L'autre question fondamentale que les historiens doivent se poser est celle-ci : pourquoi le paradigme de la réconciliation a-t-il dominé la société espagnole pendant 40 ans sans susciter de mouvement d'opposition significatif ?

Cela s'explique en partie en raison des conditions difficiles de la transition, sur laquelle des risques ont continué de peser jusqu'en 1982 (étant incluse ici la tentative de coup d'État de 1981), et en raison également de la prégnance d'un récit auto-complaisant privilégiant le consensus comme forme indépassable de résilience. Les historiens espagnols ont eux-mêmes été incapables de dépasser ce cadre qui a inhibé leurs recherches. Le discours historien a été impuissant à échapper aux conditions historiques et politiques de sa production. Il n'a pas su (pas pu) faire reculer le seuil d'acceptabilité de la société à sa propre vérité. Le cas n'est pas exceptionnel. Toutes les sociétés qui ont vécu ce type d'événement traumatisant retrouvent difficilement le chemin de la sérénité et de la vérité. Le dogme de la réconciliation a gelé la libre-interprétation du passé, et ce indépendamment des alternances politiques. Rien n'a changé parce que le *statu quo* narratif concernant le passé instauré avec les gouvernements socialistes a fonctionné. Tout au moins jusqu'en 1996, date de l'arrivée au pouvoir de José María Aznar. L'enquête que nous avons conduite depuis 1987, et qui s'appuie sur le récit de plus de 1 500 personnes interrogées montre une acceptation générale (à l'exception de certaines victimes) de la logique de réconciliation : partis politiques, société

civile, institutions et aussi milieu universitaire (y compris les sciences sociales, dont l'histoire). Jusqu'en 2000, il n'y a pas eu d'alternatives réelles à cette logique, qui demeure à ce jour dominante et continue à faire l'objet d'un consensus social et politique.

Les raisons de ce silence s'expliquent en partie par la prééminence du récit des auteurs du coup d'État et des agresseurs qui a continué à dominer pendant le franquisme final et la transition. Ce récit franquiste a réinscrit le coup d'État dans une sémantique politique qui délaissait les notions de « croisade » ou de « guerre de libération » au profit de celle de « guerre civile » : il s'agit d'une guerre entre « frères », d'un conflit fratricide, de folie collective. Ce marketing politique a été élaboré par le Service d'études de la guerre civile du ministère de l'Information, chapeauté par Manuel Fraga, à l'occasion de la célébration du 25^e anniversaire de la fin de la guerre : « 25 ans de paix ». Son maître d'œuvre était le chef de ce Service d'études, Ricardo de la Cierva, docteur en chimie (1957), puis promu titulaire d'une chaire d'Histoire (1979). Le récit a également été réélabéré du point de vue de la fiction, de la main, ou sous la plume, de Camilo José Cela, prix Nobel. L'idée de « folie collective » est une machine à partager les torts, à mutualiser les fautes et les souffrances. Les deux camps adversaires sont devenus autant l'un que l'autre coupables et responsables d'un désastre collectif du passé, avec la même culpabilité et également la même légitimité. Cela produit une sorte de « déresponsabilisation » réciproque. Phalangistes et républicains, fascistes et démocrates affichaient les mêmes fautes, les mêmes torts et étaient coupables au même titre dans le passé. Si on y ajoute la mauvaise conscience et l'amertume des vaincus républicains en exil, vieilliss, scindés et s'affrontant depuis 1939, le coup d'État de 1936 s'est estompé tout autant que le soulèvement dans une guerre du passé que les uns avaient gagnée, que les autres ont perdue.

Pour comprendre les raisons de la durabilité du gel de la mémoire et de la lenteur du processus d'historisation, il faut se poser une question triviale : à qui a bénéficié l'oubli ?

Avec le recul et après quarante ans, il semble plus clair que *ce récit sans histoire* a assuré l'impunité des dirigeants politiques franquistes qui « se levèrent démocrates du jour au lendemain », pour reprendre la boutade courante de l'époque, et celle de l'appareil d'État franquiste, des tortionnaires de la police politique (BPS) et des juges de tribunaux spéciaux comme le TOP. Ce récit politique conjoncturel sur le passé a réussi, mais il a plus bénéficié à ceux qui avaient le plus de pouvoir pendant la dictature et avaient donc le plus à perdre avec le passage à la démocratie. Les nécessités de la continuité institutionnelle et de la cohésion nationale ont eu raison de l'histoire et de la vérité. On observe aujourd'hui une recrudescence des

thèses « négationnistes », ou « révisionnistes », qui a provoqué la mise en garde de certains historiens (Forcadell, et al., 2015). Plutôt que de « révision », il s'agit de la récupération des arguments et des justifications de la propagande franquiste sur le motif de la guerre, qui a donné lieu à une littérature à succès sur la guerre depuis le milieu des années 1990, à une exception près (Payne, 2000). Le succès de cette vision franquiste du passé a grandi en opposition à celle qu'on a appelée « mémoire historique » au tournant de ce siècle. Le fait est que depuis la transition, deux mémoires parallèles et adverses ont continué à être cultivées en privé, tandis que l'État a éludé toute politique jusqu'en 2005 et jusqu'à la loi de Mémoire historique de 2007. Le « Pacte d'oubli » faisait référence à l'oubli des victimes des massacres et des persécutions dans la foulée du coup d'État. Nous devons commencer à appliquer également cette appellation pour faire référence à l'oubli des bourreaux, à présent que nous sommes enfin conscients du fait que l'une des conséquences de cet oubli a été d'accepter la « victoire » du bourreau, comme le craignait Walter Benjamin.

Il convient de reconnaître que le franquisme, comme référence idéologique, a disparu du champ politique. L'irruption, au sein de la droite radicale et anti-européenne et anti-immigrationniste, du parti VOX, a posé la question de sa qualification. La gauche la plus militante et les cadres dirigeants du PSOE (Parti socialiste ouvrier d'Espagne) l'ont qualifié de « fasciste ». Pour ma part, je préfère recourir à la dénomination *néo franquisme* ou à celle de *néo phalangisme*. Certes, le parti ne se revendique pas formellement du franquisme - ce qui révèle combien cette défense explicite de la dictature serait peu populaire. Au lieu de cela, ses membres utilisent la célèbre formule franquiste qui prône la nécessité de « laisser le passé en paix » et de « dépasser les vieilles haines », dans un langage qui renvoie de manière transversale à celui de la majorité des partis de l'époque de la transition vers la démocratie.

3. L'avènement tardif du discours historique

Le fait est que la mémoire de ce passé difficile a été gelée, dans l'attente du dégel (Juliá, 1996 ; 2003 : 14-24; 2008; 2017 ; Calvo González-Regueral, 2017). Or le parapluie de la réconciliation commence à se refermer et le discours historique peut enfin s'exprimer librement. Petits-enfants et arrière-petits-enfants portent un nouveau regard aussi bien sur le passé que sur le présent. Le temps de l'histoire est-il enfin arrivé ? C'est par la connaissance historique que la page pourra être tournée, car pour tourner la page du passé, il faut l'avoir lu. Or, le passé n'a pas été lu.

Le mythe de la Réconciliation est ébranlé au début de la décennie 2000. L'initiative revient à des petits-enfants de victimes qui décident de retrouver leurs grands-parents dans la fosse commune de Priaranza del Bierzo (León), en

donnant à cette action un important retentissement médiatique. On parle alors de « tournant mémoriel ». Le processus atteint son paroxysme lorsqu'un gouvernement bipartite (PSOE/BNG ou Bloc nationaliste galicien) remplace en 2005 celui de Manuel Fraga (PP) à la tête du gouvernement de la Communauté autonome de Galice (*Xunta de Galicia*). À peine institué, il déclare l'année 2006 « Année de la Mémoire » pour commémorer autrement les 80 ans du coup d'État de 1936. Expositions et projets universitaires se développent¹. Les recherches d'identification des victimes et les hommages s'intensifient. Enfin, la loi n° 52/2007 du 26 décembre 2007, promulguée par le gouvernement Zapatero, étend les droits des victimes et met en place des mesures en faveur des individus persécutés ou victimes de violence pendant la guerre civile et la dictature. Visant à reconnaître les victimes du coup d'État et de la dictature franquiste, cette loi communément désignée « Loi de mémoire historique » donne un nouvel élan au processus de réappropriation historique. En 2008, à la demande de certaines familles, le juge Baltasar Garçon ouvre une enquête sur les disparitions survenues pendant la guerre d'Espagne et pendant la période franquiste. Mais cette enquête va à l'encontre de la loi d'amnistie. Elle est attaquée par trois organisations d'extrême droite. Des recherches académiques sur les « bourreaux » sont lancées. Mais il manque une véritable politique d'État qui assume ce « tournant mémoriel » et prenne en compte les recommandations successives des Nations Unies sur les victimes et la justice de la transition, des recommandations présentées formellement dans le *Rapport sur la Mémoire, la Réparation, la Justice et la Réconciliation* de 2014. La loi d'amnistie de 1977 est toujours en vigueur.

Depuis quelques années, un intérêt historiographique pour les bourreaux a émergé, sous des formes diverses. L'initiative de ce renouveau doit beaucoup à l'œuvre de l'historien britannique Paul Preston. Son *Spanish Holocaust* nous oblige à nous demander pourquoi il aura fallu attendre plus de quarante ans pour découvrir, décrire et nommer (Preston, 2011) ?

Des publications d'enfants de vainqueurs du franquisme, d'autres directement de petits-enfants d'individus auteurs des massacres et de la répression révèlent cette nouvelle approche qui résulte du passage du temps, cette distance nécessaire pour pouvoir affronter le cœur du monstre (Clavero Salvador, 2013). Les travaux des historiens permettent enfin d'affronter le passé en se libérant des tabous créés par le récit et l'idéologie de la réconciliation. Le paradigme de la réconciliation a finalement périclité. Et cela explique des travaux comme celui exhaustif de Fernando Mikelarena sur les responsables du massacre dans toutes les mairies de Navarre, celui de plusieurs auteurs sur les bourreaux impunis sur un plan judiciaire, le nôtre sur les auteurs du coup d'État et les bourreaux de 1936 (Mikelarena, 2015

; Babiano, et al., 2018 ; Fernández Prieto, Miguez Macho, 2018b). Ou encore les premières études d'histoire sociale sur les soldats, pour les différencier enfin du récit des bourreaux (Leira Castiñeira, 2013 ; 2019 ; Matthews, 2013 ; Fernández Prieto, Artiaga Rego, 2018). Le tabou a également été brisé pour explorer la continuité du *Movimiento* (les jeunes réformistes qui composent le gouvernement Suárez en juillet 1976). Une mention spéciale doit être accordée au récent livre de Fernando del Rey Reguillo qui va au-delà des visions naïvement déformées par le récit des bourreaux qu'ont donné d'autres auteurs qui ont traité les massacres dans la zone républicaine au cours de la période de la révolution postérieure au coup d'État de 1936 et pendant la guerre (Ledesma Vera, 2010 ; Rey, 2019).

Bien des choses changent actuellement. Les changements du présent, en lien entre autres avec la crise du système bipartite et l'irruption d'une nouvelle génération qui pose d'autres regards sur les choses et d'autres questions, donnent lieu à de nouveaux débats et ouvrent de nouveaux domaines d'étude pour l'historiographie. C'est le changement qui a permis à notre groupe de recherche d'amorcer une réflexion sur les soldats combattants ou d'entreprendre des livres tels que *Golpistas y verdugos*.

Conclusion

La mémoire de la dictature franquiste en Espagne émerge aujourd'hui de façon inespérée. Pas sous la forme d'une nostalgie revendicative, comme celle manifestée à l'occasion du transfert de la dépouille du dictateur de Cuelgamuros vers un cimetière où se sont à peine réunis une dizaine d'exaltés et d'anciens auteurs connus de coup d'État. Pas non plus sous la forme d'une revendication politique de la dictature, puisque pour pouvoir avancer sur l'échiquier électoral, la droite ultra a masqué la sympathie avérée et de longue date de ses dirigeants pour la Phalange et pour Franco. La mémoire du franquisme se libère peu à peu du discours de concorde et réconciliation qui a longtemps dominé la société espagnole, et elle tente de donner un nouveau sens au passé de coup d'État, de guerre et de dictature en faveur de la version ultime des bourreaux. Le discours historique peut enfin s'affranchir de la domination acritique de l'idée de réconciliation telle que nous avons tenté ici de l'expliquer. Aux historiens de montrer qu'une société peut marier résilience et exigence de vérité.

Bibliographie

- Aguilar Fernández, P. 1996. *Memoria y olvido de la Guerra civil española*. Madrid: Alianza Editorial.
- Aguilar, P., Payne, L.A. 2018. *El resurgir del pasado en España. Fosas de víctimas y confesiones de verdugos*. Taurus: Madrid.
- Babiano, J. et al. 2018. *Verdugos impunes. El franquismo y la violación sistémica de los derechos humanos*. Barcelone: Pasado&Presente.
- Baby, S. 2018. *El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982)*. Madrid: Akal
- Cabo Villaverde, M., Veiga Alonso, X.R. 2014. «Una sociedad politizada en un liberalismo más que centenario (1833-1936)». In: *Otras miradas sobre golpe, guerra y dictadura. Historia para un pasado incómodo*. Madrid: La Catarata.
- Calvo González-Regueral, F. 2017. *La guerra civil y los libros que la contaron*. Córdoba, Almuzara.
- Carnicero Herreros, C. 2009. *La ciudad donde nunca pasa nada. Vitoria, 3 de marzo de 1976*. Vitoria-Gasteiz: Eusko Jauriaritzaren.
- Clavero Salvador, B. 2013. *El árbol y la raíz. Memoria histórica familiar*. Barcelona: Crítica.
- Espinosa Maestre, F. 2006. *Contra el olvido. Historia y memoria de la guerra civil*. Barcelone: Crítica.
- Fernández Prieto, L., Artiaga Rego, A. 2018. «Soldados a la fuerza». *Ayer*, n° 111.
- Fernández Prieto, L., Miguez Macho, A. 2018a. «Os verdugos no golpe de estado de 1936. Quen matou a Antonio Azarola». In: *Golpistas e verdugos de 1936. Historia dun pasado incómodo*. Vigo: Galaxia.
- Fernández Prieto, L., Miguez Macho, A. 2018b. *Golpistas e verdugos de 1936. Historia de un pasado incómodo*. Vigo: Galaxia.
- Fernández Prieto, L. et al. 2012. *Memoria de guerra y cultura de paz en el siglo XX. De España a América, debates para una historiografía*. Gijón: Trea.
- Fernández Prieto, L. 2011. «Conservación y olvido de los pasados incómodos en las sociedades contemporáneas». In: *Conflicto, memoria y pasados traumáticos. El Salvador contemporáneo*. Saint-Jacques-de-Compostelle: USC.
- Fonseca, C. 2015. *Mañana cuando me maten. Las últimas ejecuciones del franquismo, 27 de septiembre de 1975*. Madrid: La Esfera de los libros.
- Forcadell, C. et al. 2015. *El pasado en construcción. Revisionismos históricos en la historiografía contemporánea*. Saragosse: Institución Fernando el Católico.
- Gallego, F. 2008. *El mito de la transición. La crisis del franquismo y los orígenes de la democracia (1973-1977)*. Barcelona: Crítica.
- Juliá, S. 2017. *Transición. Historia de una política española*. Barcelona, Galaxia Gutenberg.
- Juliá, S. 2014. *Nosotros los abajo firmantes. Una historia de España a través de manifiestos y protestas*. Barcelona: Galaxia Gutenberg.
- Juliá, S. 2012. *Camarada Javier Pradera*. Barcelona: Galaxia Gutenberg.
- Juliá, S. 2008. «Presencia de la guerra y combate por la amnistía en la transición a la democracia» In: *Memoria e identidades. VII Congreso de la Asociación de Historia Contemporánea*. València: PUV.
- Juliá, S. 2005. *Historias de las dos Españas*. Madrid: Taurus.
- Juliá, S. 2003. «Echar al olvido. Memoria y amnistía en la transición». *Claves de Razón Práctica*, n° 129, p. 14-24.
- Juliá, S. 1996. *Memoria de la transición*. Madrid: Taurus.
- Ledesma Vera, J.L. 2010. «Una retaguardia al rojo. Las violencias en la zona republicana». In: *Violencia roja y azul. España, 1936-1950*. Barcelone: Crítica.
- Leira Castiñeira, F. 2019. *La socialización de los soldados del ejército sublevado (1936-1945). Su papel en la consolidación del régimen franquista*. Saint-Jacques-de-Compostelle: USC.

- Leira Castiñeira, F. 2013. *La consolidación social del franquismo. La influencia de la guerra en los soldados de Franco*. A Coruña: Cátedra Juana de Vega.
- Mac Millan, M. 2010. *Juegos peligrosos. Usos y abusos de la Historia*. Barcelona: Ariel.
- Matthews, J. 2013. *Soldados a la fuerza. Reclutamiento obligatorio durante la guerra civil*. Madrid: Anaya.
- Mikelarena, F. 2015. *Sin piedad. Limpieza política en Navarra, 1936. Responsables, colaboradores y ejecutores*. Pamplona: Pamiela.
- Morgade Valcárcel, I. 2018. «Rosa Branca. Accions colectivas da memoria na transición: Víctimas sen verdugos ». In: *Golpistas e verdugos de 1936. Historia dun pasado incómodo*. Vigo: Galaxia.
- Nieto, F. 2014. *La aventura comunista de Jorge Semprún*. Barcelona: Tusquets.
- Payne, S. 2000. «La Política». In: *Franquismo. El juicio de la Historia*. Madrid: Temas de Hoy.
- Pérez Ledesma, M. 2000. «Memoria de la guerra, olvido del franquismo». *Letra Internacional*, n° 67, p. 34-39.
- Pradera, J., Estefanía, J. 2014. *La Transición española y la democracia*. Madrid: FCE.
- Prego, V. 1995. *Así se hizo la transición*. Barcelona: Plaza & Janés.
- Preston, P. 2011. *The Spanish Holocaust. Hate and Extermination in the Civil War and After*. Barcelona: Debate.
- Reig Tapia, A. 2000. *Memoria de la guerra civil. Los mitos de la tribu*. Madrid: Alianza Editorial.
- Rey, F. del 2019. *Retaguardia roja. Violencia y revolución en la guerra civil española*. Barcelona: Galaxia Gutemberg.
- Rubio, T. 2011. *El Valle de los Caídos y la represión franquista*. Tarragona: Arola.
- Sánchez-Cuenca, I. 2014. *Atado y mal atado. El suicidio institucional del franquismo y el surgimiento de la democracia*. Madrid: Alianza.
- Sánchez González, I. 2015. *Diez años de soledad. España, la ONU y la dictadura franquista (1945-1955)*. Séville: Université de Séville.
- Saz, I. 2013. *Las caras del franquismo*. Granada: Comares.
- Saz, I. 2008. « Las culturas de los nacionalismos franquistas ». *Ayer*, n° 71, p. 153-174.
- Saz, I. 2004. *Fascismo y franquismo*. Valencia: PUV.
- Saz, I. 2003. *España contra España: Los nacionalismos franquistas*. Madrid: Marcial Pons.
- Sevillano Calero, F. 2003. «La construcción de la memoria y el olvido en la España democrática». *Ayer*, n° 52, pp. 297-319.
- Thomàs, J.M. 2017. *José Antonio. Realidad y mito*. Barcelona: Debate.
- Trédez López, M. 2018. «El pacto de olvido de la transición. La ley nº 46/1977 de 15 de octubre, de amnistía». In: *Transición, espacios e identidad*. Mérida: UNEX.
- Urraca Luque, L. 2019. *Entre hienas*. Madrid: Editorial Funambulista.
- Veiga Alonso, X. R. 2017. *Poder e política na Galiza vilega 1790-1833. Provincias de Lugo e Mondoñedo*. Saint-Jacques-de-Compostelle: Bolanda.
- Veiga Alonso, X. R. 2006. « Os anos de chumbo 1874-1898 ». In: *República e republicanos en Galicia*. A Coruña: Deputación Provincial.
- Wareham, Z. Ch. 2008. *The Cold War and the Spanish Concordat of 1953*. Fredericton: University of New Brunswick.

Note

1. www.nomesevoces.gal



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Histoire d'un lieu de mémoire du refuge européen : Le Chambon-sur-Lignon

Aziza Gril-Mariotte

Université de Haute-Alsace, CRESAT UR 3436, F-68100 Mulhouse, France

Université de Strasbourg

aziza.gril-mariotte@uha.fr

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 09-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Le « lieu de mémoire » du Chambon-sur-Lignon, inauguré en 2013, est devenu un symbole majeur du sauvetage des juifs européens pendant la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, il a fallu un long processus d'appropriation mémorielle pour que les témoins prennent conscience de l'ampleur historique du phénomène et de son importance éthique. Les enjeux que mettent en lumière les difficultés de cette prise de conscience sont au cœur de cet article qui propose de montrer comment des mémoires diverses ont abouti à un « lieu de mémoire » sans nom. L'histoire de la création de ce lieu illustre l'historiographie des musées et mémoriaux de la Seconde Guerre mondiale en France. Il est d'abord un musée d'histoire locale, tant par le processus mémoriel que les choix muséographiques et scénographiques, tout en s'inscrivant dans une échelle nationale et européenne. Ce lieu, qui n'est ni un musée, ni un mémorial, permet d'interroger les relations entre l'histoire, la mémoire et la société en Europe.

Mots-clés : mémoire, Justes, résistance civile, résistance spirituelle, muséographie

Istoria unui loc de comemorare a refugiului european: Chambon-sur-Lignon

Rezumat

Locul de comemorare (« lieu de mémoire ») din Chambon-sur-Lignon, inaugurat în 2013, a devenit un simbol major al salvării evreilor europeni în timpul celui de-al Doilea Război Mondial. Cu toate acestea, a fost nevoie de un lung proces de apropiere memorială pentru ca martorii să devină conștienți de amploarea istorică a fenomenului și de importanța sa etică. Provoacărilor care scot în evidență dificultățile acestei conștientizări se află în centrul acestui articol, care își propune să arate modul în care diferite amintiri s-au concretizat într-un loc de comemorare fără nume. Istoria creării acestui loc ilustrează istoriografia muzeelor și memorialelor celui de-al Doilea Război Mondial din Franța. Acest este, în primul rând, un muzeu de istorie locală, atât prin procesul de memorial cât și prin alegerile muzeografice

și scenografice, dar și de anvergură națională și europeană. Acest loc, care nu este nici muzeu nici memorial, ne permite să examinăm relațiile dintre istorie, memorie și societate în Europa.

Cuvinte-cheie: memorii, Drept, rezistență civilă, rezistență spiritual, muzeografie

The history of a place of memory for European refugees : The Chambon-sur-Lignon

Abstract

He « Lieu de mémoire » (« place of memory ») of le Chambon-sur-Lignon, inaugurated in 2013, became a major symbol of European Jews Saving during the Second World War. Yet, it took a long memorial appropriation process to make the witnesses aware of the historical scale of this phenomenon and its ethical dimension. The challenges highlighted by the difficulties of this awareness are at the heart of this article which proposes to show how memories have resulted into a « Place of Memory » nameless. This Place is the synthesis of two projects, a local history museum and a historiography of Second War museums and memorials in France, whether by the memorial process or the scenographic and museographic choices that were made. This memorial, which is neither a museum nor a memorial, allows us to re-examine the relationships between history, memory and society in Europe.

Keywords: memories, Righteous, civil resistance, spiritual resistance, museography

Introduction

L'ouverture d'un « Lieu de Mémoire » au Chambon-sur-Lignon en juin 2013 est le résultat d'un long processus mémoriel et historique. Il s'inscrit dans une historiographie nationale et en même temps porte le marqueur d'une spécificité locale comme la plupart des musées de la Seconde Guerre mondiale en France. L'analyse du paysage muséal français montre un processus de patrimonialisation de cette mémoire éclatée sur le territoire national, ce que l'anthropologue Jean-Yves Boursier a nommé « la territorialisation de la mémoire » (Boursier, 2005 : 13). Le recensement géographique des musées et des mémoriaux de la Seconde Guerre mondiale, hors monuments, ne dénombre pas moins d'une centaine de sites, soit une moyenne d'un musée par département. Ces lieux présentent des structures très variées : de mémoriaux soutenus par les collectivités comme celui de Caen à de petits musées privés ouverts par des collectionneurs qui sont voués à disparaître ou des musées apparus dans les années 1970-1980, à l'initiative des associations d'anciens résistants qui, plus tard, ont confié leurs collections à des villes ou des départements (Gril-Mariotte, 2017 : 91).

Cet éclatement muséal résulte de pratiques antérieures : chaque grande ville a voulu au XIX^e siècle posséder son musée des beaux-arts. Face à cette expansion muséale, l'État a tenté de réguler quelque peu ce mouvement en nommant une Commission interministérielle des musées des deux guerres mondiales en 1985. Marie-Hélène Joly analyse ce phénomène en le comparant aux mémoires plurielles de la Seconde Guerre mondiale et surtout de la résistance extérieure et intérieure. « Le morcellement de la mémoire de la Seconde Guerre et de la Résistance se retrouve dans les musées et explique leurs multiplications, chaque tendance voulant faire entendre sa voix (les clivages politiques passant entre Résistance communiste et Résistance gaulliste, et entre Résistance intérieure et Français libres). Les fractures politiques sont loin d'être les seules à l'œuvre : chaque groupe local de résistants veut porter sa propre mémoire et n'entend pas qu'elle se dilue dans une expression plus large. Le musée est destiné à faire entendre la voix d'une petite communauté soudée par des souvenirs communs, très rarement présentés dans une perspective régionale ou nationale. » (Joly, 2001). Seuls les grands mémoriaux ont pu prendre en compte une autre échelle et depuis les années 2000, l'influence des *Global Studies* et des muséographies anglo-saxonnes ont permis de revoir le discours des expositions, en introduisant une autre échelle, celle d'une guerre totale à l'échelle de l'Europe et du monde. Ce paysage muséal, marqué par une multitude de sites, reflète la diversité des mémoires de la Seconde Guerre mondiale telles qu'elles se sont construites autour de collections d'artefacts, légitimées par les acteurs d'une histoire territorialisée, une mémoire active tant qu'elle était portée par les groupes d'anciens résistants, prise en charge progressivement par les pouvoirs publics. Aujourd'hui, la diversité est davantage perçue par le prisme d'une histoire locale, une bataille : le Vercors ou le Mont-Mouchet par exemple.

Au milieu de ces nombreux musées rassemblés autour de la thématique de la résistance et de la déportation, le Lieu de Mémoire au Chambon-sur-Lignon se distingue par sa vocation à parler des résistances non-violentes, civile ou spirituelle autour de la notion de Juste. Pour appréhender l'histoire de ce lieu « sans nom », nous analyserons les processus entre mémoire et histoire à l'œuvre dans les différents groupes sociaux pour comprendre les choix muséographiques qui ont été faits, selon une approche en trois temps, celui de la mémoire, de l'histoire, et du musée, qui correspond à une évolution historiographique et chronologique, des temps qui ont pu se cumuler, se rencontrer et parfois s'affronter. Puis nous aborderons la démarche d'obtention du label *Patrimoine européen* et ses conséquences sur la structure.

1. Des processus mémoriels

1.1. Le temps de la mémoire et de l'histoire

En France, dès la libération, des monuments, des stèles et des plaques ont marqué le paysage de « lieux du souvenir » liés aux événements de la Seconde Guerre mondiale. Cette appellation a été mise au point par les historiens Serge Barcellini et Annette Wiewiorka alors qu'ils en ont fait le recensement en France, au moment des commémorations du 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale où les associations d'anciens résistants et d'anciens déportés étaient alors animées par des témoins particulièrement actifs (Barcellini, Wiewiorka, 1995). L'inventaire de ces plaques et monuments reflète un processus commémoratif totalement tributaire de la vision historique : après les commémorations des arrestations et exécutions de résistants succèdent celles des déportés et du génocide des Juifs, au moment où la mémoire de la Shoah connaît une véritable explosion en France, en Europe aux États-Unis et en Israël dans la période qui suit le procès d'Eichmann. Au milieu de l'inventaire des plaques du souvenir du génocide, la plaque commémorative apposée au Chambon en 1979 est présentée dans l'ouvrage comme une exception car il s'agit d'un hommage, mais les auteurs n'associent pas la plaque à l'idée du sauvetage des juifs en France, ni à la notion de « Justes », preuve que cette idée, qui depuis a fait l'objet d'une importante historiographie, n'est pas encore perçue par les chercheurs.

Ce monument résulte de l'initiative d'un groupe d'anciens réfugiés juifs qui, dans le contexte de l'essor des plaques commémoratives des déportations de juifs, se mobilisent pour conserver le souvenir d'un sauvetage dont on commence à percevoir l'envergure (Fayol, 1990 :19-28). L'inscription semble résulter de discussions entre les autorités, les représentants des Églises et d'anciens réfugiés. Chaque mot doit refléter une réalité la plus tangible possible : le terme d'« hommage » est choisi pour valoriser l'action des habitants. Bien avant que les historiens ne prennent la mesure de la spécificité du sauvetage dans les territoires protestants, les anciens réfugiés mettent en avant la « communauté protestante », conscients de son rôle précurseur, sans pour autant oublier de mentionner les autres acteurs. De la même façon, il est fait mention de « tous les persécutés ». La dimension géographique est aussi relevée, le message est au nom des « Juifs réfugiés au Chambon-sur-Lignon et dans les communes avoisinantes ». La réalisation de la plaque par le sculpteur Cesari dans un bronze dont la couleur s'accorde avec le granit local, tout comme son emplacement, en face du temple et à côté de l'école publique, relèvent de la même démarche mémorielle. Elle est donc à la fois le résultat d'un contexte national et en même temps l'expression d'une histoire singulière puisque la plaque commémore un sauvetage à grande échelle à une époque où la notion de Juste

n'est pas encore connue du grand public et où aucun habitant n'a reçu le titre de Justes parmi les nations. À cette date, seules quelques médailles, celles du pasteur Trocmé et de son épouse (1971), de Mireille Philip, épouse du ministre André Philip et de Daniel Trocmé, cousin du pasteur et directeur d'une maison d'adolescents, mort en déportation (1976), ont été décernées.

L'inauguration de la plaque, dimanche 17 juin 1979, a fait l'objet de nombreux articles et émissions, marquant le début de la médiatisation du village. L'inauguration a été suivie d'un repas où les anciens réfugiés ont invité leurs sauveurs : les habitants découvrent à ce moment-là l'ampleur du sauvetage, alors que la clandestinité et la discrétion avaient contribué à ignorer les actions de ses voisins et de ses amis, voire à s'en méfier. Le monument est donc à la fois un moment décisif pour l'histoire du sauvetage d'un point de vue national, mais aussi pour les habitants, même si déjà apparaît ce que l'on entend très fréquemment chez les Justes « je ne comprends pas pourquoi on en parle », « je n'ai fait que ce que je devais faire », etc. Des réactions de témoins qui jugent leurs gestes à l'image du résistant armé qui lui a risqué sa vie, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale est façonnée par toute une littérature et une culture cinématographique autour de ce héros « le résistant ». Mais il y a aussi un aspect culturel propre au protestantisme où la modestie et la discrétion prévalent sur le reste.

La mémoire de la Seconde Guerre mondiale est désormais visible dans l'espace public au cœur du village. Mais cette mémoire est exclusivement liée à l'accueil et au sauvetage, ce qui n'est pas du goût de tout le monde. Beaucoup plus tard, dans les années 2000, on assiste à une prolifération de plaques et de monuments qui témoignent d'une réappropriation de la mémoire par les acteurs locaux. Ces gestes ne sont pas toujours exempts de revendications, ici comme ailleurs, la mémoire collective est source de conflits. Chacun des monuments est lié à un contexte particulier, avec l'implication d'un acteur ou d'un groupe engagé dans la mémoire et la transmission d'un évènement. En 2001, une plaque est apposée en souvenir de la rafle du 29 juin 1943 à la Maison des Roches, après une rencontre entre un rescapé, Antonio Plazas, qui chaque année fait déposer une gerbe, et les nouveaux propriétaires des lieux, des artistes céramistes. Plazas a écrit un texte, traité par les céramistes comme un message écrit sur un cahier d'écolier surmonté de la colombe de la paix. La formulation « *Ici le 29 juin 1943, la Gestapo arrêta 19 étudiants et leur Directeur...* » reprend les termes usités dans les plaques du souvenir de l'extermination des juifs, quitte à généraliser le destin de ces étudiants (réfugiés espagnols, antinazis ou juifs étrangers). En 2002, de nouvelles plaques marquent l'apparition de la résistance armée dans le paysage mémoriel : à Villelonge, sur la commune des Vastres, l'hommage rendu à Pierre Piton évoque les différentes

formes de résistances : l'accueil des juifs, des réfractaires au STO et des résistants. En Ardèche à Devesset, le Comité départemental de la Résistance et la commune réalisent une stèle à la mémoire de la résistance armée et des parachutages qui se sont déroulés à l'emplacement actuel du Lac et de sa base de loisirs. Enfin en 2004, à l'initiative de la Société d'Histoire de la Montagne, un petit monument rappelle le rôle du maire le pasteur Charles Guillon et d'André Philip (universitaires, résistant et homme politique). Notons au passage qu'on a oublié d'honorer Mireille Philip, l'épouse d'André, qui a vécu là pendant toute la guerre, dirigeant un réseau de planques pour les réfugiés juifs, puis des filières pour la Suisse, avant d'organiser un maquis de réfractaires. Le temps de la mémoire s'harmonise avec celui de l'histoire car dans les années 2000, les monuments et les panneaux historiques relèvent d'acteurs qui veulent faire œuvre d'historiens. Déjà en 1979, l'apposition de la plaque avait fait l'objet d'un documentaire télévisé par Josy Eisenberg pour l'émission *La Source de vie*, mais c'est surtout le documentaire *Les Armes de l'esprit*, réalisé par Pierre Sauvage, né au Chambon en 1944 alors que ses parents s'y cachent, qui a fait connaître l'histoire du Chambon aux Etats-Unis, puis en France (1987 version anglaise, 1989 version française).

Des années 1980 à aujourd'hui, les publications, récits de témoins, travaux d'historiens, actes de colloque, témoignent d'une actualité éditoriale qui se fait l'écho des conflits de mémoire entre les tenants d'une résistance spirituelle incarnée par les pasteurs du village et la résistance armée portée par le souvenir des maquisards et de leurs historiens¹.

1.2. Le temps de la muséographie

Le temps de la muséographie ne date pas de l'ouverture du Lieu de mémoire en 2013 car ce phénomène s'inscrit dans un long processus. La plaque n'a pas débouché sur la création d'un musée, mais elle a encouragé de nombreuses initiatives. En 1983, le Prix Roger E. Joseph décerné aux villages du Plateau, est affecté à la réalisation par la Société d'Histoire de la Montagne d'une exposition sur *Le Plateau terre d'accueil et de résistance*, conçue comme « l'amorce du futur musée consacré à cette période », avec le soutien des « Amis du Chambon » (association américaine d'anciens enfants sauvés pendant la guerre), du Comité des anciens réfugiés (à l'origine de la réalisation de la plaque commémorative) et de l'Institut Yad Vashem. Le projet s'intègre dans l'idée plus vaste de créer un « musée éclaté » à l'échelle du Plateau dont le but est « la sauvegarde du patrimoine de la Montagne ». Il connaît plusieurs évolutions : « en décembre 1986, un premier projet de musée est proposé, centré sur l'accueil des juifs et intitulé « Musée de l'Espoir ». En octobre 1988, une

nouvelle proposition envisage de centrer le musée sur l'histoire du protestantisme vellave tout en maintenant une place importante à l'accueil des juifs. En mai 1989, à la suite de certaines réticences, il a été jugé souhaitable de ne pas centrer le musée sur l'histoire du protestantisme, mais de retracer toute l'histoire du Plateau, « depuis la préhistoire jusqu'aux aspects les plus contemporains... bien que siégeant au Chambon-sur-Lignon, ce musée sera un musée historique concernant tout le Plateau ». La Société d'Histoire de la Montagne prend une part active au dossier préparatoire à la réalisation d'un musée en lien avec la commune du Chambon. En 1997, sous l'impulsion d'élus, le projet devient « Le Centre international Charles Guillon » dont l'objectif « est de s'appuyer sur les faits marquants de l'histoire récente du Plateau Vivarais-Lignon, en particulier l'accueil des réfugiés pendant la période 1939-45, pour porter un regard plus citoyen... pour un lieu propice à la réflexion et à la formation sur l'identité, la tolérance, etc. », avec toutes les associations engagées dans la défense des droits de l'Homme.

D'un musée d'histoire locale, on évolue vers un lieu de réflexion et d'éducation civique, l'histoire du Plateau étant « considérée comme une leçon d'histoire », tandis que le vocable « juif » disparaît au profit du terme générique de « réfugié ». Au même moment, la réalisation du projet est confiée à une structure intercommunale, dont la mission est le développement d'une politique culturelle et touristique, voulue par les élus des deux départements (Haute-Loire et Ardèche), avec le soutien des régions Auvergne et Rhône-Alpes qui sont à l'époque distincte. Entre 1997, lorsque des études de faisabilité sont réalisées, et l'an 2000 où est signée une convention entre l'État et les différents partenaires financiers, on constate une évolution du contenu scientifique. D'un « Centre sur l'accueil, la paix et la tolérance », on passe à un « Centre muséal Accueils et Résistances du Plateau Vivarais-Lignon ». Le conseil scientifique, constitué en 1999, a sans doute contribué à l'évolution du projet vers un musée d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, déjà bien visible dans l'exposition de préfiguration (Cabanel, Gervereau, 2003 : 355-362). Le projet prévoyait un volet éducatif « autour des thèmes liés aux droits de l'homme, en partenariat avec des organismes nationaux et internationaux », mais en 2002, le Centre muséal échoue à fédérer les acteurs locaux, sans doute parce que les porteurs du projet ne sont plus les témoins et les acteurs de la mémoire, mais les élus et les historiens, mais aussi parce que les habitants n'adhèrent pas au projet, se sentant dépossédés de leurs mémoires. En 2011, le projet est relancé par la commune du Chambon seule. Face à la disparition des témoins, mais aussi à celle des archives, un consensus se fait jour sur la nécessité d'un lieu ouvert au public même si, comme pour les précédents, des oppositions subsistent. C'est le nom proposé, « Maison des enfants cachés et des Justes », qui fédère les contestations

et suscite une controverse chez certains habitants et auprès du conseil presbytéral, tandis que certains historiens se persuadent que le musée ne sera consacré qu'à l'histoire du Chambon, oubliant l'ensemble du territoire avec les autres villages dont les habitants ont été impliqués dans le sauvetage.

2. Création et développement d'un musée

2.1. Un musée d'histoire local ou un mémorial des Justes de France ?

Pour installer ce musée au cœur du village une réflexion est engagée concernant les bâtiments qui pourraient être réutilisés ; très vite une aile désaffectée de l'école primaire et la petite maison avec la plaque commémorative apparaissent comme le lieu idéal tant par la symbolique de la plaque en face du temple, que sa situation au centre du village, en face d'un arrêt de car. Si l'emplacement fait consensus, le nom proposé doit être abandonné, en effet le terme de « Juste » est dénoncé comme allant à l'encontre de l'aspect collectif et anonyme du sauvetage. Dans un premier temps, le comité scientifique opte pour un titre provisoire de « Lieu de Mémoire » qui finit, faute de mieux, par désigner un établissement qui relève à la fois du mémorial, du musée et du centre d'interprétation. En mettant de côté la nomination d'un tel lieu, le comité scientifique reconnaît en quelque sorte la difficulté d'inscrire le projet du Chambon dans le paysage mémoriel qui émerge au même moment avec le CERCIL musée mémorial des enfants du Vel d'Hiv' à Orléans (2011), le Mémorial du camp des Milles (2012), ou encore le Mémorial du camp de Drancy (2012).

Le consensus apparaît en revanche dans l'élaboration de l'exposition permanente doit tenir compte des attentes des historiens, des responsables d'associations historiques et des familles de témoins. Le conseil scientifique apporte sa pierre à l'édifice par une vision plus générale car l'idée est de proposer un parcours historique des événements de la guerre sur le Plateau, en les replaçant dans le contexte plus général des années de guerre en Europe. Le conseil scientifique est composé d'historiens (Patrick Cabanel, Philippe Joutard, Jacques Sémelin et Annette Wiewiorka) ainsi que d'institutions (le Mémorial de la Shoah de Paris et les Archives Départementales de la Haute-Loire). Sa conception se rapproche du centre muséal antérieur, mais sans collection, ni centre de documentation, le parcours rassemble une large documentation issue de collections publiques et privées dans le monde par la numérisation et ne présente pas d'artefact, à l'exception d'une vitrine avec de faux papiers. La vocation pédagogique du lieu tient compte des préconisations de l'Éducation Nationale, encourageant une réflexion autour de la notion de « Juste » qui est finalement réintégrée via le service des publics.

Son installation au cœur de l'école primaire est un atout, alors que l'enjeu principal reste la transmission d'une histoire locale replacée dans un contexte national avec un travail de sensibilisation grâce à la constitution d'un service éducatif. L'ensemble des consultations contribue à définir le parcours muséographique en tenant compte de la chronologique, de l'espace géographique et des différentes formes de résistances. Il démarre par un rappel de l'implantation de la Réforme et l'appréhension de cet espace géographique. La période d'avant-guerre fait l'objet d'une salle et d'un film animé, car ces années sont indispensables pour comprendre l'engagement des habitants, l'idée étant de sortir des images véhiculées par la fiction (films, romans) où des enfants arrivent par le train et sont accueillis par des habitants. L'essor du tourisme, l'implantation des œuvres chrétiennes et la diffusion des idées pacifistes montrent que le territoire est isolé géographiquement, mais politiquement et culturellement inséré dans un espace allant jusqu'à Paris, Genève et au-delà. Pour marquer une rupture visuelle, un espace intermédiaire est pensé entre les premières salles chronologiques et les salles thématiques des années 1939-1945 où une frise chronologique illustrée (1933-1944) met en regard les événements nationaux et internationaux avec ceux qui se déroulent dans les villages du Plateau.

L'objectif est de faire comprendre aux visiteurs la spécificité de cette histoire qui s'incarne dans des personnages engagés et très tôt informés de la réalité du nazisme. Les salles suivantes proposent d'aborder les années de guerre sous l'angle des différentes formes de résistances (civile, spirituelle, armée) à l'aide de moyens de médiation variés (panneaux, animations visuelles, films). À l'exception d'une vitrine présentant la fabrication des faux papiers, des procédés scénographiques permettent de pallier l'absence de collections. Le parcours historique est complété par une salle mémorielle où le public peut écouter des témoignages, voir le diplôme d'honneur de Yad Vashem et la liste des habitants qui ont reçu la « Médaille de Juste parmi les Nations ».

La conception muséographique qui distingue l'histoire et la mémoire est fréquente dans les mémoriaux de la Shoah ; la différence est qu'aux visages des disparus s'opposent la voix des vivants, qui témoignent non de leur déportation mais racontent leur sauvetage ou comment ils ont été amenés à sauver des gens. L'ère du témoin, théorisé pour la Shoah par Annette Wieviorka, trouve ici son développement dans les témoignages des anciens réfugiés et de leur sauveur. C'est ainsi que le comité scientifique a choisi de nommer les personnes qui ont accueilli, qu'ils aient ou pas reçu la médaille de Juste parmi les nations, une manière de conceptualiser la notion d'accueil et de sauvetage.

L'ouverture au public en juin 2013 marque une nouvelle étape dans la diffusion de cette histoire à l'échelle nationale, par la médiatisation et par les actions de médiation entreprises par l'équipe. Des actions envers les publics locaux sont également entreprises pour permettre une appropriation du lieu, notamment pour les descendants des accueillants pendant la guerre dont la relation est parfois ambivalente entre fierté de ce qu'on fait leurs aïeux et une certaine gêne à les héroïser, eux qui se voyaient comme des gens ordinaires n'ayant fait que ce que leur conscience citoyenne ou religieuse leur dictait. À partir de 2014, une programmation culturelle se met en place avec un double objectif de proposer des expositions temporaires sur des thématiques peu développées dans l'exposition permanente en ne se limitant pas à la période de la guerre ou offrir des perspectives plus larges pour réinterroger des thématiques historiques et artistiques : Les maisons d'enfants (2016), Les écrivains et les intellectuels (2018) ; Juifs et protestants, en collaboration avec le musée d'art et d'histoire du Judaïsme de Paris (2017), une exposition de peintures de l'artiste Gérard Garouste (2019). Dès l'ouverture, une réflexion s'opère pour inscrire le lieu dans une dimension nationale, outre des relations à l'échelle régionale avec le site du Mont-Mouchet ou la maison d'Izieu, qui se traduit par l'adhésion au Réseau des lieux de mémoire de la Shoah, piloté par le Mémorial à Paris.

2.2. Inscrire le lieu dans l'histoire de l'Europe

En 2018, lors de l'année européenne du patrimoine culturel, le Lieu de mémoire obtient la labellisation de son exposition et de ses événements culturels. Le lieu est ouvert au public depuis cinq ans et une réflexion s'engage avec l'équipe du musée sur le devenir d'un tel lieu, son rôle au XXI^e siècle dans un contexte où certains acquis sociaux et d'égalités depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale semblent vouloir être remis en cause. Cette réflexion est alimentée par les retours du public qui s'est approprié ce lieu comme une sorte de mémorial des Justes de France où d'anciens enfants cachés viennent s'approprier leur histoire.

Au sein de l'équipe, l'idée de faire de faire évoluer ce lieu vers un mémorial des Justes en France n'est pas quelque chose qui va de soi, des divergences de point de vue émergent. C'est dans ce contexte que l'idée de monter un dossier en vue d'obtenir la labélisation du site décerné par la Commission européenne au titre du patrimoine européen est proposé. Le postulat de départ est que la présence de l'Europe existe à de nombreuses reprises dans le parcours permanent sans que l'équipe de médiateurs, les visiteurs ne le perçoivent véritablement. Le montage du dossier oblige ainsi à se poser des questions et à valoriser la dimension européenne

du sauvetage qui s'incarne dans des personnalités dont le réseau européen leurs a donné accès à des informations décisives et leurs a permis d'organiser les structures d'accueil pour des réfugiés venus de toute l'Europe. Le témoignage de Hans Salomon, déporté avec sa famille de Mannheim au camp de Rivesaltes, mérite d'être cité : « Il y avait environ 20 étudiants. Et parmi eux Kurt Muëllner, Egon Grüenhut et Walter Basnitski, tous des anciens de Mannheim. *C'était* un peu comme les Nations Unies en réduction : Espagne, Allemagne, Pologne, Autriche, Lituanie et Tchécoslovaquie. » (Flaud, Bollon, 2009).

La candidature au label du Patrimoine européen a été pensée comme un moyen de rappeler l'engagement des Justes dans toute l'Europe, au moment où des mémoriaux *émergent dans de nombreux pays* (non sans parfois poser des problématiques politiques de réécriture de l'histoire), et comme un message pour les jeunes Européens aujourd'hui. L'aspect éducatif est en effet au cœur du fonctionnement du Lieu de mémoire. En 2019, le Lieu de mémoire au Chambon a été retenu par ministère de la Culture pour représenter la France à la Commission européenne qui s'est réunie en avril 2020. La commission à l'innovation, à la recherche, à l'éducation et à la jeunesse a décerné le label à dix sites qui ont joué un rôle important dans l'histoire et la culture de l'Europe et/ou dans la construction européenne dont le Lieu de mémoire au Chambon-sur-Lignon. La présidente de la commission Mariya Gabriel s'est ainsi exprimée « *Je félicite chaleureusement les dix nouveaux sites auxquels nous avons décerné aujourd'hui le label du patrimoine européen. Ils offrent tous aux citoyens européens de grandes possibilités de se rapprocher de leur patrimoine culturel et de renforcer leur sentiment d'appartenance à l'Union européenne*² ».

Conclusion

Le parcours du Lieu de mémoire au Chambon-sur-Lignon retrace une histoire locale, une approche revendiquée par le comité scientifique et qui correspond au paysage muséal de la Seconde Guerre mondiale en France. Néanmoins, la notoriété de l'histoire du Chambon dans l'histoire des Justes, liée au diplôme d'honneur décerné en 1990 aux habitants du village et des environs pendant la guerre par l'Institut Yad Vashem, dépasse l'échelle locale et est devenu un symbole national. En 2004, le Lieu de mémoire a accueilli le président de la République Jacques Chirac, accompagné par Simone Veil, ancienne *présidente du parlement européen*. *Le Lieu est présent* dans l'hommage aux Justes de France qui a été rendu au Panthéon, à Paris, en 2007. La démarche engagée par la municipalité en 2018 pour l'obtention du label European Heritage reflète une volonté de faire évoluer le projet scientifique et culturel établi lors de la création du musée pour élargir sa renommée à

la dimension de l'Europe. En 2019, le musée a inauguré un agrandissement rendu nécessaire par l'augmentation du nombre de visiteurs, en particulier les scolaires dont la fréquentation repose sur le travail pédagogique mené par le service des publics avec l'Éducation nationale qui voit dans l'histoire des Justes un moyen de transmettre l'histoire de la Shoah aux jeunes générations. Malgré la contextualisation, l'exposition permanente reste consacrée à une histoire locale. Pour autant le public s'est approprié ce lieu comme étant celui des Justes et celui des enfants cachés, comme en témoignent les nombreuses visites de familles qui viennent transmettre et raconter leur histoire liée à la France de Vichy. Le Lieu de mémoire est devenu un mémorial national par la perception du public, mais il s'inscrit aussi dans une histoire européenne en tant que refuge pour des juifs venus de toute l'Europe. C'est ce que signifie le label du Patrimoine européen obtenu en 2020. C'est une nouvelle étape dans l'évolution de la perception du Lieu.

Bibliographie

- Barcellini, S. Wieviorka, A. 1995. *Passant, souviens-toi ! Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France*. Paris : Librairie Plon.
- Boursier, J-Y. 2005. *Musées de guerre et mémoriaux*. Paris : Presses de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Fayol, P. 1990. *Le Chambon-sur-Lignon sous l'occupation. Les résistances locales, l'aide interalliée, l'action de Virginia Hall (O.S.S.)*. Paris : L'Harmattan.
- Flaud, A. Bollon G. 2009. *Paroles de réfugiés, paroles de Justes, la Montagne dans la guerre, terre d'exil, terre d'asile autour du Chambon-sur-Lignon*. Le Cheylard : Dolmazon.
- Gril-Mariotte, A. 2017. Mémoire et histoire : la construction d'un patrimoine de la Seconde Guerre mondiale. In : *Journées doctorales Humanités, Patrimoine(s)*, p. 91-101.
- Joly, M-H. 2001. « L'État et les musées de guerre en France : indifférence ou impuissance ? ». *Tumultes 1*, n° 16, p. 163-183.
- Pinos, Y. 2003. « Le projet de centre muséal sur l'accueil et les résistances du Plateau Vivarais-Lignon ». In Patrick Cabanel, P. Gervereau, L. *La Deuxième Guerre mondiale, des terres de refuge aux musées*. Saint-Agrève, SIVOM.
- Sémelin, J. 1989, *Sans arme face à Hitler, la résistance civile en Europe 1939-1943*. Paris : Payot.

Notes

1. Cette imposante bibliographie est disponible sur le site du Lieu de mémoire www.memoireduchambon.com/ressources-historiques/bibliographie/ [consulté le 20 mai 2020].
2. https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/content/ten-new-sites-awarded-european-heritage-label_en [consulté le 20 mai 2020].



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Quelle place pour le mémorial des Stolpersteine en Allemagne à l'heure de la montée de l'extrême droite ?

Claire Kaiser

Université Bordeaux Montaigne, EA CLARE, France
Claire.kaiser@u-bordeaux-montaigne.fr

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Les Stolpersteine (pavés de mémoire) ont été inventés dans les années 1990 par l'artiste Gunter Demnig pour commémorer les victimes du nazisme. S'ils font désormais partie du paysage mémoriel allemand, ils sont l'objet de critiques de plus en plus vives de la part de l'extrême droite. À travers l'exemple des Stolpersteine, il s'agit de cerner l'évolution récente du débat mémoriel dans l'Allemagne réunifiée : qu'en est-il de l'état de la mémoire du passé nazi aujourd'hui alors que l'AfD (Alternative für Deutschland) s'ancre durablement dans la vie politique et contribue à briser les tabous hérités de la Seconde Guerre mondiale.

Mots-clés : Stolpersteine, Allemagne, mémoire, nazisme

Unde se plasează memorialul Stolpersteine din Germania în ascensiunea extremei drepte?

Rezumat

Plăcile comemorative Stolpersteine au fost inventate în anii 1990 de către artistul Gunter Demnig pentru a comemora victimele nazismului. Deși acum fac parte din peisajul memoriei germane, ele fac obiectul unor critici din ce în ce mai acerbe din partea extremei drepte. Prin intermediul plăcilor comemorative Stolpersteine, vom analiza evoluția recentă a dezbaterii memoriale din Germania reunificată: care este situația memoriei trecutului nazist, în contextul în care AfD (Alternativa pentru Germania) este ancorat din ce în ce mai puternic în viața politică și contribuie la destrămarea tabuurilor moștenite din cel de-al Doilea Război Mondial.

Cuvinte-cheie: Stolpersteine, Germania, memorie, nazism

What place for the Stolpersteine memorial in Germany amid the rise of the far-right?

Abstract

Stumbling stones (Stolpersteine), or memorial blocks, were invented in the 1990s by artist Gunter Demnig to commemorate victims of Nazism. Although they have

become celebrated monuments of holocaust remembrance in Germany, the far right has become increasingly critical of these stones. Through the examination of these « Stolpersteine », I will delve into the recent developments around the issue of remembrance in reunited Germany and assess the situation of the memory of the Nazi era as the AfD is getting more political traction and challenges the taboos inherited from World War II.

Keywords : Stolpersteine, Germany, remembrance, Nazism

Introduction

Encore méconnus en France, les Stolpersteine ou pavés de mémoire de l'artiste allemand Gunter Demnig connaissent pourtant à l'échelle européenne un succès grandissant. Scellés dans les trottoirs des villes européennes ces pavés commémorent les victimes du national-socialisme et constituent un mémorial inédit à travers l'Europe. Implantés dans une vingtaine de pays européens depuis 1996, il en existe aujourd'hui plus de 70 000¹. L'Allemagne est bien évidemment le pays qui en compte le plus et lorsque l'on déambule dans certaines grandes villes, comme Hambourg ou Berlin, il est impossible de ne pas buter dessus. Par leur nombre et leur notoriété, ces Stolpersteine font désormais indéniablement parti du paysage mémoriel allemand. Or, si l'engouement ne se dément pas, ainsi qu'en atteste les 5 000 poses par an que l'artiste effectue lui-même, les remises en question et les attaques sont devenues plus frontales depuis la montée en puissance du parti d'extrême droite AfD et son entrée au Bundestag en 2017. On s'interrogera sur la place privilégiée qu'occupent les Stolpersteine en Allemagne et sur la manière dont ils s'inscrivent dans le débat mémoriel contemporain : reflètent-ils une certaine évolution de la mémoire du nazisme ? Quel est leur impact aujourd'hui à l'heure de l'avènement du populisme en RFA ?

1. Le concept des Stolpersteine

Les Stolpersteine (de « stolpern », trébucher et « steine » pierre ou pavé, littéralement pierre qui fait trébucher) sont des petits pavés de laiton de 10 cm x 10 cm imaginés dans les années 1990 par l'artiste Gunter Demnig pour honorer les victimes du nazisme. Ces pavés sont scellés à même le sol, le plus souvent devant le dernier domicile connu des victimes. L'inscription qui y figure est presque toujours la même et volontairement lacunaire : « ici habitait », suivi du nom, de l'année de naissance, de la cause, de la date et du lieu de décès (Ici habitait/ Roland Baumgart/né 1936 Strasbourg/interné 1940/ camp de la Lande/déporté 23.09.1942/Auschwitz/assassiné²). L'idée de privilégier les lieux de vie et non

d'internement ou d'exécution permet de ne pas réduire les individus à leur statut de victimes et d'en inscrire le souvenir au cœur même de la ville, là où tout a commencé. Les premiers Stolpersteine ont été posés en 1996 à Berlin, d'abord illégalement. Depuis les poses - légales - sont multipliées et on en trouve désormais dans plus de 1500 villes allemandes pour toutes les catégories de victimes : juifs, tziganes, handicapés, opposants politiques, prisonniers de guerre ou travailleurs forcés, homosexuels, SDF (les « asociaux » selon la terminologie nazie), même si les pavés dédiés aux victimes juives sont les plus nombreux.

L'originalité du dispositif est double : d'une part, la dissémination aléatoire des pavés dans l'espace urbain stimule la mémoire individuelle en l'ancrant dans la vie quotidienne, loin des pratiques institutionnelles plus traditionnelles. C'est en effet en butant par hasard sur les pavés qu'est réactivée de manière impromptue la mémoire des persécutions. Le surgissement du souvenir est d'autant plus fort et déstabilisant qu'il est inopiné, inattendu. D'autre part, G. Demnig réinvente le concept même de *mémorial* dans la mesure où chacun peut solliciter l'artiste pour qu'il vienne poser des pavés. Les Stolpersteine échappent ainsi la plupart du temps à l'impulsion des institutions politiques et il est possible pour tout un chacun d'en devenir l'initiateur. Aujourd'hui (2019), on trouve des pavés dans plus de 26 pays, avec près de 8000 pavés à Berlin et presque autant à Hambourg, ce qui leur vaut le nom de « plus grand mémorial décentralisé du monde » (Warda, 2017).

2. La mémoire du national-socialisme en RFA puis en Allemagne réunifiée

Pour comprendre comment les Stolpersteine s'inscrivent dans le contexte mémoriel allemand actuel et tenter de saisir s'ils en sont représentatifs, il faut revenir sur l'évolution de la mémoire du national-socialisme depuis 1945. L'immédiat après-guerre est une période marquée à la fois par la volonté des Alliés de confronter les Allemands aux crimes du régime hitlérien et par un déni de la population abasourdie par la défaite et la destruction du pays. C'est le moment où émerge le concept de culpabilité collective, imposée par les Alliés (König, 2003 : 19) qui, dans une double optique de dénazification et de rééducation, projettent des films sur les camps et traduisent en justice les criminels nazis lors des procès de Nuremberg. Mais la population allemande, uniquement préoccupée par sa survie, semble dans sa majorité incapable d'envisager un examen de conscience et de débattre de la question de sa culpabilité. C'est ce que montre très bien Hannah Arendt dans son essai *The Aftermath of Nazi Rule. Report from Germany*. Sillonnant l'Allemagne de novembre 1949 à mars 1950, la philosophe y constate l'étonnante indifférence des Allemands vis-à-vis des victimes et des crimes du régime nazi (Arendt, 1950).

Les années 1950 se caractérisent ensuite par une amnésie généralisée sur fond de « miracle » économique naissant. L'investissement acharné dans la reconstruction du pays et la fierté économique retrouvée permettent en effet d'é luder la confrontation avec le passé alors que les Allemands peinent à faire le deuil d'Hitler. Cela sera théorisé une décennie plus tard par Alexander et Margarethe Mitscherlich dans un ouvrage amené à devenir une référence *Le Deuil impossible* (1967). Et ce, même si au niveau de l'Etat, le chancelier Konrad Adenauer reconnaît symboliquement dès 1952 la responsabilité historique de l'Allemagne en signant un accord de réparations avec Israël (Wisbauer, 2018 : 21-22). Dans les années 1960 en revanche s'amorce une mutation profonde due en partie au changement générationnel, qui trouvera son expression la plus radicale dans la contestation de 1968. L'idée de la culpabilité devient centrale autour de la mise en accusation frontale de la génération des pères compromise sous le troisième Reich. La jeune génération demande des comptes, dénonce l'amnésie à l'œuvre et les crimes du passé. Ce phénomène est largement européen. La production filmique ou historiographique en témoigne. Un nouveau paradigme émerge, celui de la mémoire de la Shoah, qui « se substitue (...) à celui de la mémoire auto-victimaire des Allemands qui se percevaient dans les années 1950 comme les premières victimes du national-socialisme » (Camarade, 2018 : 71). C'est depuis cette époque que la notion de culpabilité occupe une place fondamentale dans la politique éducative et le champ médiatique, politique et intellectuel, cette question s'inscrivant désormais au cœur de l'identité allemande.

Dans les années qui suivent la chute du mur de Berlin, on observe une inflexion du discours public sur le national-socialisme, autour de l'idée d'une nouvelle normalité pour l'Allemagne réunifiée et d'une acceptation déculpabilisée de l'identité nationale. Une phase de normalisation semble se dessiner avec la revendication dans l'opinion publique d'un rapport *décomplexé* au passé, à l'instar des autres nations européennes. Cela s'exprime notamment par une certaine exaspération vis-à-vis d'une mise en avant jugée excessive de la Shoah. Les propos tenus en 1998 par Martin Walser constitue à cet égard un jalon important. Dans son discours de réception du prix des libraires allemands, il critique ainsi l'obligation morale incessante de commémorer Auschwitz et les formes ritualisées à outrance que prennent ces commémorations. La ritualisation du souvenir le rend mécanique et le vide de sens. Il concède aussi une saturation vis-à-vis de la « représentation permanente » de ces crimes et reconnaît même avoir détourné plusieurs fois le regard (Walser, 1998). Ce discours déclenche une vive polémique, certains accusant Walser de vouloir tirer un trait sur le passé, d'autres estimant au contraire que l'écrivain a su capter l'air du temps et initier un débat salutaire dans l'opinion publique. C'est le début de ce que l'on appelle en Allemagne le « Schlusstrichdebatte » (débat

sur la nécessité de tirer un trait final sur le passé) qui marquera durablement les esprits. Un an plus tard, le philosophe Peter Sloterdijk suscite une controverse analogue lorsque, invoquant le renouvellement des générations, il plaide pour une pensée délivrée de la culpabilité d'avoir eu des pères nazis. Il défend une nouvelle génération qui souhaite s'affranchir du discours moralisateur hérité de l'esprit de 1968, qu'il qualifie d'*hypermorale*. Il revendique ainsi la liberté d'aborder des sujets jusqu'alors tabous, sans tomber sous le coup de la culpabilité (Kauffmann, 2003 : 161-174). Ce refus de l'*hypermorale* s'accompagne du retour du paradigme mémoriel auto-victimaire des années 1950, c'est à dire tourné principalement vers les souffrances de la population allemande jugées encore trop occultées : il serait enfin temps de rendre justice aux victimes allemandes de la seconde guerre mondiale, les civils comme les soldats tombés à Stalingrad par exemple.

3. Emergence de l'AfD et phénomène d'accentuation

Avec la montée en puissance de l'AfD (Alternative für Deutschland), cette tendance va trouver une caisse de résonance autour de deux axes intimement liés : d'une part l'exigence de tourner enfin la page du nazisme et d'autre part la volonté de réhabiliter le passé allemand dans une affirmation retrouvée de la fierté nationale. S'il est encore trop tôt pour dire avec certitude qu'un tournant se dessine, on constate néanmoins un phénomène d'accentuation avec des relais dans la classe politique et au parlement depuis l'arrivée de l'AfD au Bundestag, le parlement fédéral.

Lorsque l'AfD émerge en RFA, il n'est en rien le parti xénophobe et populiste qu'il est aujourd'hui. Créé en février 2013 par une vingtaine d'économistes autour de Bernd Lucke, un professeur d'économie de l'Université de Hambourg, l'AfD s'affiche comme eurosceptique et libéral. C'est à partir de 2015, lorsque Angela Merkel ouvre les frontières allemandes, sans respecter les accords de Dublin, et que la RFA accueille près d'un million de réfugiés que l'AfD prend un virage à l'extrême droite et connaît un essor grandissant. Jouant sur les craintes liées à un afflux migratoire massif, il affiche désormais un discours anti-migrant virulent et attaque frontalement la politique d'accueil de la chancelière. Signe de ce changement, Bernd Lucke est évincé en juillet 2015 par Frauke Petry, originaire de Dresde, qui prend la tête du parti. Lors des élections législatives de septembre 2017, l'AfD fait son entrée au Bundestag avec 12,6 % des voix et devient la troisième force politique du pays. Dans certaines régions d'Allemagne, notamment à l'Est, il obtient plus de 25% des voix. Ironie de l'histoire, Frauke Petry démissionne au lendemain des élections en raison de son désaccord avec la ligne trop radicale défendue par certains au sein de l'AfD, co-dirigé jusqu'en 2019 par Jörg Meuthen et Alexander

Gauland. Aujourd'hui, l'AfD est un parti protéiforme, regroupant des tenants de la droite conservatrice jusqu'à l'extrême droite, des déçus de la grande coalition CDU/SPD au pouvoir depuis 2013 et des personnalités plus sulfureuses proches des néo-nazis ou des milieux identitaires ou antisémites. Mais ce sont ces derniers qui s'imposent de plus en plus, ainsi qu'en témoigne la nomination en décembre 2019 d'un représentant de l'aile dure, Tino Chruppala, à la présidence du parti, assurée conjointement avec J. Meuthen.

En ce qui concerne le rapport au passé, l'AfD prône une rupture radicale. En janvier 2017 Björn Höcke chef de l'AfD en Thuringe et proche de la mouvance identitaire autrichienne avait ainsi *réclamé* « un virage à 180 degrés de notre politique de mémoire », revendiquant « une vision positive de notre histoire » et le droit de pleurer « ses victimes » de la seconde guerre mondiale. *Dans* le même discours, il avait également qualifié le mémorial de l'Holocauste à Berlin de « mémorial de la honte » (Höcke, 2017), déclenchant une très vive indignation en Allemagne. Selon le journaliste Thomas Wieder, « un des tabous majeurs de l'après-guerre venait de tomber » (Wieder, 2018). Alexander Gauland, futur co-président de l'AfD et ancien élu de la CDU, lui emboîte le pas, réaffirmant lui aussi la nécessité pour l'Allemagne d'être fière de son passé et allant jusqu'à réhabiliter la Wehrmacht dans un discours qui a provoqué un tollé. Le 2 septembre 2017, quelques jours avant l'entrée de l'AfD au Bundestag, il déclarait ainsi : « Si les Français ont le droit d'être fiers de leur empereur [Napoléon] et les Anglais de Nelson et de Churchill, il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas être fiers des performances des soldats allemands durant la seconde guerre mondiale » (Gauland, 2017).

Ce faisant, A. Gauland reprend à son compte une vision volontairement édulcorée de la Wehrmacht qui n'est pas loin du révisionnisme : en effet, pendant longtemps la Wehrmacht a été considérée comme une armée « propre » et courageuse n'ayant rien à voir avec la guerre raciale et l'extermination, les basses besognes étant supposées uniquement exécutées par la SS. Or ce mythe est aujourd'hui largement battu en brèche, notamment depuis l'exposition itinérante de 1995 consacrée aux crimes de la Wehrmacht³, qui a causé une véritable déflagration dans l'opinion publique allemande en révélant le caractère systématique des meurtres commis contre les civils et les prisonniers de guerre, en particulier pendant la campagne de Russie. En juin 2018 A. Gauland persiste dans son entreprise de relativisation du nazisme, en affirmant qu'« Hitler et les nazis ne sont qu'une fiente d'oiseau à l'échelle de plus de mille ans d'histoire glorieuse » (Sauerbrey, 2018). Autre signe de changement : pour la première fois un collectif d'extrême droite *Wir für Deutschland* a manifesté à Berlin le 9 novembre 2018. L'objectif tendancieux était de célébrer toutes les victimes allemandes, car si la date du 9 novembre est

largement associée au pogrome antisémite de 1938 et commémorée comme telle en Allemagne, elle renvoie aussi au putsch d'Hitler en 1923 que les néo-nazis n'ont cessé de célébrer. Le 9 novembre est également le jour de la proclamation de la république de Weimar en 1918 et de la chute du mur de Berlin en 1989.

On constate donc une libéralisation de la parole et des actes et une volonté réitérée de briser les tabous mémoriels hérités de l'après-guerre, ce qui était jusqu'à alors l'apanage de groupuscules néo-nazis. Ce qui est inédit, ce n'est pas cette remise en cause des tabous, mais la visibilité qui lui est donnée, l'ampleur nouvelle du phénomène dû au poids électoral de l'AfD. Un poids qui ne se dément pas comme en attestent les élections régionales de l'automne 2019 en Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg : si l'AfD ne devient pas la première force politique de ces Länder de l'Est comme elle l'espérait, elle y conforte sa percée, obtenant entre 23% et 27 % des voix.

Il faut toutefois rappeler que chaque nouvelle provocation s'accompagne d'une levée de boucliers d'une partie de la société civile et de la grande majorité des formations politiques. En témoignent les nombreuses réactions condamnant les propos l'AfD, que ce soit dans la presse ou au sein du Bundestag où la chancelière elle-même a pris position après les propos de Björn Höcke, ou les contre-manifestations citoyennes systématiquement organisées. On peut également citer l'action d'un comité d'artistes « Zentrum für politische Freiheit » qui a érigé un faux mémorial de l'Holocauste à côté de la maison de B. Höcke en Thuringe. Les artistes s'engagent à détruire ce « Mémorial pour un mémorial » si le député de l'AfD s'y agenouille, renouvelant ainsi le geste historique de Willy Brandt devant le mémorial du ghetto de Varsovie en 1970 (Reichert, 2017). Enfin, et c'est une première, il faut évoquer la résolution signée collectivement par la très puissante association des historiens allemands en septembre 2018, pour dénoncer la persistance des préjugés raciaux, le populisme et « l'instrumentalisation politique de l'Histoire ». Ils rappellent également l'impératif « d'une confrontation critique au passé » comme fondement de la démocratie allemande (Historikerverband, 2018). Même si elle n'est pas nommée, l'AfD est évidemment visée. Ces rappels et ces condamnations ne sont pas vains puisque l'Allemagne connaît une recrudescence de la violence politique d'extrême droite. Déjà marquée en 2018 par l'assassinat de Walter Lübcke, un élu de la CDU favorable à la politique migratoire de la chancelière, par un néo-nazi, la RFA vient d'être frappée en octobre 2019 par un attentat antisémite visant une synagogue à Halle dans l'Est du pays. De nombreuses voix mettent en cause l'AfD et ses provocations, qui contribuent à l'instauration d'un climat haineux et désinhibé favorisant les passages à l'acte. C'est notamment Björn Höcke, incarnant l'aile dure du parti, qui est accusé de nourrir le terreau de

l'antisémitisme par ses déclarations répétées contre la culture de la repentance. Le ministre de l'Intérieur du Land de Bavière (CSU), Joachim Hermann, a ainsi pointé sa responsabilité en le qualifiant d'« incendiaire intellectuel », terme très virulent en allemand qui renvoie au « Schlusstrichdebatte » du siècle dernier (Hermann, 2019).

4. Quelle place pour les Stolpersteine dans ce contexte troublé en RFA ? Comment s'inscrivent-ils dans le débat mémoriel ?

Les Stolpersteine qui émergent au milieu des années 1990 reflètent très clairement l'évolution récente du contexte mémoriel en Allemagne. Si l'on s'attache à leur concept artistique, on peut les considérer comme symptomatiques d'une époque qui rejette la ritualisation de la mémoire, ainsi que l'a montré la chercheuse Hélène Camarade. Ils constituent en effet par leur dimension participative une réponse artistique à l'institutionnalisation de la mémoire à l'heure où s'exprime une saturation vis-à-vis des commémorations imposées et, de ce fait, dénuées de sens (Camarade, 2018 : 70-76). Par ailleurs, en raison de la forte hostilité qu'ils suscitent chez certains, notamment à l'extrême droite, ils entrent très clairement en résonance avec l'après-réunification marquée par le plaidoyer de certains pour une fin du débat sur le passé nazi. Ce n'est donc pas un hasard si les Stolpersteine sont aujourd'hui l'objet d'attaques ciblées et répétées.

Les controverses contre les pavés sont cependant déjà anciennes et sont apparues dès leur création. Trois types d'opposition sont récurrentes. D'une part, l'opposition d'une partie de la communauté juive : les Stolpersteine étant placés au sol, ils constitueraient une humiliation renouvelée pour les victimes dont les noms peuvent être piétinés. En piétinant les pavés, on piétinerait la mémoire. Munich interdit ainsi depuis 2004 la pose de Stolpersteine, suite à la campagne menée par Charlotte Knobloch, présidente de la Communauté israélite de la ville. Les Stolpersteine rencontrent aussi parfois l'opposition des propriétaires des maisons ou des immeubles devant lesquels ils sont scellés. Plusieurs arguments sont invoqués : la perte de valeur du bien immobilier dégradé par la présence des pavés, la stigmatisation des occupants par le rappel du crime commis ou encore la difficulté à être confronté tous les jours devant chez soi au souvenir des victimes. Enfin, il existe une très forte hostilité de la part des néo-nazis et de l'extrême droite. On ne dénombre plus les actes de vandalisme et les dégradations : beaucoup de Stolpersteine ont été arrachés ou maculés de peinture, comme à Berlin en 2017 (Stollowsky, 2018) ou à Nordenham le 9 novembre 2019, jour anniversaire de la « nuit de cristal » (Schwarz, 2019). L'artiste a également reçu plusieurs menaces de mort.

Aujourd'hui avec la montée de l'extrême droite, on assiste à une nouvelle qualité de controverse : avec l'AfD, c'est en effet la première fois qu'un parti politique bénéficiant d'une aussi large assise s'en prend publiquement à l'œuvre de G. Demnig. Le 14 février 2018, dans la droite ligne du refus de la repentance prôné par son parti, Wolfgang Gedeon, député AfD au Landtag (parlement régional) du Bade-Wurtemberg, exige dans une lettre ouverte la fin de « l'action Stolperstein » et de la « dictature de la mémoire » (Gedeon, 2018). C'est la pose de trois pavés pour honorer la famille du communiste Ernst Thälmann qui déclenche la fureur de W. Gedeon. Le contexte est certes un peu particulier : symbole de la résistance communiste contre Hitler, E. Thälmann, arrêté en 1933 et exécuté à Buchenwald en 1944, a fait l'objet d'un culte en RDA où de nombreux bustes à son effigie ont été érigés et des rues et des places baptisés à son nom. Dans son pamphlet publié sur internet, W. Gedeon oppose en outre à Thälmann les milliers de morts de la dictature est-allemande, alors que de nombreux internautes réclament des « Stolpersteine pour les victimes de la RDA ». Nous avons là un élément fondamental dans cette exigence de réorientation mémorielle : la concurrence des mémoires. Comme si une dictature pouvait en effacer une autre. Comme si l'ouverture des archives de la Stasi, les recherches sur la RDA dans une historiographie relativement récente ouvraient une ère nouvelle dans laquelle le travail sur le passé nazi n'avait plus sa place. Un acte de vandalisme, remontant à février 2017, illustre déjà cette concurrence des mémoires : à Dresde, plusieurs pavés avaient été recouverts d'autocollants portant le nom de personnes tuées lors du bombardement de la ville en février 1945. Un groupe proche des néo-nazis, les Freie Aktivisten Dresden, revendiquait l'action, menée en mémoire des « innombrables victimes de l'holocauste par bombes déclenché par les Alliés » (Abendzeitung, 2017). La dimension auto-victimaire s'accompagne de relents antisémites indéniables. En effet, ce sont des pavés pour des victimes juives qui ont été ciblés alors que le terme « holocauste » met sur le même plan les bombardements alliés et la politique d'extermination nazie. Ce qui se joue ici n'est donc pas seulement une concurrence mémorielle mais bien une instrumentalisation de la mémoire des victimes civiles allemandes afin de relativiser - voire d'effacer - les crimes du troisième Reich.

Nous manquons encore de recul pour dire avec certitude s'il y a, dans ce contexte récent, une augmentation significative des dégradations de Stolpersteine. Beaucoup pointent cependant du doigt un climat délétère depuis les élections législatives de 2017. C'est le cas de l'assistante de G. Demnig, Anne Thomas, qui déplore la multiplication des actes hostiles contre les pavés. Seule consolation, les cas de vandalisme engendrent toujours une très forte mobilisation. Ainsi après les dégradations à Berlin en 2017, 17 000 € de dons ont été récoltés pour remplacer les pavés volés.

Dans ce contexte, on peut se demander à quoi tient l'engouement non démenti pour les Stolpersteine, car les chiffres en constante augmentation donnent le tournis (en 2019 on dénombre environ 70 000 pavés, avec 5000 poses par an). L'élément déterminant est la dimension participative déjà évoquée du mémorial, qui décloisonne les sphères publiques et privées, intimes et institutionnelles, faisant des pavés, selon l'expression de G. Demnig une « sculpture sociale »⁴ qui met en interaction plusieurs acteurs. Ce faisant, il *dés-institutionnalise* la mémoire, dans la mesure où chacun individuellement, en choisissant d'honorer telle ou telle victime, en faisant des recherches biographiques en amont, puis en participant à l'organisation des poses devient partie prenante du dispositif mémoriel. S'opère ainsi une réappropriation de la mémoire, dans une individualisation du souvenir : les victimes deviennent un peu « nos » victimes, dont nous connaissons les parcours, les détails d'une vie. La *verticalité* du souvenir imposé, dicté par les décisions politiques et le calendrier officiel des commémorations, cède le pas à l'*horizontalité* d'un processus transversal partagé par tous.

Conclusion

On le voit à l'exemple des Stolpersteine, la société allemande est traversée de courants contradictoires en ce qui concerne la mémoire du nazisme. Dans un contexte de normalisation revendiquée après la réunification qui voit le retour du paradigme auto-victimaire, les tabous semblent tomber les uns après les autres, sur le mode d'une libéralisation de la parole, et parfois des actes. Cela se traduit par un rejet de l'injonction commémorative et une réhabilitation du passé allemand, fut-il associé au troisième Reich. Cependant, malgré les coups de butoirs de l'extrême droite, le consensus politique, médiatique et intellectuel autour de la nécessité de rappeler les crimes du nazisme reste largement partagé, comme le montrent par exemple l'ampleur et la médiatisation des cérémonies du 9 novembre 2018 à l'occasion du 80^e anniversaire du pogrome antisémite de 1938. Et la forte mobilisation face aux propos de l'AfD, la virulence des débats et des réactions témoignent de ce que l'histoire de cette « rupture de civilisation » (Diner, 1988) continue d'être au cœur de la question de l'identité allemande. Si l'émergence de l'extrême droite a polarisé la société allemande et créé une crispation, elle a peut-être aussi contribué par réaction à revitaliser les débats.

Bibliographie

- Arendt, H. 1950. « The Aftermath of Nazi Rule. Report from Germany ». *Commentary* n°10, p. 342-353.
- Camarade, H. 2018. « Le mémorial des Stolpersteine. Histoire, enjeux et phénomènes

d'appropriation ». *Allemagne d'aujourd'hui* n°225, p. 69-86.

Diner, D. 1988. *Zivilisationsbruch : Denken nach Auschwitz*. Frankfurt/Main: Fischer.

Kauffmann, M. 2003. Le débat Sloterdijk-Habermas de l'automne 1999 : une méta-polémique ? In : *Intellectuels et polémiques dans l'espace germanophone*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle.

König, H. 2003. *Die Zukunft der Vergangenheit. Der Nationalsozialismus im politischen Bewußtsein der Bundesrepublik*. Frankfurt/Main : Fischer.

Walser, M. 1998. *Friedenspreis des Deutschen Buchhandels 1998. Erfahrungen beim Verfassen einer Sonntagsrede*. Frankfurt/Main : Suhrkamp.

Warda, A. 2017. « Ein Kunstdenkmal wirft Fragen auf. Die „Stolpersteine“ zwischen Anerkennung und Kritik ». *Zeitgeschichte-online* [consulté le 25 novembre 2019].

Wisbauer, E. 2018. « La célébration en Allemagne du 70 anniversaire de la fondation d'Israël : un bilan des relations germano-israéliennes ». *Allemagne d'aujourd'hui* n°225, p. 19-32.

Articles de journaux

Reichert, K. « Moralbeton ». *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 novembre 2017.

Sauerbrey, A. « Warum Gauland und die AfD Geschichte umschreiben wollen ». *Tagesspiegel*, 3 juin 2018.

Schwartz, C. « Farbe auf Gedenktafeln ». *NWZ online*, 9 novembre 2019 [consulté le 25 novembre 2019].

Stollowsky, C. « Ein Stolperstein mehr in der Hufeisensiedlung ». *Der Tagesspiegel*, 17 juin 2018.

« Jahrestag des Bombenangriffs. Rechte überkleben Stolpersteine in Dresden ». *Abendzeitung* (en ligne), 14 février 2017 [consulté le 25 novembre 2019].

Wieder, T. « Allemagne, le séisme de l'extrême droite ». *Le Monde*, 5 octobre 2018.

Sitographie

Gauland, A. 2017. Discours visible en ligne sur le site du *Berliner Morgenpost*.

<https://www.morgenpost.de/politik/article211929087/AfD-Politiker-Gauland-relativiert-Verbrechen-der-Wehrmacht.html> [consulté le 18 janvier 2018].

Gedeon, W. 2018. Lettre ouverte consultable sur le blog de l'élu, sous le titre „Stolperstein-Aktionen beenden!“. <http://www.wolfgang-gedeon.de/2018/02/stolpersteine/> [consulté le 18 novembre 2018].

Höcke, W. 2017. Le discours visible en ligne sur youtube sous le titre „Dresdner Gespräche mit Björn Höcke“. <https://www.youtube.com/watch?v=sti51c8abaw&feature=youtu.be&t=3417> [consulté le 25 novembre 2019].

Hermann, J. 2019 : Interview consultable sur le site de la Bayerischer Rundfunk. https://www.br.de/nachrichten/deutschland-welt/herrmann-geistige-brandstifter-sitzen-auch-in-der-afd,ReT2fzg?UTM_Name=Web-Share&UTM_Source=Twitter&UTM_Medium=Link [consulté le 29 novembre 2019].

Historikerverband 2018 : « Résolution de l'association des historiennes et historiens allemands contre les menaces actuelles pesant sur la démocratie ». Consultable sur le site de l'association.

<https://www.historikerverband.de/verband/stellungnahmen/resolution-zu-gegenwaertigen-gefaehrdungen-der-demokratie.html> [consulté le 25 novembre 2019].

Notes

1. Chiffre donné par Silvija Kavčič lors du colloque international qui s'est tenu à Berlin en février 2019.

2. Inscription figurant sur un pavé posé à Bordeaux en avril 2017.
3. Intitulée « Guerre d'extermination - Crimes de la Wehrmacht, 1944-1944 », cette exposition élaborée par l'Institut de Hambourg pour la recherche en sciences sociales a circulé dans 33 villes allemandes et autrichiennes entre avril 1995 et octobre 1997.
4. G. Demnig emprunte lui-même cette expression à Joseph Beuys. Voir Beuys, J. 1987. *Ein kurzes erstes Bild von dem konkreten Wirkungsfelde der sozialen Kunst*, Wangen : FIU Verlag.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Les entreprises de relecture de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans la Pologne actuelle (2015-2019)

Audrey Kichelewski

Faculté des sciences historiques,
Université de Strasbourg, UR ARCHE, France
kichelewski@unistra.fr

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 09-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Cet article étudie trois exemples de relecture de l'histoire de la Seconde guerre mondiale observés en Pologne depuis 2015, dans les récits muséographiques et les déclarations politiques : le musée de la Seconde guerre mondiale ouvert en 2017 à Gdansk, dont la direction a aussitôt été remerciée pour avoir proposé une exposition non conforme au récit héroïco-national ; le problème du musée des Justes polonais ouvert en 2016 à Markowa, et enfin la glorification des « soldats maudits », érigés en martyres du communisme faisant fi de la collaboration de certains avec les nazis. Ces relectures s'inscrivent dans le cadre d'une « politique historique » activement revendiquée par les autorités au pouvoir. Il s'agit d'analyser les caractéristiques et les évolutions de ce récit dominant et de montrer quels sont les enjeux politiques et sociaux de cette distorsion du passé.

Mots-clés : politique historique ; Pologne ; mémoire ; Seconde guerre mondiale ; muséographie

Reinterpretările narațiunilor celui de-al Doilea Război Mondial în Polonia de astăzi (2015-2019)

Rezumat

Acest articol examinează trei exemple de recitare a istoriei celui de-al Doilea Război Mondial observate în Polonia din 2015, în narațiuni muzeografice și declarații politice: Muzeul celui de-al Doilea Război Mondial, deschis în 2017 la Gdansk, a cărui direcțiune a fost imediat demisă pentru propunerea unei expoziții neconforme cu narațiunea eroico-națională; problematicul Muzeu dedicat polonezilor care au salvat evrei în cel de-al Doilea Război Mondial a fost deschis în 2016 în Markowa și, în cele din urmă, glorificarea „soldaților blestemați”, prezentați ca martiri ai comunismului, ignorând colaborarea unora dintre ei cu naștii. Aceste revizuirii fac parte dintr-o „politică istorică” revendicată în mod activ de autoritățile de la putere. Vor fi analizate caracteristicile și evoluțiile acestei narațiuni dominante și pentru a evidenția care sunt mizele politice și sociale ale acestei denaturări a trecutului.

Cuvinte-cheie: politică istorică; Polonia; memorie; cel de-al Doilea Război Mondial, muzeografie

Reinterpretations of the Second World War narratives in present day Poland (2015-2019)

Abstract

This paper focuses on three examples of reinterpretation of narratives of the Second World War observed in Poland since 2015 in museums and public political statements : the Second World War Museum opened in 2017 in Gdansk, whose director was dismissed for presenting an exhibition which did not comply the heroic-national narrative; the problematic museum dedicated to the Polish Righteous opened in Markowa in 2016 and the glorification of the “cursed soldiers”, presented as martyrs of communism while forgetting the active collaboration of some of them with the Nazis. These reinterpretations are to be understood within the Polish government’s politics of the past. Characteristics and evolutions of this prevalent narrative will be analyzed, in order to highlight the political and social issues which are at stake in this distortion of the past.

Keywords: historical politics; Poland; memory; Second World War; museography

Introduction

Comme l’ont montré de nombreux travaux au cours de ces dernières décennies, la mémoire et le patrimoine sont parties prenantes d’un champ en pleine expansion des politiques publiques des États (MacMillan, 2009 : 4), sans pour autant parvenir toujours aux buts affichés par ces derniers (Gensburger, Lefranc, 2017).

L’intérêt porté en Pologne par les pouvoirs publics à l’écriture de l’histoire, et en particulier à l’histoire récente, n’est pas nouveau. On le comprend mieux en rappelant le contexte politique mouvementé du vingtième siècle en Pologne qui voit se succéder en moins d’un siècle l’avènement d’une indépendance nationale envers les empires au sortir de la Première guerre mondiale, une occupation nazie et soviétique extrêmement meurtrière, suivie d’un demi-siècle de régime communiste, autant de moments au cours desquels l’histoire immédiate n’a cessé d’être écrite, réécrite et célébrée au profit des gouvernants du moment. Le retour à la démocratie après 1989 devait ainsi être pensé comme la fin d’une histoire au service de l’idéologie. L’ouverture des archives devait notamment permettre une plus juste vision des questions demeurées taboues ou instrumentalisées sous la période communiste, comme le rôle de la résistance polonaise, le destin des officiers polonais assassinés à Katyn, mais aussi le rôle de la société polonaise face à l’extermination de ses voisins juifs.

Cet intérêt pour l’histoire récente s’est manifesté dès les années 2000 avec la création d’un Institut de la Mémoire nationale (IPN), chargé de porter la mémoire

archivistique de l'occupation nazie, et du régime communiste, mais apte aussi à enquêter sur les crimes commis contre la nation polonaise durant ces deux périodes. En outre, la perspective de l'entrée dans l'Union européenne, effective à partir de 2004, a également conduit le pays à élaborer une narration du passé visant à se présenter comme un partenaire fiable pour les instances européennes.

Le parti Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość* - PiS), de tendance nationale-conservatrice et eurosceptique, au pouvoir en coalition entre 2005 et 2007 puis seul depuis 2015, s'illustre par la défense active d'une « politique historique », que l'on peut définir comme une politique d'État revendiquée, portant sur l'écriture, l'enseignement et la diffusion des représentations symboliques liées à l'histoire (Behr, 2015) et entrant en dissonance avec le récit produit à destination de l'UE dans les années 1990. À ce titre, la période de la Seconde guerre mondiale a particulièrement été concernée¹ par l'entreprise de relecture au prisme d'une politique historique plus offensive que celle déjà entamée par ses prédécesseurs. Quelles sont les principales manifestations de ces entreprises de relectures de la Seconde guerre mondiale dans un sens ethno-national et héroïco-martyrologique et comment les comprendre ? Sont-elles efficaces au plan national et international ?

Nous nous concentrerons principalement sur trois exemples qui ont alimenté les débats depuis 2015 : le musée de la Seconde guerre mondiale à Gdansk ; le musée des Justes polonais à Markowa et l'affaire des « soldats maudits ».

1. Le musée de la Seconde guerre mondiale à Gdansk

L'origine du musée remonte à 2007, initié par le premier ministre libéral Donald Tusk. Il s'agissait de montrer, à Gdansk, ville où la Seconde guerre mondiale a commencé, l'histoire de ce conflit dans une approche globale. Un comité scientifique international a été établi, comprenant des chercheurs tels que Henry Rousso, Elie Barnavi ou Timothy Snyder, placés sous la direction de l'historien polonais Pawel Machcewicz qui assurait les fonctions de directeur du musée et avait été conseiller de Tusk (Clarke, Duber, 2018). L'exposition permanente qui a été construite sous la houlette de ce comité était axée sur la singularité des expériences vécues, et notamment la violence inouïe contre les civils. Cependant, celle-ci fut jugée trop peu centrée sur la Pologne et notamment sa résistance, pourtant présentée abondamment, mais toujours au regard d'autres résistances européennes. Alors que le musée devait ouvrir ses portes en janvier 2017, le ministre de la Culture annonça la fusion de ce musée avec un autre petit musée, encore non existant, celui de Westerplatte, qui doit commémorer la première bataille de la Seconde guerre mondiale, au cours de laquelle les forces polonaises

ont défendu les fortifications de la presqu'île éponyme Gdansk contre l'attaque nazie en septembre 1939 (Logemann, 2017). Cette manœuvre stratégique de la part des autorités permit de renvoyer le directeur du musée, puis le comité scientifique international et enfin d'opérer des changements substantiels à l'exposition permanente - sans toutefois pouvoir l'anéantir totalement, étant donné sa protection par le droit d'auteur. Parmi les nombreux détails muséographiques visant à remettre davantage la Pologne - sa résistance et ses civils - au centre du récit muséal, deux sont tout particulièrement évocateurs.

Le premier est le remplacement du film de clôture de l'exposition. Initialement, celui-ci montrait les liens entre l'expérience polonaise et l'après-guerre dans un contexte mondial, faisant défiler les principaux événements depuis 1945 à l'est comme à l'ouest du rideau de fer : procès de Nuremberg, guerre de Corée, la mort de Staline, le discours de Martin Luther King, l'assassinat de JFK et s'achevant par des images plus récentes de la guerre en Irak, de la bataille d'Alep et de la crise des réfugiés en Europe depuis 2015, laissant l'impression d'une propension inhérente à l'Homme d'entrer dans des conflits et des conséquences toujours aussi tragiques pour les civils. Cette ligne interprétative, et notamment l'accent sur les réfugiés pour lesquels le gouvernement actuel a refusé de participer aux contingents d'accueil européens a été très critiquée et le film a été remplacé par un autre film d'animation, intitulé *Niezwyciężeni* (« les invincibles », ou « les invaincus », traduit en anglais par *The Unconquered*) et produit par l'Institut de la Mémoire nationale (IPN)². Ce film, aux accents nettement plus patriotiques, ethno-nationalistes, belliqueux et offensifs. Ses fils conducteurs sont l'héroïsme du peuple polonais, à travers des figures héroïques et des batailles militaires sans victimes et la martyrologie nationale, avec la mise en équivalence de l'occupation nazie et soviétique, ainsi que la « trahison » de la Pologne par ses alliés (Behr, 2019 : 88-91). Enfin, le récit des relations polono-juives et de la Shoah est très problématique, présenté uniquement sous le prisme de l'aide polonaise aux victimes juives et sans croiser les perspectives polonaises et juives. Le caractère non inclusif de cette narration est à l'opposé du paradigme qui avait présidé à l'exposition permanente initialement proposée. Il se démarque nettement de constructions muséographiques que l'on a pu observer en Allemagne ou en France ces dernières années.

Le second élément modifié dans le musée concerne plus précisément l'attitude de la société polonaise face à l'extermination de ses voisins juifs. Si le début des années 2000 avait été marqué par un immense débat national suite à la publication du livre de Jan Gross *Les Voisins*, qui révélait au grand public la participation d'hommes ordinaires polonais au meurtre de leurs concitoyens juifs dans la bourgade de Jedwabne et d'autres localités voisines durant la Seconde guerre

mondiale (Gross, 2002), résultant en des excuses présidentielles et une réécriture des manuels scolaires abordant de manière plus approfondie le sort des Juifs polonais durant la guerre, le gouvernement actuel part en guerre contre ce qu'il estime être une « politique de la honte » et préfère mettre en lumière l'héroïsme des Justes qui ont sauvé des Juifs au péril de leur vie - quitte à simplifier un tableau en réalité plus complexe (Kichelewski, 2019). C'est ainsi que le musée a rajouté bien en évidence et au niveau de la salle dédiée à Auschwitz un panneau consacré à la famille Ulma, connue pour avoir payé de sa vie le fait d'avoir caché une famille juive dans son domicile, sur la commune rurale de Markowa, village situé au sud-est de la Pologne dans les Carpates.

Le problème est que ce panneau omet un certain nombre de vérités qui complexifient l'image parfaite d'une famille catholique dévouée au secours de pauvres juifs persécutés, risquant sa vie et finissant assassinée tout comme eux, jusqu'à la mère de famille enceinte avec son mari et ses sept enfants. Parmi ces vérités, citons par exemple le fait que cette famille a été dénoncée par un voisin polonais, ou encore le fait que dès que la nouvelle de leur assassinat s'est sue dans les environs, toutes les familles qui cachaient des Juifs les ont, au mieux chassés, au pire tués, aboutissant à plus d'une vingtaine de victimes juives dans les jours qui suivirent la découverte des Juifs cachés chez les Ulma (Grabowski, Libionka, 2016). Enfin, il faudrait rappeler le taux de survie extrêmement faible des Juifs de la région : moins de 2%, tout comme dans le reste de la Pologne occupée par les nazis, ce qu'ont montré dans un livre récent des chercheurs polonais (Engelking, Grabowski, 2018). A sa sortie, ce livre a fait l'objet de critiques très hostiles de la part d'historiens de l'IPN, reprises dans les médias.

2. L'instrumentalisation des Justes polonais

Ce panneau dédié à la famille Ulma ne fait que reprendre le contenu narratif d'un musée consacré à cette famille et plus généralement aux Justes polonais, musée inauguré à Markowa en mars 2016 par le président de la République polonaise Andrzej Duda. Le premier directeur du musée est l'historien Mateusz Szpytma, travaillant alors pour la branche de Cracovie de l'IPN, puis vice-directeur de cet institut depuis juillet 2016. Il a reçu le soutien financier de l'assemblée régionale, dominée par le PiS, à hauteur de 1,8 millions d'euros en 2008, ainsi que du ministère de la culture en 2013. La muséographie a été assurée par un conseil scientifique dirigé par Jan Żaryn, historien et sénateur PiS depuis 2015. Celle-ci a pour vocation, comme l'indique le site internet du musée de « présenter la posture héroïque des Polonais qui ont aidé les Juifs sous l'occupation allemande, risquant leurs vies et celles de leurs familles³ ». L'exemple local d'une famille est ainsi supposé refléter

l'histoire nationale. Dans un contexte international où la mémoire des Justes a pris ces dernières années une dimension plus importante⁴, la Pologne a multiplié les initiatives de recherche et de commémoration dédiés aux sauveteurs de Juifs. Au plan national, une partie de ces initiatives s'inscrivent en contre-point aux débats suscités par le livre de Jan Gross, déjà évoqué. En mettant en avant les Justes, il s'agit de présenter une autre vision que celle des voisins délateurs et meurtriers.

C'est en particulier le cas pour le musée de Markowa, qui met en avant exclusivement la famille de sauveteurs et plus généralement les Justes polonais. En effet, sur le mur des noms situé à l'entrée du bâtiment du musée, seuls les sauveteurs ont leur noms inscrits, tandis que les personnes juives sauvées - ou victimes - demeurent dans l'anonymat. Le contraste est particulièrement frappant avec le musée Polin de Varsovie, dédié à l'histoire millénaire des Juifs de Pologne et inauguré en 2013, où la salle consacré au sauvetage est au contraire centrée sur l'expérience juive - soulignant même dans la muséographie comment les Juifs vivaient confinés et dans le secret le plus absolu (Wóycicka, 2019 : 253-9).

Plus généralement, dans les politiques actuellement menées par les autorités polonaise une volonté mettre en avant ces figures de Justes, et d'en augmenter sans cesse le chiffre officiel établi par l'Institut Yad Vashem en Israël, estimant à environ 7 000 leur nombre en 2019. Ainsi, l'Institut de la Mémoire Nationale (IPN) estime, sur un portail internet spécialement dédié à la question du sauvetage et existant depuis 2002, que le nombre de sauveteurs serait au minimum de 500 000 et jusqu'à un million (IPN, 2018). Pour parvenir à ces estimations, il donne - sans le justifier - un coefficient multiplicateur de 20. Autrement dit, il fallait vingt Polonais pour sauver un Juif et estime à au moins 50 000 le nombre de Juifs sauvés, soit bien plus que la plupart des estimations communément admises par les historiens spécialistes de la question, selon lesquels le nombre de Juifs sauvés ne saurait excéder les 30 000. L'IPN adopte une définition du sauvetage bien plus extensive que celle de Yad Vashem puisqu'elle englobe l'aide ponctuelle, pour un abri, pour quelques heures, pour un morceau de pain et généralise des actions individuelles à l'ensemble d'un monastère ou d'un village.

Dans ce récit distordu, qui oublie en particulier la menace des voisins craintifs et souvent également aussi hostiles aux Juifs, prompts dès lors à dénoncer tout acte d'assistance, le sauvetage devient un acte naturel, évident, facile même, alors que ce n'était pas du tout le cas. Ce n'est donc pas faire honneur à ces Justes que de les multiplier à l'infini et d'omettre les conditions sociales dans lesquelles ils agissaient. Il s'agit également bien évidemment aussi, par cette instrumentalisation politique, de proposer un récit alternatif à celui, moins glorieux, récemment dévoilé par Gross et ses successeurs, dans lequel il apparaissait que des pans entiers

de la société polonaise avaient participé plus ou moins activement aux opérations de dénonciation, voire de meurtre de leurs concitoyens juifs.

Les enjeux vont donc bien au-delà d'une discussion entre spécialistes. L'intervention directe de l'État, par l'intermédiaire d'un institut, l'IPN, disposant de ressources bien supérieures à celles des centres de recherche académiques, et par une politique historique qui entend orienter les recherches dans un sens favorable à la « raison d'État ». Cette politique a culminé par une loi promulguée en janvier 2018 et révisant le fonctionnement de l'Institut de la Mémoire nationale en tant qu'organe pouvant instruire des procédures judiciaires. Le nouvel article, 55a, introduit une pénalisation pouvant aller jusqu'à trois ans de privation de liberté pour « quiconque, publiquement et à l'encontre des faits, attribue à la nation ou à l'État polonais la responsabilité ou coresponsabilité des crimes commis par le Troisième Reich ou d'autres crimes contre l'humanité, contre la paix ou crimes de guerre⁵ ». Si l'alinéa 3 de l'article exclut les « activités artistiques ou scientifiques » du champ d'application de la loi, le droit polonais ne donne pas de définition précise de ce que ces dernières recouvrent (Belavusau, Wójcik, 2018). Par conséquent, les conférences, les publications non-académiques, les livres historiques populaires ou la dissémination de travaux de recherche via les blogs et les réseaux sociaux, sont susceptibles de tomber sous le coup de la loi, tout comme les travaux de recherche d'étudiants ou l'enseignement de l'histoire à l'école. Cette loi rend ainsi difficile la publicisation des travaux des historiens polonais précédemment cités, ces derniers étant stigmatisés même lorsqu'ils participent à des colloques à l'étranger (Kichelewski, Lyon-Caen, Szurek, Wieviorka, 2019) et faisant même l'objet de poursuites judiciaires. Elle intimide également toute initiative locale de la part d'éducateurs qui chercheraient à diffuser un autre enseignement plus complexe et plus inclusif des relations polono-juives (Bechtel, 2019).

3. Les « soldats maudits »

Le dernier exemple à évoquer parmi les multiples entreprises de relectures de l'histoire de la Seconde guerre mondiale est un épisode qui se situe plutôt à la toute fin de la guerre et au sortir de celle-ci. Il s'agit de la tendance à réhabiliter et glorifier ceux que la nouvelle politique historique nomme « les soldats maudits ». En polonais « *Żołnierze wyklęci* », ce terme désigne les membres de certains mouvements de résistance polonaise qui continuèrent leur combat armé contre les Soviétiques et le gouvernement pro-communiste en Pologne de 1945 aux années cinquante. Les actes de guérilla incluent un déploiement d'attaques militaires lancées contre les nouvelles prisons communistes ainsi que contre les bureaux du ministère de la Sécurité publique et les lieux de détention pour prisonniers politiques

Il s'agissait de formations militaires extrêmement hétérogènes. Or, le PiS a choisi de mettre en avant les formations les plus fanatiques, xénophobes et antisémites. Celles-ci, dans leurs actes de guérilla, n'hésitaient pas parfois à commettre des meurtres ayant pour victimes la population civile polonaise, ukrainienne et juive en particulier. Mais pour la politique historique du PiS, ce sont des héros sans faille, dont l'héroïsme doit être célébré en l'absence de toute critique.

Une résolution est ainsi votée par la chambre basse polonaise en septembre 2017, pour fêter les 75 ans de la création de ces Forces armées nationales (NSZ), l'un de ces formations nationalistes. Le premier ministre polonais, M. Morawiecki s'est même recueilli à Munich sur la tombe de soldats de la brigade de la province de Sainte-Croix, célébrant son patriotisme anti-communiste mais « oubliant » qu'elle avait collaboré avec les nazis dans la chasse aux juifs (Gradwohl, 2018). Ce geste vient couronner une entreprise de réhabilitation qui avait commencé dès les années 2000 mais s'était surtout marquée depuis 2011 avec la création d'une journée nationale, le 1^{er} mars de chaque année, dédiée à la mémoire des Soldats maudits, votée sur initiative proposée l'année précédente par le président défunt Lech Kaczynski et soutenu par son successeur Bronislaw Komorowski, à l'origine de la transformation du centre de détention des prisonniers politiques à l'époque communiste, situé rue Rakowiecka à Varsovie, en musée dédié à la mémoire des « soldats maudits ».

Mais alors que sous le gouvernement précédent cette réhabilitation s'était cantonnée au domaine civil et s'était accompagnée de publications critiques, il semblerait que l'hagiographie soit à présent uniquement de mise, alors que les initiatives de célébration des « soldats maudits » n'ont cessé de se multiplier, faisant passer cette mémoire jadis vénérée uniquement par des marges de l'extrême droite à une narration à présent revendiquée par le pouvoir et présentée comme dominante et consensuelle. En 2017, ce sont ainsi plusieurs centaines d'évènements qui se sont tenus, impulsés par les autorités, comme le billet de 10 zlotys commémoratif issu par la Banque nationale de Pologne, mais aussi des initiatives locales, projections de films, activités pour enfants et adolescents (Konczal, 2020 : 68). Surtout, on voit dans ces démarche une forme d'injonction à suivre l'exemple de ces soldats - y compris en actes concrets. Ces figures sont ainsi érigées en modèles à suivre pour la jeunesse. Tel était en effet la teneur du message prononcé en 2016, par le président de la République Andrzej Duda, lors de funérailles d'État en l'honneur de Zygmunt «Lupasza» Szendzielarz. Ce «soldat maudit», actif dans le nord-est du pays contre le NKVD après que son unité de combat de l'Armée de l'Intérieur ait appelé à cesser le combat, avait été condamné à mort en 1950 lors d'un procès stalinien. Réhabilité après la chute du communisme, sa dépouille fut identifiée officiellement

en 2013 par l'IPN, ce qui donna lieu à ces funérailles d'État. Durant la cérémonie, le président n'hésita pas à affirmer : « Nous élevons une nouvelle génération en prenant exemple sur eux [les soldats maudits], afin qu'ils soient fidèles à la Patrie jusqu'au bout » (Peters, 2016 : 6-7). Ce que le président omit de mentionner est que ce héros de guerre était également responsable d'avoir causé la mort d'au moins 67 civils, principalement des femmes et des enfants, dans le village lituanien de Dubkinki et de ses environs en juin 1944, agissant à l'encontre des ordres de ses supérieurs au sein de l'Armée du pays (*Armia Krajowa*), l'organisation armée de résistance en Pologne, qui avait explicitement proscrit les actes de revanche contre les civils. Un véritable culte des soldats maudits s'est ainsi établi ces dernières années, qui relativise notamment les héros de l'insurrection de Varsovie de l'été 1944 mais aussi l'ensemble de la résistance dans sa dimension plurielle. Ce culte séduit, semble-t-il, une partie de la jeunesse polonaise. Ces « soldats maudits » sont particulièrement attractifs pour l'extrême droite, qui s'en approprie les symboles, y compris sous la forme d'une culture pop, à coup d'images sur des t-shirts arboré par les supporters de football radicaux dans les stades, les mêmes qui vantent le parti fasciste d'avant-guerre ONR (*Obóz Narodowo-Radykalny* - Camp radical national). Par le biais de sa politique historique, le parti PiS semble donc consentir aux actions et revendications de ces groupes extrémistes, qui n'hésitent pas à recourir à la violence physique contre ceux qui s'opposent à eux.

La Pologne, avec la Hongrie et la Lituanie, ont ainsi réussi à mettre en cause le consensus mémoriel européen, par ailleurs fragile et âprement discuté, autour notamment de la mémoire de la Seconde guerre mondiale mais aussi du communisme, après l'élargissement de l'Union européenne à l'Est en 2004 (Neumayer, 2018).

Conclusion

Pour conclure, on voit bien que ces entreprises de relecture de l'histoire de la Seconde guerre mondiale ont plus le nom de politique que d'historique. Par delà l'histoire, l'enjeu est de discréditer l'opposant politique à coup d'histoire : mon récit sert mieux les intérêts de mon pays que le tien, telle est en substance ce que veulent dire les défenseurs de cette offensive politique publique de l'histoire. Le parti PiS a ainsi multiplié depuis son arrivée au pouvoir en 2015 des prises de position, actions symboliques, médiatiques et même initiatives législatives visant à promouvoir une histoire officielle. Il s'inscrit tout à fait dans le sillage d'une mémoire anti-communiste qui se développe en Europe centrale depuis les années 1990 (Klich-Kluczewska, 2017 ; Neumayer, 2018). S'agissant plus particulièrement de la Seconde Guerre mondiale, il s'agit de promouvoir un récit historique officiel,

héroïco-martyrologique (Mink, Neumayer, 2007 ; Behr, 2019) dans lequel la complexité des relations que les Polonais non-juifs ont pu entretenir avec leurs concitoyens juifs, particulièrement durant la Shoah, est niée, à rebours de l'historiographie la plus récente sur le sujet (Dreifuss 2017 ; Kichelewski, Lyon-Caen, Szurek & Wieviorka, 2019). A contrario, sont tendanciellement essentialisées les différences culturelles et/ou confessionnelles entre concitoyens polonais, faisant des Juifs une catégorie à part, ayant une histoire spécifique et distincte de celle des « Polonais ».

Cette nouvelle narration est également mise en avant dans les relations diplomatiques, non sans heurts. Avec l'Allemagne, le parti PiS ne cesse de formuler des revendications maximalistes, réclamant par l'intermédiaire du premier ministre le 22 août 2019 des dettes de guerre de 800 milliards d'euros (Tenré, 2019) ! Les relations sont également tendues avec Israël, en dépit des volontés politiques d'entretenir de bons rapports. Ainsi, au lendemain du vote de la loi sur l'IPN de janvier 2018, amendée en juin, une déclaration commune des deux premiers ministres avait pour objectif d'apaiser les opinions publiques, en affichant un consensus sur l'historiographie des relations polono-juives. Or, les historiens sérieux des deux pays contestent la véracité historique des propos tenus (Yad Vashem, 2018). En outre, pour la frange mobilisée de la droite nationaliste polonaise, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, est accusé d'avoir fait trop de concessions à Israël sous la pression américaine. Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a de son côté été critiqué, même au sein de son camp politique, pour avoir accepté de cautionner des distorsions portant sur des faits historiques. Du reste, les tensions demeurent encore palpables entre les deux pays, comme l'atteste l'annulation de la visite du Premier ministre polonais en Israël prévue en février 2019, à la suite des déclarations du nouveau ministre des Affaires étrangères israélien insinuant qu'il existerait un antisémitisme atavique des Polonais. Les contextes électoraux respectifs des deux pays ont très certainement leur part dans cette escalade d'agressivité, de même que l'irruption de la Russie dans la bataille mémorielle et politique, à l'occasion de la célébration du 75^{ème} anniversaire de la libération d'Auschwitz, célébré à Yad Vashem le 23 janvier 2020, en l'absence du président polonais.

Bibliographie

- Bechtel, D. 2019. « Autour de la « loi sur la Shoah » en Pologne. Table ronde avec Elzbieta Janicka, Audrey Kichelewski et Jean-Yves Potel ». *Mémoires en jeu*, 9, p. 109-114.
- Behr, V. 2015. « Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire. La « politique historique » en Pologne ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 46 (3), p. 21-48.

- Behr, V. 2019. « Entre histoire et propagande. Les contributions de l'Institut polonais de la mémoire nationale à la mise en récit de la Seconde Guerre mondiale ». *Allemagne d'aujourd'hui*, 228 (2), p. 82-92.
- Belavusau ,U., Wójcik A. 2018. « La criminalisation de l'expression historique en Pologne : la loi mémorielle de 2018 ». *Archives de politique criminelle* », n° 40, p. 175-188.
- Dreifuss, H. 2017. « Jewish Historiography of the Holocaust in Eastern Europe ». *Polin*, 29, p. 217-245.
- Engelking, B., Grabowski J. (dir.). 2018. *Dalej jest noc: losy Żydów w wybranych powiatach okupowanej Polski* [La nuit continue : le sort des Juifs dans une sélection de poviatés de Pologne occupée]. Varsovie : Stowarzyszenie Centrum Badań nad Zagładą Żydów.
- Gensburger, S., Lefranc S. 2017. *À quoi servent les politiques de mémoire ?* Paris : Les Presses de Sciences Po.
- Grabowski, J., Libionka D. 2016. « Markowa. Żydowska śmierć, polska wina, wspólny strach » [« Markowa. Mort juive, faute polonaise, craintes communes »]. *Gazeta Wyborcza*, 9 décembre 2016.
- Gradwohl, P. 2018. « En Pologne, l'histoire sous tutelle ». *Le Monde*, 22 février 2018.
- Gross, J. 2002. *Les voisins : 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*. Paris : Fayard.
- Instytut Pamięci Narodowej [Institut de la Mémoire nationale], 2018. Portail en anglais : <http://www.ipn.gov.pl/en/news/285,dok.html#> [consulté le 3 avril 2020].
- Kichelewski A., Lyon-Caen J., Szurek J.-C., Wiewiorka A. (dir.). 2019. *Les Polonais et la Shoah. Une nouvelle école historique*, Paris : CNRS éditions.
- Kichelewski, A. 2019. Le sauvetage des Juifs en Pologne : une historiographie aux prises de tensions mémorielles et nationalistes. In Bonafoux C., Vallade O. (dir.), *Survie des juifs en Europe : Persécutés, sauveteurs, Justes*. Lyon : Libel, p. 162-169.
- Klich-Kluszweska, B. 2017. Goodbye Communism, Hello Remembrance: Historical Paradigms and the Institute of National Remembrance in Poland. In P. Apor, S. Horvat & J. Mark (dir.), *Secret Agents and the Memory of Everyday Collaboration in Communist Eastern Europe*, Londres/New York: Anthem Press, p. 37-57.
- Kończal, K. 2020. « The Invention of the “Cursed Soldiers” and Its Opponents: Post-war Partisan Struggle in Contemporary Poland » . *East European Politics and Societies*, 34 (1), p. 67-95. <https://doi.org/10.1177/0888325419865332>.
- Logemann, D. 2017. « On ‘Polish History’: Disputes over the Museum of the Second World War in Gdańsk ». *Cultures of History Forum* (21.03.2017). DOI: 10.25626/0061.
- MacMillan, M. 2009. *The uses and abuses of history*. London : Profile.
- Mink G., Neumayer L. 2007. *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris : La Découverte.
- Neumayer, L. 2018. *The Criminalisation of Communism in the European Political Space after the Cold War*. Londres: Routledge.
- Peters, F. 2016. « Remaking Polish National History: Reenactment over Reflection ». *Cultures of History Forum* (03.10.2016). DOI: 10.25626/0054.
- Tenré S., 2019. « La Pologne toujours en conflit avec l'Allemagne sur la question des réparations de guerre », *Le Figaro*, 30 août 2019 : <https://www.lefigaro.fr/international/la-pologne-toujours-en-conflit-avec-l-allemande-sur-la-question-des-reparations-de-guerre-20190830> [consulté le 3 avril 2020].
- Wójcicka, Z. 2019. « Global patterns, local interpretations: new Polish museums dedicated to the rescue of Jews during the Holocaust ». *Holocaust Studies*, 25/3, p. 248-272, DOI: 10.1080/17504902.2019.1567660.
- Yad Vashem, 2018, «Yad Vashem historians respond to the joint statement of the Governments of Poland and Israel concerning the revision of the January 26, 2018, amendment to Poland's Act on the Institute of National Remembrance ». *YadVashem.org*, <https://www.yadvashem.org/research/historians-reaction.html> [consulté le 03 avril 2020].

Notes

1. Même si d'autres périodes de l'histoire sont aussi concernées, qu'il s'agisse du passage à la démocratie en 1989 et des débats sur les rôles respectifs des différents acteurs, et en particulier celui de Lech Kaczynski valorisé au détriment de Lech Walesa ou de Tadeusz Mazowiecki ; ou encore de la réévaluation du nationaliste Roman Dmowski dans la Pologne de l'entre-deux-guerres.
2. Ce film peut être visionné, avec le commentaire didactique qui l'accompagne, à cette adresse : <http://www.niezwycezeni-film.pl> [consulté le 3 avril 2020].
3. D'après la page internet du musée, disponible en polonais, en anglais et en hébreu : <http://muzeumulmow.pl/en/museum/about-museum> [consulté le 3 avril 2020].
4. On peut évoquer à cet égard la création en 2012 d'une journée européenne dédiée à la mémoire des Justes. Voir la déclaration du Parlement européen du 10 mai 2012 : <https://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0205+0+DOC+XML+V0//EN> [consulté le 6 avril 2020].
5. Le texte intégral de la loi en polonais est disponible sur le site de la diète : Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej polskiej [Journal officiel de la République polonaise], 14 février 2018, n° 369 : <http://prawo.sejm.gov.pl/isap.nsf/download.xsp/WDU20180000369/O/D20180369.pdf> [consulté le 3/4/2020].



GERFLINT

ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Manifestations de l'héritage totalitaire de droite dans la Roumanie actuelle

Antoanela-Paula Mureșan

Faculté d'études européennes,

Université Babeș-Bolyai, Roumanie

paula.muresan@euro.ubbcluj.ro

Reçu le 21-05-2020 / Évalué le 03-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

La *Légion de l'Archange Michel*, créée par Corneliu Zelea Codreanu en Roumanie pendant l'entre-deux-guerres, reste la manifestation la plus importante de l'extrême-droite dans ce pays, tout au long de son histoire. Cette étude commence par une analyse détaillée des éléments doctrinaires et des activités attribués à cette force politique qui a changé le visage du Royaume à l'époque, par ses assassinats et le tumulte provoqué notamment parmi les jeunes. Ensuite, on entreprend une description des conceptions légionnaires présentées surtout dans deux livres de chevet du mouvement, écrits par Zelea Codreanu, ce qui facilite la compréhension de ses racines nationalistes, antisémites et orthodoxes. On a évoqué l'impact européen de la *Garde de Fer* pendant l'entre-deux-guerres et aussi le souvenir de la *Garde* pendant la période communiste (1947-1989). Finalement, on retrouve des traces de la doctrine légionnaire dans la Roumanie actuelle, bien que faibles, sous la forme d'un parti politique dénué d'une voix réelle, mais présent dans le numérique et à des protestations sporadiques, appelé *La Nouvelle Droite*. L'influence de ses thèses xénophobes sur les perceptions des Roumains sont faibles, mais démontrent une certaine revendication du message de Zelea Codreanu, dirigé contre le multiculturalisme, la tolérance et l'europhisme contemporains.

Mots-clés: légionnaires, Corneliu Zelea Codreanu, entre-deux-guerres, extrême droite, nationalisme

Manifestări ale moștenirii totalitare de dreapta în România actuală

Rezumat

Legiunea Arhanghelul Mihail, creată de Corneliu Zelea Codreanu în România interbelică, rămâne manifestarea cea mai importantă a extremei drepte din țară, de-a lungul istoriei sale. Acest studiu începe cu o analiză detaliată a elementelor doctrinare și a activităților atribuite acestei forțe politice, care a schimbat fața regatului român la vremea respectivă, prin asasinatelor sale și revolta provocată în special în rândul tinerilor. În continuare, am întreprins o descriere a concepțiilor legionare prezentate mai ales în două cărți ale Mișcării, scrise de Zelea Codreanu, care facilitează înțelegerea rădăcinilor sale naționaliste, antisemite și ortodoxe. S-a menționat impactul european al *Gărzii de Fier* în perioada interbelică și, de

asemenea, memoria *Gărzii* în perioada comunistă (1947-1989). Există urme de doctrină legionară în România actuală, slab manifestate, sub forma unui partid politic, lipsit de o voce reală, dar prezent în lumea digitală și care se manifestă cu proteste sporadice, numit *Noua Dreaptă*. Influența tezelor sale xenofobe asupra percepțiilor românilor este slabă, dar demonstrează o reală revendicare pentru mesajul lui Zelea Codreanu, îndreptat împotriva multiculturalismului, toleranței și europeismului contemporan.

Cuvinte-cheie: legionari, Corneliu Zelea Codreanu, perioada interbelică, extrema dreaptă, naționalism

Occurrences of the right-wing totalitarian inheritance in contemporary Romania

Abstract

The Legion of the Archangel Michael, founded by Corneliu Zelea Codreanu in Romania during the Interwar Period, remains the most prominent occurrence of the far right throughout this country's history. This study begins with a detailed analysis of the doctrine elements and activities that are attributable to this political force which altered Romania's stance at the time, through its assassinations and turmoil sparked chiefly among the youth. Then, a description is provided of the legionnaire guidelines mostly described in two fundamental books of the movement, authored by Zelea Codreanu, which enables a better understanding of its nationalist, anti-Semitic and Orthodox roots. We have mentioned the European impact of the *Iron Guard* during the interwar period and also the memory of the Guard during the communist period (1947-1989). Finally, remnants of the doctrine, albeit faint, are traced to modern Romania, in the guise of a political party that lacks any real prominence, but is present online and at the occasional protest, named *The New Right*. The influence of its xenophobic theses on Romanians' perceptions are poor, but they do stake a certain claim to the message of Zelea Codreanu, directed against the multiculturalism, tolerance and Europeanism of contemporary society.

Keywords: legionnaires, Corneliu Zelea Codreanu, Interwar Period, far-right, nationalism

L'extrême droite dans l'entre-deux-guerres : leadeur, organisation, idéologie

À partir de la fondation de *Légion de l'Archange Michel* (Heinen, 1999 : 114-135), Corneliu Zelea Codreanu (1899-1938) est devenu le véritable leader de l'extrémisme de droite en Roumanie, acclamé par ses camarades, détesté par les dirigeants des partis politiques, surnommé le *Capitaine*, et perçu comme le seul sauveur de la Roumanie par ses adeptes. Emblématique en ce sens est la phrase prononcée par Ion Mota, son ami et camarade : « et que tu fasses, Corneliu, de notre pays un pays beau comme un soleil et puissant et obéissant à Dieu ! Vive la Légion ! » (Moța, 1993 : 16).

L'activité de Codreanu dans des organisations a commencé en 1919, lorsqu'il a adhéré à la *Garde de la Conscience Nationale*, fondée par Constantin Panou, qui a exprimé son credo par la création du socialisme national chrétien. La Garde était considérée comme une organisation anticommuniste. Codreanu a avoué que dans ses discussions avec Panou, les objectifs qu'ils avaient fixés pour l'organisation visaient aussi la condition des ouvriers : « Il ne suffit pas de vaincre le communisme. Nous devons nous battre pour la justice des travailleurs. Ils ont le droit au pain et le droit à l'honneur. Nous devons lutter contre les partis oligarchiques, en créant des organisations nationales de travailleurs qui peuvent gagner leur droiture dans l'État, et non pas contre l'État. » (Zelea Codreanu, 1935 :34).

Une autre initiative a été celle de 1930, lorsque Codreanu a fondé l'organisation de la jeunesse *La Garde de Fer*. Ensuite, en 1933, il s'est déclaré le fondateur du *Parti pour le pays*, comme expression politique du mouvement légionnaire, montrant qu'il avait réussi, en dix ans, à devenir un acteur important sur la scène politique, un joueur avec une influence que peu d'hommes politiques du temps auraient devinée.

Quand Codreanu s'est séparé de A. C. Cuza¹, il a choisi le même symbole, le svastika, pour l'organisation *La Légion de l'archange Michel*. « À 10h, nous sommes tous partis en costume national avec le chapeau, avec un grand svastika au cœur, marchant, en direction de l'église de Saint Spiridon. » (Zelea Codreanu, 1935 : 199). Codreanu a déclaré lui-même qu'à cause de l'interdiction de la Légion pendant les élections il avait été forcé de choisir un signe électoral pour la *Garde de fer*. Le symbole principal utilisé par la *Garde* était une grille de fer et une croix carrée, désignant les barreaux de la prison en tant que symbole du martyr, également appelée la *croix de l'archange Michel*. (Zelea Codreanu, 1935 : 221).

Les membres du mouvement légionnaire portaient des uniformes verts avec la courroie en diagonale (Zelea Codreanu, 1933), comme symbole du renouvellement, « du printemps de la nation roumaine » et s'appelaient *les chemises vertes*. Même si les uniformes ont été interdits par le gouvernement, Codreanu a demandé à ses camarades de les porter chez eux ou pendant les jours de fête (Zelea Codreanu, 1933).

Il faut souligner un aspect extrêmement important : Codreanu n'a pas eu de programme politique. Il opinait que le pays avait trop de programmes politiques mais sans aucun résultat : « Ce pays périt par manque de personnes, et non pas par manque de programmes. » (Zelea Codreanu, 1935 :175) Son désir déclaré, « sa mission » a été d'organiser les gens et de les aider à se purifier. Ainsi, il a écrit un livre intitulé *Cărticica șefului de cuib (Le bouquin du chef de nid)*, un vrai manuel qui

contient des renseignements et des conseils pour se comporter, vivre et agir comme de vrais légionnaires. Pour y arriver, il a organisé ses camarades selon un modèle, disons, militaire, en faisant apparaître les *nids légionnaires*. Les buts principaux de ces nids étaient la discipline, l'ordre et l'éducation de leurs membres. Par conséquent, les nids légionnaires sont devenus la structure de base de l'organisation. Il les a façonnés en différents types, avec des hiérarchies bien établies, et des règles administratives très strictes.

Codreanu a désiré implémenter cette structure d'organisation dans le pays entier, ayant pour but la création d'une école légionnaire, la seule « capable » (sic) de transformer la nation. Codreanu a insisté pour une école parce qu'il voulait imprégner une « mentalité nouvelle », c'est-à-dire une purification morale qui pourrait être réalisée seulement par l'intermédiaire d'une école et non par un parti politique. À son avis, « Un parti politique, même celui de monsieur Cuza, peut, au plus, donner un nouveau gouvernement ou une nouvelle manière de gouverner : une école légionnaire peut donner à ce pays un nouveau type de Roumain. » (Zelea Codreanu, 1935 : 177). L'école légionnaire, morale et éducative à son avis, pourra offrir à la Roumanie un prototype de Roumain, que Codreanu hyperbolise en lui attribuant des qualités héroïques. « De cette école légionnaire, un nouvel homme, un héros, devra sortir. Un géant au milieu de notre histoire, pour combattre et vaincre tous les ennemis de la patrie, sa lutte et sa victoire doivent s'étendre au-delà des ennemis invisibles, jusqu'aux forces du mal. » (Zelea Codreanu, 1935 :177).

Le pouvoir de l'exemple est la caractéristique essentielle du nouvel homme créé par l'école légionnaire. Doté de qualités physiques et morales exagérées, le légionnaire réussira à transformer la Roumanie, et il deviendra un jalon dans la vie de la communauté où il opérera. Ceci est le credo de Codreanu vis-à-vis des membres de la Légion : « Où qu'il aille, il créera un nouvel environnement de la même nature. Il sera un exemple. Il fera d'autres légionnaires. Et le monde, à la recherche de jours meilleurs, le suivra. Ces nouveaux arrivants devront vivre dans le respect des mêmes niveaux de vie légionnaire. Tous ensemble, dans la même armée, ils seront une force qui combattront et vaincra. Cela sera la Légion de l'Archange Michel. » (Zelea Codreanu, 1935 : 177).

Le légionnaire devait également respecter un ensemble de règles qui, selon Codreanu, incarnaient l'esprit légionnaire. Celles-ci faisaient référence à la propreté de l'âme, au désintéret pour le combat, à l'endurance, à la foi, au travail, à l'ordre, à la hiérarchie, à la dichotomie, à l'énergie, à la force morale, à la justice, aux actes. Pour Codreanu et ses camarades, le but ultime de leur conformité serait la résurrection du peuple roumain.

Selon Codreanu, au-delà de ces caractéristiques, il fallait en ajouter encore une, sans laquelle ce processus de purification morale ne pourrait pas avoir lieu. Il s'agissait de la communion avec Dieu. Codreanu a imprégné à la Légion un fort caractère chrétien orthodoxe. La prière, le serment devant Dieu, les commandements, les alliances légionnaires étaient des constantes dans la vie du légionnaire. Grâce à elles et par elles, il était possible de purifier moralement chaque légionnaire.

Le caractère mystique de la Légion a été souligné par le fait que le légionnaire devait éprouver l'esprit du sacrifice suprême, c'est-à-dire la mort. Le sacrifice avait pour objectif final le sauvetage de la nation roumaine, seul et unique repère de la vie du légionnaire. Il pouvait à tout moment donner sa vie pour Christ et la Légion car la mort signifiait réellement la résurrection. Le serment, pratique courante du légionnaire, impliquait la croyance religieuse, de sorte qu'il n'avait pas de sens pour l'homme non religieux. Vu comme un phénomène ancestral de la vie sociale et présupposant la croyance dans le jugement de Dieu, le but du serment légionnaire était de montrer, encore une fois, s'il était nécessaire, la place que Dieu occupait dans la vie des légionnaires :

« Je jure devant Dieu
Face à votre sacrifice pour le Christ et la Légion
Pour rompre de moi les joies terrestres,
Pour me sortir de l'amour humain,
Et, pour la résurrection de mon peuple
À tout moment,
Je suis prêt à mourir
Je le jure » (Zelea Codreanu, 1933)

Les chantiers créés par Codreanu ont été un instrument de propagande de la nouvelle mentalité du soi-disant « homme nouveau ». Avec une participation exclusive des étudiants, leur objectif était démonstratif, avec des implications émotionnelles extrêmement fortes, comme ce fut le cas de l'école légionnaire elle-même. Pour Codreanu, l'implication des étudiants dans ces camps était le point zéro à partir duquel la société roumaine devait être modifiée : les étudiants devaient être employés par les paysans et non pas l'inverse. La guerre entre les classes sociales devait être poussée à son point et au lieu de la haine et du mépris, il fallait instaurer la réconciliation et l'appréciation. À nouveau, l'impact émotionnel y a joué le rôle essentiel : « Notre premier chantier a eu l'effet d'un début de révolution dans la mentalité actuelle. Tout le monde autour de nous - paysans, ouvriers et, surtout, intellectuels - se réunit curieusement pour nous regarder (...) Le monde assista à la fin d'une mentalité dirigeante : il est honteux pour un

intellectuel de travailler avec ses bras, en particulier dans les travaux fastidieux réservés jadis aux serviteurs ou aux classes méprisées. » (Zelea Codreanu, 1935 : 113).

Pour Codreanu, la nation devait être « pure » (sic), roumaine, inchangée. À son avis, le problème même de la politique roumaine commence par le fait que les Juifs ont saisi tout le pouvoir politique du pays. Chaque fois qu'il en avait l'occasion, Codreanu ne cessait pas de déclarer : « Le problème juif n'est pas une utopie, mais un grave problème de vie ou de mort pour le peuple roumain ; les dirigeants du pays, regroupés en partis politiques, deviennent de plus en plus un jouet dans les mains du pouvoir juif. » (Zelea Codreanu, 1935 :105). Par conséquent, pour lui, tout se résumait à la minorité juive, perçue comme « le mal existentiel de la nation roumaine ». Une fois l'ennemi identifié, Codreanu a fait une proposition d'urgence pour améliorer partiellement le problème : l'introduction du *numerus clausus*. Selon lui, le fait que les dirigeants politiques roumains, au lieu de garder l'essence de la nation roumaine, étaient « vendus » aux Juifs, entraînerait la « disparition de la nation roumaine » (sic). La classe politique roumaine semblait mener une politique discrétionnaire où tout se réaliserait en accord avec les Juifs. Plutôt que de protéger les intérêts du peuple roumain, les politiciens roumains collaboraient à la soumission de l'État : « *Numerus clausus* n'est qu'une formule pour la répartition des Juifs au sein des nations, mais non pas une formule pour résoudre le problème. Mais l'Europe ne se réveillera que dans 10 ans et introduira le «*numerus clausus*», rendant justice à notre foi, mais Ionel Brătianu ne sera pas capable de tenir sa parole, et ses descendants seront transformés en serviteurs ordinaires du judaïsme, qui élèveront leur poing pour nous frapper et nous tuer sur les ordres des maîtres étrangers. » (Zelea Codreanu, 1935 : 93).

Dans cette équation de la nation roumaine « pure », Codreanu a avancé un argument territorial qu'il a élevé au rang de loi. La nation et le territoire sont un tout, un tout indestructible que Dieu a consacré depuis la création du monde. Une minorité, lorsqu'elle siège sur le territoire d'une autre nation, ne fait que « violer » la loi divine. Cette minorité deviendra donc automatiquement un délinquant. Le thème du danger employé par Codreanu permet d'établir un lien évident entre le danger qui était représenté par la minorité juive et la réalité dans laquelle vivaient les Roumains. Ainsi, les Juifs menaçaient directement les normes morales, sociales, existentielles et environnementales de la société roumaine : « Il existe des lois créées par Dieu qui régissent la vie des peuples. L'une de ces lois est la loi du territoire. Dieu a laissé un territoire déterminé pour que chaque peuple vive, grandisse, se développe et crée sa propre culture. Le problème juif en Roumanie en tant que nuisance consiste en une violation par les Juifs de cette loi naturelle du territoire.

Ils ont violé notre territoire. Ils sont des criminels et moi, le peuple roumain, je suis appelé à supporter les conséquences de leur crime. » (Zelea Codreanu, 1935 : 47).

Dans ce contexte, la nation « pure » devait être dirigée par une élite à laquelle on a attribué certaines caractéristiques essentielles. L'idée des élites est liée à l'idée de moralité, travail, bravoure, sacrifice, vie dure, pauvreté, croyance en Dieu et amour. « La conclusion : un peuple n'est pas conduit par lui-même, mais par son élite. C'est-à-dire, à travers cette catégorie de personnes nées de son sein avec certaines compétences et spécialités. » (Zelea Codreanu, 1935 : 243). Codreanu a introduit ici la forme de gouvernement qu'il souhaitait. Il n'était pas d'accord avec la capacité des gens à choisir qui les dirige : « J'admets tout autre système en dehors de la «démocratie», que je vois me tuer, moi et le peuple roumain. » (Zelea Codreanu, 1935 :245).

À son avis, une démocratie fondée sur le choix est la pire de toutes les choses, car les foules choisissent une élite « immorale ». Pour Codreanu, la sélection sociale était la seule qu'il acceptait, étant un choix naturel. La démocratie n'est pas une solution naturelle, donc elle ne peut être « saine » pour un peuple, quoi qu'il en soit. Dans un État basé sur une forme de gouvernement qu'il ne pouvait pas définir lui-même, « Je veux montrer que les mouvements en Europe : «le fascisme», «le national-socialisme» et «le mouvement légionnaire» ne sont ni dictatures, ni démocraties. » (Zelea Codreanu, 1935 : 194). Codreanu a proposé une idée propre, une forme de gouvernement que le monde n'avait pas expérimentée dans le passé. Il s'agissait d'une sorte d'œcuménisme national : « Je ne sais pas quel nom elle recevra, mais c'est une forme nouvelle. Je pense qu'elle est basée sur cet état d'esprit, cet état élevé de conscience nationale, qui, tôt ou tard, s'étend à la périphérie de l'organisme national. C'est un état de lumière intérieure (...) Cet état, à juste titre, pourrait s'appeler un état d'œcuménisme national. » (Zelea Codreanu, 1935 :194). Révélation, mystère, divinité, conscience nationale, voici les composants de base de l'État imaginé par Codreanu.

La *conscience nationale* a été une constante dans les discours de Codreanu, étant invoquée même lorsqu'il exprimait son opinion sur le leader d'une nation. L'appel au surnaturel, à la divinité, était l'ingrédient utilisé par Codreanu pour expliquer les actions du leader. Quoi qu'il en soit, dans sa vision, le leader transcende le temps. Il a été choisi. Il devait faire ce qui devait être accompli, ses actions étant menées par une force surnaturelle. Il a amené en discussion une vision messianique de la vie.

À l'état d'œcuménisme national qu'il a envisagé pour la nation roumaine, Codreanu a ajouté quelques caractéristiques définitoires. Ainsi, l'État légionnaire

était un État anti-judaïque. La définition d'être légionnaire supposait la lutte contre les Juifs : « Le problème juif, visible uniquement dans la moitié nord de la Roumanie, invisible mais également présent dans l'autre moitié, représente pour la nation roumaine le plus grand danger connu depuis le début de l'histoire jusqu'à aujourd'hui. » (Zelea Codreanu, 1935 : 231).

Un danger extérieur, le communisme, a été progressivement transformé en un danger intérieur au pays. Dans la vision de Codreanu, la menace communiste était d'autant plus réelle que la classe politique roumaine restait inerte à l'égard de ce sujet (Corpădean, 2012). Ainsi, Codreanu a renforcé le caractère urgent de la situation : les légionnaires devaient agir tout de suite afin de contrecarrer la menace communiste. L'action et même l'usage de la force physique ont été demandés.

Codreanu, à travers ses discours écrits ou oraux, a présenté une classe politique roumaine incompétente, corrompue, qui menait une politique calamiteuse, se montrant incapable de conduire le pays. Autant sur le plan national que sur le plan international, la classe politique et les dirigeants politiques roumains ont fait preuve d'un désintérêt total pour la nation dont ils faisaient partie. Les partis politiques sont présentés d'une manière tellement négative que les légionnaires devaient agir pour que la nation ne perdît pas ses repères les plus importants : son identité et sa culture.

En favorisant un tel discours, autour de cette idéologie, Codreanu a réussi aux élections de 1937 à devenir la troisième force politique du pays, après le Parti national libéral et le Parti national paysan, gagnant 15,58% des votes (Le Parti national libéral- 1.103.353 - 35,92%, Le Parti national paysan - 626.612 - 20,40%, Le parti Tout pour le pays - 478.378 - 15,58%) (Nedelcu, 1981 : 238), même si les membres du mouvement légionnaire ont été responsables des assassinats des premiers ministres Ion Duca en 1933 (Newton, 2014, p. 120), Armand Călinescu en 1939 (Motyl, 2000 : 92) et de l'ancien premier ministre Nicolae Iorga en 1940. (Dumitru, 2016).

Codreanu a réussi à rassembler autour de lui surtout les étudiants qui avaient été fascinés par ses idées. Ils ont représenté le noyau dur de la Légion. Quelques-uns ont fait le sacrifice suprême et ont donné leur vie pour la Légion. Parmi les disciples les plus connus, nous citerons Ion Moța (1902-1937), Vasile Marin (1904-1937) et Horea Sima (1906-1993). Leurs destins ont été entièrement repris par la Légion et leurs croyances étaient tout à fait conformes à celles de Codreanu. Ion Moța et Vasile Marin ont participé aux luttes contre le communisme en Espagne, où ils sont morts en 1937. Horea Sima a vu le rêve des légionnaires mis en pratique, par l'instauration de l'État légionnaire. La Roumanie a connu cette forme de gouvernement

depuis septembre 1940 jusqu'en janvier 1941, lorsque le pays a été déclaré État national légionnaire sous la commande d'Ion Antonescu, et Horea Sima est devenu vice-président du Conseil des ministres. (Scurtu, 2010 :170). Entre 1944 et 1945, Sima a été le chef du gouvernement de Vienne, d'où il conduirait le mouvement légionnaire jusqu'à sa mort.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Roumanie s'est trouvée dans une situation nouvelle, grâce aux trois événements-clés qui ont changé radicalement son histoire: le 19 novembre 1946, en falsifiant les élections, les communistes ont saisi le pouvoir législatif; par le Traité de paix de Paris, de 1947, la présence des troupes russes sur le territoire roumain a été légalisée, sans spécifier aucune condition temporelle, et en décembre 1947, le roi Michel a abdicé et la République populaire roumaine a été proclamée. (Deletant, 2004 : 408). La Roumanie a changé la forme de gouvernement, devenant une république et créant ainsi les prémisses de l'instauration d'un État communiste, totalitaire, qui a fonctionné jusqu'en 1989. La destruction de la classe politique de l'entre-deux-guerres et l'élimination de l'élite intellectuelle sont devenues des priorités pour l'achèvement de la révolution socialiste. Par conséquent, les prisons et les camps de travaux forcés sont devenus la prérogative de la terreur communiste où ont été emprisonnés tous les opposants du régime, y inclus les adeptes légionnaires qui, au nom de la Garde et pour la Garde, ont décidé de ne pas abdiquer à leurs croyances, étant condamnés à beaucoup d'années de prison.

L'histoire écrite de la Garde de Fer de la période 1947-1989 a été tributaire à l'idéologie communiste. La philosophie appliquée, comme dans tous les régimes communistes d'ailleurs, a été très simple : une seule version officielle qui était dictée par l'autorité communiste et les propagandistes qui s'occupaient de sa diffusion. Ainsi, des « historiens », membres du Parti communiste, ont évoqué l'histoire de la Garde de manière préjugée. Ils ont condamné le mouvement légionnaire, invoquant son caractère anti-ouvrier et anticommuniste, perçu comme un mouvement fasciste, directement subordonné à Hitler, avec un appui financier et logistique de la part du Führer, promoteur d'une idéologie qui a accentué la violence et la terreur. Ce sont les cas de Mihai Fătu, Ion Spălățelu et Mihail Roller, exoposants du régime communiste. (Ciucanu, 2009 :9).

Quant à la l'impact européen que Codreanu a eu avant la Seconde Guerre mondiale, on peut invoquer l'attention spéciale offerte par l'écrivain/journaliste Lucien Rebatet, qui, dans le journal *Je suis partout*, a évoqué l'appropriation de l'extrême droite française par Zelea Codreanu. En invoquant l'assassinat de Codreanu, l'auteur a considéré que « ce chef ardent, probe, patriote, antisémite », victime du « judaïsme universel » a délivré un antisémitisme positif. (Belot, 2015 : 210).

Ce qui suscite le plus grand intérêt, c'est l'adhésion à ce mouvement d'extrême droite de plusieurs jeunes intellectuels roumains de l'entre-deux-guerres. C'est aussi le cas de l'écrivain et philosophe Emil Cioran, qui a manifesté à l'époque un antisémitisme (Belot, 2015 : 425) qui reste, même aujourd'hui, le sujet d'un débat animé, controversé et intéressant dans l'historiographie roumaine et internationale.

L'extrême droite à présent : leadeur, organisation, idéologie

Un coup d'œil sur la scène politique roumaine, après la chute du communisme en 1989, nous relève une formation nouvelle qui éprouvait de la sympathie légionnaire. Elle a pris la dénomination de la *Nouvelle Droite* et se définissait au début de sa création elle-même comme un mouvement, et non pas comme un parti. Un mouvement nationaliste créé en 2000 par des étudiants de quatre grands centres universitaires: Bucarest, Iasi, Cluj et Timisoara. Un mouvement nationaliste qui s'est engagé à lutter pour trois objectifs principaux:

- Unification de la Roumanie et de la République de Moldavie selon le modèle RFG / RDA;
- Défense du caractère national, souverain, indépendant, unitaire et indivisible de l'État roumain et lutte contre le séparatisme hongrois;
- Protection de la famille traditionnelle et lutte contre la légalisation du mariage et de l'adoption homosexuels².

Il voulait et veut encore évoquer une droite qui a pour traits de base le fondement national et social et le christianisme manifesté par l'orthodoxie. Ainsi, on y retrouve l'essence manifestée par les légionnaires. Quinze ans plus tard, en 2015, il a assumé le rôle d'un parti politique³ avec le but d'offrir une alternative réelle à la classe politique actuelle. On y retrouve une première similarité entre les formations *La Nouvelle Droite* et *La Légion de l'Archange Michel* de Corneliu Zelea Codreanu. Bien que ni l'une, ni l'autre n'ait pas voulu transformer la formation en parti politique, bien que les leadeurs aient garanti cet aspect, en assurant les membres et l'opinion publique, les formations ont connu à la fin cette transformation.

À présent, la Nouvelle Droite est un parti qui a exprimé son programme politique en 25 points, et qui a pour doctrine le livre de Dumitru Stăniloae⁴, *L'orthodoxie et le nationalisme*⁵. Parmi les points du programme, on trouve : stimuler les entrepreneurs locaux et le capital roumain par des mesures législatives et des facilités fiscales; combattre et éradiquer la corruption dans l'administration publique; saisir les biens illicites; annuler les privatisations frauduleuses et traduire en justice les coupables de l'appauvrissement de la Roumanie et des Roumains; réduire la polarisation de la société en riches et pauvres et construire une économie démocratique

dans laquelle la majorité du capital est dans la propriété privée de la majorité des citoyens; éliminer le chômage et créer des emplois pour l'ensemble de la population active du pays; offrir des pensions décentes à tous les retraités et restaurer la dignité de tous ceux qui ont travaillé toute leur vie pour créer des biens matériels, culturels et spirituels; assurer la véritable liberté de l'enseignement public et des soins médicaux dans le système public pour tous les citoyens roumains; arrêter le déclin démographique qui menace l'avenir de la nation roumaine et promouvoir une politique de récupération du taux de natalité⁶.

Tudor Ionescu, avocat de profession, est le leader du Parti et le président de l'organisation. Autour de lui, dans le leadership du parti, on retrouve encore neuf personnes (tous hommes, avec des études académiques) qui ont des fonctions bien assumées : la formation des membres, la promotion de l'image du parti dans les médias etc. Le parti a pour structure d'organisation 19 filiales, dont 3 à l'étranger (Bessarabie, Grande Bretagne, Italie)⁷, ce qui montre le fait que le parti n'est pas présent avec des filiales ni même dans la moitié des départements (41) du pays. La structure organisatrice est faible et montre le fait qu'il y a encore du travail à faire. On remarque aussi l'existence d'un *magasin nationaliste* en ligne⁸, d'où l'on peut acheter des articles enregistrés avec les symboles du parti : le drapeau roumain, la croix celtique, le patch *l'Archange Michel*.

La *Nouvelle Droite* montre, dans son histoire de 20 ans, des actions politiques plus ou moins médiatisées. Les plus connues, qui sont devenues une marque spécifique, sont les *marches pour la normalité* qui se passent chaque année à Cluj et à Bucarest et qui sont un symbole de la lutte pour la famille traditionnelle (et contre l'homosexualité), et les marches dédiées à la fête nationale roumaine célébrée dans des territoires où les Hongrois sont majoritaires. Un thème spécifique aux légionnaires est réitéré par les membres de la Nouvelle Droite : une Roumanie aux Roumains, une Roumanie absolument chrétienne (« parce que nous suivons la devise *Rien sans Dieu*. En présence de Dieu, tout est possible, en son absence, tout est permis. Dieu travaille à travers les gens et nous, les nationalistes, en sommes conscients à tout moment⁹ ») qui se traduit par une nation pure, roumaine, sans Hongrois et Tziganes, perçus comme les minorités les plus dangereuses, et avec une Moldavie intégrée dans le territoire roumain : « La Nouvelle Droite manifeste le vendredi 23 août a.c. contre l'enlèvement de la Bessarabie, de la Bucovine du Nord et de la région de Herta par l'Union soviétique, conséquence directe du pacte russo-allemand Molotov-Ribbentrop conclu le 23 août 1939, un pacte mis à jour et renforcé ces dernières années par les déclarations de la chancelière allemande Angela Merkel et celles du président russe Vladimir Poutine¹⁰ ».

On peut détecter un autre thème favori du parti, c'est-à-dire le désir de militer pour avoir un État ethnique national traduit par le caractère anti-communiste et anti-européiste assumé : « L'élite politique occidentale, imposant les dogmes de la tolérance, du multiculturalisme et de la justesse politique des Européens indigènes, a encouragé *de facto* les manifestations extrémistes des immigrés musulmans! Nous savons très bien qu'il existe des institutions dans les pays de l'UE où le crucifix est inacceptable, mais la burqa islamique est autorisée. À qui ont réellement servi ces mesures? Ont-elles ciblé les potentiels terroristes¹¹? »

Selon la *Nouvelle Droite*, à présent, la faiblesse de l'État roumain est due à l'incompétence de la classe politique et de ses leaders, et aux institutions de l'État corrompues. Les similitudes avec l'extrême droite dans l'entre-deux-guerres se retrouvent aussi dans la révolution spirituelle évoquée, qui parle de la nécessité de la création d'un homme nouveau, capable à lutter pour sa nation : « Nous vivons dans une société moderne divisée en maîtres et esclaves: pendant des milliers d'années, les puissants, les prédateurs, ont dominé les proies, c'est-à-dire les faibles. Malheureusement, cette société démocratique est adaptée aux besoins des prédateurs, c'est-à-dire les maîtres de la démocratie... Nous sommes dirigés par des prédateurs et nous sommes la proie¹²! »

Une préoccupation spéciale est accordée aux ancêtres de la nation par l'évocation de leur importance, soit en manifestations publiques soit en privé.

En guise de conclusion

Après trois ans de collaboration avec A. C. Cuza, Codreanu s'est séparé de lui et a créé sa propre organisation, *La Légion de l'Archange Michel* (1927). Sans programme politique, Codreanu a ordonné son organisation sur une structure militaire avec une hiérarchie bien établie et avec des règles de conduite claires. Les nids légionnaires sont devenus la structure de base de l'organisation, les étudiants étant principalement cooptés dans ces nids. Quel que soit le nom de l'organisation qu'il a dirigée, *la Garde de fer*, ou bien *Le Parti Tout pour le pays*, Codreanu a insisté sur les trois mêmes piliers : l'État, la nation et la création d'un homme nouveau auquel il a attribué des caractéristiques spécifiques. Pour lui, l'État devait être œcuménique, ethnique, anti-démocratique, anti-communiste et anti-juif. La nation roumaine devait être « pure » et le rôle dirigeant des élites roumaines était primordial. Dans une nation des Roumains et seulement des Roumains, Codreanu a mis au premier plan la figure de « l'homme nouveau », un homme créé par l'école légionnaire. Ses caractéristiques étaient les suivantes : ordre, obéissance, sacrifice, foi en Dieu et travail. Ce qui frappait et qui frappe encore avec ce mouvement extrémiste, c'est

le fait qu'au niveau discursif, il y avait un désir d'aider ceux qui étaient dans le besoin, de mener une vie conforme aux normes du Christ, mais en action ont eu lieu des assassinats politiques.

La Nouvelle Droite, moins faible comme structure, organisation et idéologie que *La Légion de l'Archange Michel*, préserve cette idéologie extrémiste autour de trois piliers : nation, état et Dieu. Elle se présente comme étant le seul parti dont la politique est menée dans l'intérêt de la nation roumaine. C'est ici qu'émerge la nouvelle dichotomie par rapport à « eux » : l'utilisation de « nous » et « eux » qui s'explique par une sorte de polarisation de la société, l'existence de deux groupes distincts, octroyant un jugement aux différents acteurs sociaux. Tout ce qui est « à l'intérieur » du groupe ou qui « fait partie » du groupe est perçu d'une manière positive, tandis que ce qui est « extérieur » au groupe est décrit d'une façon négative. En termes d'accès au pouvoir, les chances des adeptes de la Nouvelle Droite sont presque inexistantes.

Bibliographie

- Belot, R. 2015. *Lucien Rebatet: Le fascisme comme contre-culture*. Presses Universitaires de Rennes.
- Ciucanu, Corneliu. 2009. *Dreapta politică românească. Politica și ideologie: 1919-1941*, Ed. Mica Valahie.
- Corpădean, A. 2012. « *L'avènement du communisme en Roumanie. Réflexions sur les conséquences sociopolitiques de la première décennie du régime* », *On-line Journal Modelling the New Europe*, no. 5, p. 46-59.
- Deletant, D. 2004. «România sub regimul comunist: decembrie 1947-decembrie 1989», in *Istoria României*, Bucarest : Corint, .
- Dumitru, D. 2016. *The State, Antisemitism, and Collaboration in the Holocaust: The Borderlands of Romania and the Soviet Union*, Cambridge University Press.
- Heinen, A. 1999. *Legiunea Arhanghelului Mihail, o contribuție la problema fascismului internațional*, Bucarest : Humanitas.
- Moța, I. 1993. *Testamentul lui Ion Moța*, Timișoara : Gorgian.
- Motyl, A. 2000. *Encyclopedia of Nationalism*, San Diego: Academic Press.
- Nedelcu, F. 1981. *De la Restaurație la Dictatura Regala: din viața politică a României : 1930-1938*, Cluj-Napoca : Dacia.
- Newton, M. 2014. *Famous Assassinations in World History: An Encyclopedia*, Santa Barbara: ABC-CLIO.
- Noua Dreaptă, <https://www.nouadreapta.org> [consulté le 21 avril 2020].
- Scurtu, I. 2010. *Istoria Românilor de la Carol I la Nicolae Ceaușescu*, Bucarest : Mica Valahie.
- Zelea Codreanu, C. 1933. *Cărticica șefului de cuib*, disponible sur <http://miscarea.net/carticica.htm> [consulté le 21 avril 2020].
- Zelea Codreanu, C. 1935. *Pentru legionari* [en ligne] : https://foaienationala.files.wordpress.com/2009/08/pentru_legionari.pdf [consulté le 21 avril 2020].

Notes

1. Alexandru Constantin Cuza est né le 8 novembre 1857 à Iași et est décédé à Sibiu en 1947. Pour plus de détails sur sa vie, voir <http://ac-cuza.info/biografie/>.
2. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite* : <https://www.nouadreapta.org/programul-partidului-noua-dreapta.html>.
3. Selon <http://www.tmb.ro/index.php/partide-politice>, Le parti *La Nouvelle Droite* - enregistré conformément aux dispositions de la sanction civile no. 49 prononcé par le Tribunal de Bucarest - Division civile III, dans le dossier no. 19988/3/2015, en séance publique du 28.09.2015, définitive par non-appel le 11.11.2015.
4. Quelques mots sur Dumitru Stăniloae (1903-1993) - prêtre, traducteur, écrivain et journaliste roumain. Il est considéré comme l'une des principales autorités de la théologie européenne du XXe siècle et le plus grand théologien roumain de ce siècle. Membre de l'Académie roumaine (1991).
5. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite*. Doctrine : <https://www.nouadreapta.org/Doctrina%20-%20Pr.%20Dumitru%20Staniloae%20-%20Ortodoxie%20si%20nationalism.pdf>.
6. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite*. Programme : <https://www.nouadreapta.org/programul-partidului-noua-dreapta.html>.
7. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite*. Direction : <https://www.nouadreapta.org/conducerea-partidului-noua-dreapta.html>.
8. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite*. Magasin : <https://nouadreapta.org/magazin-nationalist/>.
9. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite*. Justification : <https://www.nouadreapta.org/de-ce-noua-dreapta.html>.
10. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite*. Actions : <https://www.nouadreapta.org/noua-dreapta-actiuni/468-vineri-23-august-protestam-in-fata-ambasadelor-federatiei-ruse-si-germaniei-vino-si-tu.html>.
11. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite*. Article : <https://www.nouadreapta.org/europa-vs-terorismul-islamic-cateva-intrebari-grele.html>.
12. Site officiel du Parti *La Nouvelle Droite*. Article : <https://www.nouadreapta.org/nu-ti-fie-frica-suntem-aici-cu-totii-vino-cu-noi-si-vom-invinge.html>.



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

D'un décret à l'autre : la mémoire de la Guerre Civile espagnole au travers du *Valle de Los Caídos*

Anthony Sfez

ATER à l'Université Paris 2 Panthéon Assas,
École doctorale Georges Vedel (ED7), France
sfezanthony@gmail.com

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

La mémoire d'un événement historique, lorsqu'elle est largement partagée, contribue à la construction d'une identité collective. Mais la mémoire de l'Histoire, celle que l'on choisit de conserver, évolue parfois et non pas sans soulever des controverses de grande ampleur. L'État joue un rôle dans l'élaboration de la mémoire de l'Histoire. C'est ce que se propose de montrer cet article avec l'exemple de la mémoire de la Guerre Civile à travers la construction d'un monument emblématique du franquisme : le *Valle de Los Caídos*. D'un décret - celui qui ordonne la construction du Valle afin de rendre hommage aux victimes d'un seul camp - à l'autre - celui qui cherche à transformer le Valle en un lieu d'hommage non plus aux seules victimes d'un seul camp mais à l'ensemble des victimes - ce sont 80 années d'une mémoire évolutive et controversée de la Guerre Civile qui se sont écoulées.

Mots-clés : *Valle de Los Caídos*, franquisme, Guerre Civile espagnole, mémoire historique

De la un decret la altul: amintirea Războiului Civil Spaniol prin *Valle de Los Caídos*

Rezumat

Memoria unui eveniment istoric, atunci când este împărtășită pe scară largă, contribuie la construirea unei identități colective. Dar amintirea istoriei, cea pe care alegem să o păstrăm, uneori evoluează și nu fără a genera controverse majore. Statul joacă un rol în dezvoltarea memoriei istoriei. Din aceasta perspectivă, articol de față își propune să exploreze memoria Războiului Civil Spaniol prin exemplul construirii unui monument emblematic al franchismului: *Valle de Los Caídos*. De la un decret - cel care ordonă construirea *Valle* în scopul de a aduce un omagiu victimelor unei singure tabere - la altul - cel care încearcă să transforme *Valle* într-un loc de omagiu nu numai pentru victimele unei singure tabere, ci pentru toate victimele - s-au scurs 80 de ani de memorie evolutivă și controversată a Războiului Civil.

Cuvinte-cheie: *Valle de Los Caídos*, franchism, Războiul Civil Spaniol, memorie istorică

From a decree to the other: the Spanish Civil war memory through the *Valle de Los Caídos*

Abstract

The memory of a historical event, whenever widely shared, helps building a collective identity. But the memory we choose to keep of History can sometimes evolve and is not free from major controversies. The State plays a role in shaping the way we remember history. Taking up this insight, this article proposes to explore the Spanish Civil war memory through the example of the construction of a monument that symbolizes Franquist Spain: the *Valle de Los Caídos*. From a decree - ordering the construction of the *Valle* to honour the memory of the victims of one side - to the other - seeking to turn the *Valle* into a place of remembrance to all victims, no longer only for the victims of one camp - 80 years of Civil War memory have passed.

Keywords: *Valle de Los Caídos*, Francoism, Spanish Civil war, historical memory

1. La construction du *Valle de Los Caídos* comme symbole d'une mémoire monopolisée par les franquistes

1.1. Un « temple grandiose à nos morts »

Un an, jour pour jour, après la fin de la Guerre Civile, le général Francisco Franco ordonnait la construction d'un ouvrage monumental : le *Valle de Los Caídos*. C'est que, pour le dictateur, le nouveau régime ne pouvait guère se contenter, pour rendre hommage aux hommes tombés durant la « Glorieuse croisade », d'ériger de « *simples monuments par lesquels les villages et les villes ont l'habitude de commémorer les faits importants de notre histoire et les épisodes glorieux de ses enfants* » (BOE, 2 avril 1940 : 2240). Il était indispensable pour orienter le devenir de l'Espagne et des générations futures de célébrer les « *sacrifices héroïques* » qu'avaient consentis de faire les soldats du camp de « Dieu et de l'Espagne », et ce par la construction d'un « *temple grandiose à nos morts* » qui défierait « *le temps et l'oubli* » (BOE, 2 avril 1940 : 2240). L'édification du *Valle* s'inscrit ainsi dans un contexte d'élaboration par le régime franquiste d'un récit mémoriel unilatéraliste sur les « héros » et les « martyrs » de la guerre de 1936-1939. La mémoire de la confrontation de 1936-1939 que voulait implanter les autorités officielles était non pas celle d'une « guerre civile » - c'est-à-dire d'une lutte fratricide et dramatique - mais d'une véritable « épopée » menée par « l'Espagne éternelle » contre « l'anti-Espagne » à la botte des soviétiques, des juifs, des francs-maçons et des séparatistes (Aguilar, 2008 : 149). Le *Valle* devait être le lieu par excellence de cette politique mémorielle construite par le régime en même temps qu'il devait symboliser la prétendue continuité existante entre le nouveau régime et la période

historique considérée par les franquistes comme étant la plus glorieuse de l'histoire de l'Espagne : l'époque des Rois Catholiques. D'où la volonté de Franco de construire le *Valle* près de l'*Escorial* dont la construction avait été ordonnée par Philippe II.

Le *Valle* a finalement, alors que les travaux devaient durer un an, été inauguré le 1^{er} avril 1959, soit vingt ans après que sa construction ait été annoncée. Et le moins que l'on puisse dire c'est que le *Valle*, à la construction duquel participèrent plusieurs milliers de prisonniers de guerre républicains dans le cadre d'un programme de « rédemption » par le travail, était à la hauteur des ambitions du *Caudillo*. Symbolisant l'idéologie du régime - qui mêle le traditionalisme catholique à un nationalisme plus classique -, l'architecture du *Valle* repose sur deux éléments qui en font un ouvrage assez unique au monde. C'est, d'abord, son immense basilique, suivie d'une crypte, qui le singularise. En plus d'être l'une des plus grandes basiliques jamais édifiée par l'homme, elle a pour originalité d'avoir été « encastée » sous la colline de la *Sierra Guadarrama*, ce qui a supposé de déplacer des tonnes de granite. C'est, ensuite, par son immense croix, culminant à 150 mètres de hauteur pour 50 mètres de largeur - ce qui en fait de loin la croix la plus large et la plus haute du monde - que le *Valle* se singularise.

Un mois après son inauguration, la dépouille de José Antonio Primo de Rivera, le fondateur de la Phalange espagnole fusillé par les « rouges », est exhumée puis transférée en grande pompe dans un emplacement de choix : la basilique du *Valle*. Suivront des dizaines de milliers de corps de combattants - et parfois aussi de civils - provenant de fosses de toute l'Espagne. On estime qu'au total se sont environ 33 000 victimes qui ont été transférées dans la crypte du *Valle* (El PAIS, 02-09-08 p. 11).

1.2. Un lieu de rédemption pour les « pécheurs »

Contrairement à ce qui était très clairement la volonté initiale du dictateur et du régime telle qu'elle ressort de premiers décrets publiés dans les années 40, ce ne sont pas uniquement, au grand dam des phalangistes les plus radicaux, des dépouilles des soldats qui tombèrent pour « Dieu et pour l'Espagne » qui y furent transférées. En effet, de nouvelles dispositions réglementaires sont, peu avant l'inauguration du *Valle*, prises à la fin des années 50 en vertu desquelles pouvaient finalement reposer dans le *Valle* « tous ceux qui tombèrent lors de notre Croisade sans distinction du camp où ils combattirent (...) à condition qu'ils aient été de nationalité espagnole et de religion chrétienne » (ABC 30-05-58). La sensible évolution que connaît la société espagnole et le régime franquiste à partir de la fin

des années 1950 explique sans doute ce revirement. Franco le dira clairement : « Le monument n'a pas été fait pour continuer de diviser les Espagnols en deux camps irréconciliables. Il a été fait, et tel a toujours été mon intention, en souvenir d'une victoire sur le communisme qui tenta de dominer l'Espagne » (Franco Salgado-Araujo, 1976 : 215).

Mais il ne faut pas s'y tromper. L'époque n'était certes plus à la revanche mais ce n'était pas, non plus, l'époque de l'ouverture à une nouvelle mémoire de la Guerre Civile. Aucun récit alternatif de la Guerre Civile que celui du camp franquiste n'était admis. Mais le camp dont la mémoire s'imposait accepta d'intégrer un nouvel élément dans son propre récit : il se présentait comme étant capable de mansuétude à l'égard de ceux qui avaient été dans « l'erreur ». Comme on peut le lire dans les dispositions réglementaires précitées, si tout bon chrétien se doit d'honorer la mémoire de ses héros, il se doit aussi de savoir « pardonner » à ceux qui ont « péché ». Si à partir de là, le *Valle* peut donc être considéré comme un lieu de réconciliation, il s'agissait d'une réconciliation qui ne pouvait se faire qu'autour des valeurs du régime en place.

Si c'était aux morts *pour* la République que l'on ouvrait les portes du *Valle*, c'était aussi clairement un message à destination des vivants : ceux qui étaient auparavant considérés comme d'impardonnables traîtres à la solde de « l'anti-Espagne » pouvaient obtenir le pardon du régime, mais à la double condition qu'ils reconnaissent qu'ils avaient gravement fauté et qu'ils prêtent une allégeance inconditionnelle au régime. Jusqu'à la fin du régime, le *Valle* restera un haut lieu de rencontre des autorités franquistes qui, tous les ans, y célébraient, à grand coup de symbolique nationaliste, la mémoire de José Antonio Primo de Rivera. Suite à la mort du dictateur, le *Valle* cessera d'être un lieu de mémoire officiel sans que ne soit pour autant immédiatement entrepris de travail tendant à en changer la signification.

2. Le *Valle* « jeté dans l'oubli »

2.1. Le pacte de l'oubli comme condition de la Transition

L'une des singularités bien connue de la transition du franquisme à la démocratie est que celle-ci s'est faite sans rupture formelle avec le régime antérieur. Les valeurs que portent la Constitution de 1978 sont, bien entendu, aux antipodes de celles véhiculées par le régime franquiste. Il ne fait aucun doute que l'Espagne a, avec beaucoup de retard, intégré la grande famille des démocraties occidentales. Mais il n'y pas eu, contrairement à ce qu'il s'est produit en Allemagne, en Italie ou encore, plus récemment, en Argentine, ni de procès ni d'épuration des cadres du régime antérieur. L'adoption à la quasi-unanimité d'une loi d'amnistie prise durant

la transition en 1977 illustre cette politique : elle a permis la libération des prisonniers politiques du franquisme en même temps qu'elle a interdit toute enquête sur les crimes du régime et de la Guerre Civile (Gil Gil, 2018).

Ce choix de l'oubli s'explique en partie par la pression des élites franquistes durant la transition, notamment de l'armée, mais, aussi et surtout, par l'incapacité des acteurs politiques et sociaux à construire un récit de la Guerre Civile et du franquisme qui fasse consensus dans la société espagnole encore très divisée. La Guerre Civile n'est donc pas tombée dans l'oubli. On l'a, faute de pouvoir en construire une mémoire commune, volontairement « jetée dans l'oubli » (Rozenberg, 2014 : 60). Ce phénomène de « mutisme officiel » ne pouvait pas ne pas avoir d'implications sur la politique mémorielle de l'Etat espagnol. Les nouvelles autorités démocratiques se sont, en effet, en général, contentées de faire le strict minimum : elles ont débarrassé l'espace public des signes clairement insultants à l'égard des vaincus de la Guerre Civile, elles ont procédé à la reconnaissance de droits économiques et sociaux d'anciens combattants du camp républicain et elles ont restitué leur patrimoine aux partis et aux syndicats qui avaient été interdits (Jiménez Villarejo, 2008 : 184).

Cette gestion mémorielle aura naturellement des implications sur le *Valle*. A la mort de Franco en 1975, la symbologie nationaliste qui s'y rattache ne posait pas de problème aux autorités en place. Bien au contraire, elles prirent la décision, sans que cela ne souleva la moindre indignation ou opposition, d'enterrer le dictateur dans le *Valle*, plus précisément dans sa basilique aux côtés de José Antonio Primo de Rivera. Et ce sont les socialistes espagnols, c'est dire à quel point le *Valle* ne faisait alors guère débat, qui, sous le gouvernement de Felipe González, procédèrent, en 1983, au tout dernier transfert de dépouilles de victimes de la guerre civile dans la crypte du *Valle* (Olmeda, 2009 : 372). Hormis la présence annuelle d'une poignée de nostalgiques du régime qui se réunissaient pour rendre hommage à la mémoire du dictateur et à celle de Primo de Rivera, le lieu perd donc sa dimension politique pour devenir essentiellement un lieu fortement prisé des touristes. Ce mutisme politique s'accompagnait d'une sorte d'abstention universitaire. Hormis un ouvrage de Daniel Sueiro publié en 1977 (*El Valle de Los Caídos. Los secretos de la cripta franquista*), presque aucune étude n'avait été consacrée au *Valle* jusque dans les années 2000 où une nouvelle génération émergea.

2.2. La mémoire retrouvée mais bousculée

C'est à la fin des années 1990 qu'une nouvelle mémoire de la Guerre Civile surgit. Dans les années 2000, un grand mouvement social en faveur de la récupération de la « mémoire historique » des morts pour la République voit le jour. Les initiatives

viennent essentiellement de collectifs citoyens, notamment de *l'Association pour la récupération de la mémoire historique* (Ruiz Torres, 2007 : 7). Certaines communautés autonomes, comme celle de Catalogne, se saisissent rapidement du mouvement et légifèrent dans le sens d'une meilleure « dignification » de la mémoire des victimes appartenant au camp républicain. L'État espagnol mettra plus de temps, mais les socialistes finiront par adopter la célèbre loi pour la Mémoire historique en 2007 (Soler Paricio, 2018). L'une des grandes questions dont se saisissent les associations à l'origine de ce mouvement est celle du sort des « disparus » de la Guerre Civile et du franquisme. Pour les retrouver et les identifier, elles procèdent, dans un premier temps sans le soutien des autorités puis, à partir de la loi de 2007, avec un soutien de celles-ci mais qui demeure très modeste, à une série d'exhumations dans des fosses communes disséminées dans le pays. L'absence de soutien institutionnel se double d'une couverture médiatique quasi-nulle. Le cas d'Emilio Silva, dont le grand-père a été exécuté et enterré dans une fosse commune en 1936, change la donne. Son cas est en première page des médias espagnols. La polémique sur le choix de certains d'ouvrir les fosses communes de la Guerre Civile était lancée.

Le *Valle* ne pouvait évidemment pas échapper à cette polémique politico-médiatique sur les fosses de la Guerre Civile dans la mesure où reposent, dans sa crypte, des milliers de corps provenant de fosses des quatre coins de l'Espagne. On ignore l'identité de beaucoup de ces corps. C'est surtout vrai pour les victimes républicaines dont beaucoup ont été transférées dans le *Valle* sans que leurs familles n'aient été consultées. Dans ces conditions, on comprend pourquoi le livre de l'historienne catalane Queralt Solé a créé un grand émoi en Catalogne. Dans son ouvrage *Els morts clandestins. Les fosses communes de la guerra civil a Catalunya 1936-1939*, l'historienne apprend à des familles catalanes de culture profondément antifranquiste que des proches disparus pendant la guerre reposent vraisemblablement dans le *Valle*, aux côtés du dictateur. Ces familles catalanes ne sont pas les seules à se trouver dans cette situation jugée délicate. Au début des années 2000, Fausto Canales, un ingénieur à la retraite issu d'une famille de républicains, découvre, lui aussi, que son père et son oncle, tous les deux morts pendant la guerre, le premier fusillé et l'autre en combattant sur le front, ont probablement été transférés dans la crypte du *Valle*. Or, pour Fausto, loin d'incarner un lieu de réconciliation, le *Valle* est absolument « *vade retro* » (Ferrandiz, 2011 : 483). Il était donc hors de question que son père et son oncle reposent un instant de plus dans un temple érigé à la gloire de leurs bourreaux. Si elle ne lui a pas permis d'obtenir gain de cause devant la justice espagnole, l'initiative de Fausto Canales aura contribué décisivement à remettre le *Valle* sur le devant des scènes politique et médiatique espagnoles.

3. La polémique autour du *Valle* comme symbole d'une mémoire controversée

3.1. Que faire du *Valle* ?

L'ouverture des fosses est avant tout l'expression de la soif de vérité de familles de républicains - lesquelles sont objectivement les plus touchées par le phénomène des « disparus » de la Guerre Civile - qui cherchent simplement à savoir ce que sont devenus leurs proches. Mais il ne faut pas non plus nier la composante idéologique de ce retour en force de la Guerre Civile dans le débat public espagnol. C'est aussi, en s'appuyant sur les travaux controversés de l'historien britannique Paul Preston, une nouvelle mémoire de la Guerre Civile présentée comme une lutte entre le « camp de la liberté » et celui des « génocidaires » soutenus « par les fascistes et les nazis » que certains voudraient aujourd'hui voir advenir (Preston, 2016).

Il est vrai que dans la Loi pour la Mémoire historique de 2007, les socialistes ont fait preuve d'une grande prudence : ils se sont, à ce stade, contents, d'une part, d'indiquer à la fondation gestionnaire du *Valle* qu'elle devait veiller à faire en sorte qu'il soit un lieu de mémoire pour *toutes les victimes* et, d'autre part, d'interdire dans l'enceinte du *Valle* les manifestations d'exaltation du franquisme ou de la Guerre Civile. Mais pour beaucoup, c'est loin d'être suffisant. L'historien Sergio Gálvez propose tout simplement de faire « voler en éclat » (« volar por los aires ») le *Valle*, car il « a une connotation fasciste très claire ; c'est un monument qui rend hommage à la politique d'extermination et de réduction à l'état d'esclavage des prisonniers républicains. Je pense qu'il est impossible de le reconverter » (*Le Monde diplomatique* en espagnol, août 2011). L'écrivain Isaac Rosa estime, quant à lui, qu'il n'est pas certain « qu'un monument fasciste comme celui-ci puisse perdre sa signification en dépit de toutes les plaques commémoratives qu'on puisse y accrocher (...). Je suis de plus en plus partisan, par hygiène démocratique, et sans qu'on regarde en arrière, de son effacement de la carte » (*La Horda*, 21/11/2010). D'autres enfin proposaient de retirer l'immense croix et de transformer le *Valle* en une sorte de « musée des horreurs » du franquisme.

La droite espagnole est évidemment très hostile au retour en force des politiques mémorielles qu'elle considère comme un « règlement de comptes rétroactifs, un pogrome idéologique » (ABC, 10/07/2015) susceptible de « réouvrir des plaies et ainsi porter atteinte à la concorde, à la réconciliation nationale, aux libertés et ni plus ni moins qu'à la démocratie » (ABC, 19/07/2015). Concernant le *Valle*, elle dénonce une lecture manichéenne de son histoire, voire la « légende noire » qui s'est construite autour de lui (Bárcena, 2012). Le chiffre de 20 000 prisonniers politiques républicains est contesté. Ils auraient été, tout au plus, 6000. Et on affirme que la comparaison des conditions de travail des prisonniers républicains

avec celles des goulags de Staline ou des camps de la mort d'Hitler est grotesque dans la mesure où il n'y a eu, selon les chiffres officiels, « que » 15 morts en 19 ans de travaux.

Les réactions radicalement opposées que suscitent le devenir du *Valle* montrent toute la difficulté qu'a encore la société espagnole, 80 ans après la guerre et 40 ans après la transition démocratique, à construire une mémoire commune de la Guerre Civile. Des récits continuent de s'affronter sans parvenir à converger. Dans ce contexte, les préconisations mesurées d'un comité d'experts furent particulièrement bienvenues.

3.2. Les préconisations des experts

C'est avec les socialistes au pouvoir qu'une commission d'experts composée d'hommes politiques de tout bord et d'universitaires, est constituée pour se prononcer sur l'avenir du *Valle*. Du rapport rendu par la commission en question le 29 novembre 2011, trois préconisations importantes sont à retenir (*Informe. Comisión de Expertos para el Futuro del Valle de Los Caídos*).

En premier lieu, les experts soulignent que l'exhumation des victimes en vue de procéder à leur identification est matériellement impossible en raison, d'une part, de la décomposition avancée des corps et, d'autre part, de l'état de délabrement de la crypte du *Valle*. En deuxième lieu, ils écartent résolument la thèse de la démolition car la mémoire de ceux qui sont enterrés ne doit pas être effacée. Il vaut mieux expliquer plutôt que détruire. En troisième et dernier lieu, ils insistent sur le fait que le *Valle* doit être un lieu de mémoire égalitaire pour *toutes* les victimes de la Guerre Civile, qu'elles aient été républicaines ou franquistes. Le *Valle* ne doit donc pas être un lieu d'apologie d'une idéologie ou d'une autre. Cette dernière préconisation, si elle exclut de transformer le *Valle* en un « musée des horreurs » du franquisme, a toutefois deux implications d'envergure. La première est le déplacement de Primo de Rivera de son piédestal afin qu'il soit enterré dans la crypte avec les autres victimes. La seconde préconisation, de laquelle se démarquèrent trois experts du collège en raison de « l'alarme sociale » qu'elle pourrait causer, est l'exhumation et le transfert de Franco dans un autre lieu de sépulture.

Mais le gouvernement espagnol qui suivit, dirigé par le conservateur M. Rajoy, ignore ses préconisations. Dans une interview, M. Rajoy s'est même félicité de n'avoir destiné aucun euro d'argent public à l'application de la loi mémorielle de 2007 (Mateus de Ros, 2018). Mais les socialistes ne tarderaient pas à revenir au pouvoir.

3.3. Quelle mémoire pour quel futur ? L'exhumation et le transfert du corps de Franco

Suivant les préconisations du comité d'experts, peu après que les conservateurs aient été délogés du pouvoir à l'occasion d'une motion de censure constructive, le gouvernement socialiste dirigé par Pedro Sánchez adopta le 24 août 2018 un décret-loi ordonnant l'exhumation du corps de Franco du *Valle*. Il s'agit, selon l'exposé des motifs du décret-loi en question de transformer le *Valle* en un lieu de « commémoration, d'hommage et de souvenir » pour toutes les victimes de la Guerre Civile. Or, le maintien de la dépouille du dictateur dans le *Valle* est manifestement incompatible avec l'objectif poursuivi. D'abord, parce que le dictateur n'est pas mort durant la Guerre Civile, ensuite parce qu'il fut pendant la guerre le leader de l'un des deux camps. Cette décision créa, on s'en doute, une polémique politique de grande ampleur. Une grande partie de la droite rejeta cette « profanation » de la tombe du dictateur. Mais le décret-loi est finalement validé par le Congrès des députés le 13 septembre 2018 sans le soutien de la droite, qui préféra s'abstenir. Où devait être enterré Franco ? Il revenait à la famille du dictateur de décider du lieu de sa nouvelle sépulture.

Mais la famille Franco n'entendait pas coopérer avec le gouvernement socialiste. Elle saisit le Tribunal suprême ainsi que le Tribunal constitutionnel espagnol en vue d'interrompre le processus. Le premier commence par suspendre la procédure en attendant de se prononcer sur le fond de l'affaire. Il termine par autoriser l'exhumation et le transfert. Le Tribunal constitutionnel en fait de même (El PAIS, 17-10-19). Il n'y avait donc plus aucun obstacle juridique à l'exhumation de Franco. Celle-ci a eu lieu le 24 octobre 2019. Le corps du dictateur repose désormais aux cotés de celui de son épouse dans le cimetière de *Mingorrubio*.

Conclusion

Comme l'a noté Paul Ricoeur, « le caractère sélectif de la mémoire, aidée en cela par les récits, implique que les mêmes événements ne sont pas mémorisés de la même manière à des périodes différentes » (Ricoeur, 2006 : 25). La mémoire de la Guerre Civile véhiculée par l'Etat espagnol en fait la démonstration. Dans un premier temps, présentée comme une lutte entre le Bien et le Mal, elle fut, ensuite, présentée, dans un second temps, comme une lutte entre ceux qui étaient dans le vrai et ceux qui étaient dans l'erreur mais que le régime franquiste acceptait de pardonner. La décision de finalement ouvrir le *Valle* aux corps de soldats républicains illustre cette évolution. L'absence de consensus actuel, après une période d'oubli volontaire, sur le devenir du *Valle* ne fait que refléter les difficultés de

la société espagnole à construire une mémoire commune de la Guerre Civile. En prenant la mesure indispensable du déplacement du corps de Franco, le gouvernement socialiste a cherché à mettre fin à la signification du *Valle* comme lieu de réconciliation autour des valeurs du franquisme sans pour autant chercher à le transformer en un lieu de glorification de la cause des combattants du camp d'en face. Mais alors quelle signification donner au *Valle* ? La seule qui soit possible. Celle d'un lieu de réconciliation autour de la seule mémoire de la Guerre Civile qui puisse être amplement partagée : celle d'une tragédie collective.

Bibliographie

- Aguilar, P. 2008. *Políticas de la memoria y memorias de la política*, Madrid, Alianza.
- Bárcena, A. 2012. « Redención de penas en el Valle de los Caídos: las fuentes rebaten el mito », *Revista de historia contemporánea*, Número 79. Dedicado a: Redención de penas en el Valle de los Caídos.
- Ferrandiz, F. 2011 «Guerras sin fin: guía para descifrar el Valle de los Caídos en la España», *Política y Sociedad*, Vol. 48 Núm. 3: 481-500 contemporánea, 2011.
- Franco Salgado-Araujo, F. 1976. *Mis conversaciones privadas con Franco*. Barcelona: Planeta.
- Gil Gil, A. 2018. « Justicia transicional: qué se ha hecho y qué falta por hacer », *Blog Agenda pública*.
- Jiménez Villarejo, C. 2008. « Espagne : la mémoire démocratique face au franquisme », *Mouvements*, (n° 53), p. 182-187.
- Mateu de Ros, R. 2018. «Valle de los Caídos: no sólo es la bandera », *Blog Agenda pública*.
- Olmeda, F. 2009. *El Valle de los Caídos. Una memoria de España*. Barcelona, Península.
- Pere Soler, P. 2018. « La memoria histórica de la Guerra Civil, la dictadura franquista, y la Transición, en España. Síntesis histórica e iniciativas legislativas recientes », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*.
- Preston. P. 2016. *Une guerre d'extermination, Espagne, 1936-1945*, Broché.
- Queralt S. 2008. *Els morts clandestins. Les fosses comunes de la guerra civil a Catalunya 1936-1939*, Catarroja, Afers.
- Ricoeur, P. 2006. « Mémoire, Histoire, Oubli », *Esprit*, vol. mars/avril, no. 3, p. 20-29.
- Rozenberg, D. 2014 « La mémoire du franquisme dans la construction de l'Espagne démocratique », *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, 117 | 2014, p. 56-66.
- Ruiz Torres P. 2007. "Los discursos de la memoria histórica en España", *Hispania Nova*, 7, Sueiro, 1983. D. *El Valle de los Caídos. Los secretos de la cripta franquista*. Barcelona, Editorial Argos Vergara.

Synergies Roumanie n° 15 / 2020

Varia



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

La diversité transylvaine entre mémoire culturelle et métamorphose politique

Radu Albu-Comănescu

Faculté d'études européennes, Université Babeş-Bolyai, Roumanie

radu.albu@ubbcluj.ro

<https://orcid.org/0000-0002-5158-4638>

Reçu le 25-05-2020 / Évalué le 09-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

L'article traite le changement des politiques de gestion du patrimoine en Transylvanie, Roumanie. Forgé par un passé multiculturel, l'héritage matériel et immatériel de cette région ethniquement diverse a fait l'objet d'interprétations variées, principalement tributaires du nationalisme, avec des conséquences négatives perdurant même après la chute du communisme. Après les chaotiques années 1990, des changements se sont produits au début des années 2000 sous l'influence de trois facteurs : (1) le financement européen via des ONG internationales, concrétisé par une série de réussites ; (2) l'intérêt manifesté pour la région par des membres des maisons royales étrangères ; (3) des politiques alternatives, développées par une société civile proactive, qui a saisi l'opportunité d'agir et de sauvegarder le patrimoine, en le redéfinissant à la fois.

Mots-clés : héritage culturel, secteur privé, politiques publiques, Transylvanie, Roumanie

Diversitatea transilvăneană între memorie culturală și metamorfoză politică

Rezumat

Articolul discută schimbările de politici în gestiunea patrimoniului cultural din Transilvania, România. Cu origini într-un trecut multicultural, patrimoniul material și imaterial al acestei regiuni etnic atât de diverse a făcut obiectul unor vării interpretări, tributare adesea naționalismului, cu consecințe negative așadar inclusiv după căderea comunismului. Urmând haoticilor ani 90, schimbările începute după 2000 s-au desfășurat sub influența a trei factori : (1) finanțările europene prin ONG-uri internaționale, cu o serie de reușite ; (2) interesul manifestat pentru regiune de către membri ai caselor regale străine ; (3) politicile alternative create de o societate civilă pro-activă care a profitat de oportunitate pentru a salva patrimoniul, redefinindu-l totodată.

Cuvinte-cheie : moștenire culturală, sector privat, politici publice, Transilvania, România

The Transylvanian Diversity between Cultural Memory and Political Change

Abstract

The article focuses on the change of policies of heritage management in Transylvania, Romania. Originating in a multicultural past, material and immaterial heritage from this ethnically diverse region was the object of various interpretations, mostly tributary to nationalism, therefore with negative consequences including after the fall of Communism. After the chaotic 1990s, changes occurred in the early 2000s under the influence of three factors : (1) European funding via international NGOs, leading to attractive success stories ; (2) interest shown in the area by foreign royalty; (3) alternative policies developed by the pro-active civil society, who seized the opportunity to act and save cultural heritage, redefining it at the same time.

Keywords : cultural heritage, private sector, public policies, Transylvania, Romania

Contexte historique et ajustement des politiques culturelles

En 2007, la ville transylvaine de Sibiu était choisie (avec la ville de Luxembourg) capitale européenne de la Culture. Dans quelques années, grâce à la prééminence acquise, cette ville roumaine revitalisa les projets de développement d'une série d'autres qui partageaient son profil multiculturel. D'une année à l'autre, des stratégies de développement gravitant autour de la culture furent présentées, la plaçant au centre de la croissance et de la régénération urbaine : Cluj-Napoca, Alba-Iulia, Oradea, Timișoara, Brașov. Si les stratégies locales dépendaient entièrement des directives gouvernementales, ces villes ont su se transformer en l'avant-garde d'un changement profond, renouvelant la gouvernance locale et régionale par l'inclusion des organisations non-gouvernementales, du secteur privé et d'autres communautés qui reflètent les intérêts de la société civile. Une décennie plus tard, la Transylvanie s'était constituée une image qui a largement remplacé les ténèbres de Dracula par une ruralité sereine, s'assumant comme région moins connue mais qui veut rester *pour les connaisseurs* et dont le tourisme choisit la mise en valeur des traditions, de l'écologie et d'une riche gastronomie. Longtemps indésirable par son réductionnisme, Dracula est devenu l'ambassadeur de cette volonté de transformation, un moyen d'attirer l'attention et de créer l'opportunité pour faire apprendre aux visiteurs la vraie histoire du pays.

Après la chute du Communisme, avec ses théories et idéologies, concevoir un mécanisme nouveau pour la prise de décisions, qui change le nationalisme intransigeant et le conformisme doctrinaire du Parti, n'a pas été facile - et ne fit pas partie des priorités des gouvernements postrévolutionnaires, sauf pour (cas exceptionnel) la Convention Démocratique de 1996-2000 (Rikalović, Mikić, 2015; Nared, Razpotnik Visković, 2014; Dragojević, Dragičević-Šešić, 2005).

L'ouverture de l'horizon politique et culturel, et l'internationalisation ont été bienvenues, illustrées par des conventions et des partenariats conclus avec des pays d'Europe occidentale. Pourtant,

les politiques internationales de coopération culturelle (...) n'ont pas réussi à créer le cadre nécessaire à l'inclusion administrative et financière des institutions nationales dans le riche réseau des organisations culturelles européennes et mondiales. Les initiatives d'échange sont toujours venues de l'extérieur (Șuteu : 2005, 26).

Il fallait encore du temps pour susciter une réflexion sur le potentiel des politiques culturelles, et un état d'esprit orienté vers l'innovation, le repositionnement du rôle de l'État, une approche constructive de la culture, du patrimoine, de l'éducation, des médias, des arts, des industries créatives.

En termes de valeurs, la Roumanie adopta des politiques culturelles fondées sur trois directions (Rațiu, 2005 : 101-123). La première était liée à l'intérêt national, la dignité et le standing international, construite sur l'identité, l'histoire et le patrimoine, par des événements qui visaient l'image publique du pays, mais qui risquaient trop souvent d'être paralysés par la bureaucratie et par les limitations de la diplomatie politique. La deuxième direction visait la croissance économique et de la cohésion sociale, dans une tentative de « certification à l'européenne » des politiques culturelles du pays ; c'était d'ailleurs une approche qui, théoriquement, changeait la compréhension du rôle de la culture par les institutions de l'Etat, mais - un marché culturel privé n'existant pas à l'époque, ni soutien privé à la culture faute de moyens - l'intervention publique dans la sphère culturelle resta forte, jusqu'à la distorsion des initiatives, du monde des arts où de la créativité elle-même, sous la pression des instructions administratives. La troisième direction - qu'on pourrait appeler *culture/quality lifestyle* - les attentes n'ont jamais été satisfaites : les formules les plus usitées passaient devant l'innovation ou l'alternatif et négligeaient complètement les parties prenantes (*stakeholders*) de la sphère culturelle ou des domaines adjacents (Rațiu, 2009 : 22-44). La Roumanie des années 2000 devait diversifier les formules de son expression culturelle, son expressivité aussi, les types d'activité culturelle, les acteurs impliqués, et assimiler les transformations générées par l'incessante croissance de l'industrie culturelle.

Après 2007, le gouvernement conçut des stratégies rapprochant les politiques de développement culturel de celles déjà pratiquées dans l'Union européenne. Malgré l'inflation bureaucratique, une attention spéciale fut accordée au développement stratégique de la culture, définie comme « facteur de progrès social » ou « instrument de la mise en œuvre d'objectifs sociaux et économiques » (Conseil de

l'Europe, 2012), accompagnée d'analyses, d'évaluations, de priorités et d'objectifs stratégiques. Ces politiques suggèrent des directions d'intervention, des stratégies d'implémentation, d'instructions de planification et de financement des activités culturelles, doublées d'une série de recommandations.

La situation a changé sans nécessairement évoluer. Le *Plan National de Développement pour les années 2007-2013* avait fixé six priorités de développement : compétitivité par l'économie fondée sur la connaissance ; modernisation de l'infrastructure de transport ; protection et amélioration de la qualité de l'environnement ; développement des ressources humaines, de l'emploi et de l'inclusion sociale, avec le renforcement de la capacité administrative ; développement de l'économie rurale et augmentation de la productivité de l'agriculture ; diminution des inégalités de développement entre les différentes régions du pays. Ces priorités n'incluaient pas la culture ; elle était tangentielle invoquée comme « source de développement du tourisme, et de croissance et régénération des centres urbains ».

La Roumanie a aussi adhéré à l'Agenda européen pour la Culture dans un Monde Globalisé, dont les priorités étaient : la promotion de la diversité culturelle et du dialogue interculturel ; de la culture comme catalyseur de la créativité et de l'innovation dans le contexte du Traité de Lisbonne (stimulant les industries culturelles et l'économie) ; le renforcement de la dimension culturelle comme élément vital des affaires étrangères de l'Union européenne. Les documents de position du gouvernement reflétaient une nouvelle approche de la planification du développement national, la culture y étant intégrée comme une composante de la croissance soutenable. Elle fut encore comprise dans le Programme gouvernemental de 2009-2012, celui de 2013-2016 et dans la Stratégie de Développement National de 2013-2020-2030. Les objectifs des gouvernements était : de créer et maintenir « un cadre législatif, de réglementation et institutionnel pour le domaine culturel » harmonisé avec les bonnes pratiques européennes ; d'implémenter le plan d'action pour « l'enregistrement, le listage, la conservation et la promotion de l'héritage et des biens culturels contemporains » et de « forger des liens toujours plus étroits avec l'espace européen des valeurs culturelles » ; de « faire accessible la culture à toutes les catégories sociales et économiques des régions du pays » et « d'améliorer la condition économique et sociale des artistes ». L'institution responsable désignée pour les politiques culturelles et les stratégies nécessaires, le Ministère de la Culture¹, établit une série d'objectifs qui suivaient la stratégie susnommée : « protection du patrimoine culturel national et conservation de l'héritage culturel dans sa diversité » ; « augmentation du nombre de participants aux événements culturels », « modernisation et institutionnalisation

de l'infrastructure, et professionnalisation des ressources humaines impliquées », « soutien pour l'art contemporain et les industries créatives », la recherche dans le domaine des politiques culturelles, la promotion des valeurs nationales sur le plan international (par la création de l'Institut Culturel Roumain), et la promotion du multiculturalisme et de la culture des minorités nationales.

Tout ceci démontre que la perspective sur le développement culturel se fondait sur (1) l'héritage national roumain, (2) l'implication prioritaire des institutions de l'Etat, et (3) le développement des industries créatives. En 2009, cinq programmes financés par le gouvernement étaient envisagés dans un document supplémentaire du Ministère de la Culture, dédié aux politiques publiques, aux stratégies et à la coordination des politiques structurelles dans le but de mieux protéger et conserver le patrimoine culturel national (historique, archéologique, monuments, musées, collections, patrimoine immatériel), de promouvoir la création artistique contemporaine et la diversité culturelle, le développement des relations internationales qui aidait à la promotion à l'étranger, sans oublier le soutien accordé aux institutions culturelles subordonnées au Ministère, la réhabilitation des monuments historiques et la modernisation des institutions culturelles publiques.

Cette ambition a été rehaussée par l'addition d'une nouvelle *Stratégie sectorielle pour la Culture et le patrimoine national, 2014-2020*, sous la direction du même Ministère en (2013), suivie d'une *Stratégie* similaire pour les années 2016-2022. Les deux mettaient en évidence une transition vers une autre manière de comprendre la culture. Deux objectives se projetaient à court, moyen et long terme, dont plusieurs institutions étaient chargées : le Gouvernement par le Ministère de la Culture, le Parlement, l'administration régionale et locale, et, complémentirement, le Ministère du Développement, celui des Finances Publiques, les organisations non-gouvernementales, etc. Les mêmes missions restaient en vigueur : protection de l'héritage culturel de la nation (dont la définition n'avait pas changé, « patrimoine culturel immobile, mobile et immatériel »), soutien accordé à la création artistique et culturelle contemporaine, amélioration du processus éducationnel lié à la culture, des capacités et des infrastructures institutionnelles. Quatre objectifs transversaux étaient aussi prévus : participation et implication des jeunes dans les activités culturelles, numérisation des ressources culturelles, amélioration et la diversification de l'offre culturelle, de la consommation culturelle, de l'exportation des produits culturels nationaux et de l'internationalisation de la culture. Cette stratégie maintient les objectifs antérieurement établis, mais elle ouvre une perspective *autre* sur les avantages économiques et la croissance que la culture peut générer.

Adoptant le modèle européen de politiques culturelles, cette interprétation de la culture constitue une nouvelle approche pour le gouvernement : elle vise une dynamique trans-sectorielle et comprend la culture comme élément de transformation socio-économique. C'est le commencement d'une ouverture vers des politiques *décentralisées*, qui seront expérimentées par les institutions nationales et locales.

Et pourtant, cette pratique bureaucratiquement si achevée a eu un impact limité parce que le nombre de monuments (inventoriés par le Ministère de la Culture et par l'Institut National du Patrimoine) qui avaient besoin de rénovations ou de restaurations était tel, qu'il mettait une pression ingérable sur la capacité de financement de l'Etat (Pickard, Çeliku : 2008, 265) ; et aussi, sur le peu de personnel capable de mettre en place les politiques nécessaires.

Mais le mot *décentralisé* a marqué le seuil d'un renouveau dans la gestion du patrimoine culturel, la preuve que (en moins de 10 ans) la logique des gouvernements avait changé, tout comme les techniques de management de l'héritage. Les origines de ce changement se trouvent à l'extérieur, en Europe - et les promoteurs, à l'intérieur.

Un Prince sur un cheval blanc

C'était effectivement, sous l'impact des visites annuelles du Prince de Galles en Transylvanie (la province occidentale et multiculturelle de Roumanie), que les ONG et les fondations ont commencé à jouer un rôle de plus en plus visible dans la gestion des biens culturels considérés comme partie d'un (certain) héritage transylvain. La Transylvanie est un cas typique de territoire central-européen, héritant de plusieurs empires, où les destins des plusieurs nations s'entrecroisent et s'imbriquent d'une manière complémentaire ; où l'ethnicité et le politique ont créé des légitimités distinctes, des discours dissociatifs, soutenant des principes qui collisionnent pris séparément, mais qui, fusionnés, dévoilent une réalité plus cohérente.

Longtemps politiquement Hongroise, donc Catholique et Protestante, la Transylvanie a été ethniquement roumaine, étant donnée la majorité de la population rurale, avec des Allemands de Saxe colonisés au 13^e siècle, eux-mêmes Catholiques et Protestants après la Réforme. Le nationalisme du 19^e siècle allait fracturer profondément les relations entre les communautés roumaine et hongroise, chacune défendant des thèses historiques antinomiques, allant jusqu'à la confrontation militaire et les annexions territoriales dans les deux guerres mondiales. Incorporée à la Roumanie depuis 1920 (respectivement 1947), avec plus d'un million

d'habitants d'origine et de culture hongroise, la Transylvanie était devenue le point central de l'antagonisme entre la Roumanie et la Hongrie, similaire à celui qui oppose Anglais et Irlandais, Serbes et Albanais, jadis Français et Allemands. C'était dans un contexte politiquement et culturellement délicat que les visites du Prince de Galles (dont la généalogie allie ancêtres Hongrois et Roumains) ont commencé à partir de 1998. L'héritier de la Couronne britannique montra un intérêt constant pour la biodiversité des paysages, les coutumes, l'architecture traditionnelle de Transylvanie, tout comme pour l'héritage culturel ; ses visites sont donc une conséquence de cette attention (Pop, Bolovan : 2006, 665). Mais ce qui a contribué à une perception publique différente de l'héritage transylvain fut l'intérêt montré par le Prince aux trois cultures coexistantes, sans différenciation, contrastant avec le nationalisme diviseur du 20^e siècle.

Ce qu'il me semble le plus important à propos de la Transylvanie est la combinaison d'écosystèmes naturels, de forêts et de zones agricoles, ainsi que les systèmes humains et culturels; cette relation intégrée, extraordinaire et unique, est d'une telle importance ! Si vous les séparez, vous vous retrouvez avec quelque chose qui ne peut être qu'exploité, sans être traité de manière durable (Galles, 2011).

Le soutien du Prince (et l'acquisition d'une série de propriétés paysannes dans l'ouest transylvain) a entraîné non pas seulement une approche plus rationnelle de la gestion du patrimoine hongrois et allemand - jamais prioritaire et souvent en danger par manque d'investissements -, mais ce même patrimoine est devenu plus attractif en termes de médiatisation, de rescousse et de subventions pour la communauté roumaine majoritaire, qui y retrouvait un moyen de renouveler une identité régionale plus prononcée. Ce sont les années où les manoirs et les châteaux confisqués par le régime communiste sont rétrocédés aux héritiers des anciens propriétaires, la plupart successeurs de la noblesse hongroise, de l'Eglise catholique ou des fondations protestantes. L'Autorité nationale pour la restitution des propriétés, agence gouvernementale, fut chargée de la restitution² ; des scandales politiques, de corruption et de prise de décisions biaisée ont éclaté, très souvent teintés d'opinions nationalistes, car 57 châteaux et des centaines de milliers d'hectares de forêts avaient été réclamés ; or, outre le débat concernant la valeur des biens que l'Etat remettait aux particuliers et sur la légalité du procès, la rétrocession créa les prémices d'une valorisation économique de cet héritage, ainsi ravivé. C'est de cette sorte que le secteur privé et la société civile, dont l'image publique est globalement plus positive, commencent à jouer un rôle de plus en plus important dans la définition des politiques de gestion du patrimoine, et dans son appareil de management.

Les nouveaux acteurs : le secteur privé et la société civile

Le rôle joué par le secteur privé dans la soutenabilité du patrimoine culturel est depuis longtemps prouvé ; des fédérations d'ONG prestigieuses, telle *Europa Nostra*, en sont l'exemple. Le forum international de 2007 de Catane sur la privatisation de l'héritage était arrivé aux conclusions suivantes : (1) la globalisation et la pression sur les ressources financières des gouvernements continueront à déterminer le format des partenariats publique/privé ; (2) la privatisation de la gestion du patrimoine culturel et de l'héritage semble efficace ; (3) les solutions identifiées par le secteur privé doivent ou devraient faire partie d'une intervention complémentaire à celle du gouvernement, non pas en opposition avec celle-ci (ICCROM : 2007).

Croire qu'uniquement le secteur public doit soutenir ou protéger le patrimoine culturel a été réfuté en Roumanie par les réalités de la gestion de biens culturels qui font partie de l'héritage national en propriété privée. Le rôle de ce secteur a augmenté substantiellement à la fois par la récupération des biens confisqués par le régime communiste et par une suite de stratégies spécifiques : collecte de fonds, donations, volontariat (dans le domaine de la conservation), stages de formation dans les ONG, etc. De ce fait, la situation de Roumanie est comparable avec celle décrite par Françoise Benhamou (2004 : 187-202) employant la distinction de Mossetto entre les trois niveaux de protection du patrimoine (à savoir : réemploi, restauration partielle, conservation intégrale) : le secteur privé couvre les deux premiers cas, le gouvernement régularise le troisième (Peacock, Rizzo, 1994 : 81-98).

L'intervention du secteur privé est nécessaire pour lui faciliter la productivité et prend des formes différentes : législation, subventions, protection des droits de propriété, qui sont des instruments spécifiques du pouvoir public, nés de procédés législatifs et juridiques. Quand la conduite des acteurs privés ne rend plus service à la société par bénéfice culturel, le gouvernement a le droit d'intervenir comme régulateur, en imposant des contraintes, mais *pas* de remplacer le secteur privé. Parfois, l'intervention dudit secteur prend un caractère rectificatif, atténuateur ou amortisseur, dans des formules qui attestent des bonnes pratiques, sans avoir besoin de l'intervention des autorités publiques (sauf pour celles indirectes : réduction des impôts, standards régulateurs flexibles, etc.). La création de *propriétés de haute valeur historique et économique* est, avant tout, le résultat du secteur privé, tout comme ce qu'on peut appeler *l'héritage 2.0* : des biens culturels contemporains qui ont acquis un statut de référence par l'utilité ou le design architectural (églises ou centres religieux, sites et bâtiments industriels reconvertis). Cette vertu est rarement mise en évidence et mérite une reconnaissance particulière.

L'aide du secteur financier, qui se manifeste par des donations individuelles et des entreprises ou par financement participatif est devenue méthode fréquente dans la préservation du patrimoine transylvain. Le paradigme des partenariats avec les entreprises connaît un grand succès, mais la différence entre sponsoring et partenariat a besoin d'être mieux définie. Compte tenu de l'évolution de la situation en Transylvanie au cours des 15 dernières années, les justifications financières et institutionnelles identifiées par Davide Ponzini (2010 : 508-521) s'appliquent aux pratiques locales ; les partenariats a) réduisent la pression sur les budgets publics; b) les coûts de production des services; c) maximisent l'efficacité des établissements privatisés; (d) améliorent la fourniture publique de biens et services dans le domaine de la culture et du tourisme; e) diminuent l'influence politique dans les décisions d'allocation des ressources; f) aident à la diffusion des droits de propriété et d'entreprise. Envisager une approche liée au principe du marché libre est utile (Rojas, 2001 : 15-23) ; elle favorise la privatisation des activités de conservation, le maintien et la mise en valeur des biens culturels, en contraste avec les devoirs du gouvernement dans le domaine. L'économie de marché et le capital sont, par leurs fonctions, implicites à la préservation de l'héritage, surtout pour les grands édifices, les jardins et les paysages, leur marketing, la réhabilitation, le financement, consolidation et le faire-valoir. En revanche, les attributs gouvernementaux (indispensables car stratégiques) incluent l'amélioration des espaces publics, des infrastructures, des plans de revitalisation urbaine ou régionale, des normes de préservation et la préservation des sites.

Le rôle grandissant du privé dans la gestion (par prestation de service) a été étudiée par le Conseil de l'Europe (2005) et reconnue comme « le secteur le plus important pour l'implication des acteurs privés dans la protection de l'héritage culturel ». La gestion privée comprend le management de la propriété d'Etat et de la propriété individuelle ; mais, le court-termisme, les intérêts réduits au gain financier ou commercial immédiat (même si parfois compatibles avec les bonnes pratiques de la gestion du patrimoine) mettent en danger la vision sur le long terme et les projections nécessaires pour déterminer une distribution meilleure des bénéfices (Cowen, 2009 : 19-47). Des spécialistes comme Kevin Gibson (2009 : 327-348) ont étudié l'effort des autorités publiques de limiter le conflit entre les droits des actionnaires et des parties prenantes, considérant qu'une telle opposition peut être diminuée par l'implémentation de rôles mutuellement convenus. Quant au volontariat, pendant que les économistes concordent sur l'importance des individus qui consacrent leur capacité de travail et leur productivité à des ONG sans être rémunérés, la valeur économique de cette main-d'œuvre bénévole n'est jamais incluse dans le PIB, même si le volontariat a un impact positif sur les comptes (Da Milano, Gibbs, Sani, 2009 ; Leete, 2010).

Pour clore cette analyse-cadre de la gestion de l'héritage en Transylvanie, il faudrait ajouter l'intéressante catégorisation des différentes normes de volontariat identifiées par Edith Archambault (2005 : 11-34) : (1) un modèle rhénan, correspondant à l'Autriche, la Belgique, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, œuvre des organisations institutionnelles et professionnelles qui opèrent dans le domaine, en fonction de religions, affinités politiques ou attachements syndicaux ; (2) un modèle libéral, spécifique au Royaume-Uni et à l'Irlande, ayant des racines dans le socialisme chrétien du XIXe siècle, attaché à la responsabilité sociale, mais organisé localement, avec peu de stimuli accordés par les autorités publiques locales ou régionales; (3) un modèle social-démocrate, scandinave, avec une tradition associative centrée sur les interventions volontaires, individuelles, détachée des définitions idéologiques ou religieuses; et (4) un modèle méditerranéen, de Grèce, d'Italie, du Portugal et d'Espagne, avec une montée du secteur privé (compte tenu des limites financières des autorités centrales), découlant de la tradition de service communautaire de l'Église catholique.

Conclusions : la métamorphose

Ces modèles aident à comprendre comment la mise en valeur du patrimoine a évolué en Transylvanie en termes de gestion, d'utilité publique et de perception, sous l'impact des déclencheurs extérieurs qui ont mobilisé les initiatives et les ressources, entraînant un type de management avec des caractéristiques issues des quatre modèles, celui libéral dominant (conséquence de l'implication britannique).

La justification économique et la naissance d'une notoriété internationale positive de la région ont produit une *société de participation* qui joue sur la *diplomatie du patrimoine* (Winter, 2015 : 997-1015), a la tendance de transcender les divisions nationales et de convertir les identités opposées en *identités collaboratives* construites sur des projets d'intégration à partir du patrimoine, pour transformer l'altérité culturelle auparavant négligée en *diversité harmonisée*. La formation des identités contre l'Autre est remplacée par la construction des identités avec l'Autre. Ainsi, la Transylvanie rejoint la politique des droits culturels promue par le Conseil de l'Europe, qui contribue à l'identité européenne par la protection des traits culturels distinctifs qui enrichissent le continent (Pickard, 2002 : 11), car à la fois les identités spécifiques et les fondements communs de l'Europe doivent être défendus par une compréhension plus profonde des qualités culturelles des autres nations. C'est la voie la plus sage pour réunir les récits nationaux roumain, hongrois et allemand, dans ce qui est, après tout, une patrie partagée.

Bibliographie

- Archambault, E. 2005. « Le bénévolat en France et en Europe ». In : *Pensée plurielle*, vol. 9, 1, p. 11-34.
- Benhamou, F. 2004. Who owns cultural goods? The case of built heritage. In : Ginsburgh, V.A. (ed.), *Economics of Art and Culture*. Amsterdam : Elsevier.
- Conseil de l'Europe. 2005. *The Private Management of Cultural Property* (rapport de l'Assemblée parlementaire) doc. 10731, <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=11062&lang=EN> [consulté le 10 juin 2019].
- Cowen, T. 2002. *Creative Destruction: How Globalization Is Changing the World's Cultures*. Princeton NJ : Princeton University Press.
- Da Milano, C., Gibbs, K., Sani, M. 2009. *Volunteering in Museums and Cultural Heritage. A European Handbook*, http://online.ibr.regione.emilia-romagna.it/1/libri/pdf/VOCH_Inglese.pdf [consulté le 20 juin 2019].
- Dragojević S., Dragičević-Šešić, M. 2005, *Arts management in turbulent times : Adaptable quality management*. Amsterdam : European Cultural Foundation / Boekmanstudies.
- Gibson, K., 2009. « Profit from the priceless: heritage sites, property rights and the duty to preserve ». In : *Business and Society Review*, 114 (3), p. 327-348.
- Gouvernement de Roumanie. *La Stratégie de Développement National de 2013-2020-2030*, http://turism.gov.ro/web/wp-content/uploads/2017/05/strategia_sectoriala.pdf [consulté le 18 mai 2019].
- Gouvernement de Roumanie. *Inventaire des monuments historiques*. <https://patrimoniu.ro/monumente-istorice/lista-monumentelor-istorice> [consulté 3 juin 2019].
- Gouvernement de Roumanie. *Programme gouvernemental de 2009-2012*. <http://www.cdep.ro/pdfs/guv200912/ProgramGuvernare.pdf> [consulté le 10 mai 2019].
- Gouvernement de Roumanie. *Programme gouvernemental de 2013-2016*, http://gov.ro/fisiere/pagini_fisiere/13-08-02-10-48-52program-de-guvernare-2013-20161.pdf [consulté le 15 mai 2019].
- ICCROM (International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property). 2007. *Privatisation and Cultural Heritage: Proceedings of an International Forum*. Catane : Urbis
- Leete, L. 2010. The Valuation of Volunteer Labor. In: *Handbook of Research on Nonprofit Economics and Management*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing.
- Mossetto, G. 1994. The Economic Dilemma of Heritage Preservation. In: Peacock, A., Rizzo, I. (ed.) *Cultural Economics And Cultural Policies*. Dordrecht : Springer.
- Nared, J., Razpotnik Visković, N. (ed) 2014. *Managing Cultural Heritage Sites in Southeastern Europe [Enhancement of Cultural Heritage through Environmental Planning and Management]*, Ljubljana : Založba ZRC.
- Pickard, R. 2002. *European Cultural Heritage: A review of policies and practice*. Strasbourg : Council of Europe.
- Pickard, R., Çeliku, F. (ed.). 2008. *Analysis and Reform of Cultural Heritage Policies in South-East Europe*. Strasbourg : Council of Europe, Directorate of Culture and Cultural and Natural Heritage.
- Ponzini, D., 2010. « The process of privatisation of cultural heritage and the arts in Italy: analysis and perspectives ». In: *International Journal of Heritage Studies*, 6/XVI, Londres : Routledge, p. 508-521.
- Pop, I.A., Bolovan, I. 2006. *History of Romania: Compendium*, Bucarest : Institutul Cultural Român.
- Rațiu, D.E., 2005. « Cultural Policy in Romania: Justifications, Values and Constraints. A Philosophical Approach ». *Journal for the Study of Religions and Ideologies*, vol. 4, 12, p. 101-123.

- Rațiu, D.E., 2009. « Cultural Policy and Values: Intrinsic versus Instrumental? The Case of Romania ». *Journal of Arts Management, Law and Society*, vol. 39, 1, p. 22-44.
- Rikalović G., Mikić, H. (ed.) 2015. *Heritage for Development in South-East Europe: New Visions and Perceptions of Heritage through the Ljubljana Process*. Strasbourg: Conseil de l'Europe.
- Rizzo, I., Mignosa, A., 2013. *Handbook on the Economics of Cultural Heritage*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing.
- Rojas, E., 2001. El sector privado en la conservación del patrimonio urbano en América Latina y el Caribe: lecciones de tres experiencias. In: Carrión F., (ed.), *Centros Históricos de América Latina*. Paris: UNESCO.
- Șuteu, C., 2005. *Overview on Cultural Policy in Central and Eastern Europe 1990/2003*. Bucarest : Societatea Academică Română.
- Șuteu, C., 2005. Cultural Policies in Transition. The Issue of Participation and the Challenge of Democracy. In : *The Arts, Politics and Change- Participative Cultural Policy-Making in South Eastern Europe*. Amsterdam : European Cultural Foundation/Boekmanstudies.
- Wild Carpathia*. 2011. Entretien avec le Prince de Galles.
vidéo en ligne, https://www.youtube.com/watch?v=7PQJ_kSLt08,
de 8'37» à 9'10» ; [consulté 5 juin 2019].
- Winter, T., 2015. « Heritage Diplomacy ». In : *International Journal of Heritage Studies*, 21, n° 10, p. 997-1015.

Notes

1. Variablement appelé Ministère de la Culture ; de la Culture et des Cultes ; de la Culture et de l'Identité nationale ; de la Culture et du Patrimoine national.
2. Il y avait plus de 8 000 demandes de restitution acceptées en 2008, évaluées à environ 900 millions lei (ca. 300 millions € en juillet 2008).



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Mémoire de l'esprit protestataire en Europe. L'année 1968 en Italie

Anca Stângaciu

Faculté d'études européennes, Université Babes-Bolyai, Roumanie
astangaciu@yahoo.com

Reçu le 12-05-2020 / Évalué le 02-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

Le mouvement politique de masse '68, en d'autres termes *Sessantotto*, est apparu avec le mouvement étudiant, mais au fil du temps a également inclus la composante des revendications des travailleurs, la phénoménologie de *Sessantotto* étant active jusqu'en 1977. L'interférence entre les deux forces était basée sur l'esprit révolutionnaire, la protestation, l'anti-consumérisme et l'anti-autoritarisme. Pour expliquer les conflits et les angoisses au sein du monde étudiant, mais aussi l'héritage de '68, significatif par la force de son imagination, l'approche de cette problématique est réalisée à partir de sa dimension socio-politique, mais aussi de sa dimension psycho-culturelle. L'article contient également des références à la mémoire collective '68 et aux opinions exprimées par certains intellectuels présents lors des événements.

Mots-clés : mouvement étudiant, génération, travailleurs, négociations, mentalité

Memoria spiritului protestatar în Europa. Anul 1968 în Italia

Rezumat

Mișcarea politică de masă '68, altfel spus *Sessantotto*, a apărut o dată cu mișcarea studentească, dar a cuprins în timp și componenta revendicărilor muncitorești, fenomenologia *Sessantotto* fiind plasată până spre 1977. Interferența dintre cele două forțe s-a fundamentat pe spiritul revoluționar, protest, anticonsumatorism și antiautoritarism. Pentru a explica conflictele și neliniștile din interiorul lumii studentești, dar și moștenirea lui '68, semnificativă prin forța imaginarului său, abordarea acestei problematice s-a realizat plecând de la dimensiunea socio-politică, dar și de la cea psiho-culturală. Studiul conține, de asemenea, referiri la memoria colectivă '68 și la opiniile exprimate de unii intelectuali prezenți la evenimente.

Cuvinte-cheie: mișcare studentească, generație, muncitori, negocieri, mentalitate

Memories of the spirit of protest in Europe. Year 1968 in Italy

Abstract

The mass political movement of '68, in other words *Sessantotto*, appeared along with the student movement, but, at the same time, it also included the component of the workers' demands and negotiations on labor conditions, *Sessantotto's* phenomenology being present up until 1977. The interference between the two forces was based on a revolutionary spirit of protest, anti-consumerism and anti-authoritarianism. In order to explain the conflicts and anxieties inside the student world, but also 68's heritage, its significance standing in the power of its imaginary, the approach of the issue is dual, involving both the social-political dimension and the psycho-cultural one. The article also contains references to the collective memory of '68 and to the written opinions of some of the intellectuals present at the events.

Keywords: student movement, generation, workers, negotiations, mentality

Prémices

Après la période de reconstruction des années 1950-1962, lorsque le taux annuel moyen de 6% du revenu national de l'Italie, juste derrière celui de l'Allemagne, a assuré les débuts de la prospérité sociale, le criticisme sur le capitalisme à la fin de la septième décennie a également émergé, bien évidemment, dans la Péninsule Italique (Berstein, Milza, 1992 : 205). En fait, la complexité des événements de 1968 a peint en Europe Occidentale l'atmosphère incontestable d'un fond idéaliste, souvent d'extrême gauche.

En ce qui concerne l'Italie, le moment de référence de 1968 a fait émerger la manière contestatrice, avec des accents politiques, de l'espace universitaire, y compris celui des écoles normales, le succès, au moins en partie, de l'alliance entre les étudiants et les masses et la radicalisation du monde ouvrier dans un sens anarchiste, ne manquant pas de groupes militants et parfois même de manifestations incendiaires d'inspiration trotskyste. Des affrontements avec des structures étatiques autoritaires ont eu lieu en février à Milan, en mars à Rome (*Battaglia di Valle Giulia*), en mars et novembre à Turin et en avril à Pise, pour ne citer que quelques-uns des événements étudiants tumultueux. La particularité essentielle du mouvement de protestation italien était le développement à partir d'un certain point des agitations étudiantes en osmose avec le mouvement de protestation ouvrier; la fraternisation depuis les premières semaines de 1968 à Pise, Turin et Milan s'est déroulée dans un contexte de troubles ouvriers. D'ailleurs, il faut dire qu'avec le déplacement du centre de gravité des mouvements de contestation de l'université vers les usines, c'est-à-dire à la fin de l'année 1969, le courant du

changement est devenu de plus en plus une critique radicale du corporatisme, du consumérisme et, en général, de la société capitaliste. Ce fut une année 1969 marquée principalement par la dure lutte des travailleurs, mais aussi par le réformisme qui incluait les étudiants, car le spectre universitaire est resté ancré pendant près d'une décennie dans le domaine de la lutte pour les transformations institutionnelles. Cette mobilisation inter-sociale n'était pas accidentelle tant que depuis le milieu des années '60 une grande partie des étudiants ou des lycéens, appartenant à la génération du *baby-boom*, sont issus des travailleurs. En outre, les grandes tendances des migrations internes des années '60 ont facilité la relocalisation d'une jeune population d'origine rurale ou prolétarienne au nord de l'Italie.

Mais l'arrière-plan du Mouvement '68 en Italie a été principalement façonné par un climat de développements socio-économiques et politiques internes, qui était, bien sûr, proche de stimuli idéologiques ou culturels externes. La culture de 1968 a ses racines dans une certaine mesure dans les groupements d'avant-garde qui ont été actifs immédiatement après la guerre, à savoir dans les structures idéologiques de type socialiste qui ont contribué à la promotion d'une alternative de type « révolutionnaire » et qui étaient en interférence évidente avec les impulsions de la nouvelle génération, mais sans ternir son identité et son image; ces structures ont respectivement leur origine dans la nouvelle philosophie des jeunes, mais aussi de la condition de la classe ouvrière, tout cela dans le contexte des conflits croissants au sein de la production capitaliste, du conservatisme universitaire, etc. (Santarelli, 1996 : 14). À partir de la dialectique de la tradition de gauche, analysée par Enzo Santarelli, il faut dire que la Nouvelle Gauche (et, en général, tout ce qui signifiait la révision de la culture de gauche) a été considérée comme le précurseur des futures contestations, qui par sa dynamique défiaient les idéologies dominantes. Il suffit de mentionner ici la parution en 1961 de la publication de Turin *Quaderni Rossi*, dirigée par le professeur Raniero Panzieri. Intellectuel de gauche, établi à Turin en 1960, après avoir obtenu, avec l'aide de Giovanni Pirelli, le poste de rédacteur de la célèbre maison d'édition Einaudi, Panzieri est entré en contact avec un groupe d'étudiants, dont Vittorio Rieser (membre du Parti Socialiste Italien), avec lequel il a non seulement participé aux réunions des travailleurs, mais a également soulevé la question des conditions de travail des ouvriers de l'usine FIAT (Ballone, Loreto, 2010 : 204; Borio, Pozzi, Roggero, 2005 : 272-281; Scavino, 2002 : 465; Scirocco, 2014). D'ailleurs, Panzieri, proche des étudiants, avait été professeur de philosophie du droit à l'Université de Messine, entre 1948 et 1951. Compte tenu de la disparition prématurée de Raniero Panzieri, il n'est pas possible de dire avec certitude quelle a été sa contribution à l'explosion du mouvement étudiant, bien que d'autres publications similaires soient

apparues autour du magazine *Quaderni Rossi* (*Lettere, Cronache, Appunti, Classe Operaia, La Voce Operaia*), mais il est clair que la redéfinition et la réinterprétation de la culture politique marxiste ont profondément influencé le phénomène de '68 (Scavino, 2017 : 238-255). Il ne fait donc aucun doute que le mouvement italien de 1968 était plus proche des problèmes des ouvriers et du phénomène des usines que d'autres réalités internationales, précisément en raison du rôle des groupements des travailleurs, appelés, de manière plus ou moins polémique, *operaisti* (Bologne, 2011 : 205). Cependant, malgré les interférences d'idées, d'objectifs et de buts communs des acteurs participants, elle a conduit à une hétérogénéité, au moins sociale, des événements de 1968 (Boato, 1978 : 95).

Le miracle économique italien (*Miracolo economico italiano*), reflété dans le boom économique de la fin des années 1950, l'élévation du niveau de vie et l'augmentation du revenu par habitant (de 47% entre 1950 et 1960), la transition de l'économie agraire à l'économie industrielle, l'industrialisation forte et rapide, réalisée en particulier dans la zone triangulaire Milan-Turin-Gênes, augmentant la productivité économique de plus de 4%, (accélérant l'urbanisme, développant le système de santé), l'augmentation du taux de natalité et la mise en place de l'enseignement de masse avec une base sociale plus large ont inévitablement conduit à la nécessité de redéfinir la problématique scolaire (Stuart, 2009 : 12-33). En fait, la croissance rapide mais inégale de l'économie italienne dans les années 1950, la combinaison de certains éléments de la modernité avec d'autres d'extrême retard, la transformation économique massive du Nord, comparable à d'autres États occidentaux, l'incapacité d'améliorer les conditions de vie dans le Sud et, par conséquent, le maintien des différences entre le Nord industrialisé et le *Mezzogiorno* traditionnel ont rendu certains problèmes structurels de l'économie et de la société italiennes de plus en plus visibles. Entre autres choses, les universités italiennes, contrairement à celles des pays nordiques, n'ont pas réussi à suivre le rythme rapide de la croissance économique qui a remodelé l'Italie de l'après-guerre.

Une conséquence certaine de la modernisation rapide, mais aussi de la croissance démographique, a été celle de la scolarisation de masse, une scolarisation doublée entre 1951 et 1961 de 10 à 21% pour la tranche d'âge 14-18 ans (Cavalli, Leccardi, 1997 : 714). En fait, en 1962, la Loi 1859 portant sur la création d'un établissement d'enseignement secondaire unique et la scolarisation jusqu'à 14 ans a été approuvée, ce qui a indirectement facilité l'accès à toutes les écoles supérieures. Il faut dire cependant que la mesure d'allocation des ressources publiques pour étendre l'enseignement obligatoire ou développer le nouveau concept de l'enseignement secondaire ne répondait pas aux exigences d'une véritable réforme scolaire qui

devait résoudre le problème de la mobilité sociale et d'un enseignement efficace, de sorte que l'école ne devienne pas une simple fabrique de diplômés et que l'éducation ne se transforme pas en une simple structure de consommation. En outre, Chiarante a estimé que même chez les courants réformistes de centre-gauche il y avait une certaine sous-estimation des problèmes liés au caractère de classe sociale de l'école, basée sur la croyance erronée que l'augmentation du potentiel de l'école atténuerait progressivement le mécanisme de sélection sociale (Chiarante, 1968 : 37). En tout cas, l'augmentation du nombre d'élèves inscrits à différents niveaux de scolarité (école primaire, collège, lycée), ainsi que l'aspiration à l'université ont été un premier aspect de la crise scolaire qu'il fallait résoudre. En fait, d'un point de vue économique, l'Italie a mis en place après la Seconde Guerre Mondiale un mécanisme de développement qui est entré en crise à la fin des années 1960, une crise économique et sociale qui a fait apparaître l'école plutôt comme un « vestige archéologique des siècles passés » (Libertini, 1978 : 10). L'organisation et l'accès à diverses formes d'éducation correspondaient à l'ancienne stratification sociale de l'Italie qui imposait une hiérarchie caractérisée par l'autoritarisme, la continuité de la classe dirigeante et l'hégémonie de la bourgeoisie, excluant ainsi des études les masses destinées à former la base de la pyramide sociale. Ensuite, la question de l'enseignement et de l'apprentissage à l'école est devenue un thème fondamental des protestations estudiantines, car les modèles de fonctionnement traditionnels, basés sur une approche beaucoup trop théorique, ont dû être redimensionnés.

Ainsi, en février 1966, plusieurs lycéens furent arrêtés à Milan, ainsi que des imprimeurs de la publication, audacieuse dans son esprit libre, *La Zanzara*, et en 1967 on a publié *Lettera a una professoressa* de Don Lorenzo Milani, prêtre nommé depuis 1954 à Barbiana, un village avec des enfants pauvres, situé au pied du mont Mugello. Le journal visant l'enseignement formatif, la recherche et la production de matériel pédagogique a ainsi réalisé une grande révolution culturelle, didactique et pédagogique qui a rejeté l'indifférence, la passivité, le clivage social, l'analphabétisme, l'enseignement théorique. En fait, le manifeste qui a fait la renommée de Don Milani et de l'école de Barbiana dans le monde entier a laissé des traces profondes dans la culture et la société, résultant d'une écriture collective, soutenue par un travail préparatoire imposant. « Croire, se révolter, se battre » (*Crederè, disobbedire, lottare*), le message philosophique adressé au corps enseignant, reste aujourd'hui celui transposé dans l'appel moral et civil selon lequel un enseignant qui aime la vérité et la justice peut changer le monde. Bien que sa branche paternelle vienne de la bourgeoisie florentine, il reste certain que le prêtre et professeur Milani a donné naissance à un « vrai miracle » à Barbiana, en encourageant les exclus et les marginaux, mais aussi en transmettant des schémas logiques, des approches

flexibles, des méthodes d'écriture et d'apprentissage efficaces, le pragmatisme et l'utilisation d'outils appropriés d'étude (vocabulaire, bibliothèque, journaux, enregistrements radio, disques), de sorte qu'il a réussi à mettre en évidence le rôle central de l'école, l'importance des outils de communication dans l'intégration des élèves dans la vie sociale, l'essence de la relation entre l'école et le travail, la nécessité de mettre l'accent sur le pragmatisme et l'argumentation, mais aussi l'expression de l'injustice sociale (Gesualdi, 2016). Avec subtilité et intelligence, Don Milani a suivi l'idée d'une école pragmatique en travaillant jusqu'à 16 heures par jour avec les élèves, en insistant sur la nécessité d'une école obligatoire pour ne pas rejeter les pauvres par la non-promotion, en éliminant l'intimidation par les enseignants des élèves pauvres, ce qui a suscité la discussion sur le complexe de la timidité des pauvres, le manque d'organisation de l'école primaire de la deuxième catégorie (par le surpeuplement des élèves), l'échec à assurer l'enseignement secondaire malgré l'existence de ce droit constitutionnel et bien d'autres (Piro, 2018). Alfonso Berardinelli considérait à juste titre le livre comme un pamphlet anti-bourgeois dans un manuel de morale chrétienne militante, comme un traité sur l'utilisation de la langue et de la culture écrites, et aussi comme l'invention la plus surprenante de l'art d'écrire des études dans la seconde moitié du XX^e siècle (Roghi, 2017 : 104). Il est tout aussi évident que *Lettera a una professoressa* a synthétisé et annoncé ce qui est devenu essentiel pour le Mouvement Étudiant : le rôle sélectif discriminatoire de l'école et de sa propre culture, ainsi que la nature conservatrice et traditionnaliste des méthodes d'enseignement et d'apprentissage.

Dans le domaine universitaire, le nouveau paradigme centré sur la « *didattica della liberazione* », c'est-à-dire sur le rôle des universités dans la création d'une conscience critique qui exempte les jeunes d'être des sujets de manipulation, s'est retrouvé dans les sollicitations des étudiants barricadés au *Palazzo Campana* à Turin, étant convaincus que, pendant ces jours de 1967, les universités étaient des outils de manipulation idéologique et politique désireux d'instaurer un esprit de subordination des jeunes au pouvoir (Revelli, 1991). La même année, les étudiants de Pise ont formulé, lors de l'occupation du siège central de l'Université *Tesi della Sapienza*, un manifeste exigeant une éducation gratuite jusqu'à 18 ans, un financement des études, une nouvelle politique des transports, des bourses d'études, mais aussi la concordance de la fixation du calendrier des cours à partir des injustices sociales qui ont exclu les classes les plus pauvres de l'enseignement supérieur. D'ailleurs, l'augmentation de 50% des frais de scolarité a été l'étincelle qui a déterminé en novembre 1967 l'occupation de l'Université catholique de Milan par les étudiants.

Le mouvement étudiant

Selon certains analystes italiens tels que Raul Mordenti, le mouvement de masse politique de 1968, en d'autres termes *Sessantotto*, *Movimento* ou *Movimento del Sessantotto*, dont les prémisses avaient déjà été créées au milieu de cette décennie, est apparu avec le mouvement étudiant, mais avec le temps a également intégré la composante des revendications et des négociations des travailleurs. D'autres voix, dont Giuseppe Carlo Marino, situent la phénoménologie de *Sessantotto* bien avant 1968 et après cette date, jusqu'en 1977 (Raffaële, 2014).

Raul Mordenti, homme politique, écrivain, théoricien, critique littéraire et professeur né en août 1947 à Rome, a rejoint l'association des jeunes antifascistes *Nuova Resistenza* fin 1961, très probablement influencé par la participation de son père à la *Resistenza* des partisans de Brigade Garibaldi. Il reste cependant important qu'il ait successivement fait partie de l'*Intesa Universitaria*, ce qui l'a encouragé à participer au *Movimento Studentesco* en 1968. D'un point de vue professionnel, Mordenti a occupé le poste de chercheur et professeur de littérature italienne à l'Université *La Sapienza* de Rome, puis de professeur titulaire de critique littéraire à l'Université *Tor Vergata* de Rome, ce qui ne l'a pas empêché de participer au *Movimento del '77* et, au cours des deux décennies suivantes, de rejoindre la *Democrazia Proletaria* (1983) et la *Rifondazione Comunista* (1991). D'ailleurs, son implication politique et civique s'est également reflétée dans son travail de rédacteur au journal *Liberazione*, en tant qu'auteur d'écrits de gauche ou en tant que responsable au Bureau de formation politique du Parti communiste de refondation.

Partie active des événements de 1968, Mordenti a utilisé l'expression « mémoire du Mouvement » et même l'expression « tradition du Mouvement » car les deux états aspirent à vivre le présent dans le passé, contrairement à « l'histoire du Mouvement » qui sépare le présent du passé ; d'ailleurs, un autre penseur, Walter Benjamin, a parlé de la « tradition des opprimés » et Antonio Gramsci de la « tradition des subordonnés » (Mordenti, 2008 : 25). D'un autre côté, adoptant une approche communiste, Mordenti considérait le moment '68 comme une sorte d'influence extérieure absolue (*esterno assoluto*), représentée par l'expérience vietnamienne, cubaine et chinoise, qui a permis à 1968 de regarder avec des yeux différents les nouvelles réalités du monde dominé par le capitalisme. De cette façon, une autre construction attribuée à la phénoménologie du Mouvement a été celle de la négation de type « seulement aujourd'hui nous pouvons dire ce que nous ne sommes pas, ce que nous ne voulons pas ». Cependant, le théoricien italien a considéré les interprétations ultérieures du Mouvement dans les médias comme fausses et trompeuses, affirmant que la lutte pour la liberté sexuelle et les droits

civils n'étaient que des effets secondaires, tout comme les mesures prises n'étaient pas sous la forme d'une lutte armée, mais plutôt sous la forme des actions révolutionnaires de masse ou d'une tentative de révolutionner l'Occident. Par conséquent, ce qui explique la longue durée braudélienne de 68 est la synthèse d'un ensemble d'évolutions événementielles, du mouvement étudiant (étendu plus tard à Valle Giulia) et de son ingérence avec les travailleurs d'usine (qui a culminé avec le Syndicat des Conseils et le contrat des employés de l'industrie métallurgique à l'automne 1969) à la multitude de conflits dans les quartiers, banlieues ou villages du Sud, aux luttes pour la démocratisation de l'école et de la culture (comme les milliers d'« écoles populaires » nées à l'exemple des écoles de Barbiana), à la revendication de l'autogestion de la santé, à la lutte contre la nocivité dans les usines, au rejet de l'hospitalisation pour des raisons psychiatriques (comme une forme d'abus), y compris le rejet du concept même de la folie, à la mobilisation contre la répression, contre la prison et contre les influences fascistes dans le pouvoir judiciaire (à l'époque très forte), à la lutte contre le militarisme et l'impérialisme, au début des mouvements catholiques contre la séparation de l'Église des pauvres et tant d'autres (*Ibidem* : 31-32).

En fait, le Mouvement 68 lui-même, qui a commencé en décembre 1967 et s'est terminé en mai 1968, n'était lié qu'aux étudiants (élèves, étudiants universitaires) et à leurs actions, en particulier à Turin, Pise, Rome, Milan (Università Cattolica). De plus, de l'hiver au printemps de 68, le Mouvement a débattu de la question du positionnement des forces sociales et de l'accélération du processus révolutionnaire (Rossanda, 1968 : 105). Son caractère politique, de masse ou même de cycle de luttes, s'est configuré dans le contexte de l'expansion sociale des démarches et des revendications étudiantes vers « l'automne chaud » ouvrier de 1968, poursuivi jusqu'en 1972 par la création des conseils d'usine ou même jusqu'à l'année électorale 1976 (avec sa grande avancée électorale de la gauche), mais aussi vers tout ce qui se dessinait « à gauche du Parti communiste italien ». Sans surprise, Mordenti définit le phénomène italien de 68 comme un mouvement politique de masse non pas en termes de quantité, mais plutôt en termes d'« intelligence collective » et de « qualité politique » des diverses formes de participation sociale; en tout cas, on a affaire à une forme de mobilisation démontrant la séparation radicale des étudiants et des travailleurs du régime capitaliste bourgeois. Plus précisément, il faut dire que c'est tout à fait cette qualité et non la quantité politique, c'est-à-dire la démocratie directe, l'esprit protagoniste collectif et l'autogestion des luttes d'idées qui ont représenté une caractéristique essentielle du Mouvement '68. Il n'est pas non plus sans importance que, à partir de la nouvelle structure sociale des jeunes universitaires, Ruggero Zangrandi ait considéré dans son article *Perché la*

rivolta degli bambini, d'avril 1968, que le mouvement étudiant était « l'événement politique le plus neuf et le plus novateur après la guerre » (Zangrandi, 1968 : 5). Le juriste Gabrio Lombardi, président du Mouvement des lauréats de l'action catholique (*Movimento dei Laureati di Azione Cattolica*), a également parlé des masses lorsqu'il a évoqué l'aspect le plus frappant de la crise universitaire, à savoir celui de sa transformation d'une institution d'élite en une des masses, un aspect considéré, bien sûr, positif, compte tenu de l'expression de l'appel plus large à la culture (Lombardi, 1965 : 9-14). Lombardi a été président du comité référendaire sur le divorce, qui a commencé en 1970 mais a été rejeté quatre ans plus tard.

L'émergence et la diffusion de l'action étudiante trouvent leur origine dans les aspirations réformistes annoncées au milieu des années '60 chez les jeunes conscients des événements politiques, des changements psychosociaux ou des productions culturelles du monde capitaliste. Tout favorisait les tendances profondes et radicales de ces jeunes, bien que ni les acteurs politiques, ni la société civile et même le corps académique ou les organisations universitaires de gauche n'aient pas compris le sens inévitable de la tempête, un frein à l'anticipation des événements étant, sans aucun doute, le provincialisme, la non-internationalisation et l'esprit doctrinal, y compris les préjugés ou l'ignorance des problèmes des étudiants (Viale, 1978 : 18). La condition préalable des révoltes étudiantes de 1968 dans l'espace italien a été déterminée, d'une part, par des stimuli immédiats tels que l'apparition en 1967 de l'œuvre d'Herbert Marcuse, *L'uomo a una dimensione* (ou sur l'autoritarisme de la société capitaliste), la diffusion des productions cinématographiques - *Gioventù, amore e rabbia* de Tony Richardson, *Soldati e capelloni* d'Ettore Maria Fizzarotti, *I pugni in tasca* ou *La Cina è vicina* de Marco Bellocchio - centrées sur le problème générationnel, la société technologique, la crise de la famille bourgeoise ou l'hypocrisie provinciale, la diffusion de la musique et des productions culturelles produites en masse, notamment les chansons *Che colpa abbiamo noi* de Rokes, *Dio è morto* de Francesco Guccini, censurée par la télévision nationale de RAI, *Noi non ci saremo* de Nomadi ou *Ragazzo triste* de Patty, l'apparition des *Piper Clubs* et des soi-disant « capelloni », adeptes du style non conformiste *happening*, également inspirés par les *Beatles* (Bugialli, 1965). D'un autre côté, une série de causes, de changements et de processus accumulés au fil du temps a été le facteur déterminant de l'apparition du phénomène *Sessantotto*. Guido Viale a soutenu dans *Il Sessantotto tra rivoluzione e restaurazione* que l'architecture des conditions préalables du mouvement de jeunesse réformiste était liée au mouvement « de rue », à la « culture alternative », en fait à une contre-culture, souvent considérée comme une sous-culture, développée spécialement dans Milan et dans le nord de la péninsule italienne, avec une typologie psycho-socio-culturelle centrée sur la

musique et les comportements psychédéliques, sur le nomadisme, l'autosuffisance, l'autonomie, la nouvelle identité et le refus de la famille, sur le rejet du travail et du rôle social, sur la révolte contre les institutions et le « système », les tendances menant, inévitablement, à la rupture culturelle et sociale, mais aussi à la rupture politique ou idéologique des protagonistes du reste de la société (Viale, 1978 : 31). De plus, la contre-culture *beat* était une forme de continuité entre le *pre-Sessantotto* et le vrai mouvement 68 par le transfert du sarcasme, de l'ironie, du goût de la théâtralité ou des jeux de mots, mais aussi par la critique de la famille, le rejet de l'hypocrisie et de la moralité, la révolte contre l'autoritarisme institutionnel (école, église, armée) ou la nécessité d'espaces alternatifs de socialisation de plus en plus évidents surtout après 1966 ; un groupe comme *Uccelli*, né au sein du mouvement de Rome, s'est situé très proche de la culture hippie (Cavalli, Leccardi, 1997 : 763-764).

Le déclencheur du moment *Sessantotto* a été la nécessité d'une réforme universitaire, non résolue cependant par le projet de Loi Gui ou la Loi 2314 de décembre 1967, le ministre de l'Éducation du gouvernement Moro n'ayant pas réussi à donner cours au compromis entre les barons académiques (*baroni accademici*), dont le pouvoir devait rester intact, et une partie du monde entrepreneurial, désireux de rénover et de considérer l'éducation comme un capital humain.

Pour comprendre l'essence du mouvement étudiant de 1968, caractérisé par une grande complexité, il faut partir de ses multiples accents, qui comprenaient souvent des limites, des controverses, des contradictions, des recherches, des excès et des extrémismes. Le phénomène étudiant avait des valences politiques claires, en fait on a dit que les jeunes occidentaux étaient encouragés, à partir de leurs aspirations à la liberté, à l'esprit révolutionnaire et à l'égalitarisme, par les États communistes, l'approche de la Nouvelle Gauche étant plus qu'éloquente, sans manquer les sympathies maoïstes, trotskystes, etc. Pourtant, l'approche de la question doit être faite de la dimension socio-politique à la dimension culturelle, capable d'expliquer tout d'abord les angoisses du monde étudiant, puisque ses rapports au cadre international, à la politique ou à la société italienne se sont avérés constitués en prémisses, conjonctures ou aspirations programmatiques secondaires ou ultérieures qui sont nées de la prise de conscience de sa propre crise, de ses propres insuffisances et des lacunes de l'école, extrapolées, puis, toutes, aux lacunes et aux maladies de la société.

La crise du système scolaire italien, y compris le système universitaire, était particulièrement générée par la contestation du mécanisme de sélection classique, discriminatoire et injuste, qui excluait la grande majorité des enfants des travailleurs et des paysans de l'éducation et qui, par extension, rejetait leur accès

au marché du travail. De façon désavantageuse, le mécanisme de sélection au niveau du collège était déterminé par la fragmentation des programmes scolaires, distinctes par le niveau et la qualité culturelle. Même la fourniture de l'instruction obligatoire de base, bien que garantie par la constitution, a souvent été éludée dans les années 1960. Ensuite, les jeunes ont envisagé de discuter du paradigme de l'enseignement et de l'apprentissage, en remettant en cause un certain type de son classicisme, considéré comme obsolète, rigide, sclérotique, répétitif et à dominante théorique. Une construction, prisonnière du théorisme (*nozionismo*). En outre, la relation instituteurs/ enseignants-élève était également considérée comme ayant une substance discriminatoire en ce sens qu'elle utilisait la formation culturelle comme outil d'intégration et d'aspiration à une hiérarchie, à une autorité (Chiarante, 1968 : 50). Ainsi, l'école incarnait à cette époque l'image d'une structure sociale traditionnelle, pseudo-aristocratique, conservatrice, autoritaire et, en tout cas, celle d'une institution alourdie par les contradictions entre l'ancien et le nouveau. L'environnement universitaire était également défini par un système sélectif qui mettait en évidence l'inefficacité et le retard de l'organisation institutionnelle, y compris sa structure bureaucratique, autoritaire et répressive, étant donné que la sélection avait été faite au détriment des étudiants qui travaillaient, et les programmes et les plans d'études ont souffert d'inflexibilité (Bellucci, 2008 : 26). L'alternative était celle d'une culture de l'apprentissage définie par une structure critique, analytique et pragmatique, qui garantirait un haut niveau de qualification technique et scientifique. Par conséquent, le droit d'étudier a été revendiqué, compte tenu de l'augmentation des inscriptions, mais aussi de la nécessité d'améliorer les services. Il n'est donc pas surprenant que les propositions les plus significatives du mouvement étudiant soient allées dans la direction d'une véritable démocratisation du leadership universitaire (*democrazia assembleare*), dans le sens d'une participation active et directe des étudiants et d'un remplacement des méthodes d'enseignement, autoritaires et exclusivement théoriques, par l'objectivité et l'approche critique. La tentative d'ouverture à la société civile a conduit les étudiants à rejoindre le mouvement ouvrier à l'été 1968, ce qui équivaut symboliquement à un passage de l'opposition aux autorités académiques à une confrontation avec le pouvoir politique et les institutions étatiques. D'un point de vue programmatique, le mouvement étudiant italien a admis qu'il souffrait d'une « crise de croissance » et d'une certaine vulnérabilité résultant du fait qu'il n'était pas reconnu comme ayant une idéologie unique ou une perspective unitaire, même s'il entraînait en concurrence avec les partis de gauche.

Marco Boato a très bien résumé l'importance de l'école dans les actions programmatiques des étudiants en soulignant son rôle de catalyseur en tant qu'outil

d'analyse objective, mais aussi en tant que proposition subjective pour retrouver la dimension politique des problèmes individuels (Boato, 1978 : 105-106).

Les facteurs émotionnels, les sentiments et les objectifs réformistes des jeunes ne doivent pas non plus être ignorés. La dimension générationnelle se situe en tout cas dans le voisinage de l'équité sociale et de la possibilité d'étudier ou de travailler en rejetant le racisme, les différences de genre, la tutelle parentale, la fausse moralité (Cohen, 1994 : 119-136). De plus, on peut même dire que les actions des étudiants avaient un caractère radical non seulement par leur contenu politique ou social, mais aussi par le biais générationnel. Ainsi, le radicalisme des jeunes a fait de l'aliénation de la famille d'origine un choix basé sur un nouveau registre social et culturel, un trait commun de l'histoire personnelle des militants (Lanaro, 1992 : 345). L'analyse psychologique de la culture relationnelle des jeunes de ces années a révélé une relation d'ambiguïté envers la figure paternelle, un sentiment d'ambivalence par rapport aux pères de toute couleur politique, une tendance à l'émancipation familiale et certainement une opposition identitaire. La discontinuité dans la confrontation avec le père était si forte qu'elle atteignit l'étrange désir d'être orphelin (*orfanità*). Le slogan radical adopté par Fiorella Farinelli, participante au mouvement étudiant à Pise, « Je veux être orphelin ! », est venu comme une réponse symbolique des jeunes à la constatation qu'ils n'avaient pas d'enseignants, d'idoles, de mentors, ce qui a évidemment conduit à l'extension du sens de la rupture générationnelle de la famille vers la société (Passerini, 1988 : 46).

Il est certain que le mouvement étudiant est parti de besoins sociaux complexes et qu'il dépassait toutes les raisons politiques, psychosociales ou culturelles, étant une structure liée à la gauche par son caractère anticommuniste incontestable. Cependant, ses ressources organisationnelles du milieu des années 1960 provenaient de l'Union Nationale Représentative Italienne, une sorte de Parlement Étudiant qui comprenait non seulement des éléments de gauche (UGI), mais aussi libérales (AGI), chrétien-démocrates (Intesa) ou d'autres orientations (FUAN) (Della Porta, 1996 : 23). Cependant, tout au long de la dynamique de ses activités politiques, le mouvement étudiant a refusé de rejoindre le Parti Communiste Italien ou le Parti Socialiste Italien de l'Union Prolétarienne, une attitude qui peut s'expliquer si l'on considère que leur mouvement était le seul grand parti politique de masse dont la naissance n'a pas résulté de l'initiation d'un parti, étant, par conséquent, différent de l'architecture politique classique. L'analyse approfondie de sa structure permet d'identifier non pas tant la nécessité de fusionner avec un parti, mais une certaine vulnérabilité donnée par l'absence d'une perspective étudiante unitaire, à l'exception des réunions des représentants des différentes universités. Les faiblesses et les limites du mouvement étudiant, c'est-à-dire d'un nouveau groupe

social, avec un statut spécial et des besoins spécifiques, auraient pu être bien d'autres, de l'exportation difficile de la crise de conscience à la crise de la société italienne, aux hypothèses stratégiques réduites à « construire » ou « consolider » ou à un certain type d'extrémisme manifesté dans la recherche de solutions, comme le rejet de la figure paternelle ou l'obsession orpheline. De plus, beaucoup venaient de la classe ouvrière, tandis que certains étaient d'origine bourgeoise (Zangrandi, 1968 : 27). En fait, au final, l'idée d'être les protagonistes de la rébellion n'était pas nécessairement une question de classe sociale pour les étudiants, mais plutôt de génération, avec tous ses accents : émancipation personnelle, esprit rebelle, libération et liberté, Vietnam, anti-impérialisme. Il s'ensuit, en conclusion, que « l'idéologie étudiante » et, en général, les questions étudiantes étaient fondées sur une contradiction sociale nouvelle et compacte, sur la philosophie générationnelle, mais sans négliger sa dimension politique (Rossanda, 1968 : 140).

Le mouvement des élèves des écoles secondaires et moyennes, qui a commencé en mars 1968 dans plusieurs lycées milanais puis s'est propagé dans toute l'Italie, n'était pas une composante aussi évidente que le mouvement universitaire du phénomène du « décrochage scolaire » (*uscita dalla scuola*), encouragé par des groupes extra-parlementaires et lié à l'explosion de la lutte des travailleurs en 1969, mais a eu un impact sur le réformisme ultérieur dans l'éducation en insistant sur la relation entre l'école et le marché du travail, mais aussi sur l'anti-autoritarisme de toutes sortes (autorités scolaires, clergé, structures politiques, bourgeoisie, famille) (Crainz, 2003 ; Lanaro, 1992 : 343). D'ailleurs, partant de la passion pour la politique, Cavalli et Leccardi ont souligné que le mouvement des jeunes était basé sur deux aspects interdépendants : l'accent mis sur la vie quotidienne et l'expérience personnelle comme source de connaissances, qui a conduit à la fois personnellement et socialement à l'intolérance des relations avec les institutions du monde adulte, à la dénonciation du monde capitaliste, au rejet du consumérisme, au désir de communication authentique et à un mode de vie qui exclut tous ces éléments (Cavalli, Leccardi, 1997 : 762-763). C'est pourquoi la signification de 1968 en Italie doit aller au-delà du côté culturel ou politique vers le côté social et, bien sûr, idéologique, les tensions qui existaient à l'époque exigeant l'ouverture du système scolaire aux classes sociales les moins favorisées et la critique, en général, de l'école en tant qu'appareil idéologique de l'État, dans une tentative de « rationalisation » capitaliste du système éducatif.

À l'été 1968, le mouvement étudiant a clairement tenté de quitter la zone universitaire pour se concentrer sur les transformations générales de la société, un centralisme défini dans *Quaderni Piacentini* comme un saut qualitatif qui permettait aux étudiants de se qualifier comme militants révolutionnaires, et pour se placer en

dehors du contexte de leur condition sociale. C'est l'étape où les élèves trouvent des thèmes de la volonté commune subversive, en fait des thèmes du mouvement le plus proche d'eux, le mouvement ouvrier. Par conséquent, le côté opposé avec lequel ils étaient en désaccord n'était plus celui représenté par les autorités académiques, mais par le pouvoir politique, par l'État bourgeois, finalement par toutes les structures de pouvoir de la société. Dans ce cadre plus large, les étudiants rivalisent avec les organisations traditionnelles de gauche, menant une sorte de critique idéologique de la gauche traditionnelle, ce qui a bien sûr entraîné la radicalisation de ces groupes (Della Porta, 1996 : 29-31). Chiarante est encore plus clair quand il déclare que le mouvement étudiant a eu force et diffusion auprès de larges masses de jeunes grâce au fait qu'il a compris le lien entre la critique de l'organisation scolaire et la critique sociale en général, entre l'ordre hiérarchique et autoritaire de la vie scolaire et la manifestation d'un autoritarisme plus large (Chiarante, 1968 : 62-63). Cependant, les tentatives des étudiants de promouvoir la « révolution » non seulement dans les écoles et les universités, mais aussi dans la société, ont été interprétées comme l'une de leurs naïvetés les plus évidentes parce qu'ils ne se sont pas rendu compte de l'abîme entre la réalisation de la réforme à l'école - peu importe à quel point elle est audacieuse - et la production d'un changement radical dans la structure politico-économique et sociale du pays (Zangrandi, 1968 : 62-63). Bien sûr, ces réinterprétations de la réalité révolutionnaire étudiante n'excluent pas le fait que le groupe avait également une certaine force pour développer sa propre idéologie, mais Rossanda considère qu'il n'est pas facile d'identifier un processus linéaire de cristallisation des idées du Mouvement, mais qu'il existe une croissance des thèmes qui deviennent soudainement fondamentaux (Rossanda, 1968 : 38). Il semble cependant tout à fait évident qu'au-delà de l'université, qui était leur laboratoire expérimental, les étudiants ont plaidé pour des formes alternatives de connaissance et des modes de relation destinés à intégrer leur communauté dans un espace-temps global ou, en tout cas, aussi complet que possible.

Dans un contexte donc sociopolitique de gauche, fondé sur la société égalitaire, le réformisme, l'esprit révolutionnaire et l'anti-autoritarisme, intervient l'interférence entre le mouvement étudiant et les travailleurs, deux structures sociales prônant une société différente, à savoir communiste ou, en tout cas, axée sur l'autonomie individuelle et collective. Il s'agissait donc d'appartenir à un mouvement qui intégrait les valences individuelles dans des ressorts collectifs centrés sur la lutte anti-hiérarchique et anti-institutionnelle, c'est-à-dire sur la critique radicale du système politique et économique de l'époque. Pour Bocca, la culture idéaliste de l'Occident s'est révélée responsable de l'éclatement de l'esprit révolutionnaire,

étant doublée par une sorte d'ennui du consumérisme, visible après le miracle économique de l'après-guerre, et, enfin, par la résolution des problèmes de subsistance qui ont permis, par conséquent, la préoccupation pour certains aspects de la lutte politique et civile (Bocca, 1982 : 186).

Il existe des données évidentes sur la relation entre le groupe de Raniero Panzieri, les jeunes du magazine *Quaderni Rossi* et d'autres publications ou étudiants de gauche, dans le sens de trouver un terrain d'entente sur les syndicats, les revendications des travailleurs, les conditions de travail en usine ou même la lutte de la classe ouvrière. La géographie politique de *Sessantotto* indique ainsi que *Tesi della Sapienza*, important dans le débat du mouvement étudiant du fait de son élaboration en février 1967, lors de l'occupation de l'Université de Pise, subit une influence du néo-marxisme de *Quaderni Rossi et de Classe Operaia* (Borghello, 2012 : 248).

Demandes des travailleurs

Après la période d'augmentation des salaires et, respectivement, la situation économique défavorable de 1964-1967, caractérisée par une passivité générale exigeante et une dynamique aux répercussions importantes sur la production des entreprises italiennes, a suivi l'escalade progressive des conflits entre travailleurs et employeurs, dominés par les années incendiaires 1968-1969. Les manifestations, en grande difficulté, ont en effet commencé depuis 1967, avec une discussion visant la réforme du système des retraites, suivie de l'échec des négociations des confédérations syndicales avec le gouvernement Moro, gouvernement de coalition de centre-gauche, puis de la grève générale de décembre 1967 et, plus tard, après d'autres tentatives, de la grève de la Fédération Métallurgique (*Federazione Metalmeccanica*) en mars 1968. Les luttes spontanées dans le nord de l'Italie, organisées depuis mai 1968 par des travailleurs non qualifiés puis qualifiés, étaient centrées sur l'égalitarisme, un concept visant à éliminer les disparités salariales inutiles qui affectaient la main-d'œuvre des entreprises (Reyneri, 1976 : 839-872).

1968 a sans aucun doute été l'année des luttes des entreprises, avec un indice de conflits dans l'industrie métallurgique de 4,4% de l'économie totale, contre 1,4 en 1967 ou 3,2 en 1969 (Pizzorno, 1978 : 109-175). De même, la même année 1968, 3870 accords d'entreprise sont conclus, de sorte qu'en 1969 « l'automne chaud » (*l'autunno caldo*) des combats de la FIAT (134 000 travailleurs) s'ensuit, le phénomène FIAT se généralisant dans le tissu des combats des travailleurs italiens à travers de nouveaux objectifs et de nouvelles formes de lutte, de nouveaux secteurs ciblés, de nouvelles formes d'organisation interne et des relations polémiques entre

les syndicats et le mouvement (Regini, 1981). En 1968-1969, les travailleurs de l'industrie métallurgique ont subi la grève unitaire générale de la Confédération Syndicale (novembre 1968) et lancé de nouvelles tentatives de réforme (février 1969) qui ont conduit à l'amélioration générale du système de retraite, l'introduction de la pension sociale, la renonciation à l'augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes ou l'adéquation de la pension au coût de la vie économique. Le nouveau contrat obtenu à la fin de la période du 11 septembre 1969 au 19 décembre 1969, c'est-à-dire « l'automne chaud », par les métallurgistes (*métallos*) faisait référence à l'égalité de rémunération entre le Nord et le Sud, le passage à la semaine de travail de 40 heures, la reconnaissance de la représentation syndicale dans les usines, etc. (Giacone, 2010 : 65). Les années 1972-1973 ont été dominées par le passage des conseils d'entreprise aux contrats nationaux, par la généralisation du principe des délégués, par la formulation de nouvelles revendications, la rationalisation des conflits ouvriers, la centralisation des décisions et l'activité syndicale. De même, les épisodes violents qui ont commencé en avril 1969 avec une attaque contre la gare de Milan, l'assassinat d'un policier, l'explosion d'une bombe à Milan ou les actions des Brigades rouges (groupe d'étudiants d'extrême gauche) se sont poursuivis pendant près d'une décennie, la décennie des années de plomb (*anni di piombo*) ou de plomb rouge (*piombo rosso*) (Galli, 1986 ; Galli, 2007).

La signification de *Sessantotto*

L'alliance du mouvement étudiant et des masses a échoué en Allemagne et en France, mais elle a donné lieu en Italie à une jonction temporaire qui donne au mouvement dans son ensemble une épaisseur et une durée qu'il n'a nulle part ailleurs. D'autre part, le fait d'avoir évité que la contestation universitaire ne dégénère en une crise d'une ampleur comparable à celle que la France a connue ne signifie pas que l'Italie ait été du même coup à l'abri d'une dérive extrémiste. Le prolongement du processus contestataire jusqu'à la fin de 1969 indique qu'à la différence de la France l'abcès n'a pas été enlevé en Italie. Dans les actions dures qui commencent après l'attentat fasciste de la *Piazza Fontana* à Milan en 1969 (massacre d'État - *strage dei stato*), l'ouvriérisme dévoyé qui a pris naissance quelques années plus tôt sur les bancs de l'université occupe une place considérable (Giacone, 2010 : 65). Enfin, la dimension militante antifasciste a également caractérisé le phénomène de '68 en Italie, une « réalité structurelle » soulignée même par Lombardi (Lombardi, 1969 : 138 ; Pertici, 2010 : 13-15). On peut même dire que la révolution culturelle de la jeunesse de la période 68 a fait référence à une autre manière d'être antifasciste, c'est-à-dire dépourvue de rhétorique et vérifiée dans les confrontations avec les groupes néofascistes (Bocca, 1982 : 175).

Il ne fait aucun doute que Mordenti avait raison quand il a plaidé pour le sens fructueux du Mouvement '68, un « fait unitaire » qui a ouvert la voie à d'autres formes d'action, comme le féminisme radical des années '70, phénomène qui n'était pas un résultat direct du moment '68, mais qui lui a beaucoup ressemblé, notamment en promouvant l'idée fondamentale que le conflit doit partir de lui-même, de sa propre condition, pour atteindre l'universel (Mordenti, 2008 : 32).

Enfin, la référence de Mordenti aux remarques empiriques d'Abbie Hoffman, militante et anarchiste américaine, co-fondateur du Youth International Party (*Yippies*), auteur de la réflexion sur les jeunes de '68, qui auraient été « arrogantes, ridicules, excessifs, intoxiqués, stupides, mais ils avaient raison! », suggère subtilement les limites, mais aussi la plénitude du phénomène *Sessantotto*. Mordenti lui-même a défini les limites et les erreurs du Mouvement de 1968 par rapport au bien particulier et au mal universel, en tenant compte du fait que les Mouvements sont toujours nés sur un terrain particulier, puisent leur force dans un bien particulier, mais tendent vers l'universel et ici apparaît la tension contradictoire. Proche de la dialectique de gauche, le théoricien va plus loin avec la dualité : la tension est positive car elle vient de l'intérieur des mouvements réels, mais aussi négative par le fait qu'il y a quelque chose qui s'impose de l'extérieur, surtout de la part de l'état qui, pour surmonter les mouvements, tend à les attirer sur le territoire des affrontements frontaux, institutionnels ou même militaires (*Ibidem* : 35-36). Par conséquent, pour échapper à cette contradiction cruciale ou à ce jeu de pouvoir destructeur, les mouvements ont besoin d'intelligence tactique, d'unité interne, de dirigeants fidèles, intuitifs et désintéressés, mais, surtout, d'un fantasme politique extraordinaire, tout cela pour gagner du temps, c'est le détail désespéré dont ils ont besoin à chaque fois.

D'autre part, certains analystes, comme Boato, ont admis que même les tentatives d'analyse objective du mouvement étudiant n'ont pas réussi à saisir pleinement les causes du phénomène, mais ont plutôt mis en évidence ses effets, tels que ceux épi-phénoménologiques comme la participation de masse aux réunions ou les manifestations de rue, la généralisation de la lutte dans presque toutes les universités, l'élimination de la présence associative organisée et d'autres dynamiques qui permettent de comprendre plus ou moins les conditions objectives ou les caractéristiques subjectives du paradigme étudiant extrémiste (Boato, 1978 : 103). C'est pourquoi il a été dit qu'un tel mouvement ressemblait à un contre-État (s'opposant à l'État bourgeois) plutôt qu'à un parti ou à un groupe partisan, la contradiction majeure, subtile et presque inévitable, étant la coexistence du particulier social avec l'appel à l'universel (Mordenti, 1989 : 28-29). Dans le contexte de la crise de l'équilibre social et politique italien de l'après-guerre, l'université et l'école en

général représentaient deux réalités socioculturelles dans la structure desquelles se manifestaient fortement les contradictions du monde capitaliste, en l'occurrence italien. La réponse aux actions réformistes a d'abord été donnée par le changement du sens de l'école secondaire (qui n'était plus une école terminale), puis par la libéralisation de l'accès au lycée et à l'université, par le changement, dans le temps, du paradigme didactique. Les transformations dans les universités italiennes ont été déterminantes par la réorganisation des études et des examens, des méthodes d'apprentissage et de la relation enseignant-étudiant, par le libre accès au système universitaire, par la décentralisation progressive des universités (Prost, 1989 : 70 ; Dal Passo, 2019 : 318).

À partir des revendications des travailleurs, les changements se sont traduits par l'obtention de droits, tels que ceux liés à la retraite et au départ à la retraite, à la rémunération, etc. Aux tendances réformistes étudiantes s'ajoutaient les revendications des travailleurs, les deux forces réclamant ensemble une réforme de la société italienne, basée jusque-là sur la perspective illusoire du capitalisme dynamique. En conséquence, le comportement protestataire de 1968 a conduit à la promotion ultérieure de valeurs considérées comme alternatives : la nouvelle identité sociale, le réalisme, l'accent mis sur les loisirs, le temps privé, l'innovation scientifique, la représentation des étudiants, la refonte critique de la philosophie didactique, l'émancipation sociale des femmes par la libération progressive du destin familial féminin. Les femmes conquièrent la parole et surtout la capacité de décider pour elles-mêmes et par elles-mêmes. Un certain type de modernisme de la société comprenait également le mouvement écologique par le fait que l'écologie était décrite comme une demande importante dans le contexte du changement social (*ambientalismo, ecologia*) (Citoni, Papa, 2017 : 6-16).

Pour conclure, il faut dire que la géographie mentale du Mouvement '68 (de l'année, mais aussi de la longue décennie '68) s'est positionnée, à première vue, autour des notions d'internationalisme, d'anti-impérialisme et d'anti-autoritarisme ou, selon certains, même autour d'une tentative de révolution en Occident, mais en tout cas *Sessantotto* symbolisait l'action pour le droit fondamental à la liberté (l'un des slogans du mouvement à l'époque était « interdit d'interdire ! », *vietato vietare !*) et l'option pour la démocratie, en particulier pour la démocratie directe, c'est-à-dire pour le fait de compter, de décider et d'être égal (Mordenti, 1989). Pourtant, la question de la démocratie en 1968 est controversée, l'historien Marta Sordi considérant que l'aspect le plus inquiétant du mouvement est l'exaltation des groupes de jeunes dans le sens du rejet de la démocratie et des règles et dans le sens de l'établissement, en réalité, d'un certain type d'autoritarisme, encore plus agressif que celui qui a dû être combattu, et tout cela parce que la domination

des minorités au détriment de la majorité est la règle qui domine les assemblées, mise en œuvre à l'aide des techniques autoritaires (la transformation du groupe en groupe élitiste exclusif, etc.) (Sordi, 1968 : 215- 219). Enfin et surtout, *Sessantotto* a subtilement signifié la transition du capitalisme bourgeois moderne au capitalisme postmoderne et post-bourgeois, perçu par Pasolini en Italie ou Clouscard en France. Le « marxisme bourgeois » choquant, idéologisé et politisé de Pasolini se ressent à travers son attitude effrénée envers la bourgeoisie et le consumérisme, à la fois dans ses écrits et dans les manifestations de liberté caractérisant ses films.

Enfin, la contribution du mouvement s'est matérialisée dans le concept de mouvement politique de masse, dans la neutralité de la culture, de la science, des professions et de tout ce qui a suivi au cours des décennies suivantes sous forme de justice démocratique, de médecine démocratique, de la nouvelle phénoménologie de l'école, de reconnaissance de la dignité humaine, comme la Loi 180/ 1978 ou la Loi Basaglia sur la reconnaissance de la dignité des malades mentaux et la centralité de la personne. L'écho ou l'héritage de 68 a été significatif par la force de son imagination, par certains des modèles transmis et, surtout, par l'espoir. Cependant, si nous considérons les résultats politiques obtenus par les étudiants en comparaison avec les objectifs promus publiquement, la démarche peut être considérée comme en faillite, mais reste, comme déjà suggéré, le cadrage du phénomène dans la catégorie culturelle permanente (Raffaele, 2014).

Bibliographie

- Ballone, A., Loreto, F. 2010. *Sergio Garavini. Il sindacalista «politico»*. Roma: Ediesse.
- Bellucci, S. 2008. «Il movimento studentesco del sessantotto. Cause e condizioni di sviluppo». *Sociologia - La società in ...Rete*, vol. II, anno III, Salerno: Capuano, p. 34-55.
- Berstein, S., Milza, P. 1992. *Histoire de l'Europe*. Tome 5, Paris: Hatier.
- Boato, M. 1978. *Il '68 è morto: viva il '68!*. Verona: Bertani.
- Bocca, G. 1982. *Storia della Repubblica italiana: dalla caduta del fascismo a oggi*. Milano: Rizzoli Editore.
- Bologna, S. 2011. L'operismo italiano. In: Pier Paolo Poggio (éd.), *L'altro Novecento. Comunismo eretico e pensiero critico*. Vol. II, Milano-Brescia: Jaka Book e Fondazione Luigi Micheletti, p. 205-222.
- Borghello, G. 2012. *Cercando il '68. Documenti, cronache, analisi e memorie. Antologia*. Udine: Forum.
- Borio, G., Pozzi, F., Roggero, G. 2005. *Gli operaisti. Autobiografie di cattivi maestri*. Roma: DeriveApprodi.
- Bugialli, P. 1965. «I capelloni e l'ordine pubblico». *Corriere della Sera*, Roma, p. 3.
- Cavalli, A., Leccardi, C. 1997. Le culture giovanili. In: *Storia dell'Italia repubblicana*. Vol. 3, tomo II, *L'Italia nella crisi mondiale. L'ultimo ventennio*. Torino: Einaudi, p. 709-800.
- Chiarante, G. 1968. *La rivolta degli studenti*. Roma: editori Riuniti.
- Citoni, M; Papa, C. 2017. *Sinistra ed ecologia in Italia. 1968-1974*. Brescia: Micheletti.

- Cohen, Y. 1994. « Mai 68: le mouvement étudiant comme mouvement de génération ? ». *L'Homme et la société*, n° 111- 112, Générations et mémoires, p. 119-136.
- Crainz, G. 2003. *Il Paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, Roma: Donzelli.
- Dal Passo, F. 2003. Storia della scuola italiana. In: *Commentario al codice della scuola*. Brescia: La scuola, p. 1-27.
- Dal Passo, F. 2019. Une décision « efficace » ? La multiplication des réformes éducatives dans l'Italie contemporaine au cours des vingt dernières années. In: Véronique Castagnet-Lars, Caroline Barrera (éd.), *Décider en éducation*. Villeneuve d'Ascq: Presses Universitaires du Septentrion, p. 313-321.
- Della Porta, D. 1996. *Movimenti collettivi e sistema politico in Italia, 1960-1965*. Roma-Bari: Laterza.
- Galli, G. 1986. *Il Partito armato, Gli „anni di piombo” in Italia, 1968-1986*. Milano: Rizzoli.
- Galli, G. 2007. *Piombo rosso*. Milano: Baldini Castoldi.
- Gesualdi, M. 2016. *Don Lorenzo Milani. L'esilio di Barbiana*. Cinisello Balsamo: San Paolo.
- Giacone, A. 2010. L'année 1969 en Italie: ruptures sociales et continuité politique ». In: Lean Marc Guislin (éd.), *1969 En Europe. Année des relèves ou des ruptures?* Lille: Septentrion, p. 65-72.
- Lanaro, S. 1992. *Storia dell'Italia repubblicana*. Venezia: Marsilio.
- Libertini, L. 1978. *La generazione del '68*. Roma: editori Riuniti.
- Lombardi, G. 1965. Premessa. In: *Comitato Cattolico Docenti Universitari*, p. 9-14.
- Lombardi, G. 1969. La scuola formatrice della coscienza del bene comune». In: *Diritti dell'uomo ed educazione al bene comune*. Atti della XXXIX Settimana Sociale (Catania, 21-26 settembre 1968), s. e. (Settimane sociali dei Cattolici d'Italia). Roma, p. 81-139.
- Milani, L. 1967. *Lettera a una professoressa*. Firenze: LEF.
- Mordenti, R. 1989/2008. *Frammenti di un discorso politico. Il '68, il '77, l'89*. Verona/Roma: ed. Eseed Edizioni/Rinascita.
- Passerini, L. 1988. « Le mouvement de 1968 comme prise de parole et comme explosion de la subjectivité: le cas de Turin ». *Le Mouvement Social*, vol. CXLIII, p. 39-75.
- Passerini, L. 1988. *Autoritratto di gruppo*. Firenze: Giunti.
- Pertici, R. 2010. «La ragione degli altri: Gabrio Lombardi e la questione del divorzio». *Ventesimo secolo. Rivista di studi sulle transizioni*, IX, n° 22, p. 9-35.
- Piro, P. 2018. *Lettera a una professoressa. Il potere sovversivo delle parole*, <http://www.vita.it> [consulté le 21 mars 2020].
- Pizzorno, A. et al. (éd.). 1978. *Lotte operaie e sindacato: il ciclo 1968-1972 in Italia*. Bologna: Il Mulino.
- Prost, A. 1989. «1968: Mort et naissance de l'université française ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 23, p. 59-70.
- Raffaele, F. 2014. Il giudizio di Gabrio Lombardi sul movimentismo universitario del Sessantotto». In: *Gabrio Lombardi nel centenario della nascita. Seconda sessione. Il referendum sul divorzio, Atti del Convegno nazionale di studi*. Roma.
- Regalia, I. 1978. Rappresentanza operaia e sindacato. Il mutamento di un sistema di relazioni industriali. In: Alessandro Pizzorno et al. (éd.), 1978. *Lotte operaie e sindacato: il ciclo 1968-1972 in Italia*. Vol.VI, Bologna: Il Mulino, p. 177-287.
- Regini, M. 1981. *I dilemmi del sindacato*. Bologna: Il Mulino.
- Revelli, M. 1991. Il '68 a Torino. Gli esordi: la comunità politica di Palazzo Campana. In: Aldo Agosti, Luisa Passerini, Nicola Tranfaglia (éd.), *La cultura e i luoghi del '68*. Milan: Franco Angeli, p. 210-240.
- Reyneri, E. 1976. Comportamento di classe e nuovo ciclo di lotte. In: Aris Accornero (éd.), *Problemi del movimento sindacale in Italia: 1943-1973*. Milan: Feltrinelli, p. 839-879.

- Roghi, V. 2017. *La lettera sovversiva. Da don Milani a De Mauro il potere delle parole*. Roma-Bari: Laterza.
- Rossanda, R. 1968. *L'anno degli studenti*. Bari: De Donato.
- Scavino, M. 2002. Sviluppo economico e culture del conflitto. Grande industria e sindacati negli anni del boom economico». In: Fabio Levi, Bruno Maida (éd.), *La città e lo sviluppo. Crescita e disordine a Torino, 1945-1970*. Milano: Franco Angeli, p. 434-482.
- Scavino, M. 2017. *Raniero Panzieri, i «Quaderni rossi» e gli «eredi»*. Torino: Accademia University Press.
- Scirocco, G. 2014. Panzieri, Raniero. In: *Dizionario biografico degli italiani*. Vol. 81, Roma: Istituto dell'Enciclopedia Italiana.
- Sordi, M. 1968. «Il Movimento Studentesco e la crisi universitaria». *Coscienza. Fatti idee dialoghi*, XXII, n° 7-8, p. 215-219.
- Stuart, H. 2009. *Italy and 1968: Youthful Unrest and Democratic Culture*. New York: Palgrave Macmillan.
- Viale, G. 1978. *Il Sessantotto tra rivoluzione e restaurazione*. Milano: Mazzotta.
- Zangrandi, R. 1968. *Perché la rivolta degli studenti*. Milano: Feltrinelli.
- www.barbiana.it/biograf_barbiana.html, *Progetto Lorenzo, Barbiana, Cattedra della povertà* [consulté le 12 mars 2020].
- www.pierpaolopasolini.it, Biografia, La vita di Pier Paolo Pasolini [consulté le 10 mars 2020].

Synergies Roumanie n° 15 / 2020

Annexes

Profils des contributeurs



• Coordinateurs scientifiques et auteurs •

Robert Belot - Titulaire d'une Chaire européenne Jean Monnet et coordinateur académique de l'Erasmus Mundus Joint Master Degree *DYCLAM+*, il est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lyon-Saint-Etienne où il dirige le Département des Patrimoines culturels. Sa recherche porte sur l'histoire de l'Europe (XIX^e-XX^e siècles) et la construction socio-politique de la mémoire et du patrimoine. Il est membre de l'UMR-CNRS EVS n°5060.

Adrian-Gabriel Corpădean - Maître de conférences et Doyen de la Faculté d'études européennes de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie. Il est docteur en histoire à l'Université de Cergy-Pontoise et à l'Université Babeş-Bolyai et a fini ses études postdoctorales à l'Académie roumaine. Ses recherches portent sur l'histoire de l'intégration européenne et la communication institutionnelle dans l'UE, avec un accent particulier sur les relations entre l'UE et ses voisins, notamment des Balkans occidentaux. C'est l'auteur de nombreuses publications et membre de plusieurs réseaux européens de chercheurs et d'enseignants, et de projets de recherche dans le domaine de la construction européenne. Il est rédacteur en chef de la revue scientifique internationale *Synergies Roumanie*.

• Auteurs d'article •

Radu Albu-Comănescu - lecteur universitaire, Faculté d'Études Européennes, Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca. Spécialisé dans les institutions européennes, la gouvernance, le processus décisionnel de l'Union européenne, la diplomatie culturelle et les négociations européennes. Diplôme d'Études européennes (Université de Cluj). Master en Études Européennes Comparées (Cluj) et DEA Intelligence de l'Europe (Paris-Est/Marne-la-Vallée). Docteur en histoire avec une thèse soutenue en 2012 sur l'évolution du Libéralisme et du Conservatisme en pays roumain. Intérêts : histoire de l'Europe ; histoire des institutions ; histoire de la pensée politique et religieuse ; intégration européenne ; diplomatie européenne ; gouvernance ; leadership et milieux d'affaires.

Massimo Baioni – Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Milan (La Statale). Ses recherches portent notamment sur la mémoire publique du Risorgimento dans l'Italie du XIX^e et XX^e siècles, la représentation muséale de l'histoire, l'espace urbain en tant qu'objet de conflits politiques. Il est membre du Comité de direction de la revue *Memoria e Ricerca* (Il Mulino). Son dernier livre : *Vedere per credere. Il racconto museale dell'Italia unita* (Rome, Viella, 2020).

Nora Berend - Professeure d'histoire européenne à l'Université de Cambridge, Angleterre. Elle est docteur en histoire médiévale à Columbia University, New York. Ses recherches portent sur l'histoire des minorités (Juifs, Musulmans, païens) au sein du royaume chrétien hongrois, la conversion et la formation de l'identité, y compris l'usage du passé médiéval dans des constructions nationalistes modernes. Auteur et éditrice des plusieurs livres, elle fait partie des réseaux internationaux de recherche et est docteur *honoris causa* de l'Université de Stockholm.

Lorenzo Fernández Prieto - Professeur d'histoire contemporaine à Université de Santiago (Galice, Espagne). Auteur de 19 livres (2018: *Historia de la guerra civil contada por dos hermanas* (2018) ; *Golpistas e verdugos de 1936. Historia de un pasado incómodo* (2018) ; *Agriculture in the Age of Fascism* (2014) ; *El apagón tecnológico del franquismo* (2008) et 100 articles sur les changements dans la société rurale moderne, la guerre civile espagnole et mémoire historique.

Aziza Gril-Mariotte - Maître de conférences en histoire de l'art et muséographie à l'Université de Haute-Alsace (Mulhouse). Ses recherches portent sur l'histoire des arts industriels, notamment le textile aux XVIII^e et XIX^e siècles et sur les phénomènes de collectionnisme et de patrimonialisation de ces objets. Elle enseigne l'histoire des arts industriels et l'histoire du patrimoine. Entre 2010 et 2013, elle a dirigé la muséographie au Lieu de Mémoire sur les Justes au Chambon-sur-Lignon, et depuis est responsable de la programmation culturelle et scientifique.

Claire Kaiser - Maîtresse de conférences en études germaniques à l'université Bordeaux-Montaigne (France). Elle est spécialiste de civilisation germanique et de cinéma de langue allemande. Ses recherches portent sur le lien entre cinéma et histoire ainsi que sur les questions de mémoire et de représentation. Auteure de nombreuses publications, elle a notamment co-dirigé *Le national-socialisme dans le cinéma allemand contemporain* (2013) et publié en 2015 la monographie *Rainer Werner Fassbinder, identité allemande et crise du sujet*. En 2017, elle a coordonné la pose de Stolpersteine à Bordeaux et a co-dirigé la publication d'un dossier spécial sur les Stolpersteine en France et en Allemagne.

Audrey Kichelewski - Ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, Audrey Kichelewski est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg. Ses travaux portent sur l'histoire des Juifs polonais et de la mémoire de la Shoah, en France et en Pologne. Elle a publié de nombreux articles et le livre issu de sa thèse, *Les Survivants. Etre Juif en Pologne depuis 1945*, est paru chez Belin en 2018. Elle a également codirigé l'ouvrage collectif *Les Polonais et la Shoah. Une nouvelle école historique*, Paris, CNRS éditions, 2019 et une *Histoire mondiale des Juifs des origines à nos jours en 80 dates* à paraître fin 2020 aux Presses universitaires de France.

Antoanela-Paula Mureşan - Lectrice à la Faculté d'études européennes, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca. Elle est docteur en histoire depuis 2013. Elle est diplômée d'un Master en études juives (Institut Moshe Carmilly, Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca) et elle a fini la Faculté des Lettres (anglais, français) et la Faculté d'Histoire et Philosophie de l'Université Babeş-Bolyai, Cluj-Napoca. Son domaine d'intérêt est lié aux relations internationales en Europe, surtout en ce qui concerne l'extrémisme européen de droite au XX^e siècle et l'euro-péisation de la Roumanie au XX^e siècle.

Anthony Sfez – Doctorant en droit public et attaché temporaire d'enseignement (ATER) à l'Université Paris 2 Panthéon Assas. Ses recherches portent sur le fédéralisme et le nationalisme avec, dans le cadre de ses travaux de doctorat, un accent particulier sur le conflit opposant l'État espagnol à la Catalogne. C'est dans ce cadre que, durant deux années (2016 - 2018), il a été membre-chercheur de la Casa de Velázquez.

Anca Stângaciu - Maître de conférences à la Faculté d'études européennes de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, a suivi des cours de formation en France, en Belgique et en Italie, a enseigné à l'Université de Milan et de Padoue et c'est l'autrice de six livres et de plus de 50 études publiés en Roumanie et à l'étranger. Ses domaines d'intérêt sont les relations économiques internationales, les capitaux étrangers, l'exil et les migrations

Projet pour le n° 16 - Année 2021



L'ouverture de l'Union européenne à la Roumanie : entre les espoirs de l'Est et les perplexités de l'Ouest

Coordinateurs du numéro : Anca Stângaciu (Faculté d'Études européennes de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie) et Alfredo Canavero (Université d'État de Milan, Italie).

L'élargissement de l'Union européenne par l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007 a été perçu comme le début d'une nouvelle étape des relations internationales et a ouvert l'âme aux espoirs et aux attentes en Roumanie et en Europe de l'Est, tandis qu'en Occident, il a été perçu avec une grande perplexité. Le volume visera à rechercher les motifs et les raisons de ces sentiments, en faisant appel à de nombreux spécialistes afin de vérifier leur valeur dans différents pays de l'Est et de l'Ouest. Le phénomène de l'intégration de la Roumanie et ses conséquences peuvent cibler la sphère des relations internationales, de l'économie, de la justice, de l'administration ou des migrations. Cette recherche et cette approche s'appuieront en grande partie sur des sources publiées, compte tenu de la proximité des événements, et fourniront une image plus complète des problèmes posés par l'élargissement de l'Union européenne.

Un appel à contributions a été lancé en novembre 2020

Contact : synergies.roumanie.redaction@gmail.com

Consignes aux auteurs



- 1** L'auteur aura pris connaissance de la politique éditoriale générale de l'éditeur (le Gerflint) et des normes éditoriales et éthiques figurant sur le site du Gerflint et de la revue. Les propositions d'articles seront envoyées pour évaluation à synergies.roumanie.redaction@gmail.com avec un court CV résumant son cursus et ses axes de recherche. L'auteur recevra une notification. Les articles complets seront ensuite adressés au Comité de rédaction de la revue selon les consignes énoncées dans ce document. Tout texte ne s'y conformant pas sera retourné. Aucune participation financière ne sera demandée à l'auteur pour la soumission de son article. Il en sera de même pour toutes les expertises des textes (articles, comptes rendus, résumés) qui parviendront à la Rédaction.
- 2** L'article sera inédit et n'aura pas été envoyé à d'autres lieux de publication. Il n'aura pas non plus été proposé simultanément à plusieurs revues du Gerflint. L'auteur signera une « déclaration d'originalité et de cession de droits de reproduction et de représentation ». Un article ne pourra pas avoir plus de deux auteurs.
- 3** Proposition et article seront en langue française. Les articles (entrant dans la thématique ou épars) sont acceptés, toujours dans la limite de l'espace éditorial disponible. Ce dernier sera réservé prioritairement aux chercheurs francophones (doctorants ou post-doctorants ayant le français comme langue d'expression scientifique) locuteurs natifs de la zone géolinguistique que couvre la revue. Les articles rédigés dans une autre langue que le français seront acceptés dans la limite de 3 articles non francophones par numéro, sous réserve d'approbation technique et graphique. Dans les titres, le corps de l'article, les notes et la bibliographie, la variété éventuelle des langues utilisées pour exemplification, citations et références est soumise aux mêmes limitations techniques.
- 4** Les articles présélectionnés suivront un processus de double évaluation anonyme par des pairs membres du comité scientifique, du comité de lecture et/ou par des évaluateurs extérieurs. L'auteur recevra la décision du comité.
- 5** Si l'article reçoit un avis favorable de principe, son auteur sera invité à procéder, dans les plus brefs délais, aux corrections éventuelles demandées par les évaluateurs et le comité de rédaction. Les articles, à condition de respecter les correctifs demandés, seront alors soumis à une nouvelle évaluation du Comité de lecture, la décision finale d'acceptation des contributions étant toujours sous réserve de la décision des experts du Conseil scientifique et technique du Gerflint et du Directeur des publications.
- 6** La taille de police unique est 10 pour tout texte proposé (présentation, article, compte rendu) depuis les titres jusqu'aux notes, citations et bibliographie comprises). Le titre de l'article, centré, en gras, n'aura pas de sigle et ne sera pas trop long. Le prénom, le nom de l'auteur (en gras, sans indication ni abréviation de titre ou grade), de son institution, de son pays et son adresse électronique (professionnelle de préférence et à la discrétion de l'auteur) seront également centrés et en petits caractères. L'auteur possédant un identifiant ORCID ID (*identifiant ouvert pour chercheur et contributeur*) inscrira ce code en dessous de son adresse. Le tout sera sans couleur, sans soulignement ni hyperlien. .

7 L'auteur fera précéder son article d'un résumé condensé ou synopsis de 6-8 lignes maximum suivi de 3 ou 5 mots-clés en petits caractères, sans majuscules initiales. Ce résumé ne doit, en aucun cas, être reproduit dans l'article.

8 L'ensemble (titre, résumé, mots-clés) en français sera suivi de sa traduction en roumain puis en anglais. En cas d'article non francophone, l'ordre des résumés est inchangé.

9 La police de caractère unique est Times New Roman, toujours taille 10, interligne 1. Le texte justifié, sur fichier Word, format doc, doit être saisi au kilomètre (retour à la ligne automatique), sans tabulation ni pagination ni couleur. La revue a son propre standard de mise en forme.

10 L'article doit comprendre entre 15 000 et 30000 signes, soit 6-10 pages Word, éléments visuels, bibliographie, notes et espaces compris. Sauf commande spéciale de l'éditeur, les articles s'éloignant de ces limites ne seront pas acceptés. La longueur des comptes rendus de lecture ne dépassera pas 2500 signes, soit 1 page.

11 Tous les paragraphes (sous-titres en gras sans sigle, petits caractères) seront distincts avec un seul espace. La division de l'article en 1, 2 voire 3 niveaux de titre est suffisante.

12 Les mots ou expressions que l'auteur souhaite mettre en relief seront entre guillemets ou en italiques. Le soulignement, les caractères gras et les majuscules ne seront en aucun cas utilisés, même pour les noms propres dans les références bibliographiques, sauf la majuscule initiale.

13 Les notes, brèves de préférence, en nombre limité, figureront en fin d'article avec appel de note automatique continu (1,2,...5 et non i,ii...iv). L'auteur veillera à ce que l'espace pris par les notes soit réduit par rapport au corps du texte.

14 Dans le corps du texte, les renvois à la bibliographie se présenteront comme suit : (Dupont, 1999 : 55).

15 Les citations, toujours conformes au respect des droits d'auteurs, seront en italiques, taille 10, séparées du corps du texte par une ligne et sans alinéa. Les citations courtes resteront dans le corps du texte. Les citations dans une langue autre que celle de l'article seront traduites dans le corps de l'article avec version originale en note.

16 La bibliographie en fin d'article précèdera les notes (sans alinéa dans les références, ni majuscules pour les noms propres sauf à l'initiale). Elle s'en tiendra principalement aux ouvrages cités dans l'article et s'établira par classement chrono-alphabétique des noms propres. Les bibliographies longues, plus de 15 références, devront être justifiées par la nature de la recherche présentée. Les articles dont la bibliographie ne suivra pas exactement les consignes 14, 17, 18, 19 et 20 seront retournés à l'auteur. Le tout sans couleur ni soulignement ni lien hypertexte.

17 Pour un ouvrage

Baume, E. 1985. *La lecture - préalables à sa Pédagogie*. Paris : Association Française pour la lecture.

Fayol, M. et al. 1992. *Psychologie cognitive de la lecture*. Paris: PUF.

Gaonac'h, D., Golder, C. 1995. *Manuel de psychologie pour l'enseignement*. Paris : Hachette.

18 Pour un ouvrage collectif

Morais, J. 1996. La lecture et l'apprentissage de la lecture : questions pour la science. In : *Regards sur la lecture et ses apprentissages*. Paris : Observatoire National de la lecture, p. 49-60.

19 Pour un article de périodique

Kern, R.G. 1994. « The Role of Mental Translation in Second Language Reading ». *Studies in Second Language Acquisition*, n°16, p. 41-61.

20 Pour les références électroniques (jamais placées dans le corps du texte mais toujours dans la bibliographie), les auteurs veilleront à adopter les normes indiquées par les éditeurs pour citer ouvrages et articles en ligne. Ils supprimeront hyperlien, couleur et soulignement automatique et indiqueront la date de consultation la plus récente [consulté le], après vérification de leur fiabilité et du respect du Copyright.

21 Les textes seront conformes à la typographie française.

22 Graphiques, schémas, figures, photos éventuels seront envoyés à part au format PDF ou JPEG, en noir et blanc uniquement, avec obligation de références selon le *copyright* sans être copiés/collés mais scannés à plus de 300 pixels. Les articles contenant un nombre élevé de figures et de tableaux et/ou de mauvaise qualité scientifique et technique ne seront pas acceptés. L'éditeur se réserve le droit de refuser les tableaux (toujours coûteux) en redondance avec les données écrites qui suffisent bien souvent à la claire compréhension du sujet traité.

23 Les captures d'écrans sur l'internet et extraits de films ou d'images publicitaires seront refusés. Toute partie de texte soumise à la propriété intellectuelle doit être réécrite en Word avec indication des références, de la source du texte et d'une éventuelle autorisation.

NB : Toute reproduction éventuelle (toujours en noir et blanc) d'une image, d'une photo, d'une création originale et de toute œuvre d'esprit exige l'autorisation écrite de son créateur ou des ayants droit et la mention de paternité de l'œuvre selon les dispositions en vigueur du Code français de la propriété intellectuelle protégeant les droits d'auteurs. L'auteur présentera les justificatifs d'autorisation et des droits payés par lui au propriétaire de l'œuvre. Si les documents sont établis dans un autre pays que la France, les pièces précitées seront traduites et légalisées par des traducteurs assermentés ou par des services consulaires de l'Ambassade de France. Les éléments protégés seront publiés avec mention obligatoire des sources et de l'autorisation, dans le respect des conditions d'utilisation délivrées par le détenteur des droits d'auteur.

24 Seuls les articles conformes à la politique éditoriale et aux consignes rédactionnelles seront édités, publiés, mis en ligne sur le site web de l'éditeur et diffusés en libre accès par lui dans leur intégralité. La date de parution dépendra de la coordination générale de l'ouvrage par le rédacteur en chef. L'éditeur d'une revue scientifique respectant les standards des agences internationales procède à l'évaluation de la qualité des projets à plusieurs niveaux. L'éditeur, ses experts ou ses relecteurs (évaluation par les pairs) se réservent le droit d'apprécier si l'œuvre convient, d'une part, à la finalité et aux objectifs de publication, et d'autre part, à la qualité formelle de cette dernière. L'éditeur dispose d'un droit de préférence.

25 Une fois éditée sur gerflint.fr, seule la version « PDF-éditeur » de l'article peut être déposée pour archivage dans les répertoires institutionnels de l'auteur exclusivement, avec mention exacte des références et métadonnées de l'article. L'archivage de numéros complets est interdit. Tout signalement ou référencement doit respecter les normes internationales et le mode de citation de l'article, tels que dûment spécifiés dans la politique de la revue. Par ailleurs, les Sièges, tant en France qu'à l'étranger, n'effectuent aucune opération postale, sauf accord entre le Gerflint et un organisme pour participation financière au tirage.



Synergies Roumanie, n° 15 / 2020
Revue du GERFLINT
Groupe d'Études et de Recherches
pour le Français Langue Internationale

En partenariat avec
la Fondation Maison des Sciences de L'Homme de Paris

Président d'Honneur: Edgar Morin

Fondateur et Président : Jacques Cortès

Conseillers et Vice-Présidents: Ibrahim Al Balawi, Serge Borg et Nelson Vallejo-Gomez

PUBLICATIONS DU GERFLINT

Identifiant International : ISNI 0000 0001 1956 5800

Le Réseau des Revues Synergies du GERFLINT

Synergies Afrique centrale et de l'Ouest

Synergies Afrique des Grands Lacs

Synergies Algérie

Synergies Argentine

Synergies Amérique du Nord

Synergies Brésil

Synergies Chili

Synergies Chine

Synergies Corée

Synergies Espagne

Synergies Europe

Synergies France

Synergies Inde

Synergies Iran

Synergies Italie

Synergies Mexique

Synergies Monde

Synergies Monde Arabe

Synergies Monde Méditerranéen

Synergies Pays Germanophones

Synergies Pays Riverains de la Baltique

Synergies Pays Riverains du Mékong

Synergies Pays Scandinaves

Synergies Pologne

Synergies Portugal

Synergies Roumanie

Synergies Royaume-Uni et Irlande

Synergies Russie

Synergies Sud-Est européen

Synergies Tunisie

Synergies Turquie

Synergies Venezuela

Essais francophones : Collection scientifique du GERFLINT

Direction du Pôle Éditorial International :

Sophie Aubin (Universitat de València, Espagne)

Contact : gerflint.edition@gmail.com

Site officiel : <https://www.gerflint.fr>

Webmestre : Thierry Lebeau (France)

Synergies Roumanie, n° 15/2020

Couverture, conception graphique et mise en page : Emilie Hiesse (*Créactiv'*) - France

© GERFLINT – Sylvains-les-Moulins – France – Copyright n° ZSN68E3

Dépôt légal Bibliothèque Nationale de France

Identifiant pérenne ARK: <https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb427223778> - Novembre 2020

GERFLINT

Groupe d'Études et de Recherches pour le Français
Langue internationale

Programme mondial de diffusion scientifique
francophone en réseau

www.gerflint.fr

À l'origine de ce volume, il y a le constat d'une grave carence historiographique sur l'Europe et son histoire, et par conséquent un « déficit d'historisation et donc de nomination » (Denis Crouzet) qui a entretenu l'oubli de ce que le grand historien Alphonse Dupront appelait la « matrice d'unité » européenne. D'où un déficit de connaissance de soi, de conscience de soi, et finalement, peut-être, d'estime et de maîtrise de soi. Or, c'est par l'histoire que l'on peut tenter d'arriver à une meilleure compréhension de ce qu'est l'Europe : non pas un produit de la Providence ou du déterminisme biologique, géographique ou ethnique, mais « un fait historique » (Lucien Febvre) ou une « grammaire culturelle » (Fernand Braudel). Et si les déviances mémorielles actuelles, fleurissant sur le terreau vénéneux des peurs instrumentalisées, pouvaient être analysées comme un effet pervers de cette difficulté à comprendre et à connaître l'histoire de l'Europe, à appréhender l'Europe comme une création historique, prise entre ses « génies radieux » et ses « démons », comme l'écrivait l'écrivain allemand Jacob Wassermann en 1930, « toute lumière trouvant son équivalent dans d'égales ténèbres » ?